PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 27 et 28 avril 1948
Paris

Sommaire

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti) 2
Georges Levillain (Maire de Clichy) 3
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti) 3
Albert Gazier 17
Houy (Marne) 23
Pierre Métayer (Seine-et-Oise) 25
Léon Boutbien 29
Le président (Martin) 32
Guy Mollet (Secrétaire général) 32
Frenel (Meurthe-et-Moselle) 32
Baurens (Gers) 34
Jean Silvandre (Soudan) 36
André Philip 40
Roux (Loiret) 46
Daniel Mayer 49
Roux (Loiret) 51
Pierre Rimbert (Comité directeur) 52
Théodore Staub (Loire-inférieure) 57
Francis Leenhardt (Bouches-du-Rhône) 59
Gérard Jaquet (Seine) 65
Cormier (Maine-et-Loire) 69
Collet (Sarthe) 71
Batard (Finistère) 73
Marcheix (Hautes-Pyrénées) 74
Delorme (Basses-Alpes) 76
Descamps (Puy-de-Dôme) 78
Guillet (Gironde) 79
Alexandre Bracke 82
Capdeville 85
Un camarade représentant de la nouvelle assemblée 87
Le Pan (Morbihan) 88
Martin (Bouches-du-Rhône) 91
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti) 93
Jean Philippe 94
Charles Lamarque Cando (Landes) 96
Begara (Oran) 99
Gaston Chaze (Basses-Pyrénées) 101
Cotta (Alpes-Maritimes) 103
Victor Provo 106

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Métayer (Seine-et-Oise)..... 110
Louis (Marne)..... 111
Guillet (Gironde)..... 112
Rosset (Gard)..... 113
Cormier (Maine-et-Loire)..... 114
Camille Delabre (Pas-de-Calais)..... 115
Cotta (Alpes-Maritimes)..... 117
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)..... 117
Victor Provo..... 121
Robert Verdier..... 122
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)..... 125
Jules Moch (rapporteur général)..... 127
Martin (Bouches-du-Rhône)..... 128
Gaston Chaze (Basses-Pyrénées)..... 129
Jules Moch (rapporteur général)..... 130
Daniel Mayer..... 131
Delvaux (Moselle)..... 133
Gaston Chaze (Basses-Pyrénées)..... 137
Daniel Mayer..... 138
Delvaux (Moselle)..... 141
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)..... 142
Marceau Pivert..... 144
Pierre Métayer (Seine-et-Oise)..... 145
Royer (Corrèze)..... 147
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)..... 150
Max Lejeune..... 152
Daniel Mayer..... 153
[Rougeron ?]..... 155
Jules Moch (rapporteur général)..... 156
Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)..... 157

Séance du 27 avril 1948 (matinée)

La séance est placée sous la présidence de M. Weber (Bas-Rhin), entouré de M. Levillain, maire de Clichy et M. Huyard (Vienne).
Avant d'entrer dans les débats, le président de séance donne la parole à M. le secrétaire général pour remercier la municipalité de Clichy.

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

C’est fait en quelque sorte puisque le président vient d’adresser des remerciements à la municipalité. Nous pouvons en effet remercier nos camarades de Clichy de leur hospitalité, de la façon dont ils ont organisé la réception qui nous est faite.
Je vous propose d’abord' d’accepter la désignation de quelques camarades pour constituer la petite commission de vérification des mandats.

Fondation Jean-Jaurès

Georges Levillain (Maire de Clichy)

Mes chers camarades, comme vient de l'indiquer notre secrétaire général, notre président, l'ordre du jour de ce Conseil national est extrêmement chargé comme nous ne commençons pas à l'heure, je n'ai nullement l'intention de vous faire un bien long discours.

Toutefois il m'est agréable de vous dire combien la section Socialiste est heureuse de vous accueillir aujourd'hui dans notre ville de Clichy.

La salle qui vous a aujourd'hui donné l'hospitalité, comme vous avez pu le constater, est assez curieuse. Je dois vous indiquer tout de suite que c'est une réalisation Socialiste et c'est précisément notre camarade Charles Aufret qui, pendant 16 ans, a administré cette ville de Clichy, qui a eu l'idée de faire construire la salle et je peux vous dire, en tant Socialiste que nous sommes tous fiers de cette réalisation. Nous en sommes d'autant plus fiers qu'en France, elle est la seule de ce modèle et qu'en Europe, il n'y en a que trois dans le genre. Comme je vous l'indiquais tout à l'heure, puisque ce sont des Socialistes qui l'ont conçue, nous devons en être très fiers, mais je voudrais aussi vous dire que depuis la libération, cette salle a été occupée par beaucoup d'autres réunions qui ont été faites par la municipalité qui nous a procédé, c'est-à-dire la municipalité de 1945 à 1947 et cette salle a abrité bien des réunions Communistes.

Il me plaît de rappeler ici une réflexion qui a été faite par des dirigeants du Parti Communiste qui, se trouvant en bas des marches, sur le boulevard, faisait ressortir à ses camarades avec lesquels il était, en désignant la salle : "Cette belle réalisation Communiste !"

Eh bien camarades, ce jour-là, j'ai eu un serrement de cœur parce que je savais que non seulement, ça n'avait pas été une réalisation Communiste mais je peux vous dire que la fraction du Conseil municipal appartenant au Parti Communiste et qui était dans la municipalité Aufret, avait refusé d'abord le principe de la conception de cette salle et les crédits pour le faire.

Voyez donc quelle était la bonne foi des citoyens qui employaient cette salle et qui la faisaient passer comme une réalisation Communiste. Je n'insisterai donc pas plus longtemps.

Avant de redonner la parole à notre présidence je voudrais à nouveau, vous renouveler toute la sympathie de la section de Clichy et vous dire une fois de plus, combien nous sommes heureux de vous recevoir aujourd'hui.

(Applaudissements)

Le président - Nous remercions notre camarade maire de Clichy et je donne la parole à notre Secrétaire général.

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

Camarades, sur les tables, vous devez trouver un programme des travaux tels qu'ils sont présentés par le secrétariat. Nous avions tout d'abord pensé à présenter un programme diffèrent qui aurait comporté, pour le mercredi, l'étude

du budget et de la vie du Parti et non pas de la question du Populaire, mais une communication sur Le Populaire, puis commencer cet après-midi, la politique générale intérieure et extérieure.
Cet ordre, évidemment, aurait semblé plus logique.
Je vous dois une explication. C'est que demain matin, il y a un conseil des ministres et que la plupart de nos camarades ministres tiennent à assister aux débats sur la question de politique intérieure et extérieure et ceci nous a amenés inverser l'ordre du jour.
Il y a, à ce programme, une seule observation, c'est qu'effectivement, le débat sur politique intérieure et extérieure risque de s'engager ce matin devant un Conseil national qui n'est pas encore au complet.

Le président - Quelqu'un a-t-il un avis contraire à ce que nous a proposé notre Secrétaire général ? Pas d'objection.
(Les délégués applaudissent : c'est M. Léon Blum qui fait son entrée dans la salle du Conseil)

Guy Mollet - Je regrette et je le dis pour commencer d'être obligé de faire le rapport sur la politique générale alors que le Conseil n'est pas au complet. Le seul intérêt essentiel de ces rapports que le Secrétaire a pris l'habitude de présenter au début de chaque Conseil national était d'exposer la situation de telle façon que la discussion engagée par la suite, puisse être plus ordonnée et en particulier, pour éviter que les choses déjà dites dans le rapport et considérées comme admises par tous, n'aient pas à être répétées.
Mon intention était de partir uniquement du dernier Conseil national, du Conseil national qui s'est tenu les 16 et 17 décembre dernier et au cours duquel a été adoptée la résolution que vous connaissez :
"Après avoir adopté un manifeste qui précisait les buts du Parti : défense de la paix, de la justice sociale, de la liberté, le Conseil national faisait confiance aux parlementaires et aux ministres Socialistes pour défendre ces mêmes mots d'ordre…"
Telles étaient les directives qui nous avaient données à tous.
Dans les jours immédiats qui suivirent, ce conseil national, et je ne vais pas reprendre tous les problèmes mais simplement les rappeler, nous avions à suivre les consignes que vous connaissez.
Le premier problème qui surgit fut la prise de position du Parti à l'Assemblée sur ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le plan Mayer.
Le 27 décembre, à l'unanimité, le Comité directeur décidait de demander à tous les ministres de s'opposer à ce que la confiance puisse être posée sur un tel projet.
Poser la question de confiance eut été interdire le débat de contre-proposition.
Les ministres, mandatés en ce sens, obtinrent satisfaction et le projet subit tous les amendements que vous connaissez.
Le débat essentiel se produisit devant le groupe au Parlement sur l'article 1 et sur l'article 2, et en particulier sur l'amendement présenté par notre ami Ramadier,

Collection Jean-Jaurès

sur la liberté de l'or et la liberté des devises.
A l'unanimité moins deux abstentions, qui ne marquaient d'ailleurs pas une opposition, mais une obligation, le Comité directeur, le 28 janvier, confirmait son hostilité au projet René Mayer.
La discussion s'engageait alors sur l'amendement proposé par Ramadier concernant l'article 2 du projet relatif à l'opération de l'échange des billets de 5 000 frs.
Nous estimions que cet amendement n'apportait pas une modification assez conséquente pour obtenir, par l'opération monétaire envisagée, des recettes efficaces. Nous nous prononcions donc toujours contre l'amendement Ramadier.
C'est alors que fut faite cette proposition transactionnelle des billets de 5 000 frs sur laquelle, probablement, un certain nombre de camarades interviendront et sur laquelle je ne veux pas, moi m'appesantir pour l'instant.
Le Comité directeur estimait qu'il y avait des avantages incontestables à procéder à une telle opération. Nous votions une résolution qui vous a été lue dans le bulletin intérieur.
Le Comité directeur estimait qu'il y avait des avantages incontestables à procéder à une telle opération. Nous votions une résolution qui vous a été communiquée, que vous avez lue dans le Bulletin intérieur.
Le Comité directeur estimait que l'échange des billets de 5 000 frs, malgré ses avantages incontestables, ne compensait pas les inconvénients d'un marché libre de l'or.
Il demande le contrôle très strict dans domaine financier des marchés intérieurs.
Il demande à tous les organismes du Parti de faire preuve de la plus grande vigilance pour que les mesures d'économie financières et sociales nécessaires fassent appel à la confiance et à l'appui de l'ensemble des travailleurs.
Puis, nous avons essayé d'obtenir à la même date, des rencontres avec nos camarades britanniques. Les évènements se précipitaient, le groupe parlementaire modifiait sa position. Le secrétaire du Parti au nom du comité directeur, disait au groupe parlementaire que le Comité directeur, lui, maintenait sa position. Il en était décidé autrement dans le groupe parlementaire et ceci nous reposait une fois de plus, le problème des rapports entre le groupe parlementaire et le comité directeur.
Dans les semaines qui ont suivi, un rapport a été établi. Vous connaissez le projet de protocole d'accord adopté par le groupe parlementaire et par le comité directeur. Le prochain congrès aura à entériner ou à modifier ce projet à titre définitif.
Le problème qui s'était posé à cette occasion, reste posé. C'est celui de notre participation au gouvernement. Je sais qu'il fera l'objet de débats. Je voudrais redire - car nous allons être condamnés, dans ce Conseil national à nous répéter souvent et à redire ce que déjà, nous avions dit lors du dernier Conseil national - que nous nous trouvons à la fois condamnés à une participation gouvernementale et à l'intérieur de cette participation condamnés à nous battre parce qu'il apparaît que nous sommes un peu les dupes dans la vie de participation.

Ce combat à l'intérieur des ministères, à l'intérieur du pays, pour les Socialistes est de plus en plus difficile. Il a besoin du pays.
Participation au gouvernement à l'heure actuelle, ça suppose que l'on se bat sur les terrains suivants que je vais seulement énumérer sans insister, mais parce que je souhaite qu'au cours des débats, le Conseil national ait dit, d'une façon nette quelles sont les limites de l'action gouvernementale sur chacun de ces problèmes.
1 - Celui du pouvoir d'achat. Il est absolument incontestable - et si les Français en doutent, il faut entendre nos camarades de l'étranger nous donner eux, leur opinion - qu'il y a un redressement de la situation française sur le plan économique.
Il est absolument incontestable qu'il y a une reprise en France. Seulement, ceci doit être accompagné dans le même temps d'une augmentation ou au minimum du maintien du standing de vie ou du pouvoir d'achat des travailleurs. Nous avons l'impression souvent que le redressement obtenu est payé presque uniquement par la classe de ceux qui travaillent.
Voila l'intérêt qu'il y a à se battre pour les Socialistes et à se battre dans toutes les formations gouvernementales.
2 - Celui de la laïcité. Il est très exact que là encore, les Socialistes, dans la commission gouvernementale, risquent d'être lésés. Si on a l'impression parmi nos alliés ou nos comparses dans la coalition, qu'il est encore possible de nous battre sur ce terrain, parfois, ce ne sont pas toujours les éléments MRP qui mènent la lutte dans certaines régions de l'Ouest ou de l'Est, contre l'école laïque.
Le fait est que nous avons du faire des concessions et qu'à l'heure actuelle, nous continuons à en faire des concessions nécessaires mais dures en ce qui concerne la solidarité gouvernementale et nous ne sommes pas payés de retour.
Le Conseil national doit donner son point de vue.
Le groupe parlementaire il y a 43 heures, confirmait sa position sur ce point et il appartiendra au Conseil national de dire si le groupe parlementaire et le Comité directeur traduisent bien la volonté du Parti.
Un problème devra être soulevé :
Le problème de la presse. Nous nous heurtons là encore, à de grosses difficultés.
Nous nous heurtons au petit groupe radical dont la position donne une autorité assez grande pour qu'il se produise trop souvent que ce soit leur politique qui prévale plutôt que celle des grosses formations de la majorité.
Il est plusieurs régions de France - je pense aussi bien à la région de Toulouse - plus encore même à la région de Toulouse qu'à la région de Marseille, mais je pense aussi aux dizaines de journaux solides en France et menaçants parce qu'on ne veut pas appliquer la loi sur la presse, de reprendre une place conséquente.
Il y a le problème des nationalisations que l'on risque de voir attaqué de côté et d'autre. Nous ne sommes pas pour défendre la forme actuelle des nationalisations d'une façon absolument intransigeante, mais le principe. Nous avons constaté, dès premiers jour que ces nationalisations ne correspondaient pas à nos propres volontés. Il faudra être prudent.

Il y a aussi le problème de l'Union Française. Là encore, depuis la formation de l'actuel gouvernement, les probités de l'Union Française nous échappent encore. Les petits conseils, les conseils restreints, chargés de s'en occuper, ne comportent aucun Socialiste et nos camarades des territoires d'Outre-mer étaient souvent amenés, à nous dire combien est grave la situation dans ces territoires d'Outremer en raison de la position adoptée par le gouvernement.
Nombreux sont les camarades qui parfois nous disent : "Mais alors, vous êtes loin des directives qui vous furent données à Lyon". Certains probablement viendront le dire à cette tribune – et je souhaite ce soit fait à la tribune de ce Conseil national –.
On nous dit : "Vous aviez tous un mandat donné par le Congrès de Lyon : celui de ne pas vous associer à un gouvernement, à une politique qui ne vous donnerait pas satisfaction. Nous avons été appelés déjà en décembre, à dire les raisons pour lesquelles nous étions obligés, que nous étions actuellement astreint à continuer d'accorder un soutien ou une participation alors même que nous sommes loin d'obtenir ce que nous voulions.
Ces raisons, je ne les répète pas. Nous les répétons régulièrement dans les réunions publiques ou dans les réunions du Parti. Il faudrait même que chacun les répète partout.
Ces raisons sont, en France, la tactique imposée aux Communistes depuis la création du Kominform (rencontre des neuf Partis Communistes à Varsovie) et d'autre part, la prise de position du RPF.
Ceci depuis décembre, n'a pas changé. Ce que nous disions en décembre, ce que nous constations en décembre comme faits, ce double danger ne s'est pas modifié.
L'attitude du Parti Communiste, depuis décembre s'est affirmée. Un événement est venu, en France, rendre plus dure encore notre tâche. Cet évènement apparaissait comme probable en décembre, est devenu maintenant un fait accompli : c'est la scission syndicale. L'appareil FO représente pour les Communistes un gros danger. Nous pouvons d'ailleurs dire qu'aux violences de langages se sont parfois adjointes les violences physiques, l'accusation contre les Socialistes d'être des traîtres, d'être vendus à l'Amérique est maintenant devenue le slogan de toutes les réunions Communistes.
Vous avez comme moi, participé à de nombreux meetings depuis décembre. Vous savez que là est le seul thème de propagande Communiste à l'heure actuelle.
Leurs candidats sont maintenant un peu partout contre les nôtres. Il n'y a rien de nouveau. Les vieux militants qui sont là ont connu tout cela.
Le fait est qu'il n'y a rien de changé de leur côte ? Je ne parle, pour l'instant que de politique intérieure.
Côté gaulliste, il y a peut-être eu un changement. Il y a peut-être un changement que je dirai dangereux. Ce fut d'abord le discours de Saint-Étienne (pas dangereux, je dirai presque utile dans la mesure où les ouvriers purent se rendre compte – et ils sont nombreux à s'être rendu compte que l'on proposait purement et simplement le retour à certaines théories, révolution nationale

tellement sensibles que les discours suivants ne reprirent jamais ces thèmes de Saint-Étienne ; ceux de Strasbourg et de Marseille. Ce n'est pas en cela que ça a changé. Le danger RPF a changé en ce sens qu'il semble avoir atténué la virulence de son attaque, que la méthode enveloppante semble avoir été substituée à la méthode d'attaque de front. Or, je l'ai dit plus dangereuse. Je pense qu'il est presque heureux que la nouvelle de la proposition Pleven ait eu lieu avant ce Conseil national. Sue ce point-là encore, il faudra fournir une réponse précise par ce Conseil national, aux appels qui nous sont faits par Pleven.

C'est important, car il m'est apparu au cours de mes tournées à travers quelques fédérations qu'un trouble subsistait dans les esprits de certains de nos camarades. J'ai encore entendu des camarades faire grief à Léon Blum, au comité directeur, au groupe parlementaire, de ne pas avoir, au moment où nous avions présenté la candidature de notre camarade Léon Blum, pu obtenir de lui qu'il renonce à présenter les deux dangers.

J'entends qu'aujourd'hui, on mette les points sur les i. Cet esprit subsiste, c'est incontestable, dans le Parti. La raison essentielle est que les Communistes ont poussé leurs attaques contre nous avec une telle violence que la nécessité de se battre contre eux, fait que parfois des camarades accepteraient des complicités avec tous ceux qui les dénoncent.

J'ai vécu, il y a quelques jours, un exemple des plus pénibles. J'avais été mandaté par nos camarades représentant le Parti et en même temps, parce que le député de la circonscription, pour présider les élus Socialistes aux obsèques des mineurs de Sallaumines. Ça a été quelque chose d'écœurant, une exploitation du cadavre, absolument monstrueuse. Il n'y avait pas que les Communistes parmi eux (je crois qu'ils n'étaient que trois sur l'ensemble des morts). Des familles présentes menaçaient de quitter la manifestation si les propos tenus avaient du se prolonger.

Nous le sentons tous, les Communistes, à l'heure actuelle, poussent cette offensive contre nous avec parmi leurs objectifs, celui d'arriver à nous faire confondre avec le gaullisme.

Est-ce que nous serons les complices de leur jeu ?

(Applaudissements)

Il y a un autre sentiment qui joue, c'est le sentiment personnel à l'égard du gaullisme. Si vous préférez, il y a un sentiment de peur. Il y a pour chacun d'entre nous, le sentiment individuel.

Que présenterait un éventuel succès gaulliste.

Il est évident que quelques-uns connaîtraient les charmes de la balle dans la nuque ou la détention prolongée ou la déportation. Individuellement, il peut être permis d'espérer que dans un cas de succès RPF, ça se limiterait à quelques internements pour ceux qui seraient assez fous pour ne pas comprendre rapidement. On n'a pas le droit camarades… on n'a pas le droit de laisser subsister cette impression. Ou alors, c'est que leur petite personne compte davantage que les préoccupations du Parti.

Ce qui est important, c'est de se rendre compte que pour le Socialisme, pour le

Fondation Jean-Jaurès

Parti, les deux dangers restent bien les mêmes : la suppression totale de la liberté, de la démocratie, de la possibilité de réaliser le Socialisme.
(Applaudissements)
Il faudra que le Parti, cette fois encore, le confirme. Il faudra que tout le monde s'y mette. Cette prise de position n'a pas toujours été bien comprise. J'ai eu comme l'impression parfois que les camarades acceptaient de voter cela dans un Conseil national. J'ai vu aussi l'accepter au groupe parlementaire mais qu'au fond des esprits, il subsistait une réserve : on l'avait voté parce qu'on était dans une certaine ambiance ou qu'on faisait confiance à ceux qui venaient défendre cette thèse. Ce n'est pas suffisant. Il faut que l'adhésion à une position soit totale.
"La troisième force, ça n'existe pas. Nous ne pouvons pas, dans notre département, nous disent les uns, nous allier aux radicaux. Nous pouvons encore moins, dans notre département, nous allier aux MRP, disent les autres". D'autres condamnaient une Troisième Force dont ils voulaient dire qu'elle n'était que parlementaire, alors qu'il n'est pas encore de Troisième Force parlementaire, alors que nous avons un gouvernement de coalition mais qui n'est pas encore malheureusement un gouvernement de troisième force, comme nous l'aurions voulu.
Je pense que le débat sera assez complet pour prendre une position précise.
Malgré tous nos efforts, nous ne sommes encore parvenus à rien de solide. Ce n'est encore solide, pour l'instant que comme état d'esprit, que comme volonté. En disant solide, je suis optimiste.
Il ne faut pas que les représentants des fédérations qui sont là, aillent dans leur fédération et dirent : Le parti nous donne le mandat de créer ceci ou cela dans le département.
Ce qui a été proposé, c'est de chercher autour de vous ceux qui, sur le plan national, sont d'accord avec vous, qu'ils appartiennent ou non à d'autres formations politiques.
Le RPF. Notre attitude à leur égard. La résolution première qui a été prononcée correspondait totalement à notre point de vue. En fait, c'était presque les termes de notre résolution de notre Conseil national dernier. Mais, il y avait deux dangers que je dénonçais le premier jour au nom du comité directeur.
Cette initiative pouvait être utile que dans la mesure où c'était la même que la troisième force. Cette initiative présentait des dangers. - Danger extérieur au Parti : Nous avons été amenés à prendre un certain nombre de décisions d'expulsion qui ne représentent presque rien. En réalité, dans le Parti, ça n'a pas eu de répercussion, mais elles ont été exploitées par la presse adverse.
Ce furent les jeunesses socialistes dissidentes, la SR, l'équipe Dechezelles, ce furent les quelques exclus de l'ancienne bataille Socialiste. Ceci faisait que [le peur] petite feuille de chou de la veille était presque un grand journal. Ça ne représentait pas grand-chose, mais cela faisait des initiales les unes après les autres qui donnent l'impression que les hommes avaient quitté ou avaient été chassés du Parti.
Il y a là un danger que nous devons sentir, disait le RDR.

Fondation Jean Jaurès

Danger intérieur. A quelques-uns le RDR apparaissait comme tendance dangereuse. Ce qu'il disait, il le pensait comme le pense tout parti.
Une première décision du 10 mars disait que le Comité directeur considérait que la 7ème force est le rassemblement de tous ceux, organisme ou individus qui entendent lutter à la fois contre le stalinisme et le gaullisme…
Le 7 avril dernier, cette décision du 10 mars était confirmée. Elle demandait au Secrétaire de convoquer ceux des camarades qui ont pris des responsabilités dans l'organisation du RDR afin de leur fixer l'ensemble des tâches précises et limitées.
De toutes manières, il décide de fixer au 7 mai la date après laquelle aucun Socialiste ne saurait être membre d'un comité de RDR qui ne ferait pas organiquement partie du comité correspondant de la 7ème force.
Au cours de la discussion, il vous sera donné, sur les négociations en cours, des renseignements.
Je pense que nous sommes à cet égard, optimistes.
En ce qui me concerne, je pense que nous avons eu raison au Comité directeur ; en tenant compte de l'état d'esprit, de la volonté, utile au Parti, de certains de nos camarades, tenant compte du sentiment qu'ils avaient senti les dangers, nous avons eu raison de ne pas "briser" cela. Cette tentative était comme beaucoup d'autres, vouée à être beaucoup moins fructueuse que la prise au départ pouvait nous le laisser penser. Tout geste prématuré au départ eut donné l'impression de scission, de division, de nouveaux départs éventuels, un amenuisement de la puissance Socialiste.
Je pense que la méthode que nous avons adoptée était la bonne puisque nous avons gagné.
Position du Parti sur la politique intérieure
Nos camarades, un peu partout, se sentent parfois gênés dans la propagande. Il m'est arrivé d'entendre dire des camarades les difficultés qu'ils éprouvaient pour faire comprendre notre position, les difficultés qu'ils rencontraient pour faire des réunions publiques.
J'ai l'impression qu'on commet souvent une faute. Je dis que la faute essentielle commise par certains camarades, c'est de confondre la politique du Parti et la politique du gouvernement. Je dis que, sans manquer à la solidarité ministérielle nécessaire et au soutien des camarades ministres, il est facile de différencier la politique du Parti de celle du gouvernement, et cela est nécessaire. C'est dans la mesure où on ne le fait pas que l'on est gêné pour parler en public.
Les camarades des fédérations où je suis passé récemment peuvent dire quels sont les résultats que l'on obtient quand on tient ce langage devant les camarades du Parti et devant le public.
La politique du Parti, nous sommes condamnés à ne pas pouvoir la faire appliquer intégralement. Nous sommes encore condamnés, à l'heure actuelle, à certaines concessions, c'est que l'essentiel est encore de maintenir la liberté pour permettre le départ en avant.
Lorsque l'on sait discuter la politique du Parti et dans les conditions qui, à l'heure actuelle nous condamnons à la participation, je dis que non seulement

Fondation Jean-Jaurès

c’est compris des camarades du Parti, mais aussi du public en général.
Camarades, sur la politique intérieure, j'en ai à peu près terminé parce que je dois vous faire un aveu. Depuis quelques mois, avec beaucoup de nos amis, j’ai personnellement acquis la conviction que les problèmes français ne trouveront pas leur solution sur le plan national. Depuis quelques mois, j’ai la conviction profonde que si nous voulons courir notre chance – et je dis qu’elle est encore grande - de sauver la démocratie française, de jeter les bases d’une société nouvelle, ne disant pas Socialiste mais permettant la marche vers le Socialisme, ce n’est que sur la plan international qu’il nous est possible de faire des réalisations.
Ceci est vrai parce que tous les problèmes, aujourd’hui se posent à l’échelon international et parce que le sort de la démocratie française est lié actuellement au rétablissement de l’économie de la France et que ce rétablissement est lié lui-même au rétablissement de l’économie de l’Europe.
Le sort de la démocratie française est lié au maintien de la paix et aujourd’hui, plus peut-être encore qu’hier, la paix est à défendre.
C’est donc de politique générale internationale que dans ce même rapport, je vais vous dire ce qu’est actuellement, l’attitude du Parti.
Que les dangers soient grands, c’est incontestable. Nous n’avons pas le droit, ni les uns, ni les autres de nous boucher les yeux, de nous fermer les yeux aux dangers qui existent. Nous ne pouvons guère sur ces problèmes, que parler avec des impressions. On connaît peu les intentions des uns et des autres dans la mesure où nous croyons savoir où nous en sommes de la politique internationale.
Il est permis de penser que ni la Russie, ni l’Amérique, au fond, ne veulent le conflit, que l’une et l’autre ont même peur du conflit et ceci les pousse à prendre des sortes de précautions.
La Russie augmente son emprise économique pour les besoins non pas de l'économie des peuples intéressés, mais de ses propres besoins. S’ils voulaient la guerre, de toute façon, ils en sont arrivés à des contactes tels que la moindre étincelle pourrait entraîner le feu.
Les évènements se sont précipités. Ça a été Prague, une histoire tchèque. Je ne l’ai pas vécue encore que j’étais à Prague 48 heures avant les évènements. Ça s’est déroulé avec une telle précision… Le mécanisme a fonctionné comme un mécanisme d’horlogerie. À partir de la minute où la faute initiale a été commise par les adversaires, car ces ministres des partis de droite donnaient leur démission à la veille des élections, tout s’est déroulé avec une sorte d’enchaînement mécanique parfait et la République tchèque a été rayée de la carte. Un véritable alignement de la nouvelle frontière se créait. On parlait récemment de difficulté possible en Norvège. Il y a la question palestinienne. Il nous faut nous rendre compte que la situation extérieure est tendue et sérieuse.
Quelles sont les possibilités ? Il y a d’abord, c’est absolument certain, celle qui consiste à espérer une rencontre, un rapprochement de tous les responsables dans le monde. L'heure est vraiment où l’on rêverait d’entendre la voix d’un Jaurès pour demander à tous les responsables politiques du monde, qu’il soit

Truman, qu'il soit Staline ou autres, de prendre conscience de leurs responsabilité de se rencontrer et de ces rencontres entre eux qu'aucun des problèmes qu'ils entendraient régler par la guerre, des problèmes nouveaux surgiraient. Les grandes voix individuelles ne se font pas entendre. Mais il est une autre possibilité, c'est que les voix des Partis se fassent entendre. C'est qu'entre ces deux blocs, l'on voit se créer non pas contre eux, mais pour les empêcher l'un et l'autre, de se rencontrer, une Troisième Force internationale. C'est bien là, sur le plan international, bien plus encore que sur le plan national, là, elle représente quelque chose, mais non seulement une force morale, mais encore quelque chose de concret. Le jour où l'Amérique trouverait à ses côtés, non pas sous sa domination, une Europe organisée, elle ne serait plus en contact direct avec la Russie, dans la mesure où la Russie a peur, une Europe dont elle aurait la preuve qu'elle n'est pas une Europe hostile… alors, les conflits s'éloigneraient. C'est la raison pour laquelle, depuis des mois, le Comité directeur nous a donné comme tâche de faire surtout du travail en politique extérieure. Il n'est pas un congrès international, il n'est pas une conférence internationale, non seulement à laquelle assisteraient les délégués du Parti français, mais dans laquelle, les délégués français cherchaient à faire prévaloir ce point de vue.

Nous avions deux buts à atteindre :

- clarification de la situation internationale en ce qui concerne les Partis Socialistes.
- l'unification de l'Europe.

Cela voudrait dire pour nous, obligation pour tous les Partis Socialistes se réclamant de l'organisation internationale, d'avoir sur tous les problèmes, une position commune, auto-élimination de ceux qui n'avaient pas cette position et admission, par contre, de tous ceux qui acceptaient cette position. Ce furent les réunions d'Anvers, où Boutbien nous représentait. Pour le problème espagnol, Grumbach nous représentait. Ce furent les réunions du PSOE à Toulouse. Ce furent aussi les conférences de Bruxelles et de Londres.

Qu'avons-nous obtenu ?

D'une part, à Londres, nous avons, en février dernier, obtenu une clarification telle que le COMISCO s'est trouvé amputé d'un certain nombre de partis qui jusque là prétendaient en faire partie et s'est trouvé enrichie d'autres. La coupure avec les partis de l'Est est une coupure douloureuse. Le parti français et nos amis anglais d'ailleurs se sont longtemps battus pour que l'on essaie de comprendre la position des partis dans les pays occupés, pour qu'on essaie de leur rendre la tâche la moins difficile possible, acceptant parfois les difficultés que cela nous coûtait à nous-mêmes, pour essayer de sauver là-bas, la position sociale-démocrate.

Hélas, le processus a été presque fatal, comme en Pologne, comme en Hongrie ou en Tchécoslovaquie.

Le pouvoir a été pris dans la nuit… de toute façon, le fait est que ces partis ne pouvaient plus prétendre être intégrés à l'internationale.

Nous avons demandé de spécifier, dans un court préambule ce qu'est la position

Collection Jean Daniel

du Socialisme attaché à la démocratie et dire aux autres : ou bien vous acceptez cela et vous êtes des nôtres, ou bien vous n'êtes pas de notre avis et vous constatez vous-même que vous devez vous éloigner.
Le comité des conférences Socialistes, réuni à Londres le 20 mars 1948 tient à réaffirmer les principes essentiels du Parti Socialiste, l'affranchissement de la bête humaine de toutes formes d'oppression, la justice sociale et la paix. La défense de la démocratie s'impose aux socialistes comme leur premier devoir. C'est sur ces bases que nous étions immédiatement amenés à constater que certains partis, comme le parti roumain, que les Bulgares, les Hongrois, du moment qu'ils avaient la fusion et dans des conditions qui n'étaient pas des conditions d'une fusion synthétique, mais d'une intégration, d'une subordination totale, nous avions constaté qu'ils ne pouvaient plus être des nôtres.
Lorsque nous parlions de nos amis italiens, le PSI était encore du Parti international.
À Londres, une délégation de quatre membres du PSI était encore présente. Nous disions au PSI que nous considérions qu'il était engagé dans la même voie qui conduit à l'absorption et, en conséquence, on leur a lancé un ultime appel. On leur a demandé de rester au Parti Socialiste.
A peine avions-nous formulé cette revendication que les représentants du PSI quittaient la salle de réunion. Quand dans une conférence internationale, on voit partir les représentants d'un grand parti, c'est une heure qui est toujours douloureuse. Mais le lendemain, et dès le lendemain, l'Italie était de nouveau représenté. Nous avions immédiatement pris, au COMISCO, la décision de convier à Londres, non pas un parti, mais tout ce qui en Italie, représentait la tradition du Socialisme attaché à la démocratie, avec eux, tous les hommes qui, comme Lombardo sont attachés à la volonté de regrouper autour d'eux tous ceux qui, en Italie, défendent les mêmes positions que nous. Puis, nous admettons le Parti de Llopis ; décidés que nous sommes à admettre dans la nouvelle organisation internationale, tous ceux qui sont à la fois attachés à la lutte révolutionnaire du Socialisme, mais aussi à la lutte émancipatrice de ceux qui sont partisans de la liberté.
Sur ce point, nous avons gagné. Sur le deuxième, je crois que nous sommes prêts à gagner.
Hier et avant-hier, nous avons vécu un Congrès qui est la conclusion d'une longue série d'efforts dont je ne suis pas sûr que le pays, dont je ne suis pas que le Parti ait absolument mesuré l'importance. La place qui a pu être faite à nos décisions n'est pas assez grande. Il va falloir absolument que vous tous soyez les porte-paroles dans le pays de l'immense espoir qui vient de naître.
Depuis des mois en effet, il m'a été donné d'aller au nom du Parti en Italie, en Autriche, en Tchécoslovaquie, au Luxembourg, en Belgique, en Suisse, en Angleterre. J'ai, un peu partout, recueilli les mêmes impressions, les mêmes sons. Alors que souvent, nous doutons de nous-mêmes, alors que notre propre Parti traverse, à l'heure actuelle, des difficultés dont nous avons parlé. Alors qu'il y a chez les Français en général, une sorte de doute à l'égard de la France et chez les Socialistes en particulier, une sorte de doute à l'égard du Parti,

partout, que ce soit nos camarades italiens, hollandais ou autres, partout, ils ont dit : mais qu'attendez-vous, vous les Socialistes français, qu'attend Léon Blum pour prendre la tête de ce mouvement.
J'ai éprouvé quelque amertume et presque quelque honte en me demandant si nous étions dignes de la confiance qu'ils mettaient en nous.
Le Comité directeur nous a donné le mandat d'essayer. C'est Grumbach qui a demandé à la conférence de Belgique que l'on tienne d'urgence une conférence sur l'organisation du plan Marshall, que l'on réunisse immédiatement tous les Partis Socialistes des pays qui s'intéressaient au plan Marshall.
Un numéro spécial du bulletin intérieur vous a fourni, sur le plan Marshall, un début de documentation, une ébauche pour préciser quelle était la position à défendue par le Parti, conscients de ce qu'il fallait, pour sauver l'Europe, se servir du plan Marshall, mais conscients que ce plan Marshall est un démarrage, ça ne peut être une panacée qui peut sauver tout le monde… et cette fameuse dont on parle tant… L'offre Marshall doit être faite non pas à des pays individuels, mais à une Europe unie qui commence elle-même, par se coordonner en amenuisant sa propre distribution, en n'attendant de l'Amérique, comme aide, que les surplus nécessaires permettant de préserver l'indépendance de chacun. Si nous y allons en "pièces détachées", nous nous heurterons à la concurrence tragique… Nous sommes partis là-dessus. La conférence demandée a eu lieu. Je voudrais que la résolution adoptée en Angleterre, que Le Populaire n'a pas publiée encore intégralement, mais qui en a publié un excellent commentaire, soit entre les mains de tous les propagandistes du Parti.
À l'heure actuelle, vous êtes annoncés comme les propagandistes américains et le plan Marshall est présenté comme une arme de guerre antisoviétique aux mains de l'Amérique. Avec ce texte, vous pouvez répondre à n'importe lequel de vos contradicteurs.
Si nous sommes d'accord avec nos camarades en ce qui concerne les objectifs d'une Internationale, il y a des divergences très grandes. On est loin encore de la constitution de l'Internationale. Nous avons encore autour de nous, certains pays dont les Partis Socialistes, d'eux-mêmes, restent attachés à certaines notions surannées de neutralité. Vous avez des camarades qui pensent que dans l'hypothèse d'un conflit, ils seraient eux, passés à travers les filets. Vous avez des camarades qui cependant prévoient parmi les premiers, à affirmer leur solidarité internationale, mais qui, en outre, hésitent à prendre des responsabilités dans une organisation internationale craignant d'être entraînés dans un conflit dont, s'ils ne peuvent pas l'éviter, ils voudraient bien être absents.
D'autres qui ont réussi à établir un certain standing de vie pour la classe ouvrière… ces pays Socialistes-là ont la crainte que dans une Europe unifiée, le standing de leurs propres populations soit abaissé au standing moyen. Il faut à l'heure actuelle, dans les conférences internationales, se battre quand on parle d'une Europe unifiée.
Nous-mêmes, les Socialistes français, qui avons parlé de cette unification européenne, qui avons parlé de fédéralisme européen, quand chez nous, on

essayait de faire entrer cette idées des États-Unis d'Europe, il faudrait bien nous convaincre nous-mêmes.
Si nous sommes pour faire une fédération mondiale par contre, ce fédéralisme européen avait quelque chose qui heurtait les sentiments du nationalisme privé. Ce n'est pas cela qu'on aurait voulu faire. Nous voulions travailler sur une échelle mondiale. Ce n'est pas notre faute si, sur le plan de l'Europe à l'occasion du plan Marshall, la Russie a commis cette folie criminelle de s'isoler et d'obliger mêmes ses voisins à s'isoler.
Mais il a fallu nous convaincre nous-mêmes qu'il n'y avait pas de danger mais qu'il y avait intérêt. Cette Europe unifiée, il faudra la considérer comme un départ, comme une Europe restant ouverte.
Nos camarades anglais ont été difficiles à convaincre. Nous avons gagné presque par un troc. Puis, il y a eu la conférence de La Haye. Nous-mêmes avions pensé y aller. Le Comité directeur unanime, un jour, avait manifesté l'espoir que nous irions, que nous y ferions entendre la parole de Léon Blum. Nous voulions y aller. Or, nous nous sommes trouvés placés devant un dilemme. C'est que nos amis anglais et belges n'acceptaient l'hypothèse d'y aller.
Nous avons fait le sacrifice, nous, de dire que le Parti Socialiste français ne serait pas représenté à La Haye, à la condition qu'au préalable, tous les Partis Socialistes aient, sur le point de vue fédéraliste, fixé leur position commune, définissant tous ces succédanés de fédéralisme actuels.
Il faut que la question soit traitée dans tous nos journaux. Les États-Unis d'Europe, l'Europe unifiée… c'est ce que l'on doit savoir employer comme thème essentiel à notre propagande.
En effet, vous allez lire le texte, dans Le Populaire, de la résolution adoptée. Nous allons avoir à Paris, dès les jours prochains, une organisation internationale. La décision en a été adoptée, c'est à Paris qu'elle aura lieu ; et c'est presque une récompense de la part de tous nos amis, pour remercier le Parti Socialiste français de tout l'effort qu'il a fourni.
Nous avions distribué à tous, les 24 rapports qui ont été remis à la Conférence internationale. Nous avons demandé qu'elle soit radiodiffusée. Jamais encore, une conférence internationale n'a eu à sa disposition la documentation que nous avions mise dans les 48 heures précédentes, à la disposition de nos camarades sur tous les problèmes, économiques, sociaux, financiers etc. Tout a été fait par nos meilleurs techniciens, ministres et autres.
Pour nous remercier, c'est à Paris que cette organisation se tiendra. Elle a comme objectif, de fournir à chaque Parti Socialiste européen, la documentation sur tous les travaux, aider l'action des différents Partis Socialistes européens, avant de faire aboutir les projets préparés en commun.
Elle doit établir une organisation permanente des Partis Socialistes des pays participant au plan Marshall ou au pacte des "Cinq" organisations parallèles à celle du gouvernement. Elle doit coordonner les efforts des Partis Socialistes vers l'unité européenne. Ceci était décidé avant-hier. Dès hier, les représentants des "Cinq" se réunissaient à nouveau au siège du Parti. Ceci était déjà mis en œuvre. Nous avons même une organisation des "Cinq" parallèle à l'organisation

gouvernementale des "Cinq". Elle siègera dans quinze jours, à Bruxelles.
Nous avons commencé à bâtir. Nous ne disons pas que nous allons, avec cela, tout soulever. Nous disons que si tout peut être sauvé, ce ne peut être que comme cela. Ceci suppose de la volonté, plus de volonté de la part du Parti et cela m'amène à la dernière partie de ce que j'ai à vous dire.
La vie du Parti
Des camarades n'avaient pas compris. Il nous a fallu nous séparer de ceux qui n'avaient pas cru à l'opposition du RPF. Un conseiller de la République a été exclu ipso facto, sans commission des conflits. Il sera toléré ni dans un sens ni dans l'autre. Le combat sera un même combat. Ce qui est essentiel, ce n'est pas surtout qu'on s'amuse à éliminer ceux qui ne comprennent pas, c'est de donner un peu de "tonus" à tous les autres. Nous ne pouvons pas admettre cette mentalité quasi-honteuse de manque de volonté et de compréhension. Je dis qu'il suffit de dire la vérité aux camarades. Je suis allé dans certaines fédérations que l'on m'avait signalées comme très troublées.
J'ai pris un langage très simple - des camarades sont là pour le dire (Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales) - Je n'ai pas cherché à faire des effets oratoires. J'ai discuté la position du Parti.
Je l'ai dit tout simplement, avec les difficultés que nous rencontrons, avec les concessions que nous sommes obligés de faire. Il a suffit de tenir ce langage aux camarades, de les "gonfler" en leur disant quelles sont les difficultés, en les mettant en face de leurs responsabilités.
Je dis que là où l'on va dire la vérité aux camarades, que là, chaque fois, on gagne, que là, chaque fois le moral reprend.
J'ai vu des camarades, et nos visites organisées semblent les satisfaire. Cela est possible, mais je dis que c'est possible à condition que tout le monde tienne le même langage et qu'on se rende compte que l'heure n'est plus, dans le Parti, à fuir les responsabilités.
Nous ne sommes que des hommes. Nous ne sommes tous que des hommes. Nous ne faisons pas une propagande sur des surhommes. Nous avons nos faiblesses humaines. Seulement, il faudra que les uns et les autres, nous nous obstinions à pardonner les faiblesses humaines et à ne pas en inventer au besoin. Il faudra créer chez nous, un peu plus de confiance et -permettez-moi le mot- un peu plus d'amitié entre les hommes. Nous ne devons pas rencontrer d'opposition systématique.
Je voudrais bien savoir si les camarades en sont encore à se demander qui sera député dans leur circonscription, savoir qui sera secrétaire fédéral, secrétaire de section, Secrétaire général du Parti.
A l'heure actuelle, si je me préoccupais de toutes mes affaires personnelles, j'irais me reposer, car il y a des heures où la charge est lourde, où on a besoin de repos. Dans quelques mois, c'est peut-être la crise de régime qui menace.
Il ne faut pas s'amuser à faire des attaques personnelles dans les fédérations. Je suis arrivé dans une fédération affreusement divisée. J'ai presque eu l'impression qu'on m'avait tendu un piège. J'ai pensé que ce n'était pas ma place là où il y a des conflits entre des hommes.

J'ai tenu le langage suivant : camarades, vous êtes en train de faire des folies, vous tuez votre fédération. La fraction qui gagnera aura perdu quand même parce qu'elle n'aura presque plus rien derrière elle. Je vous invite à attendre, à passer l'éponge. J'ai cru que j'avais gagné. Quand je suis parti, le Congrès était debout, unanimement debout. J'ai cru que c'était fait. J'ai reçu une lettre, et paraît-il les membres du Comité directeur en ont reçu une. On me dit : "Si tu as l'intention de continuer dans cette voie, libre à toi. L'hospitalité de M. X… et de M. Y… est toujours généreuse et l'Hôtel Ambassador à Paris est encore accueillant". Je ne connais aucun de ces hommes qui se prétendent du Parti. Je dis que lorsqu'on arrive, contre des hommes du Parti avec des arguments de cette valeur, c'est grave. Je dis qu'il faut les obliger les uns et les autres à se rendre compte que si, dans les heures difficiles que nous traversons, à l'heure où il faut se battre ensemble, certains usent les forces du Parti, à se battre les uns contre les autres, là, il y aurait des dangers pour le Parti.

Il y a quelque temps, dans une réunion publique, j'ai dit - et je voudrais le rapporter ici - L'heure que nous vivons est une heure à peu près décisive pour la Nation, même du Socialisme démocratique dans le monde. L'idée que j'ai développée est la suivante ; c'est au fond, tout le problème de l'efficacité de la démocratie, de l'efficacité du Socialisme démocratique. Nous avons le devoir de nous poser à nous ce dilemme. Que nous ayons raison dans l'abstrait, dans l'absolu, le problème ne se pose pas, nous ne serions pas là si nous y croyions.

Mais, est-il des possibilités de victoire pour le Socialisme démocratique. Ou les autres ont-ils raison quand ils prétendent qu'il n'est plus de solutions que dans le conflit violent. Quand le Communiste dit qu'on ne peut plus régler le problème français que par la guerre civile intérieure, quand les uns et les autres, sur le plan international, affirment qu'on évitera plus la guerre, alors que, comme nous, ils pensent qu'il vaudrait mieux l'éviter, mais qu'il est impossible de l’éviter... Si c'était vrai, si on disait, nous avons raison dans l'abstrait, mais le rapport des forces est tel dans le monde actuellement qu'on évitera ni la guerre civile, ni la guerre internationale. S'il en était ainsi, alors, nous aurions des conclusions à tirer. Nous devrions dire, plus de concessions, ni sur le plan du gouvernement, ni sur le plan du parlement, allons dans le pays essayer de dire la vérité.

Nous serions battus, mais il faut peut-être que des hommes soient battus. L'immense majorité du Parti saurait encore le faire. Les hommes de 1948 l'ont fait. Leur exemple nous inspire aujourd'hui. Si c'était cela la réponse que nous fournirions, il nous faudrait du courage pour l'accepter. Mais, camarades, je dis qu'il nous fait encore plus de courage pour affirmer qu'au contraire, ce sont toujours les démocrates qui gagnent et jamais les totalitaires.

Même si les premiers remportent la première victoire, cela suppose qu'on a confiance en soi, qu’on se bat coude à coude en se faisant un peu plus de confiance. C'est la conclusion que je voudrais que le Conseil national tire de ses travaux de ces deux jours.

(Applaudissements)

Albert Gazier

Confédération Jean Jaurès

Camarades, avant que la discussion générale s'engage sur les problèmes intérieurs, je crois nécessaire d'essayer de donner au Conseil national quelques aperçus sur ce qu'est et sera la situation économique de notre pays, étant donné que les circonstances économiques commandent peut-être plus que jamais, actuellement, les solutions politiques.

Or, je crois que la situation économique actuelle peut être caractérisée par l'existence de deux périodes qui se succéderont à brefs termes.

La première, celle que nous vivons actuellement, est une période de soudure, dans tous les domaines. C'est une période extrêmement grave, pleine de difficultés et de risques immenses et elle doit conduire, dans un délai de trois à quatre mois, à une période certainement plus favorable que celle que nous traversons actuellement.

Il est très probable qu'à partir du milieu de cette année, beaucoup des problèmes que nous avons eus énormément de mal à résoudre, ne se poseront plus à l'attention des pouvoirs publics. Il est certain que la récolte de 1948 sera convenable et peut-être très bonne et nous ne devons jamais oublié de rappeler que ces résultats seront dus, en grande partie, à l'exécution du plan d'ensecement établi par notre ami Tanguy Prigent et qui a permis de donner à la culture du blé, les surfaces les plus étendues qui aient été utilisées depuis huit ans dans notre pays. Que, d'autre part, la production du charbon est en augmentation constante. Nous sommes le seul pays de l'Europe à avoir dépassé de 20% notre production d'avant-guerre, jointes aux importations américaines, au charbon de la Sarre, de la Ruhr qui arrive tout de même grâce aux accords signés, en quantités plus importantes qu'auparavant, l'exécution du plan Marshall enfin, sont des données nouvelles et des données rassurantes.

Je crois aussi qu'il faut éviter de tomber dans un optimisme excessif et de croire que toutes les difficultés vont se trouver résolues à partir de la moisson prochaine. La situation sera encore difficile. Non seulement pendant toute cette année, mais pendant l'année qui suivra et peut-être pendant longtemps encore. Il ne faut pas se faire des illusions exagérées et nous devons mettre en garde le pays contre des illusions exagérées qui pourraient succéder à une période de dépression et de pessimisme excessif.

Il est probable par exemple que si la ration de pain sera augmentée à partir de la moisson prochaine, il ne faut pas espérer qu'elle dépassera de beaucoup une ration de 300 gr parce qu'il faudra reconstituer des stocks qui n'existent plus pour "prévenir" un retour à une période comme celle que nous venons de traverser, parce que le plan Marshall laisse tout de même subsister un déficit, réduit, mais un déficit tout de même par rapport à nos besoins essentiels et qu'il faudra combler ce déficit par un effort accru d'exportation dans les zones à devises chères, c'est-à-dire, de nous priver encore d'une parti du nécessaire pour nous procurer le complément de l'indispensable que nous devons obtenir par notre travail et par nos exportations.

Enfin, il y a toujours des à-coups imprévus. Il y a eu des à-coups imprévus dans certains accords internationaux qui nous ont privés d'une partie du coke qui aurait permis de porter la sidérurgie, dès cette année, à un niveau supérieur à

celui d'aucun moment de notre histoire.
Il y a les grèves américaines qui peuvent compromettre pendant certaines semaines, les arrivées de charbon d'outre-mer et il y a aussi d'autres problèmes qui resteront pendant très longtemps posés, comme celui par exemple de l'essence, dont la pénurie est mondiale, surtout parce que le transport, le raffinage ont des moyens insuffisants, non pas seulement en France, mais dans le monde entier et qu'une France qui ne possède pas de pétrole ne peut pas utiliser de l'essence alors que les pays plus riches qu'elle, en sont réduits à prendre des mesures de rationnement. La période que nous connaîtrons à brève échéance ne sera pas une période d'abondance et de large prospérité, mais ce sera la période la meilleure que nous ayons connue depuis la Libération et cela doit nous encourager dans nos efforts et dans notre propagande. Mais, nous n'en sommes pas encore là.
A la fin de l'année dernière, des hommes se sont réunis pour procéder à un examen général de la situation. Ce ne sont pas des fonctionnaires, mais des représentants des grandes organisations professionnelles. Ceux qui ont participé à ces travaux ont peut-être oublié les conclusions auxquelles ils ont abouti.
Mais nous devons le rappeler, il y avait le patronat français avec M. Jinjambre, la Confédération générale de l'agriculture avec M. Philippe Lamour et la Confédération générale du travail avec M. Pierre Le Brun et les conclusions auxquelles ont abouti ces travaux donnent un aperçu des risques effroyables auxquels nous avons échappé dans ces dernières semaines et de la nécessité des mesures impopulaires qui ont dû être prises avec notre accord. Ce comité du bilan a fait un recensement des ressources qu'il serait possible de mettre à la disposition de la consommation pendant les six premiers mois de l’année 1943. Il a fait le calcul de tous les quintaux de blé, de viande, du nombre de chaussures, séries de casseroles qu'il serait possible de mettre dans la consommation entre le premier janvier et le premier juillet. En regard du total, il a fait le total des revenus des particuliers, des sociétés, des collectivités qui seraient propres à absorber cette production dont il avait fait l'évaluation. On constate, évidemment, que ces revenus sont très injustement répartis, que beaucoup n'ont pas assez pour vivre une existence même misérable et que d'autres ont infiniment trop. Mais le total de tous ces revenus dépassait alors de 400 milliards de francs, le montant des produits qui se trouvaient en face d'eux, prêts à la consommation. Que veut dire ce chiffre ?
S'il était possible, pendant cette période d'augmenter de 400 milliards la production, pas de difficulté. Il y aurait équilibre entre les disponibilités et les ressources, mais cette période, est justement celle où l'on ne fait ni moisson ni les vendanges, où le plan Marshall n'était pas entré en application et que l'aide intérimaire très utile, mais très inférieure à nos besoins minima, était la seule ressource dont nous disposions, pour nos achats à l'étranger, impossible d'augmenter sensiblement la production pendant cette période. Ça n'aurait pas été très grave non plus si nos organisations économiques avaient permis de séparer cette production totale en rations pour l'attribuer à chaque consommateur, mais malheureusement, la dislocation entre tout notre appareil

économique, dislocation voulue par la majorité, non seulement du Parlement, mais du pays, ne permet pas de répartir justement, l'ensemble de la production consommable.
Le seul procédé de répartition, c'est le bilan, de sorte que si rien n'avait été fait, l'ensemble des prix des produits consommables eut augmenté de 400 milliards et même davantage parce que les travailleurs à revenus bas, auraient immédiatement exigé des augmentations immédiates, de sorte qu'on n'aurait fait que porter l'écart de 400 à 300 ou à 1 000 milliards, c'est-à-dire, de provoquer une situation exactement comparable à celle que l'Allemagne a connue en 1983, la Hongrie en 1946 et la Chine en 1948.
Eh bien, l'inflation, dans l'état actuel des choses, c'est, au point de vue économique, la concentration la plus rapide au profit des grandes entreprises et des trusts, la disparition de tout ce qui est petit, de tout ce qui ne tient pas le coup devant les hausses constantes des prix et sur le plan politique, très vraisemblablement, la guerre civile suivie de la dictature. C'est pourquoi il a fallu agir et agir vite, et agir dans le seul domaine où il est possible d'agir vite, c'est-à-dire, dans le domaine financier.
Il y a une contradiction très grande et que nous devons cesser de montrer dans notre propagande, entre la volonté de ces paysans et de ces commerçants qui ont voulu le régime de la liberté économique, c'est-à-dire le jeu libre des prix et qui, en même temps ont voulu repousser les procédés de ponction financière qui étalent les seuls efficaces en l'absence d'une méthode économique qu'ils avaient contribué eux-mêmes à écarter. On ne peut pas vouloir à la fois l'absence de toutes mesures économiques et l'absence de toutes mesures financières pour combler les imperfections de la première.
Jetons un regard autour de nous. Les Anglais n'ont pas connu l'emprunt forcé ou le prélèvement exceptionnel parce qu'en même temps, ils ont su mettre en œuvre et subir un système fiscal dont le total est plus lourd que le nôtre mais dont la répartition est infiniment plus juste.
Pas de question non plus de prélèvement exceptionnel en Hollande, ni en Belgique où l'on a su, dès 1945 effectuer le blocage des billets au moment de l'échange. Je dis que tous ceux qui ont combattu le blocage au temps de Pleven, sont les responsables de l'emprunt forcé et du prélèvement dont ils viennent de protester alors qu'ils en sont les auteurs.
(Applaudissements)
Un exemple plus expressif encore, aux regards de nos contradicteurs, c'est l'exemple de la Russie. Les Russes eux-mêmes, ont eux aussi, leur système de répartition, de taxation et de rationnement des ressources pendant une longue période après la guerre. Ils ont voulu ensuite, pour des raisons de politique intérieure, en revenir au système de la répartition ; libre, de la répartition par le prix. Mais ils ne l'ont pas fait sans précautions préalables.
Lisez l'exposé des motifs que notre ami Christian Pinaud a fait publier dans sa revue. Lisez l'exposé des motifs sur la loi de l'échange des roubles. Ils disent qu'il faut supprimer le rationnement, mais une répartition libre et une répartition qui se calque sur les revenus des individus.

Il ajoute que pendant la guerre, des spéculateurs ont fait d'immenses fortunes, des spéculateurs ont fraudé le rationnement, ce qui prouve que le marché noir n'est d'ailleurs pas lié au régime capitaliste mais aux imperfections de tous les régimes.
Il y a des gens qui ont trafiqué, qui se sont enrichis. Si nous rendons la liberté sans précaution, ils vont, avec leurs roubles, arracher, de la bouche des autres, la ration nécessaire à leur subsistance. Il faut libérer les prix, mais il faut que la répartition qui se calque sur les revenus soit juste, donc que la répartition des revenus eux-mêmes soit plus juste qu'elle ne l'est actuellement.
Ils ont échangé les roubles, ils ont bloqué et annulé des fortunes agricoles considérables en échangeant 10 roubles contre 1 en ce qui concerne les catégories paysannes. Eh bien, camarades, ce qui est vrai dans un régime d'économie d'État sans fonctionnement du profit personnel, l'est plus encore dans un régime capitaliste où tout se règle selon le profit et selon la puissance de l'argent.
Les contradictions des paysans et des commerçants qui viennent d'être décelées se doublent des contradictions Communistes quand elles se placent à l'échelle internationale et non pas seulement à l'échelle nationale.
Or, si nous avons échappé - car nous ne devons pas le nier, la baisse des prix, actuellement, est insuffisante - à la hausse saisonnière qui s'est produite toutes les années, aux mois d'avril et mai, ce n'est pas vrai ce que l'on pense, que la situation la plus grave, au point de vue ravitaillement soit l'hiver, c'est le printemps la plus mauvaise période. C’est la période où la production de viande, de pommes de terre diminue et est mal compensée par les arrivages, où les primeurs apparaissent sur le marché à des prix excessifs.
Nous devons dire que si l’on a échappé à cette hausse constante enregistrée depuis la libération à cette période et même avant guerre, ce n'est pas aux mesures économiques qui ont pu être prises qu'on le doit, mais essentiellement au prélèvement, à l'emprunt forcé et à l'échange avec tout de même, un certain blocage, heureusement, des billets de 5 000 frs.
Il y a aussi une contradiction que nous ne devons pas laisser passer, dans l'esprit de ceux qui pendant deux ans 1/2 ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher l'État de taxer, de répartir et de rationner et qui maintenant, viennent reprocher à l'État à qui ils ont enlevé les moyens d'action, de ne pas agir assez efficacement sur le niveau des prix.
Notre appareil économique est disloqué. On demande encore que l'on réduise les effectifs misérables de nos administrations économiques.
Savez-vous camarades qu'un ministère comme celui l'Économie nationale à qui l'on reproche de faire peser sur la nation des charges considérables, a moins de personnel que le ministère des Anciens Combattants par exemple. Je ne dis pas que le ministère des Anciens Combattants a trop de fonctionnaire. Il faut s'y livrer à des opérations très longues, mais tout le monde croit que le ministère de l’Économie nationale a 5 ou 10 fois plus de fonctionnaires que ce département-là alors qu'il en a beaucoup moins.
Le ministère de la Production industrielle qui prend en charge tous les secteurs

de la production de notre pays à moins de fonctionnaires que le ministère de la Santé publique et de la Population, ou un chiffre à peu près égal. Eh bien, tout cela montre qu'il n'est pas sérieux de critiquer le dirigisme qui n'existe pas dans notre pays, car pratiquement, plus de 90% des produits de la terre et de l'industrie se négocient sous le régime de la liberté de la répartition et des prix.
Ce n'est pas le dirigisme qui est responsable de la baisse constante du pouvoir d'achat des masses laborieuses, c'est la liberté trop tôt rendue qui en est la principale responsable et nous ne devons cesser de le dire dans le pays.
(Applaudissements)
Si l'État est, par la volonté d'une majorité dans le pays, dans l'incapacité d'agir aussi fortement qu'il serait nécessaire dans le domaine des prix, est-ce que nous devons pour cela nous abandonner à la critique ou au scepticisme. Une grande partie des tâches que l'État ne peut plus accomplir par la faute d'une majorité de la Nation, il vous est possible de les accomplir sur le plan départemental ou sur le plan local à sa place.
Les initiatives qui ont été prises soit par les Sections du Parti, soit par les organismes de la Troisième Force dans certaines régions et qui consistent à conclure des accords avec certains commerçants pour fixer des prix raisonnables, pour faire de la publicité en faveur de ceux qui signent, ces accords pour être présents sur les marchés afin de donner conseil aux consommateurs et aux ménagères.
Ceux qui ont constitué eux-mêmes des boutiques-témoin, ceux-là sont dans la vraie ligne Socialiste qui consiste à dire qu'on ne peut pas tout recevoir de l'État mais que les travailleurs organisés doivent se substituer à lui dans l'accomplissement d'une grande partie de leur tâche économique parce que lorsque vous attendez tout des gouvernements ou des administrations publiques vous avez déjà alors inconsciemment pris parti pour une organisation unique étatique de l'économie.
Alors que les initiatives des partis, des organisations et des individus doivent se combiner avec les initiatives étatiques, elles se substituent à elles lorsqu'elles se trouvent défaillantes.
Ainsi, camarades, l'équilibre présent est certainement meilleur que celui que nous pouvions imaginer il y a quatre mois. Mais c'est tout de même un équilibre très fragile, très incertain en raison des pauvres moyens dont disposent ceux qui veulent agir sur les prix. Un rien peut tout remettre en cause.
Ce rien pourrait être des facilités trop grandes accordées aux importateurs de n'importe quoi à n'importe quel prix. Ce rien pourrait être aussi un déblocage trop rapide de ceux des billets de 5 000 frs dont les déposants font actuellement l'objet d'enquêtes, qui pour être efficaces ne doivent pas seulement être complètes, mais être assez longues.
Mais nous devons être actuellement confiants, conscients des difficultés mais confiants.
J'ai vu des camarades hier qui étaient émus du nouvel appel de René Pleven à la constitution d'une majorité élargie, groupant à la fois Troisième Force et RPF. Mais je trouve que c'est très bon signe, camarades. Si vraiment le RPF et ses

avant-gardes étaient assurés de l'échec de l'effort actuellement entrepris, il ne chercherait pas à s'y joindre aujourd'hui.
(Applaudissements)
Et de l'autre côté, est-ce que nous ne voyons pas des signes symétriques qui montrent bien qu'on ne veut pas laisser se dérouler l'expérience sans intervenir pour essayer de la fausser ou de la dévier parce qu'elle risque d'obtenir un succès, c'est-à-dire, l'échec de tous ses adversaires.
Je crois, camarades qu'il nous suffira de répondre aux uns comme aux autres, que nous n'avons pas, pendant ces mois difficiles les responsabilités les plus effroyables et les plus impopulaires demander au pays et à certaines catégories du pays particulièrement sensibles à ce sujet, de faire ce qu'elles estiment comme le sacrifice le plus cruel, c'est-à-dire, le sacrifice de quelques billets.
Nous n'avons pas fait tout cela par la réprobation, l'impopularité pour laisser les autres venir cueillir les fruits des arbres que nous avons "semés" pendant cette période.
(Applaudissements)
Le président donne lecture du rapport de la commission des mandats (4 700 mandats) et donne la parole à M. Houy.

Houy (Marne)

Chers camarades, j'ai entendu les exposés de nos camarades Guy Mollet et Albert Gazier particulièrement et je dois ici, vous apporter l'avis de la fédération de la Marne sur la situation économique et politique qui existe à l'heure actuelle dans le Parti Socialiste.
La fédération de la Marne pense que la situation actuelle n'est pas facile, que le groupe parlementaire et le Comité directeur ont devant eux des difficultés continuelles.
La participation au gouvernement est loin de nous avoir donné quelques minimes satisfactions. Nous pensons qu'il aurait fallu s'en tenir à une ligne de conduite précise et ne pas connaître tous ces tournants politiques qui font que nos camarades des fédérations de province arrivent à ne plus comprendre et qu'il est par conséquent très difficile de faire de la propagande dans ces conditions.
On sent bien que l'ensemble des travailleurs de ce pays se rend compte par l'expérience, que ce sont eux, qui, en définitif, font les frais de l'opération en cours. Cette question des salaires et des prix, question vitale pour la classe ouvrière, n'a pas encore à l'heure actuelle, reçu de solution satisfaisante pour cette classe ouvrière.
Il est évident que nous enregistrons à l'heure actuelle - et c'est quelque chose d'assez symptomatique - un arrêt de cette psychose de hausse qui depuis déjà de longs mois, déferlait sur la France.
Mais il n'en est pas moins vrai que le standard de vie de la classe ouvrière se trouve diminué depuis le mois de novembre dernier.
La commission économique d'ailleurs, dans ses rapports, l'a souligné et a demandé qu'intervienne d'ici peu, une solution permettant tout de même à cette classe ouvrière de se rendre compte que l'on peut tout de même arriver à faire

Fondation Jean-Jaurès

quelque chose pour que la misère accrue - car camarades, je pense que vous n'en doutez pas, il y a de la misère accrue chez les travailleurs à l'heure actuelle -, que cette misère commence à diminuer.
Le travail en province, le travail des fédérations - tout à l'heure notre camarade Guy Mollet parlait de la propagande et disait que des camarades lui avalent dît dans ses tournées qu'on ne pouvait pas aller expliquer des choses inexplicables aux auditeurs de nos réunions-… Cela est vrai dans une certaine partie. Par exemple, que voulez-tous répondre à des contradicteurs sur la liberté de l'or lorsqu'ils viennent tous dire : "notre groupe parlementaire avait pris une position qui consistait à refuser d'entériner cette décision et, en définitif, évidemment, elle s'est avérée inopérante puisqu'ensuite, il a fallu conclure des accords avec l'Amérique et d'autres pays pour essayer d'en tirer quelque chose."
Nous avons pris là une position et quelques jours après, cette position était totalement différente. Je sais, il y a eu l'affaire du prélèvement, des billets de 5 000 frs. D'accord, mais qu'irez-vous répondre à ceux qui vous dirons : vous donnez une prime à tous ces trafiquants qui se sont "bourrés" qui ont mis de l'or de côté, ont placé des capitaux dans différents pays étrangers et vous sanctionnez les commerçants honnêtes par exemple, comment voulez-vous dans ces conditions, au sein du Parti et en dehors du Parti qu'il n'y ait pas une mauvaise impression ? Ce prélèvement évidemment, est une solution bâtarde. Il est évident que l'on aurait mieux fait de nous écouter quand, au lendemain de la libération nous avions proposé ce plan d'échange des billets avec blocage. Mais, à l'heure actuelle, ce prélèvement qui, dans une certaine mesure, frappe davantage les petits que les gros...
Pour le département de la Marne, il y a de petits vignerons qui paient de grosses sommes alors que des grosses maisons paient beaucoup moins. Et ces vignerons, ce sont des camarades de nos sections. Il ne faut pas oublier que le département de la Marne a amené des militants fervents, des militants qui ont travaillé.
Cette situation n'est pas particulière à la fédération de la Marne.
Tout à l'heure, on nous parlait de magasins-témoins. Évidemment, il y a des coins où il est possible d'organiser des magasins témoins, où il est possible d'organiser des comités de consommateurs. Nous l'avons déjà fait, nous le ferons encore. Mais, ces magasins-témoins, pour arriver à ce qu'ils remplissent réellement leur rôle, il faudrait leur donner le moyen matériel de le remplir par un approvisionnement assez abondant et à des prix intéressants.
Cette expérience de baisse, nous l'avons tentée, notre camarade Léon Blum l'a tentée. Il n'y a manqué qu'une chose. Elle était démarrée. Tout le monde avait confiance et je me rappelle que, faisant partie de la commission d'assainissement de Châlons-sur-Marne, c'était véritablement un enthousiasme saisissant. Mais il y a une chose qui a manqué. C'est qu'il fallait à l'époque, approvisionner les magasins-témoins en priorité. Évidemment il y a eu d'autres circonstances qui ont fait que la deuxième baisse n'a pas réussi. Elle a été sabotée, c'est vrai. Mais voyez-vous, lorsqu'on parle de Conseil économique et que l'on parle de libéralisme et de dirigisme, et bien, pour cela comme pour d'autres questions gouvernementales, on est bien obligé de constater qu'on nous a fait "chanter".

Les partis associés au sein des différents gouvernements nous ont fait "chanter" et nous n'en avons pas fait autant, car après tout, nous pouvions dire, nous avons nous aussi, un plan et nous entendons que ce plan soit appliqué. Nous ne l'avons pas fait. Pourquoi ne pas faire "chanter" les gens, quand ces gens veulent, eux, nous faire "chanter" ?
Tout à l'heure, Guy Mollet disait, nous sommes les dupes ; j'ai bien peur que dans d'autres circonstances, nous soyons encore les dupes.
Eh bien, camarades, nous pouvons très bien nous défendre et essayer de ne pas être les dupes, précisément. Cette politique que le parti Socialiste a suivie, cette politique déterminée par certaines circonstances, qui apparaît comme une politique opportuniste, c'est cela que l'ensemble de nos camarades ne comprennent pas.
Guy Mollet l'a dit à Épernay à des camarades, les réunions publiques, à l'heure actuelle sont très difficiles. La période actuelle n'est évidemment pas facile pour ces réunions. Nous voulons bien nous battre néanmoins, nous voulons bien continuer à faire ce que nous faisons. Mais tout de même, nous voulons que le Parti prenne une décision et qu'il s'y tienne, que l'on n'assiste pas aux retournements de politique du jour au lendemain et qui nous mettent dans des situations difficiles et qui font aussi, malheureusement que certains camarades quittent le Parti et j'ai le regret de dire que ce ne sont pas des jeunes en général, ce sont de vieux militants, voyez-vous.
La commission exécutive de la Marne a dit dans sa dernière réunion :
La commission exécutive, réunie à Épernay le 6 avril dernier, et à l'unanimité a adopté le vœu suivant demandant que les représentants du Parti au sein du gouvernement tiennent leurs engagements et prennent leurs responsabilités vis-à-vis de leurs électeurs en appliquant les idées et les solutions Socialistes qui, seules, auraient pu remédier à la crise de la situation actuelle.
Si l'on nous demande de créer et d'organiser, si l'on nous demande de la propagande dans nos sections, il faut, en échange que nos représentants fassent appliquer chaque fois qu'il leur est possible, le programme de notre Parti qui est un parti révolutionnaire, un parti d'ouvriers et non un parti embourgeoisé. Pour qu'il apparaisse au pays comme leur véritable représentant, il faut des actes. C'est à cette seule condition que notre grand Parti restera le premier sur l'échiquier politique.
C'est pourquoi, la Commission exécutive de la fédération de la Marne veut qu'un gros effort soit fait sur le plan gouvernemental par nos représentants afin d'éviter de voir peut-être disparaître le seul grand parti démocratique et social qu'est le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Pierre Métayer (Seine-et-Oise)

Camarades, je voudrais, au nom de la fédération Socialiste de Seine-et-Oise, attirer l'attention du Conseil national et du Comité Directeur d'abord sur la situation du Part.
Je suis heureux de parler avant que la question de la vie du Parti soit examinée,

par ce Conseil national, car j'espère que le secrétaire général du Parti et le trésorier viendront nous donner des chiffres précis sur le nombre de feuillets et le nombre des timbres repris par les militants en 1948.
Le secrétaire de la fédération qui vous parle pousse un cri d'alarme en demandant au Parti de bien vouloir réfléchir sur cette question. Au 15 mars dernier, notre fédération qui pourtant, j'en suis certain, dispose de moyens matériels plus grands que certaines fédérations de province, a constaté que les effectifs du Parti n'étalent que de 50% de ceux de l'année dernière. 100 sections sur 300 étaient menacées de disparition et nous avons pu, grâce au dévouement des camarades de la commission administrative, faire des visites très nombreuses dans les sections, et actuellement, après un effort très grand, nous arrivons péniblement à avoir un chiffre de 67% sur les chiffres de l'année dernière. Nous pensons arriver à 80%, mais voila là un grand danger et d'après les informations que j'ai recueillies parmi vous, que j'avais recueillies auprès des camarades parlementaires, des fédérations sont beaucoup plus touchées que la fédération de Seine-et-Oise. Quelles sont les raisons de cette situation ?
Hier soir, la commission administrative de la fédération de Seine-et-Oise s'est réunie et ses membres ont fait le compte-rendu hebdomadaire ou par quinzaine, des délégations et c'est là-dessus que je voudrais demander de bien vouloir réfléchir.
Il y a d'abord une raison, c'est l'augmentation du prix des cotisations qui a provoqué la disparition de nombre de sections rurales et des démissions de camarades. En effet, c'est le résultat d'une tradition que jamais le Parti Socialiste n'a été capable d'obtenir de ses adhérents une cotisation suffisante et pourtant, lorsque l'on voit les cotisations, dans les organismes syndicaux, lorsqu'on voit que par exemple, au parti Communiste, il est payé des cotisations 3 et 10 fois plus fortes que dans le Parti Socialiste, on a bien le droit de dire qu'il y a un effort à faire de ce côté. C'est aussi une autre raison. Je m'excuse de ces petits détails qui peuvent peut-être paraître au-dessous des grandes idées que l'on développe dans les Conseils nationaux. Mais c'est un secrétaire d'une fédération qui voudrait voir son Parti progresser sans cesse et ne voudrait pas voir le recrutement arrêté et surtout voir démissionner d'excellents militants.
Une initiative en effet était prise par le Secrétariat du Parti, que nous avions tous acceptée, c'était de faire remplir des fiches de renseignements par les militants. Je m'adresse ici aux secrétaires fédéraux et je leur demande : Avez-vous essayé de consulter vos secrétaires de sections ? Vos trésoriers sur cette petite affaire ? Ils vous ont certainement dit que de nombreux militants préféraient démissionner du Parti que de remplir cette fiche. C'est évidemment quelque chose que l'on peut considérer comme absurde. Mais c'est un fait, je vous demande de réfléchir. Il faut que nous tenions compte de cet état d'esprit. Il y a évidemment des raisons beaucoup plus profondes. C'est qu'il y a actuellement un manque de confiance dans le Parti, que les militants ont l'impression que leur volonté n'est pas respectée et je dois dire qu'ils ont l'impression que leurs dirigeants - et quand je parle de dirigeants, je ne parle pas seulement des ministres ou des parlementaires, je parle également des dirigeants de sections

qui vont dans les conseils fédéraux -... il y a à tous les échelons un manque de confiance, il n'y a pas suffisamment de liaison entre le Comité directeur, le groupe parlementaire, les militants. C'est un problème d'ailleurs d'autant plut difficile à résoudre que je suis sûr que Guy Mollet vous dira que l'on envoie une nombreuse documentation, des circulaires… et c'est peut-être ce qu'il y a de plus pénible, c'est que les militants ne lisent pas les informations qui leur sont envoyées. Ils ne viennent pas dans les assemblées fédérales. Je suis certain qu'il y a ici, dans ce Conseil national, un nombre assez réduit de fédérations et que même, il y a des fédérations qui ne se dérangent pas dans les assemblées nationales. Pourquoi ? Parce qu'il se posait un problème très grave et je demande à nos dirigeants au Comité directeur en particulier d'y songer, c'est un problème de cadres dans le Parti. Depuis la libération, la politique quotidienne a absorbé toute la vie de nos sections. Il n'y a pas eu de conférence doctrinale et vous savez tous, mes camarades secrétaires fédéraux, les difficultés que l'on a pour triompher en Secrétaire de section ou en trésorier.

Tout à l'heure Guy Mollet partait d'une lutte pour obtenir des postes. Cela existe peut-être à l'échelon départemental ou à l'échelon national, malheureusement, ça n'existe pas à l'échelon fédéral !

Il n'y a aucun enthousiasme pour remplir un poste et il s'est développé un état d'esprit critique dans notre Parti qui, la plupart du temps, décourage les volontés, les meilleures volontés. Voyez-vous, camarades, il faut que nous ayons le courage de dire les uns et les autres que si la démocratie permet aux camarades de désigner leurs responsables, ils doivent faire confiance à ceux-ci pendant toute la durée de leur mandat, ils ne doivent pas trop souvent transformer leur porte-drapeau en cible. Ils doivent laisser s'accomplir tout le travail qui leur a été confié. La raison la plus profonde, c'est évidemment la crise économique et les camarades qui souffrent, car notre recrutement ne se fait pas dans les classes aisées, qui ont un pouvoir d'achat diminué, considèrent que le Parti Socialiste est responsable de l'échec de la politique du gouvernement. Ils considèrent qu'il y a trop de sacrifices demandés eu égard aux résultats obtenus.

Les militants voudraient un Parti qui agisse et qui réagisse. Et je vous assure que vous pouvez croire que parce que vous êtes de la majorité ou de la minorité dans le Parti, vous n'aurez pas cette désapprobation..., vous vous trompez, la désapprobation est pour tous les dirigeants du Parti, qu'ils soient minoritaires ou majoritaires car ils sont englobés dans une même désapprobation. Il y a trop de différence entre les pensées socialistes et l'action quotidienne qui est faite de compromis et de compromis souvent qui sont adoptés sous l'impulsion des Socialistes. On a cru longtemps, voyez-vous camarades que celui qui présentait la solution de compromis, en tirant un bénéfice et on s'aperçoit que c'est exactement le contraire car on arrive à dresser contre lui les deux partis qui lui reprochent de les avoir obligés à capituler.

Les militants veulent donc une action Socialiste autonome en dehors de l'action gouvernementale. Le Parti pourrait être absent de la politique. Il faut redonner à notre Parti son caractère agressif... son caractère combatif. Est-ce possible ? Voila toute la question. Tout à l'heure, lorsque Guy Mollet disait que le Parti

pouvait faire une politique autonome en dehors de la politique gouvernementale, j'entendais des camarades dire : "Cela n'est pas possible". Eh bien, je crois que si. Souvent Ramadier nous a dit que le chef du gouvernement était l'arbitre des Partis associés et qu'il devait céder devant le chantage de la minorité.|
Nous avons connu d'ailleurs souvent, les moments où le Parti Socialiste au gouvernement acceptait les solutions de la minorité.
On pourrait rappeler l'exemple de l'Indochine, de la presse, et nos ministres doivent donc, maintenant, alors qu'ils sont minorité au gouvernement, traduire avec fermeté notre volonté.
Je n'insisterai pas sur les problèmes principaux qui ont été posés, qui sont posés actuellement. Gazier a dit très justement ce qu'il fallait dire sur le problème économique.
Je voudrais pourtant dire un mot des nationalisations. Nous avons, à la Commission technique du Parti, avec quelques camarades, étudié le rapport. Il y a là une attaque contre les sociétés nationales d'aéronautiques et l'on veut porter atteinte aux nationalisations.
Le problème de la laïcité a été évoqué, et là, c'est encore en tant que secrétaire fédéral que je pousse un cri d'alarme.
Je demande aux camarades ministres d'être prudents, fermes et vigilants sur ce problème, de ne pas oublier que s'ils mécontentent les instituteurs, ce seront les cadres de notre Parti qui disparaîtront. J'aimerais avoir un chiffre. Avant guerre, sur 4 000 sections, il y avait 2 500 sections où l'animateur, était membre de l'enseignement. Je suis certain que la proportion est actuellement la même. Dans l'intérêt même de notre Parti, il faut défendre la laïcité.
Le problème militaire a été réglé par une réunion commune du Comité directeur et du groupe parlementaire.
Dans le discours de M. Robert Schuman, on s'aperçoit que déjà la fermeté de la position Socialiste a obtenu un premier résultat. M. Schuman a indiqué que le service militaire devrait être le plus réduit possible.
J'en terminerai avec la politique extérieure. Je crois que là aussi, nous devons agir avec fermeté. Il faut que le Comité directeur élargisse ses horizons de travail. Trop souvent - je le dis très amicalement à mon ami Guy Mollet - le Comité directeur nous donne l'impression que la politique gouvernementale et la politique du groupe parlementaire est le sujet de ses préoccupations.
Il faut d'abord surveiller, nous sommes d'accord, mais il faut élargir le champ de travail, il faut organiser dans le pays, un mouvement et actuellement, sur cette question primordiale qu'est la question des États-Unis d'Europe, je voudrais voir le Comité directeur prendre l'initiative de demander au Parlement d'organiser des tournées de masse dans toutes les fédérations pour que dans tous les chefs-lieux d'arrondissements, il y ait une grande manifestation Socialiste qui nous permettrait de ramener autour de nous ceux qui sont attachés à la paix et qui comprendront que pour être attachés à la paix, il faut également défendre la République.
Camarades, je crois en effet que c'est en se tenant fermes sur ses positions que notre Parti reprendra d'abord de nouveau, une confiance en lui-même, que nos

adhérents reviendront dans les sections et nous ne verrons plus ces sections désertées par les meilleurs. C'est en montrant que nous sommes vigilants et fermes que le Parti Socialiste sera l'élément moteur qui permettra la victoire de la République et le maintien de la paix.
(Applaudissements)

Léon Boutbien

Je n'ai pas l'intention de vous faire un long discours et puisqu'en fait, tous les orateurs qui se sont succédé à cette tribune, ont posé le problème du malaise du Parti, il serait peut-être bon que nous fassions rapidement une analyse de la situation intérieure.
Je voudrais d'abord dire qu'il n'est pas curieux que dans les circonstances présentes, se manifeste un certain désarroi dans les esprits. Nous traversons une phase extrêmement difficile de la vie intérieure de notre pays.
Bien entendu, en face des difficultés peuvent se produire un certain nombre de divergences d'appréciations sur la situation, mais si pour nous, militants Socialistes avertis, l'unité du Parti est profonde et comprise comme telle, il n'en est pas moins pour vrai que l'opinion publique, l'action et les décisions de notre Parti n'échappent pas à une analyse critique qui relève d'un certain nombre de contradictions fondamentales.
Comment ?
Nous pouvons déjà remarquer, sur le plan intérieur du Parti que lorsque nous avions une direction dite de droite, nous avions une collaboration avec les Communistes. Lorsque nous avons une direction dite de gauche, nous avons une collaboration avec les curés.
Pour l'opinion publique, cette première contradiction n'échappe à personne.
D'autre part, il m'apparaît indispensable de dégager une fois pour toutes, non pas seulement des luttes de tendances au sein du Parti, mais une espèce de tentative de glissement des camarades vers la droite ou vers la gauche.
Ce n'est pas par un effet de langage que l'on règle les difficultés qui sont posées.
Pour ma part, je cherche surtout à ne pas entretenir dans les esprits Socialistes, des illusions extrêmement graves et extrêmement dangereuses.
Je ne veux pas tracer un tableau pessimiste de la situation. Mais vous vous rendez tous compte de l'évolution des événements qui a placé le Parti dans la situation dramatique actuelle.
Il y a une discrimination essentielle à faire et ce sont nos militants qui doivent s'en charger.
Je trouve qu'il y a beaucoup de contradictions dans l'exposé de Gazier. Si nous avions la possibilité de faire une économie dans ce pays, il est bien évident que c'est dans le sens d'un dirigisme bien compris et bien conduit que nous obtiendrions satisfaction. Je regrette pour ma part, que notre pays n'aient pas le sens civique aussi développé qu'il existe dans certains pays. Encore faut-il qu'il s'adresse à une masse de la population qui comprenne et qui accepte.
Dans les circonstances présentes, je prétends qu'on fait beaucoup plus de dirigisme en ce moment au gouvernement qu'on en faisait lorsqu'on parlait de

dirigisme.
Les augmentations de salaires, les fonctions publiques, les augmentations de charges de la sécurité sociale se sont trouvées annihilées et maintenant, les recours aux banques sont indispensables pour le fonctionnement des entreprises. Ces mêmes entreprises qui, il y a quelques mois, stockaient leurs produits, sont obligées de jeter leurs produits sur le marché.
Si à l'heure actuelle, on constate une abondance relative par rapport aux mois précédents, ce n'est plus le même phénomène que nous constations il y a quelques mois. Nous arrivons à une surproduction qui n'est pas absorbable immédiatement. Actuellement, la circulation n'est pas sur la hausse, mais sur la crainte de la baisse. Si l'expérience dure et se prolonge, les prix agricoles subiront le contrecoup de l'expérience qui se placera sur le plan industriel. Le gouvernement intervient effectivement dans l'économie. Cette grande campagne libéralisme contre dirigisme se trouve exactement renversée, comme la situation intérieure au Parti, où les libéraux font du dirigisme et les dirigistes ne font du tout. Là-dessus, il ne faut pas raconter trop d'histoires. C'est bon pour l'opinion publique. Nous n'avons pas la possibilité de l'appliquer, compte tenu des événements.
Il y a d'autres problèmes. Il y a la durée du service militaire. Il s'agit de savoir ce que veut le Parti. Veut-il réaliser une armée démocratique ? Si oui, il est impossible de réaliser une armée démocratique avec un service à court terme car il est bien évident que l'armée à court terme, il est impossible de faire accéder aux responsabilités même subalternes, les enfants qui en sont issus.
Réduction des crédits militaires... dans un régime Socialiste. Je veux aussi demander s'il n'y a pas une contradiction apparente entre le fait qu'au gouvernement, on accepte la prolongation de certaines guerres coloniales et qu'on demande en même temps des réductions de temps de service.
Je suis pour la suppression des guerres coloniales, mais j'estime que dans les circonstances présentes, ceux qui veulent contribuer à ces suppressions, se rendent très bien compte des impossibilités auxquelles ils se heurtent avec un service à court terme. Il faut donc prendre toutes ses responsabilités sur le problème et savoir où l'on veut aller.
D'un autre côté, je crois que nous voulons retrouver notre influence sur la classe ouvrière de ce pays et nous dénonçons le fédéralisme comme la forme d'exploitation la plus inhumaine du travailleur lui-même. Il faut faire extrêmement attention. Cette idée a été appliquée dans les faits par notre camarade Daniel Mayer. Il faut éviter que le succès au gouvernement ne se retourne contre la classe ouvrière. Et alors, aujourd'hui, dans notre lutte de tous les jours, pour démasquer le Communisme, éviter que l'anticommunisme se retourne contre la classe ouvrière.
On nous a parlé de Troisième Force, je veux bien. Nous avons en effet souscrit à une Troisième Force, mais nous avons, nous Socialistes, une définition acceptable de la Troisième Force. Une Troisième Force réelle ne devrait pas avoir seulement comme objectif, l'anti-gaullisme et l'anticommunisme ou plutôt l'anti-stalinisme, il faut d'abord qu’elle soit anticapitaliste.

Nous sentons toutes les difficultés qu'il y a actuellement à avoir accès auprès d'éléments populaires qui se détachent du Communisme sans pour cela adhérer au Parti Socialiste. Je crois que les ouvriers dégoûtés du Communisme vont plus facilement au RPF qu'au Parti Socialiste. En définitif, actuellement, du fait des responsabilités que le Parti a acceptées au gouvernement, il m'est impossible de développer son originalité propre. Pourtant, nous sommes tous convaincus que l'ensemble de ce pays est Socialiste et démocratique.
Aujourd'hui, le Parti cherche par tous les moyens à retrouver une base d'action très efficace dans le pays. Toutes les tentatives honnêtement conduites sont respectables. Je remercie pour ma part, le Secrétaire général du Parti de l'exposé qu'il a fait sur cette question.
Il y a des militants qui, comme moi, ont porté le drapeau du Socialisme très loin et dans des conditions très difficiles. Nous sommes d'abord attachés au Parti et nous sommes des militants du Parti.
Le problème qui s'est posé pour nous est une difficulté que vous rencontrez tous dans votre propagande quotidienne.
Dans certains départements, l'assemblée du MRP a été aussi le refuge d'un certain nombre d'éléments conservateurs qui ont trouvé là un projet contre le Communisme à une certaine époque. Nous ne voulons pas reprendre les vieilles discussions sur le cléricalisme. La défense de la neutralité de l'enseignement est une des conditions fondamentales de l'expression d'une liberté de pensée que nous avons toujours développée et défendue. Là encore, il y a un certain nombre de difficultés pratiques.
Ce qu'il y a de plus grave, c'est que l'opinion publique s'est faite de la Troisième Force, une marche tout à fait différente de ce qu'elle devrait être en réalité.
Actuellement, la Troisième Force est liée, dans l'opinion publique, à un exercice gouvernemental qui ne peut pas exprimer ce que doit exprimer normalement le Socialisme démocratique dans sa propagande quotidienne. Il faut faire un mouvement qui aura pour but de lutter contre le fascisme de droite et contre le stalinisme. Les éléments formant ce groupement serait aux côtés des camarades Socialistes, sans aucune distinction. Je pense qu'on ne peut nous faire reproche de cette tentative dans le pays.
Enfin, et c'est là-dessus que je voudrais conclure, j'ai conscience aussi de toutes les difficultés actuelles. Je ne cherche pas à jouer la politique du pire actuellement. J'ai l'impression que nous avons commis un certain nombre d'erreurs. On a peut-être traité sur un ton pathétique, trop de questions. Aujourd'hui, il faut voir un peu les chances que nous avons et essayer de voir l'avenir. J'ai l'impression très nette que le Rassemblement du Peuple Français est en perte de vitesse dans ce pays. Il est en perte de vitesse parce qu'en ce moment, il déçoit considérablement et il décevra d'autant plus qu'il n'accédera pas plus rapidement au pouvoir.
C'est pour cela qu'actuellement, nous ne devons pas jouer la politique du pire.
Au fur et à mesure que disparaîtra ce danger, il faudra que nous prenions de plus en plus, en tant que Socialistes, notre autonomie de mouvement, notre autonomie de tactique car il faut précisément que ce soit autour du Socialisme

que se fasse le groupement des forces vives de ce pays.
Je crois qu'il est indispensable de souder dans l'amitié, tous les camarades.
Beaucoup de camarades dans le Parti, mais très peu d'amis dans ce Parti.
Je voudrais que les Socialistes aient cette conscience accrue de leur solidarité totale dans les difficultés.
Ce n'est que dans cet esprit d'amitié et d'union que peut triompher notre idéal Socialiste et démocratique.
(Applaudissements)
Il est 13 heures. La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE – SFIO
Conseil national des 27 et 28 avril 1948

Séance du mardi, 27 avril 1948, après-midi.

Président : Martin (Bouches-du-Rhône)
Assesseurs : Tellier (Somme), Marianne Rauze.

La séance est ouverte à 15 heures.
La politique générale (suite de la discussion)

Le président (Martin)
La liste des orateurs inscrits est déjà longue. J'invite les camarades qui veulent intervenir dans la discussion à se faire inscrire dès maintenant. Après ces dernières inscriptions, la liste sera close.
Je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet (Secrétaire général)
Camarades, la salle est assez difficile ; elle est froide aussi, et pas seulement au point de vue physique. A l'heure où la plupart d'entre nous pensent - et ils en donnent les raisons du haut de cette tribune – qu'il y a lieu de remonter le moral de certains camarades dans les fédérations, il serait bon que le tonus moyen, que le moral moyen du Conseil national soit lui-même un peu plus chaud et que l'on accorde aux camarades qui prendront la parole un peu plus d'attention qu'on ne l'a fait jusqu'ici.
J'invite ceux de nos camarades qui ont le désir de prendre la parole, tant sur la politique extérieure que sur la politique intérieure, à se faire inscrire d'urgence, pour permettre au bureau de répartir aussi équitablement qu'il sera possible le temps de parole dont nous disposons.

Le président - Après avoir donné lecture de la liste des orateurs inscrits, donne la parole au premier d'entre eux, le camarade Frenel.

Frenel (Meurthe-et-Moselle)

Fondation Jean-Jaurès

Camarades, c'est la première fois que je prends la parole dans un Conseil national et je vais m'efforcer d'être bref. Je vous apporte le point de vue d'une fédération dont le député à l'ONU a fait l'objet de tout notre intérêt, mais de qui malheureusement nous ne pouvons utiliser ici la parole.
Les camarades de Meurthe-et-Moselle m'ont invité à dire au Conseil national du Parti que nous sommes tous d'accord pour le maintien au gouvernement de nos ministres Socialistes, mais que nous voudrions leur demander de donner, si possible, une impression plus nettement, plus franchement Socialiste, de manière que nous n'apparaissions pas comme des prisonniers, mais comme des animateurs.
Dans notre département où, vous le savez, les éléments rétrogrades sont nombreux et puissants, nous pensons, nous socialistes, que la laïcité de l'État est indispensable et fait partie des fondements mêmes de la République.
En ce qui concerne le service militaire, nos camarades ont été émus de la campagne amorcée par certains ministres n'appartenant pas à notre Parti, en faveur du service de dix-huit mois. Nous savons très bien, nous les vieux de 1914, qu'il n'a fallu que trois mois pour faire de nous des soldats. Nous ne voudrions donc pas voir nos fédérations abandonner le principe des 12 mois. C'est pour nous un maximum, je dis bien un maximum, sauf peut-être pour certaines catégories de Socialistes, comme les aviateurs.
Dans la politique de l'Union Française, nous voudrions que le problème de l'Indochine soit réglé, en tenant compte des légitimes aspirations nationales, mais dans le cadre de l'Union Française. C'est-à-dire que nous souhaitons la terminaison rapide de cette guerre à la satisfaction à la fois des intérêts français et des aspirations du Viêt-Nam.
Notre position sur la politique extérieure, vous la connaissez aussi bien que moi-même. Nous voulons la paix, la paix complète. Ceux qui comme moi ont vécu deux guerres en ont assez de constater qu'ils se sont battus - pardonnez l'expression - pour des prunes, et que leurs enfantes sont conduits presque fatalement à une nouvelle guerre ou y seront conduits, si nous n'y prenons garde.
Guy Mollet nous a dit qu'une crise se manifestait dans notre Parti et que nous devions remonter le moral de nos fédérations. La fédération de Meurthe-et-Moselle est peut-être une des plus atteintes, alors qu'elle se voit attaquée à la fois par le PPF, le PRL et le Parti Communiste. Mais, soyez tranquilles, les camarades du Parti travaillent, ils ne pensent qu'en Socialistes, ils sont décidés à poursuivre leur effort et sont prêts à mourir pour le Socialiste, s'il le faut.
(Applaudissements)

Le président - Je remercie notre camarade Frenel de sa brièveté qui ne l'a pas empêché de dire ce qu'il avait à communiquer au Conseil national. Quarante orateurs sont inscrits ; je les invite à éviter les répétitions et à être brefs.

Une voix - Trois minutes !

Collection Jean Jaurès

Baurens (Gers)

Pour répondre au désir que vient d'exprimer le président, je vais être très bref. Je sais ce qu'il est possible d'attendre de longs discours qui trop souvent n'ont pas grande signification et ne servent qu'à masquer des responsabilités. Ce que je veux, c'est expliquer la lettre que nous avons adressée aux fédérations.

Certains d'entre vous n'ont pas manqué d'être émus par la propagande du RDR et de ces groupements qui pullulent autour du Parti, les uns à droite, les autres soi-disant à gauche, et qui en vérité ne sont justifiés par rien de sérieux, alors qu'ils peuvent aboutir à une certaine désintégration du Parti.

A chacun ses responsabilités. Déjà à Lyon, on avait essayé de choisir entre les diverses tendances du Socialisme. On s'est aperçu que le choix n'avait pas été judicieux et aujourd'hui on change de position.

Je dirai à Guy Mollet que nous étions d'accord avec Léon Blum pour dire que nous devions nous battre sur tous les fronts, mais nous battre victorieusement, en recherchant toujours la victoire du Socialisme.

Mais, se battre sur deux fronts, cela suppose d'abord une unité du Parti dans la résistance aux attaques qu'il subit, cela suppose l'union dans le Parti. La Parti ne pourra résister aux attaques qui lui viennent de droite et de gauche que dans la mesure où, homogène et uni, il sera capable d'une action ferme, préparée dans l'accord de tous.

Le RDR est né dans la fédération de la Seine, dans cette fédération qui compte plus de membres du Comité directeur que de parlementaires. On peut même prévoir qu'il y aura dans quelques jours plus de candidats au Comité directeur, dans la fédération de la Seine, qu'il n'y a de conseillers généraux et de conseillers municipaux.

Peut-être faut-il voir dans le RDR des fédérations qui cherchent, dans une espace d'existentialisme révolutionnaire, la possibilité de masquer leurs défaites électorales ou leurs responsabilités, je pose la question à nos camarades : que reste-t-il dans la fédération de la Seine ? Bientôt, il n'y aura plus que des Communistes et des RDR, à moins qu'il n'y reste plus rien du tout et que la fédération de la Seine ne disparaisse complètement !

On a essayé d'expliquer le RDR par la soi-disant existence d'une Troisième Force dont la composition et les bases n'étaient peut-être pas justifiées par l'action révolutionnaire du Socialisme.

On pourrait dire, je le sais, à notre camarade Léon Blum - je m'en excuse auprès de lui – que les articles qu'il a écrits dans Le Populaire ont justifié à un moment donné, cette espèce de crainte. Camarade Léon Blum, vous avez peut-être le tort de penser trop vite et de penser trop tôt, alors que les masses populaires ont le tort de comprendre trop tard ! Pour ma part, je ne pense pas qu'il soit possible de justifier le RDR par la composition et les possibilités de la Troisième Force.

La Troisième Force, on l'expliquera comme un effort de conservation de ceux qui veulent défendre la démocratie et la République.

Je ne pense pas que la décision du Comité directeur qui accorde une licence d'existence au RDR jusqu'au 8 mai était vraiment justifiée. Cette date est peut-être trop tardive. Le Comité directeur eût mieux fait de prendre des

responsabilités plus fermes et plus immédiates. Laisser au RDR la possibilité de s'intégrer dans la Troisième Force, c'est encore lui permettre d'exister, en même temps que le Parti et la Troisième Force elle-même.
Ce matin, vous êtes venus, les uns et les autres, apporter des critiques à la politique gouvernementale. Ce n'est pas nouveau. Déjà, à Lyon, nous avons subi un assaut dirigé contre le gouvernement et contre ceux de nos camarades qui sont ministres. Mais, si vous faites un léger retour en arrière, si vous remontez jusqu'au congrès de Lyon et si vous avez l'occasion de réfléchir aux responsabilités que le Parti devait prendre à ce moment-là, vous vous rappellerez qu'il était question d'instaurer le dirigisme le plus absolu. Quant à moi, j'ai toujours pensé qu'on ne peut diriger que ce qui est dirigeable et qu'on n'arrivera pas à organiser l'économie, comme le disait ce matin le camarade Gazier, uniquement par des lois, parce qu'il faut compter tout au moins sur l'existence des hommes.
Je le disais à un ministre qui, dans un autre gouvernement, était chargé de l'économie : les hommes ne réagissent pas toujours dans le sens le plus bête ; il leur arrive aussi de réagir dans le sens le plus intelligent, celui qui consiste à échapper l'application des lois qui les gênent.
Nous avons tout au moins obtenu, depuis le congrès de Lyon, ce résultat que nous avons été débarrassés de cette partie de la direction gouvernementale qui est chargée d'adapter les prix à la capacité d'achat. On a accablé notre camarade Ramadier d'un certain nombre d'épithètes ; on n'avait jamais assez de vigueur pour accuser le réactionnaire Ramadier, comme on accusait le colonialiste Moutet. Partout, sur tous les points du territoire, on multipliait les meetings. La campagne contre Ramadier s'est déroulée ; la campagne contre Moutet s'est déroulée. Aujourd'hui, pour remplacer Ramadier, il y a Robert Schumann ; pour remplacer Moutet, il y a Coste-Floret : il n'y a plus de meetings, on ne parle plus de l'Indochine.
(Applaudissements)
Camarades, la principale force républicaine, la principale force démocratique, c'est le Parti. On ne peut pas rechercher en dehors du Parti le moyen de défendre la République. Il faut donc affirmer l'unité et la force du Parti, et à ce sujet également je rappellerai la déclaration que fit Léon Blum en 1946.
On a l'impression, depuis le congrès de 1946, que nous avons peur de défendre les idées Socialistes, que nous avons peut d'aller dans le pays faire des réunions pour affirmer la position du parti Socialiste. Eh bien ! Camarades, chaque fois que nous avons défendu nos idées dans ces réunions, nous l'avons fait avec force et avec conviction, sans nous sentir frappés de ce complexe d'infériorité qui consiste à dire que c'est nous qui avons toujours tort.
Il ne faut pas que nous nous laissions dominer, j'insiste sur ce point, par cette espèce de peur qui frappe quelques-uns, pour ne pas dire la plupart de nos militants.
On essaye de masquer cette peur qui est une peur physique, des formules de cet existentialisme révolutionnaire qui risque de s'évaporer, d'être emporté par le vent dès demain, sans que nous sachions exactement ce qu'il sera : blanc ou

rouge, de sorte que nos camarades seront prêts peut-être à se rallier à la formule la plus brutale.
Pour notre part, camarades, nous sommes prêts à nous battre, et c'est la raison pour laquelle nous avons envoyé cette lettre à toutes les fédérations, pour demander aux militants de prendre leurs responsabilités. Nous sommes prêts à nous battre. Nous n'avons pas peur. Nous disons que le Parti Socialiste, c'est la République, c'est la démocratie, c'est la paix !
(Applaudissements)

Jean Silvandre (Soudan)

Chers Camarades, Mon Intervention sera brève» Elle sera aussi limitée quant à son objet. J'ai pour devoir de vous signaler le malaise que ressentent les élus Socialistes d'outremer. La politique actuellement suivie en union française n'est pas, en effet, une politique de Troisième Force. Je suis très à l'aise pour en parler, parce que j'ai été de ceux qui ont soutenu le gouvernement à direction Socialiste que présidait notre camarade Ramadier et la politique de notre camarade Marius Moutet. Eh bien ! Nous constatons que la volonté du Parlement est méconnue. Cette volonté s'est exprimée en un vote unanime de l'Union Française et en un vote à 100 voix de majorité de l'Assemblé Nationale. Elle a été bafouée.
Les élus d'outremer ne peuvent s'incliner devant cet état de choses. Il est de leur devoir d'élever de véhémentes protestations.
J'ai eu l'occasion, au cours d'un récent voyage, de m'arrêter au Maroc qui a été pour moi un lieu d'exil et une terre d'asile par la sympathie que j'y ai trouvée, notamment auprès de nos camarades. J'ai constaté, chez nos camarades Socialistes du Maroc, le même état d'esprit que je manifestais il y a un instant, en ce qui concerne la politique suivie à l'égard du protectorat. La politique du quai d'Orsay n'est pas celle qui convient ; elle se heurte à des écueils que nous ont signalés nos camarades au Maroc. Je pense qu'il n'est que temps de changer de méthode.
Je veux maintenant demander simplement au Conseil national, mais lui demander avec une extrême insistance, de ne pas se séparer sans avoir défini de façon précise les lignes directrices essentielles de la politique de notre Parti dans les territoires d'outremer.
Il est plus que temps, en effet, que nous nous prononcions sans équivoque, si nous tenons à ce que le Parti Socialiste conserve outremer les positions qu'il détient encore et si nous tenons à y sauvegarder son unité menacée. Nous sommes de ceux qui, à côté de Lamine-Gueye, avons mené durant des années un combat humble mais persévérant, parfois désespéré. Nous avons fini par obtenir le succès et nous avons apporté des résultats. Aujourd'hui, nous sommes inquiets.
Je ne rappellerai pas ce que, dans un passé récent a coûté à notre Parti le manque d'un programme lucide et d'une nette affirmation d'une politique dynamique. Jamais le parti Communiste n'aurait pu espérer, même avec l'habile propagande de haine raciale, de xénophobie et de sécession qu'il a menée, des succès aussi

rapides et aussi importants, si nous avions, si nous avions su lui opposer une politique nette et précise. Nous avons au contraire toujours paru hésitants, même entre les formules de l'assimilation et de la fédération.

Au montent où le RPF, assuré de la protection officielle la plus effective, s'efforce de constituer en Afrique noire deux bastions, l'un en Mauritanie, l'autre dans la Haute-Volta récemment reconstituée, au moment où les Communistes trouvent dans la lutte contre le plan Marshall un nouveau prétexte pour prêcher le séparatisme et pour saboter la mise en valeur des richesses naturelles de ces territoires, nous ne pouvons pas garder cette attitude d'expectative et de défensive, nous ne pouvons plus tolérer ces flottements et ces incertitudes.

Que proposons-nous donc ? Il ne s'agit pas d'élaborer dans l'absolu des plans magnifiques et qui seront irréalisables faute de moyens. Les populations d'outremer sont écœurées des promesses. Il faut partir des possibilités du pays et de celles que lui fournit la métropole, spécialement par l'intermédiaire du fonds d'équipement et de mise en valeur. Ces possibilités sont limitées. Encore faut-il les utiliser complètement.

Dans le domaine économique tout d'abord, qui est à mon sens, en Afrique noire, le plus important et celui qui conditionne tous les autres, je voudrais que le Parti Socialiste affirme de façon catégorique sa volonté de lutter contre l'omnipotence des grandes compagnies de commerce qui sont loin d'être toutes françaises et qui sont restées les véritables maîtresses des destinées africaines. On ne dira jamais assez le mal que peuvent causer ces pieuvres gigantesques qui pompent tout le suc de l'Afrique par leur mille succursales disséminées sur son territoire. On ne dira jamais assez ce qu'elles ont coûté à l'Afrique.

Tant que ces compagnies pourront, par l'intermédiaire empressé des bureaux de la rue Oudinot, faire renvoyer, comme cela s'est produit il y a quelques semaines, tel haut fonctionnaire coupable d'avoir tenté – oh ! bien timidement - de les obliger à réinvestir dans le pays même d'où elles les ont tirés, une petite partie des bénéfices énormes qu'elles accumulent et exportent, tant qu'il en sera ainsi, les libertés des populations d'outremer seront bien compromises.

Tant que ces compagnies bénéficieront du régime d'exception né de la guerre et perpétué donnée en année que l'on appelle le "régime des antériorités", tant qu'elles seront ainsi assurées, sans risque d'aucune sorte, d'un quasi-monopole sur la presque totalité des importations et la majeure partie des exportations, les grandes réformes politiques qui ont été introduites en Afrique noire malgré leur opposition acharnée, resteront lettre morte.

Tant que les augmentations sur les produits essentiels comme l'arachide seront consenties aux exportateurs et ne profiteront que dans une mesure infime aux producteurs, les paysans et les travailleurs d'outremer resteront asservis.

C'est à cette libération économique que nous devons nous attacher tout d'abord, en abolissant les législations d'exception et les vestiges du pacte colonial, en réduisant au profit des producteurs les marges bénéficiaires des intermédiaires et en obligeant les sociétés commerciales à réinvestir ces bénéfices dans le pays qu'elles contribueront ainsi à équiper et à industrialiser, mais aussi et surtout en utilisant cet instrument puissant et jusqu'ici si mal employé, si manifestement

détourné de son véritable but, qui s'appelle le fonds d'investissement et de développement des territoires d'outremer, et que certains parmi les plus grands de nos militants, Marius Moutet en particulier lors de ses passages au ministère des Colonies en 1936 et dix ans plus tard en 1946, ont forgé dans l'intérêt des territoires et des populations d'outremer.

Il faut que les modalités d'utilisation de cet instrument soient assouplies, que des mesures de large décentralisation le mettent à la portée de ceux qui ont besoin de ses services.

Il faut surtout que les milliards du fonds d'Équipement ne soient plus employés ni à des réalisations profitables aux seules firmes d'exploitation du pays, ni à des travaux spectaculaires, somptuaires, indispensables paraît-il à une certaine politique de prestige qui consiste, comme le disait M. Monerville à la tribune de l'Assemblée Nationale, "à construire des chemins de fer somptueux ou des ports magnifiques, alors qu'il existe des villages dans lesquels on a honte de pénétrer".

Pour cela, les assemblées territoriales, les conseils généraux doivent avoir le pouvoir de surveiller de très près l'établissement des budgets d'exécution et leur réalisation.

Par ce moyen simple, on aura la certitude que les fonds, si rares et si indispensables, serviront réellement à équiper l'Afrique et à accroître le bien-être de ses habitants.

Le premier des objectifs à atteindre, à l'aide des fonds avancés par la métropole, c'est très certainement ce mettre fin à la famine et à la sous-alimentation. Car toute entreprise est vaine, dans le domaine économique, si l'on ne songe d'abord à l'essentiel, à sauvegarder l'homme. A la période de la soudure, des milliers d'hommes, en Afrique noire, souffrent de la faim. D'autre part, des masses de plus en plus nombreuses s'agglomèrent dans les villes où elles consomment sans participer à la production du sol. Le manque de produit vivriers se fait ainsi de plus en plus sentir, sans que personne, semble-t-il ait songé à s'en préoccuper.

Il faut d'abord nourrir les hommes, avant même de songer à les sauver des maladies dont beaucoup ont pour cause la sous-alimentation. Il faut étudier la possibilité de fonder de grands centres vivriers, de grands centres de production du riz notamment. C'est à cela qu'il faut consacrer en tout premier lieu les crédits du fonds d'équipement, au lieu de laisser végéter les quelques tentatives faites dans ce sens.

C'est ensuite, bien entendu, à l'équipement sanitaire qu'il faut s'attaquer : faire converger les efforts vers la protection du capital humain, si rare et si menacé.

Et cela, encore une fois, non pas de façon spectaculaire, la construction d'un bel hôpital au chef-lieu, mais en multipliant les dispensaires de brousse et en leur donnant les moyens de fonctionner.

Après le pain c'est la santé, le premier besoin du peuple est l'enseignement, en Afrique plus encore qu'ailleurs. Il faut donc faire porter également sur l'équipement scolaire un très gros effort.

Puis donner au pays cet équipement économique moderne qui lui fait si cruellement défaut, permettre aux travailleurs de se libérer par la mécanisation des tâches les plus ingrates et les plus rebutantes, étendre et améliorer, à l'aide

Collection Jean Jaurès

du matériel technique indispensable, le réseau routier et le réseau ferroviaire, aménager les agglomérations en cités modernes.
Il ne s'agit pas là d'un plan chimérique ou même ambitieux. Ce qu'il faut à l'Afrique, on l'a dit souvent et avec raison, c'est pour le moment "un grand programme de petits travaux", c'est là une œuvre digne de notre Parti, une œuvre qui vaut que l'on s'y attache.
Sur le plan politique, social et administratif, la tâche à réaliser n'est ni moins urgente ni moins vaste. Là encore, il faut un programme aux lignes nettes, capable de rallier l'adhésion des masses africaines.
Les populations d'outremer se sont vu reconnaître la citoyenneté française et des droits politiques égaux à ceux des métropolitains. On a procédé à l'installation, avec un statut provisoire, des assemblées territoriales délibérantes. Mais depuis, qu'a-t-on fait ?
Les Africains sont citoyens et ont la plénitude des droits politiques attachés à cette qualité. Mais, une infime minorité vote. Il est évident que l'absence d'état civil et l'impossibilité d'identifier les individus empêchent l'appel automatique de tous les citoyens aux urnes, comme cela se fait en France. Mais, depuis le vote de la Constitution, s'est-on préoccupé d'élargir le corps électoral restreint qui a le privilège d'élire des représentants ? A-t-on cherché à établir un état civil général ?
De la même façon, les conseils généraux en sont restés au stade de l'organisation provisoire. Malgré promesses et efforts, leur statut définitif n'a pas été déterminé. C'est ainsi, comme je le signalais tout à l'heure, qu'ils ne peuvent contrôler, sur les territoires qu'ils administrent, l'exécution du plan d'équipement qui doit assurer la mise en valeur de ces territoires, et qu'ils assistent, impuissants, à de scandaleux abus.
Dans le domaine social, il en est exactement de même. Les ouvriers autochtones ne sont même pas protégés contre les accidents du travail, et l'on a différé la promulgation en AOF du code du travail dont l'élaboration avait demandé plus de deux ans.
Il en est de même encore dans le domaine administratif.
Que l'on ne s'imagine pas que tous les problèmes de l'Afrique ont été résolus par un changement du proconsul placé à sa tête.
Les Soudanais que je représente désirent,- et je suis persuadé que les Guinéens, les Ivoiriens, les Nigériens et les Mauritaniens le souhaitant avec eux - secouer ce joug d'une organisation administrative archaïque qui entrave leur développement dans tous les domaines. Ils ne veulent plus que leurs médecins manquent d'automobiles, quand le moindre trafiquant de Dakar s'en voit attribuer une. Ils ne veulent plus que le ciment qui leur est refusé pour bâtir les dispensaires serve à construire à Dakar une luxueuse piscine. Ils ne veulent plus que les boutiques de Dakar regorgent de marchandises d'usage courant qui font défaut aux populations. Ils ne veulent plus que la construction d'une école qui a été décidée et financée par le Conseil général dépende du bon plaisir d'un haut fonctionnaire de Dakar. En un mot, ils souhaitent que l'armature étouffante et ruineuse du gouvernement général de l'AOF soit mise à bas.

Ils désirent une administration locale qui ait toutes les responsabilités comme tous les pouvoirs sur leur territoire et qui dépende directement du gouvernement français, sans écran infranchissable à Dakar.
Ils veulent disposer librement des produits de leur économie et de leurs impôts, comme des subventions qui leur seront accordées par la métropole pour leur équipement, et cesser d'être réduits à mendier des avances au budget général, après lui avoir versé la majeure partie de leurs ressources.
Tous les territoires africains entendent être placés sur le même plan et dotés des mêmes possibilités d'évoluer chacun dans le sens qui lui est propre.
Chacun d'eux veut gérer librement ses propres affaires, en confiant à un organe central commun la gestion des seuls services qui soient véritablement d'intérêt commun, comme la trésorerie, la sécurité générale, les télécommunications et les douanes.
Autrement dit, ils entendent décongestionner l'actuel gouvernement général pléthorique et stérilisant, pour n'en garder qu'un organe d'étude et de coordination des problèmes communs et de gestion des intérêts communs.
Le temps n’est plus des proconsuls et de l’irresponsabilité de lointains et incontrôlables bureaux.
Je demande au Conseil national de fixer son choix sans équivoque. Je l'adjure de se tourner résolument vers les territoires d’outremer, d'adopter à leur égard cette politique franche, loyale, aux vues larges et fécondes dont ils ont besoin et qu'ils attendent de notre Parti.
Ce n'est pas assez d'en définir les principes. Il faut aussi donner les directives précises de sa mise en œuvre, dicter le choix des hommes qui, placés aux postes de direction de l’Afrique, seront décidés à l’appliquer sans faiblesse, sans atermoiements, et doter les militants qui appuieront et faciliteront cette tâche des moyens d’action matériels indispensables à la lutte pour la grandeur de notre Parti, intimement lié à la sauvegarde et à la prospérité de l’Union Française.
(Applaudissements)
La paix en Afrique et la sauvegarde des principes de l'Union Française intimement liés à la grandeur de notre Parti. Dans un passé récent, le Parti Socialiste n'a pas hésité à sacrifier des positions électorales avantageuses, afin de combattre la vague de démagogie forcenée qui déferla sur le pays à l’instigation des Communistes, l'offensive systématique contre toute forme d'autorité et de contrainte sociale pour la désertion du travail, contre la désertion des écoles, des léproseries et des dispensaires.
Si l'Afrique noire n'a pas connu les troubles d'autres territoires d'outremer, c'est pour une très grande part à la courageuse attitude de notre Parti qu'elle le doit.
L'Afrique a encore un grand besoin de lui ? C'est de lui et de lui seul que peut sortir le programme autour duquel se rallieront de larges fractions de l'opinion, pour le développement de l'Afrique vers un avenir meilleur.
Nous nous devons de le lui donner.
(Applaudissements)

André Philip

Fondation Jean Jaurès

Depuis notre dernier congrès, il est indéniable que le parti a traversé une crise, il est indéniable que nous avons rencontré tout à la fois des difficultés internes, une sorte de découragement chez les militants, une sorte d'abandon de confiance, une tendance à l'inertie, un manque d'enthousiasme correspondant d'ailleurs à ce qu'a été pendant ces derniers mois l'état général de l'opinion publique.

Chose curieuse, il semble qu'un certain décalage se produise toujours entre la réalité économique et son expression dans l'opinion publique. Au moment où la situation économique était extrêmement grave et où le parti Socialiste disait la vérité au peuple de France, on se faisait agonir par ceux qui voulaient continuer à vivre toutes leurs illusions, et maintenant que la situation commence sérieusement à s'améliorer, je le démontrerai dans un moment, tant sur le plan national que sur le plan international, l'opinion tombe au dernier degré du découragement et parfois du désespoir, et cela même chez certains de nos meilleurs militants. Il serait bon que de ce Conseil national, sortit une analyse précise de la situation, et de même que le Parti Socialiste a été celui qui a eu le courage de dire la vérité et de briser les illusions quand la situation était vraiment désastreuse, il faut qu'aujourd'hui il soit celui qui apporte le premier massage d'espérance, en montrant que nous sommes au bout du tunnel dans lequel nous marchons depuis la libération et que l'on commence tout au moins à entrevoir la lumière du jour.

Je dis qu'il existe déjà, sur le plan national, un certain nombre d'éléments qui nous permettent de devenir plus optimistes. Rappelez-vous, l'année dernière, à la même époque, les gelées, la sécheresse de l'été, les récoltes lamentables qui ont été celles de l'an dernier non seulement en France mais dans tous les pays d'Europe, et la pression internationale qui s’est manifestée vers la hausse des prix des produits alimentaires. Rappelez-vous ce qu'était la situation l'année dernière, au point de vue industriel : nous avions fait un gros effort ; mais l'insuffisance de la production anglaise de charbon et des envois que nous recevions de la Ruhr limitait la production industrielle qui était la nôtre. Rappelez-vous enfin ce déséquilibre de notre balance commerciale avec le monde d'outremer, en particulier avec les États-Unis, et la décision que nous avons dû prendre, en septembre, pour interdire tout achat aux États-Unis autre que de blé ou de charbon, et la connaissance que nous avions qu'à partir de décembre, il ne resterait plus un dollar en caisse, de sorte que nous étions exposés à nous trouver sans pain pendant l’hiver, avec une nouvelle diminution dans le charbon. Telle était la situation, au cours de l'année dernière.

Cette année, au contraire, les récoltes s'annoncent plus abondantes, en France et dans le monde, la production du charbon a augmenté en Angleterre et dans la Ruhr, celle de l'acier, encore basse sans doute, est en procession constante. Enfin, le déséquilibre commercial entre l'ensemble des pays occidentaux et les États-Unis d'Amérique est, pour les trois ou quatre mois qui viennent, couvert par les crédits du plan Marshall.

Je ne veux pas dire qu'il faille se laisser aller à un optimiste excessif. Je dis que nous sommes au moment où, sur le plan national et international, il y a, en

présence des difficultés qui subsistent, des éléments d'amélioration certains, si on veut les utiliser, si on veut continuer énergiquement la lutte contre l'inflation, soit par la méthode qui avait été la notre, celle de l'action directe sur les prix, soit par la méthode maintenant utilisée, celle de l'action indirecte sur les revenus.
Je ne veux pas m'appesantir ; mais je crois que nous pouvons définir la position Socialiste. Elle a été celle de l'action directe sur les prix, celle que Léon Blum avait amorcée avec succès en décembre de l'année dernière, lorsqu'on a annoncé la campagne pour la baisse des prix, qu'elle était bien partie et aurait été continuée, si nous n'avions pas eu les gelées et la certitude d'une pression internationale sur les produits alimentaires.
C'est cela qui a rendu nécessaire la substitution à la politique de baisse des prix que nous avons continuée sous le gouvernement de notre camarade Ramadier, d'une politique de ralentissement de la hausse des prix, ce qui a été appelé le fameux dirigisme dont on a bien voulu nous sacrer pape, faisant allusion peut-être à notre infaillibilité en la matière, mais qui n'était pas l'expression d'une doctrine, qui était simplement l'effort désespéré pour freiner dans la descente de la pente sur laquelle nous étions engagés, pour ralentir la hausse des prix à ce moment-là internationalisée, jusqu'au jour où s'annonceraient les promesses de la prochaine moisson.
Je dis que cette politique a réussi, qu'elle a réussi malgré que les moyens essentiels avalent été détruits préalablement. Elle a réussi, et la preuve, c'est que, lorsqu'on a rendu la liberté à certains secteurs, les prix ont largement augmenté : c'est donc qu'auparavant on avait réussi à freiner la hausse.
Aujourd'hui, c'est une autre politique. On a abandonné, parce que nous n'avons pas été suivis par la majorité de l'opinion et même par quelques membres du Parti, cette action directe sur les prix. Et comme il n'y a que deux moyens de lutte, l'action directe sur les prix et l'action indirecte sur les revenus, on a appliqué cette action indirecte sur les revenus, par la nouvelle charge du prélèvement exceptionnel.
Nous croyons que notre méthode eût été la meilleure, qu'à la longue, si on avait persévéré dans l'action directe sur les prix, les résultats eussent été plus efficaces, moins douloureux et moins injustes que l'action indirecte sur les revenus. Mais, du moment que l'on avait dû abandonner la première méthode, une seule voie restait ouverte, celle qui a été prise, et ceux qui, après avoir réclamé à grands cris la liberté économique, protestent aujourd'hui contre le prélèvement exceptionnel, sont un peu comme ceux qui, ayant craché en l'air, s'étonnent que cela leur retombe sur la figure.
Et nous qui aurions préféré la première méthode, nous soutenons la seconde en la croyant moins bonne, mais parce que c'est la seule qui soit possible et que nous sommes au moment où il ne faut plus changer de politique, parce qu'il n'y a plus qu'à persévérer pendant quelques mois, peut-être quelques semaines, pour que l'on arrive enfin au résultat recherché, par des moyens différents mais avec la même ténacité, depuis trois ou quatre ans : la stabilisation des prix. Nous sommes maintenant près du résultat ; il faut persévérer ; c'est trop tard pour changer de méthode, lançons-nous à fond, au contraire, car le résultat

maintenant n’est plus très loin de nous.
Ce que je voudrais dire surtout, camarades, et c’est un message qui doit sortir de ce Conseil national pour les militants du Parti, c'est qu'au moment où l'on aperçoit une lueur d'espoir sur le plan intérieur, de grandes choses se préparent et, si nous le voulons, se réaliseront sur le plan international.
La première, c’est le plan Marshall et les conséquences qui doivent en découler dans le sens de l'unification économique de l'Europe, et je crois qu’ici il faut que nous soyons très clairs en nous adressant à la population française.
Pour donner au plan Marshall sa véritable signification, il est peut-être bon que je vous apporte une information. Lorsque, revenant de La Havane, je me suis arrêté aux États-Unis, j'ai fait quelques réunions publiques et, trois soirs de suite, à Washington, j'ai parlé sur l'Europe et le Plan Marshall. A la troisième réunion, deux Américains ont parlé après moi ; l'un d'entre eux était un colonel envoyé officiellement par l'état-major, pour parler sur les aspects stratégiques du plan Marshall. Et voici ce qu'a dit ce colonel américain, à ma grande stupéfaction. Il a dit : "Il existe au monde deux grandes puissances, les États-Unis et la Russie. Tôt ou tard, cela amènera la guerre, c'est-à-dire la fin de la civilisation. Le but du plan Marshall, c'est de constituer, sur le plan international, une Troisième Force, aussi indépendante des États-Unis que de la Russie, une Europe réalisant suffisamment son unité, redressant assez sa prospérité et constituant une force militaire suffisante pour être capable de tenir la balance entre nous et les Russes, pour jouer un rôle de modération et, peut-être un jour, d’arbitrage."
C'est de cette façon que les Américains entrevoient l'œuvre qui doit être accomplie par le plan Marshall.
Ce qui m’a intéressé, c’est la conclusion de ce colonel américain qui a dit : "Certains hommes d'affaires américains ont voté ces résolutions demandant de pourvoir le plan Marshall de conditions politiques, demandant d'imposer aux pays bénéficiaires de renoncer aux nationalisations et de respecter la liberté d'entreprise. Je suis un conservateur, a-t-il ajouté, et je vote républicain aux élections américaines. Seulement, si c'est un régime semblable qui s'établit en Europe occidentale, si c'est un régime de capitalisme libéral, ce ne sera pas une Troisième Force, ce sera une annexe des États-Unis, comme d'autres pays sont une annexe économique de la Russie, de sorte qu'il n’y aura encore que deux blocs entre lesquels le choc, la guerre est inévitable. Pour assurer la paix, il faut que la structure économique de ces pays européens soit aussi différente du capitalisme libéral que du Communisme russe, et c'est pour cela que moi, dit-il, qui suis conservateur, je n'hésite pas à dire que l’idéal, c'est la victoire des forces Socialistes démocratiques en Europe occidentale."
(Applaudissements)
Voilà comment les américains responsables voient le problème, et c'est comme cela que nous devons le voir nous aussi.
Et alors, l'unification économique de l'Europe dont parlaient les Partis Socialistes lorsqu'ils se sont réunis samedi et dimanche derniers, ce n’est pas un vœu pieux, ce n'est pas une utopie, ce n'est pas seulement de l'idéalisme, c'est une question de vie ou de mort pour l'Europe et pour la démocratie.

Pendant quatre ans, le plan Marshall va couvrir le déficit de la balance des comptes des états européens, pendant quatre ans, l'Europe va marcher avec des béquilles. Mais après, ce sera la misère, ce sera l'abaissement du niveau de vie, si dans l'intervalle nous n'avons pas réussi à créer des industries modernes, à prix de revient leur permettant désormais d'acheter moins aux États-Unis, de leur vendre autant que nous leur achèterons, d'établir l'équilibre de la balance des comptes. Et de telles industries ne peuvent se développer que dans la mesure où existera une large organisation de 150 à 200 millions d'habitants, ce qui est la condition d'existence d'une grande industrie moderne.

Cette Europe dont l'unification économique va commencer, dont l'unification économique posera tout de suite le problème des travaux publics, cette Europe qui devra disposer d'un pouvoir suffisant pour que les décisions prises puissent s'imposer a tous, cette Europe doit rester ouverte aussi bien vers l'Est que vers l'Ouest, afin qu'elle ne soit pas uniquement une Europe occidentale. Je crois que, si elle est occidentale dès sa naissance, nous devons parler d'une fédération de l'Europe libre. Il faut que les hommes qui voudraient rester avec nous s'ils étaient libres de leur choix, sachent que leur place reste ouverte pour eux, le jour où il leur sera possible de la prendre.

Je voudrais aborder un dernier point, c'est celui de nos relations avec la Russie et avec le parti russe en France.

Les camarades qui ont pu avoir un instant des illusions sur la possibilité de travailler avec le Parti Communiste, de faire avec lui un bout de chemin en commun, sont maintenant bien fixés et ont perdu ces illusions. Je ne regrette pas qu'ils les aient eues. Il est bon de les avoir nourries. Il était bon, ayant en face de soi un parti qui groupe la majorité de la classe ouvrière, que l'on essayât, comme on l'a fait, d'avoir avec lui des contacts, afin d'avoir la certitude, au moment de la décision finale, d'avoir véritablement essayé toutes les possibilités pour prendre ensuite des responsabilités qui ne soient accompagnées d'aucune hésitation, d'aucune réserve.

Mais aujourd'hui, camarades, je pense que tout le monde y voit clair, que tout le monde a compris les méthodes de développement et d'expansion de ce régime Communiste, et la dernière expérience de Prague, la main mise sur la Tchécoslovaquie dans ces conditions qui rappellent singulièrement la façon dont Hitler lui-même a mis la main sur ce même pays, je pense que cela aura définitivement édifié ceux qui avaient encore les dernières hésitations.

J'ai l'impression qu'au point de vue international un événement essentiel depuis la libération a été - ne souriez pas, car je pèse mes mots - le dernier grand discours de ce grand orateur qu'était Masaryk, car le suicide de Mazaryk n'est pas un suicide, c'est une parole, la dernière parole adressée au monde par l'homme qui ne pouvait plus parler, dans un pays étouffé sous le bâillon.

(Applaudissements)

Camarades, je voudrais rappeler le souvenir de ma dernière rencontre avec Mazaryk. C'était en octobre dernier, à la réunion de la Commission économique européenne, à Genève, pour laquelle je vais repartir tout à l'heure.

Pour la première fois, le délégué russe avait prononcé une attaque violente

contre le plan Marshall, j'avais répondu, ainsi que McNiel, l'Anglais, un peu sur le même ton. Mazaryk avait pris la parole et avait sur tous les points soutenu l'argumentation russe, critiquant mon intervention.
Quelques instants après, rencontrant dans les couloirs un Mazaryk au visage ravagé, je l'approchai de lui et lui dis : "Vous êtes fatigués ? - Oui, je suis fatigué, je suis fatigué de toujours dire le contraire de ce que je pense. - Tout ce que vous avez dit n'est donc pas vrai ? - Non. Tout ce que j'ai dit est faux ; j'ai menti de la première à la dernière phrase, et je ne fais que mentir, car mon pauvre pays est comme un petit moineau entre les mains de l'ogre : s'il tente le moindre battement d'aile, le pouce de l'ogre suffira à l'étouffer. Mais, j'en ai assez ! Je ne peux pas continuer à vivre en disant sans cesse le contraire de ce que je pense !"
Ce sont les dernières parties que j'ai entendues de Mazaryk vivant, c'était en octobre. En octobre.
Camarades, voyant maintenant ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie, partout, je pense que tout le monde a compris que, dans la tradition prolétarienne française, le Parti Communiste n'est pas un parti de gauche, mais un parti d'extrême droite. Le Parti Communiste est, en France, un parti d'extrême droite… (applaudissements)… Car enfin, depuis 1789, la tradition prolétarienne veut que le républicain soit celui qui avant tout fait confiance à l'homme, qui avant tout a le respect de l'individu… (applaudissements)…, celui pour qui la libération de l'homme est le but suprême. Et pour nous, Socialistes qui sommes des collectivistes sur le plan économique, nous sommes des individualistes dans le domaine spirituel. C'est la libération de l'homme qui est notre but, et quand nous réclamons la collectivisation des moyens de production, c'est que nous la croyons susceptible de créer des conditions favorables à la libération des travailleurs.
Et contre nous, à droite, se dressent tous ceux qui considèrent l'homme comme un moyen et non comme une fin, tous ceux qui pensent que la société, nation, armée, église ou parti unique, peu importe, au lieu de servir l'homme doit l'asservir.
C'est l'homme qui est notre but. C'est cela qui caractérise le système démocratique. Et lorsque nous sommes attaqués, ce n'est pas par une droite et une gauche, c'est par deux droites qui, sur certains points, s'opposent, mais ont en commun des éléments essentiels.
C'est du rassemblement de toutes les traditions républicaines françaises, de tout l'individualisme démocratique que nous devons prendre aujourd'hui l'initiative, non pas pour nous défendre, non pas pour sauver des positions menacées, mais pour créer, pour avancer, pour prendre l'offensive.
Camarades, nous venons de passer une période où nous étions réduits à la défensive, où il s'agissait de gagner du temps parce que la situation était grave et difficile. Je ne veux pas entrer dans des détails. L'essentiel, c'est que, de ce Conseil national, sorte un appel aux militants pour leur dire de travailler, de reprendre le combat avec foi, avec enthousiasme, que la période de la crise des prix touche à sa fin, que nous sommes sur le point d'en sortir et que maintenant

il nous faut, tous ensemble, oubliant les vaines oppositions de tendance dont on a compris à quoi elles correspondent dans les circonstances présentes, aller franchement de l'avant. Songez au chemin parcouru depuis un an. Tous les sujets d'opposition ont disparu ; nous sommes complètement d'accord maintenant, parce que nous sommes devant une œuvre constructive, devant un travail de bâtisseurs, pour cela, nous avons besoin, tous ensemble et d'un même cœur, de partir dans la bataille : nous savons maintenant pourquoi il faut lutter et quelles sont les possibilités de succès qui s'offrent à nous.
(Vifs applaudissements)

Roux (Loiret)

Camarades, vous excuserez le modeste militant de province qui vient prendre la parole devant vous, immédiatement après le magistral exposé de notre camarade André Philip.
Depuis 1936, j'assiste aux séances du Congrès et à celles du Conseil national ; j'ai toujours fait une large confiance à nos responsables, une confiance qui s'est doublée d'amitié. J'ai encore pour eux cette confiance et cette amitié ; mais, la section et ma fédération m'ont demandé, pour une fois, d'intervenir au Conseil national afin que l'avis des adhérents, des militants soit exprimé et peut-être entendu.
Un malaise se manifeste dans le Parti ; nos militants perdent tout élan, l'indifférence croît, des sections meurent, peu d'assistants viennent à nos réunions. Dans ma ville qui compte 3 000 habitants, avec une vieille section ouvrière de 100 membres, par miracle nous sommes encore 40 aux réunions. Mais j'ai peur que, chez moi aussi, nous soyons à la veille d'un effritement rapide.
Pourquoi cela ? Je vous le dirai avec une franchise brutale, inspirée de l'amour passionné que j'ai pour le Parti.
Le Congrès de Lyon fut inutile. La situation est confuse ; le Parti a perdu sa physionomie propre ; nous sommes à la limite extrême des concessions possibles.
Quand, en novembre 1947, Léon Blum et Guy Mollet ont montré la nécessité politique d'une Troisième Force entre le PC et le RPF, nous avons applaudi. Mais, le Troisième Force est restée lettre morte. Ce n'est pas de l'idée de base que le Parti se meurt, mais de ce qu'il en est advenu.
Nous sommes dans le marasme et même dans le marais.
Marais sur le plan économique : on fait du libéralisme, on prend des mesures capitalistes pour replâtrer le régime capitaliste. Que l'on prenne certaines mesures libérales, nous l'acceptons pour faire la preuve de notre bonne volonté, pour montrer que nous voulons avant tout sauver le pays ; mais que nous prenions des mesures qui, les unes après les autres, sous prétexte d'améliorer la situation, consolident le capitalisme, cela nous ne pouvons pas l'admettre.
La production augmente. Les prix des produits industriels augmentent ; les prix des produits agricoles vont encore augmenter ! C'est l'idylle libéraliste ! Mais, nous Socialistes, que faisons-nous dans cette galère capitaliste ? J'attends que

Contribution Jean-Jaurès

l'on cite une seule mesure orientée vers notre programme, parmi toutes celles qui ont été prises depuis cinq mois !
Nos responsables nous diront : "On a évité ceci... on a évité cela..." Il est exact qu'on se soit efforcé d'éviter le pire et qu'on y soit parvenu. Mais, ce bilan négatif, ne va-t-il pas en résulter quelque chose de grave pour notre Parti ? Ne va-t-il pas en mourir ?
On promet aux salariés la baisse des prix. Les salariés, enfin convaincus par nous, ne demandent que cela, n'attendent que cela ! Ils savent que, par la baisse des prix, leur pouvoir d'achat sera augmenté. Réalisez donc promptement cette baisse des prix. C'est ainsi que vous briserez non certes le Parti Communiste, mais l'emprise du Parti Communiste sur une fraction des travailleurs. Réalisez-la dans les faits, non dans les discours ou dans les colonnes du Populaire. On pourra citer une baisse ici ou là, sur un produit ou sur un autre. Mais, ne négligez donc pas la hausse qui se manifeste sur tout le reste, si vous ne voulez pas que nos militants soient couverts de ridicule.
La baisse d'aujourd'hui, ce n'est même pas la stabilisation, ce n'est même pas l'arrêt de toutes les hausses ! N'oublies pas, camarades que les hausses de salaires de décembre dernier n'ont été que la suite, la conséquence des hausses de paix enregistrées en 1947. Si vous voulez que la baisse soit comprise par le pays, qu'elle soit acceptée comme telle, il faut que les prix, dans leur ensemble, soient inférieurs à ceux de décembre 1947. On nous offre la stabilisation des prix actuels ou une baisse de 5 pour 100 sur les prix d'hier qui étaient eux-mêmes en hausse de 30 à 70 pour 100 sur ceux de décembre !...
Je ne veux pas jouer sur les statistiques ; je parle de la réalité des achats.
Nous sommes tous d'accord sur la réalité du relèvement du pouvoir d'achat, acquis autrement que par une hausse des salaires. Mais, où en est-on ? C’est pour demain. Mais demain, ce sera le loyer plus cher, les denrées alimentaires de base telles que le pain et le lait également plus chères. A moins que nous ne revenions au système des subventions, par ce jeu puéril qui, depuis trois ans, consiste à rétablir tous les six mois ce qu'on avait jurées détruire. Il n'y a pas de grève, dans mon petit pays. Tant mieux ! mais on grogne, on se replie, "ça gronde" : une étincelle peut allumer l'incendie.
Faites quelque chose, camarades responsables, et faites vite. Ou renoncez à gérer un capitalisme qui pèse si lourdement sur les travailleurs.
Dans ce marais où nous nous débattons, devant ce mirage de la récolte (elle sera bonne, mais l'abondance sera-t-elle génératrice de baisse ?), le pays nous regarde sans nous écouter, car il ne voit rien de réel dans ce qui lui est annoncé.
Un tel aveu m'est dur et pénible, après vingt ans de présence dans le Parti, d'action continuelle sur la brèche ! Camarades, il faut agir dans ce drame prix-salaires, au gouvernement si nous le pouvons, en dehors de lui s’il le faut. Prenez garde ! Si un mouvement éclatait, tous nos adhérents y prendraient part. Il ne s'agirait peut-être pas d'obtenir une hausse des salaires, mais d'une action directe sur les prix. Exigez cette baisse sur les prix ; exigez-la par la loi, avant d'avoir à rechercher des adhérents qui ne seraient plus là !
Marais aussi sur le plan politique ? On s'embourbe dans une alliance MRP et

RDG (notre ami Léon Blum lui-même n'a pu retenir un jour un cri véhément). Nous perdons à tous les coups, car nous sommes probablement les seuls à être sincères, camarades du CD et du GP, camarades ministres, c'est avec angoisse que nous voyons la glissade continuer ! Ne croyez pas surtout que nous subissions en quoi que ce soit l'influence du Parti Communiste. Notre vie entière a été dirigée contre sa démagogie, alliée du capitalisme, pour intoxiquer les travailleurs. Nous n'avons pas, à notre retour de captivité, participé â l'élan périlleux d'unité possible. Nous n'avons ni illusion ni faiblesse. Mais nous faisons la même distinction que nous avons vu faire avec joie par Saragat : une défaite du Parti Communiste ne doit pas être une défaite de la classe ouvrière. En France, une remise en place du Parti Communiste ne doit pas être une remise en place des travailleurs. Au contraire, elle doit être le signal d'une vie plus active du Parti Socialiste, défenseur des intérêts ouvriers, elle doit être le signal d'une énergie nouvelle de notre Parti vers des réalisations démocratiques et anticapitalistes.

Marais politique encore, l'affaire du service militaire. Nous croyons encore et plus que jamais que la sécurité de la France ne réside pas dans un service militaire de dix-huit mois, n'est-ce pas ? Alors ?...

Tout de même, camarades, est-ce nous, Socialistes, qui avaliserons la prolongation du service militaire, quand nous savons que l'armée gaspille milliards sur milliards, pour une force qui serait de l'ordre de celle de 1940, dans un éventuel conflit ? Avons-nous la naïveté de paraître chercher là la voix de la paix et de la sécurité ? Non, non ! Impossible ! Impossible décéder sur ce point, car le service de 18 mois ne peut être d'aucune utilité et l'armée mange déjà assez de milliards. Qu'elle les emploie mieux, c'est tout ce qu'un Socialiste peut accepter sur le plan pratique, c'est tout ce qu'un Socialiste peut et doit souhaiter sur le plan de la sécurité nationale.

Ce n'est pas pour le plaisir d'être amer, ce n'est pas pour flatter un vieux sentiment antimilitariste que je parle, c'est parce que l'acceptation du service de 18 mois serait le pas où le Parti craquerait et s'effondrerait, entraînant dans sa mort la grande force qui, encore aujourd'hui, par sa présence, empêche la guerre civile qui serait bientôt suivie de la guerre étrangère. Le Parti est aussi la seule force qui empêche des actions convergentes du PC et du gaullisme, vers la conquête du pouvoir, par répulsions et attractions mutuelles, dans l'immédiat et dans le futur.

Oui, camarades responsables du Parti, nous avons comme vous le sens très clair que notre refus de choisir empêche les adversaires de se battre. Tâche lourde, belle et généreuse aussi. Mais, laissez une flamme au corps qu'écrase un poids si lourd.

Marais politique encore, ces formules "Pas d'exclusive contre personne". Marais politique, ces offres que l'on semble accepter, sans oser le dire. C'est demain un pas de plus qu'on nous demandera, auquel nous dirons non, et un non irrévocable.

Si d'autres veulent comme nous éviter le pire, qu'ils le montrent, qu'ils le disent. Qu'ils nous permettent, par quelques concessions, de continuer le travail en

commun, qu'ils apportent la même abnégation que nous offrons depuis cinq mois. Mais, cette fois, c'est leur tour et non plus encore et toujours le nôtre !
Camarades, je voudrais encore dire une chose difficile et pénible, j'ai connu des Conseils nationaux où des ministres Socialistes - et il y en avait un plus grand nombre qu'aujourd'hui - venaient nous exposer leurs difficultés, mais nous apportaient à chaque fois une réalisation réclamée depuis longtemps par le Socialisme. Où en est-on aujourd'hui ? Que nous apprend le populaire ? Un exemple. Je le choisis sans animosité, connaissant même la collaboration qui existe entre le député Socialiste du Loiret et le ministre du Travail, mais je le choisis parce que je suis militant syndicaliste.
Notre ami Daniel Mayer a promis, en décembre, la révision des zones de salaires. Dis-nous, camarade, ce qui fait que des mois sont nécessaires pour trancher cette question ; dis-nous s'il est possible de la trancher ; mais donne-nous au moins une idée, des problèmes que cela pose. Si la solution est impossible, dis-le. Nous nous efforcerons de te comprendre ? Mais, si elle est possible, prends une décision. Fais-le, fais-le vite. Ne laisse pas espérer vaguement une réalisation qui paraît simple et ne vient jamais ! C'est cela qui fait du mal au Parti comme à la classe ouvrière. Fais-le et tu auras plus fait pour nous et pour notre influence dans le monde du travail qu'en affirmant que le Parti Communiste n'est plus désormais qu'un comité de défense du Kominform. Fais-le vite, avant que Benoît Frachon ne puisse dire que c'est grâce à lui que c'est fait ! Si tu nous donnes ces explications, nous retournerons devant ceux qui nous ont mandatés, pour leur expliquer, pour essayer de les convaincre, de leur montrer ce qu'il y a d'impossible ou de difficile...

Daniel Mayer

Si tu veux me permettre de répondre, je suis prêt à remplir ta valise et tu pourras dire à nos camarades du Loiret pour quelles raisons la révision des zones de salaires n'a pas encore été réalisée.
C'est fort simple. Les zones de salaires paraissent délimitées de façon injuste aux camarades qui sont dans la quatrième zone : ils demandent à être mis dans la troisième. Les zones paraissent également injustement délimitées aux camarades de la troisième zone qui voudraient être placée dans la deuxième. Et on remonte comme cela jusqu'à la zone 0 qui est celle de la région parisienne. Lorsqu'on reçoit la visite des membres d'une union de syndicats, par exemple d'un département maritime, ils vous disent : "Il n'y a pas de viande dans notre département, et c'est là un signe que la vie y est plus chère." Mais, quand on reçoit les représentants d'un département du centre, ils disent : "Nous n'avons jamais de poisson, de sorte que la vie est beaucoup plus difficile chez nous que sur les cotes."
De sorte que, pratiquement, il ne s'agit pas d'une remise en ordre, comme nous l'aurions espéré, dans quelques villes ou quelques départements, mais il s'agit en réalité d'une augmentation générale des salaires ; à l'intérieur de laquelle on s'aperçoit, sur le plan revendicatif, que l'on se trouve en face d'une double concurrence : concurrence des camarades les uns contre les autres de région à

région, et concurrence aussi dans une même région entre militants de la CGT, militants FO et militants CFTC. Et il m'est pénible d'ajouter devant nos camarades, mais je veux être sincère, que les démagogues ne sont pas ceux de la CGT mais que bien souvent on assiste de la part d'unions départementales ou de syndicats prétendument modérés à une émulation de revendications plus outrancières les unes que les autres, à de véritables assauts de démagogie entre syndicats FO et CFTC. Le plus souvent, lorsqu'on reçoit les délégués de diverses unions départementales, ce sont malheureusement ceux de la CGT qui se montrent les plus raisonnables.

Voilà quelles sont les difficultés. Quant aux réalisations, étant entendu qu'il est absolument imposable de traiter de Paris le problème des zones de salaires à cause de ces difficultés, voici ce qui se passe. J'ai, par exemple, avec certains de nos camarades de la Charente des difficultés sans nombre. Ils me demandent de revaloriser Angoulême. Ayant revalorisé Angoulême depuis le mois d'août, sous la forme de recommandation, j'apprends qu'ils disent : "D'accord, à la condition que le ministre du Travail prenne un arrêté dans ce sens." Si l'on prend un arrêté, ce n'est pas seulement les camarades d'Angoulême qui se déclareront intéressés : tous les camarades de la Charente diront : "Puisque vous avez revalorisé Angoulême, nous voulons bénéficier de la même marge que nous avions et continuer à avancer." Et si je généralise ce système, les salaires de la Charente finiront par être rattachés à ceux de l'Électricité de France. Je sais que le statut des mineurs prévoit que le salaire du mineur est fonction des salaires de la métallurgie de la région parisienne. Et ainsi de proche en proche, on arrivera à ne pouvoir jamais obtenir une solution. En effet, ceux que l'on aura avancés voudront conserver leur avance, et ceux que l'on n'aura pas avancés demanderont à conserver la marge antérieure et à récupérer le retard !

Pour ma part, je trouve complètement stupide que la réussite d'une grève dans une usine métallurgique aboutisse à l'augmentation du prix de la tonne de charbon. Mais, nous sommes les héritiers d'un certain nombre de mesures prises par d'autres, résultant du statut des fonctionnaires ou du statut des mineurs, et je me demande quels sont les militants qui auront le courage de demander à leurs représentants de prendre l'initiative, à l'Assemblée Nationale, d'un déblocage des salaires pour permettre qu'il n'y ait plus cette sorte de concurrence qui aboutit pratiquement à la fin de l'économie française.

En ce qui concerne les zones de salaires, nous avons fait un premier pas. Nous avons demandé la réunion aux chefs-lieux de tous les départements de tous les responsables : syndicats patronaux, syndicats ouvriers, représentants de l'administration. La semaine dernière, je suis allé dans le Jura. Morez et St Claude demandaient à être revalorisés ; les représentants des patrons, des ouvriers et de l'administration étalent unanimes à demander la revalorisation de Morez et Saint-Claude. Voilà un premier pas.

Je voudrais dire maintenant à notre camarade Roux que je te remercie de m'avoir fourni l'occasion d'apporter ces informations, mais qu'il y avait peut-être un autre moyen à employer, s'il y avait eu un peu de foi Socialiste. Cela consistait à s'adresser directement au ministre du Travail qui est un camarade et à lui

demander des précisions. Cela consistait aussi peut-être à lire un certain nombre d'informations. Et si vous désirez avoir quelques informations, je vous indique que le déficit de la sécurité sociale a été ramené par mes soins de 21 à 8 milliards, et que vous feriez mieux d'envisager cet aspect-là du problème plutôt que de critiquer les mesures qu'il a fallu prendre pour atténuer le déficit.
D'une manière générale, il y a toujours deux considérations à envisager : les nécessités qui s'imposent et les mesures impopulaires qu'il faut prendre pour y faire face.
Ma conclusion, je la tire d'une expérience presque hebdomadaire. Lorsque je vais, sous un prétexte quelconque, dans une fédération, les camarades me demandent deux genres de choses : le matin, une réunion des militants aux fins d'information ; l'après-midi, une réunion publique aux fins de propagande. Eh bien, à l'inverse de ce qu'on pourrait attendre, c'est la réunion des militants qui est la plus pessimiste, alors que, dans la réunion publique, on sent un esprit beaucoup plus ferme. Avant la guerre, c'était le contraire, c'étaient les militants qui, par leur enthousiasme et leur foi, entraînaient la conviction des masses populaires. Je souhaite que cela revienne et que nos militants voient un peu plus loin que les résultats électoraux, en pensant que le Socialisme ne doit pas tendre seulement à la conquête des sièges électoraux, mais à conquérir des cœurs, et on ne conquiert les cœurs que lorsqu'on a en soi la foi et l'enthousiasme.
(Vifs applaudissement)

Roux (Loiret)

Je me doutais que les réflexions que je faisais amèneraient des précisions. Je suis heureux de celles que notre camarade Daniel nous a fournies au sujet des zones de salaires.
Il n'empêche qu'une solution devrait intervenir, ne serait-ce que pour empêcher le Parti Communiste de tirer parti de la situation.
Camarades, après ces vues assez amères sur l'action du Parti, il me faut dire la joie que nous cause son action internationale. Là, notre accord est total. Il est total sans doute parce que le Parti joue son rôle autonome, parce qu'il se montre lui-même. Je suis sûr de cette unanimité ? Qu'elle nous soit une leçon.
Quand le Parti montre sa physionomie propre, il garde intacte sa force et son élan. Il la garde, cette force, sur le plan international, car il sait faire le partage entre ses vues de coopération internationale sur les plans politique et économique, et les alliances militaires. Là où il garde sa liberté d'action, il reste Fort ; là où il réalise, il reste puissant et unanime. Camarades, faisons cesser le malaise du Parti, en mettant fin au drame dans lequel nous nous débattons sur le plan intérieur.
Nous sommes d'accord contre une dictature de droite (le gaullisme, ce n'est plus que cela) ; nous sommes d'accord contre une dictature stalinienne ; pour une Europe organisée politiquement et économiquement. Nous savons promouvoir notre idéal international (il nous resterait sans doute à éclaircir nos vues sur l'Allemagne, à voir si le fédéralisme allemand doit rester la thèse française ; je ne doute pas qu'au fond là aussi le Parti soit unanime) ; sachons promouvoir

notre idéal sur le plan français. Contre le gaullisme, oui ; mais nos alliés lui font risette ; contre le PC, oui ; mais ne le renforçons pas par des maladresses verbales et l'inaction sociale ou le découragement des bonnes volontés.
Que doit faire le Parti ? D'abord, redire encore une fois les termes de notre accord, de notre unanimité qui est celle du fond de l'âme républicaine de la France, puis arracher de haute lutte quelques réalisations orientées vers le Socialisme.
Mais, il faut que ce soit tout de suite. Demain, il serait trop tard.
Bien des fois, nos responsables ont arraché à de petits militants comme moi des décisions au nom de l'amour du Parti. Je fais allusion au Conseil national de la salle du Petit Journal, en 1937, et au Conseil national de la rue Chaudron. Aujourd'hui, avec l'illusion de la jeunesse, - et ce qui est jeune en nous, c'est notre amour du Parti, de sa substance qui est la chair vive, ardente et sérieuse de la classe ouvrière, - nous voudrions arracher à nos amis du Comité directeur, à nos amis du groupe parlementaire, à nos amis ministres une action rapide et sensible.
Au nom du Parti, je vous crie : "vite, vite, camarades, sortons de l'ornière."
Léon Blum disait : "L'idée d'Europe revient de loin !" Comme c'est juste ! Cela est dû à l'action autonome du Socialisme international. Camarades, agissez vite, vite, pour qu'au Congrès de juillet nous puissions vous dire avec une ardeur joyeuse : "Le Socialisme revient de loin, mais il est sauvé, il est plus vivant que jamais."
Si nous ne voulons pas demain que notre liberté de Socialiste meure, faisons vivre le Parti. Nous avons sauvé la liberté et la démocratie, je le crois. Nous sommes les artisans de la paix civile. Nous ne demandons pas l'impossible. Mais, il faut que notre présence se voie, que notre action teinte d'un contenu social la liberté et la démocratie. Il faut sauver la flamme de l'espérance révolutionnaire.
Par un acte de vie sur le plan français, sauvons la dernière force d'amour que guettent le capitalisme derrière le RPF et le stalinisme derrière le rideau du PC. Cette dernière force d'amour, c'est le Socialisme. D'un coup de reins, nous pouvons le hausser vers nos plus pures ambitions. Saisissons cette possibilité. Dans quelques semaines, elle sera évanouie. Dans quelques semaines, des mains fermes et hardies peuvent avoir redonné vigueur et santé au Socialisme.
En conclusion, ma fédération m'a chargé de déposer sur le bureau du Conseil national le projet de résolution suivant.
(Le camarade Roux donne lecture du projet de résolution proposé par la fédération du Loiret)

Pierre Rimbert (Comité directeur)

Camarades, je me rappelle avoir manifesté, dans une intervention précédente, mon scepticisme quant aux résultats de la politique qui allait être celle du gouvernement ; Je ne connaissais pas encore, à ce moment-là, les projets de notre ministre de l'économie nationale et de notre ministre des Finances ; mais je connaissais suffisamment ces deux personnalités, je savais suffisamment ce

qu’elles représentaient pour me douter à l’avance de ce que seraient leurs projets. Nous avons fait maintenant l'expérience de cette politique qui a incontestablement marqué un tournant décisif dans notre économie. En effet, M. René Mayer s'est résolument orienté vers une politique de liberté des prix. Le résultat ne s'est pas fait attendre, nous avons vu, aussitôt les prix libérés, leur montée rapide, si bien que les légitimes rajustements de salaires qu'obtenait la classe ouvrière à la fin de l'année dernière étaient loin de combler les hausses de prix qui avaient précédé, alors que de nouvelles hausses allaient être le fruit de la politique de M. René Mayer. Nous pouvons donc dire que l’objectif que nous nous étions donné à Lyon et que nous avions réaffirmé à notre Conseil national, objectif qui était de défendre le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, n’a pas été atteint.

Non seulement nous ne l'avons pas atteint, mais nous avons été obligés d'apporter notre appui et notre concours à une politique qui devait aboutir à un résultat contraire.

La politique de M. René Mayer est incontestablement logique : il n’est pas un Socialiste, il n’est pas un partisan de l'organisation économique, il pense, il croit que l'économie doit fonctionner aujourd'hui comme elle fonctionnait hier, il est convaincu par conséquent qu'il peut redresser la situation économique en France, c'est-à-dire obtenir l'accroissement de la production par l'accroissement du profit. Dans une économie capitaliste, la production a pour mobile le profit ; il est donc évident qu'en régime capitaliste, si l'on veut accroître la production, il n'y a qu'un moyen : laisser la liberté au profit : l'attrait du profit entraînera l'accroissement de la production.

C’est là, en effet, le raisonnement de M. René Mayer.

Et pour accroître le profit, il n'y a encore qu'un seul moyen : libérer les prix ; leur permettre de s'élever.

On sait très bien que, lorsqu'il y a hausse des prix d'un produit déterminé, il y a du même coup hausse du profit et hausse plus que proportionnelle, car les frais généraux ne suivent pas le rythme de la hausse des prix.

Telle est la politique que nous fait M. René Mayer.

Seulement, cette politique a une conséquence, c'est de faire supporter à la classe ouvrière les frais de la reprise économique – C’est malheureusement ce qui arrive en France depuis la libération. Si, en effet on peut constater une amélioration certaine de notre situation économique ; on est obligé de constater également que cette amélioration se fait aux frais et au détriment de la classe ouvrière et au profit des privilégiés qui sont aujourd'hui les mêmes qu'hier.

Mais cette politique qui tend à accroître la production en stimulant le profit et en lâchant les prix, a des conséquences qui sont en elles-mêmes aussi désastreuses que les résultats qu'elle a pour la classe ouvrière. Ici, je dois dire que je ne partage pas l'optimisme de notre camarade Gazier et de notre camarade André Philip quant à l'avenir économique. Nous avons en effet l'impression très nette, sans avoir à consulter les statistiques, que par rapport à l'année 1944, la situation s'est largement modifiée. On ne voit pas, en effet, ce vide dans les rayons des magasins qui était alors si frappant. On a au contraire l'impression d'une grande

abondance. En fait, on trouve un peu de tout, on voit de nouveau sortir une variété considérable de nos produits manufacturés et même de nos produits agricoles. Nous voyons même réapparaître la concurrence et la publicité faire pour faciliter la vente des produits.

Je crois donc que nous sommes à la veille d'un tournant économique, que nous allons entrer dans une situation qui ne sera plus celle que nous avons connue jusqu'à présent. Mais, c'est ici que je ne partage pas l'opinion optimiste de Gazier et de Philip. Ils croient que nous allons équilibrer le pouvoir d'achat. Ce serait vraiment surprenant. Un économiste qui s'est penché avec une attention minutieuse sur l'étude de l'évolution des prix, des salaires et des revenus, qui a disséqué cette étude jusque dans les moindres détails, nous a apporté cette image de la production capitaliste. Dans un de ses cours, notre ami Labrousse dit que le système capitaliste donne l'impression d'un homme ivre qui va tantôt à droite tantôt à gauche, mais est absolument incapable de marcher en droite ligne. Est-ce que nous verrions maintenant ce phénomène extraordinaire : un homme ivre marchant en ligne droite ? Je ne le crois pas ; je crois plutôt que, si nous devons assister à un tournant économique, ce sera pour sortir de Charybde et tomber en Scylla. Que risque-t-il de se passer ? Les prix, surtout depuis qu'ils ont été lâchés, ont monté presque dans leur totalité. Ils ont monté tellement que les acheteurs se restreignent, que le nombre d'individus capables d'acheter les produits qu'on leur offre est de plus en plus limité. Selon une expression de Malthus, on a expulsé du banquet de la société tous ceux qui avaient de petits revenus, pour ne laisser à ce banquet, que ceux qui avaient de grosses ressources si bien que nous nous trouvons à un moment où il va y avoir pléthore de produits par rapport aux possibilités d'achat des consommateurs, mais non par rapport à leurs besoins. La capacité d'achat de la grande masse des salariés, des fonctionnaires, de ceux qui ont un revenu limité a été réduite au strict minimum. La consommation étant ainsi réduite, il y a pléthore de produits.

Mais qu'arrive-t-il, lorsqu'il y a pléthore de produits ? Qu'est-il arrivé dans le passé ? Il arrive effectivement une baisse des prix, parfois même une baisse qui prend l'allure d'une chute verticale, ce qui est une véritable catastrophe. Nous nous rappelons tous, cette histoire n'est pas si lointaine, la période qui a débuté vers la fin de 1929 qui a été marquée par la boum de Wall Street et qui a abouti à une chute verticale des prix dont les effets se sont fait sentir pendant plusieurs années.

Qu'est-il arrivé ? Il est arrivé que cette chute des prix, dans un régime économique qui respectait les lois du capitaliste, a abouti à un arrêt de la production et par conséquent à une crise de chômage, crise de chômage qui affectait non seulement les ouvriers chassés de leur travail, mais aussi tout ceux qui avaient été ruinés parce qu'ils avaient succombé devant la concurrence de producteurs mieux outillés ou possédant de plus fortes réserves.

Au cours de cette période d'inflation des prix, au cours de cette période de hausse, surtout en France, nous avons vu pousser comme champignons des éléments nouveaux, non seulement dans le circuit commercial, mais aussi dans le circuit de la production. Nous avons vu de nombreux ouvriers spécialisés

quitter leur usine, par exemple dans la métallurgie, pour s'installer artisans en pièces détachées. Ces gens-là ne peuvent exister du point de vue économique que parce que les prix sont, extrêmement élevés ; ce sont les prix extrêmement élevés qui couvrent les frais de leurs entreprises. Ces entreprises, en effet, sont d'un mauvais rendement, les prix de revient y sont extrêmement élevés. Dès que va se produire un renversement de la courbe des prix, tous ces petits entrepreneurs vont être ruinés.

Je sais que si nous raisonnions en théoriciens du Socialisme, nous pourrions nous réjouir en disant que si ces petits entrepreneurs et ces petits commerçants disparaissent, cela facilitera la concentration capitaliste et nous conduira plus rapidement vers le Socialisme. C'est vrai ; mais, attention : si nous Socialistes prévoyons effectivement, dans notre société Socialiste, la disparition de tous ces petits producteurs et petits intermédiaires, c'est que nous envisageons la création d'une société organisée. Mais, si vous jetez à la rue tous ces petits entrepreneurs et petits commerçants sans rien leur offrir d'autre que le bureau de chômage, on risquera de voir tous ces déclassés se mettre au service du premier aventurier venu.

Voilà pourquoi, camarades, très schématiquement, car je ne veux pas prendre trop de temps au Conseil national, je ne partage pas L'optimisme de nos camarades. Je crois que nous allons vers un tournant économique, que ce tournant d'ailleurs ne se manifestera pas d'abord en France, mais viendra des États-Unis, parce que, dans une économie qui de plus en plus prend un caractère mondial, c'est la plus grande puissance économique qui est appelée le ton, et cette grande puissance, ce sont aujourd'hui les États-Unis.

Ce qui nous laisse prévoir que nous approchons de ce tournant, c'est que, depuis le mois de janvier, nous constatons aux États-Unis un certain marasme dans les affaires et dans la production ; nous constatons un certain piétinement, une certaine hésitation : on ne sait pas en quel sens il faut s'orienter. Ce piétinement, ces hésitations sont le commencement du tournant que nous entrevoyons.

Toutefois, il ne faut pas oublier, certains facteurs jouent en sens inverse. Ces facteurs sont l'atmosphère internationale, la possibilité d'une guerre. Du fait que la guerre est envisagée comme possible, il est nécessaire de s'y préparer. Il est évident que ce facteur, la préparation à la guerre, surtout en notre temps où la guerre est surtout affaire de matériel, donc de production, absorbe une part considérable de la production nationale et vienne compenser l'autre facteur dont je parlais tout à l'heure. Mais, compte tenu de ces facteurs contradictoires, agissant en sens inverse, je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusion et que si nous sortons de la période de pénurie, ce sera pour entrer dans une période de pléthore qui ne sera que relative, c'est-à-dire de pléthore non par rapport aux besoins, mais par rapport à la capacité d'achat. Et cette fois, nos ménagères ne verront pas devant elles des boutiques vides ; elles verront au contraire des boutiques abondamment approvisionnées ; mais c'est leur porte-monnaie qui sera vide, parce que leur mari ou elles-mêmes ne gagneront pas un salaire suffisant, parce que leur pouvoir d'achat sera réduit. Nous serons dans une crise semblable à celle que nous avons connue dans les années 1930, 1931, 1932 et

suivantes.
Camarades, il faut tenir compte de cela. Si le gouvernement avait appliqué notre programme d'organisation économique, la baisse des prix se serait produite et aurait eu des conséquences heureuses pour la population et heureuses aussi pour la nation. Mais, du fait qu'on a lâché les prix, du fait qu'on a abandonné toute organisation économique pour revenir au libre jeu des lois économiques de la société capitaliste, une baisse des prix ne saurait plus avoir les mêmes résultats : ce qui serait heureux dans une économie organisée ne peut être que désastreux dans l'anarchie capitaliste.
Devant de telles perspectives, camarades, il faut que nous restions plus que jamais attachés à notre conception de l'économie organisée, parce que cette fois ce sont ceux qui ont été nos adversaires dans l'économie organisée, ces petits commerçants, ces artisans qui réclamaient à grands cris la liberté des prix, ce sont eux qui maintenant se rendent compte de la nécessité d'organiser l'économie et se tournent vers l'État pour demander son intervention. Ils se rendent compte que l'organisation économique de la société est la seule solution au problème économique français. Ce n'est pas au moment où ces gens-là vont s'apercevoir qu'une organisation de l'économie est nécessaire, que nous allons nous-mêmes abandonner notre point de vue. Nous devons, au contraire, plus que jamais le mettre en avant et le soutenir.
Voilà pourquoi je pense que nous ne devons pas adopter une attitude passive de laisser-faire, mais que nous devons au contraire, avec plus d'acharnement que jamais, soutenir notre conception de l'organisation économique.
Je veux terminer, camarades, en disant quelques mots sur notre tactique gouvernementale.
Trop souvent, dans nos congrès nationaux, dans nos conseils nationaux et au Comité directeur, j'ai entendu exprimer des directives qui ensuite étaient abandonnées. Au congrès de Lyon, nous avons dit : "Nous voulons appliquer un programme constructif de défense du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Et ce programme, nous sommes décidés à l'appliquer quoi qu'il arrive, même au risque d'une crise ministérielle". Eh bien ! au lieu de nous placer à ce point de vue qui n'était pas de provoquer une crise ministérielle, mais qui était d'exiger certaines réalisations, même si cela devait entraîner le risque d'une crise ministérielle, au lieu de dire cela, nous avons fait l'inverse ; nous avons tenu le raisonnement suivant, nous avons dit : "Il faut éviter à tout prix une crise ministérielle."
A partir de ce moment, il n'y avait plus à espérer l'application d'une mesure quelconque. Dire que l'on veut éviter une crise ministérielle, c'est admettre par avance toutes les politiques qu'on voudra bien nous imposer. Ce qui a dicté cette attitude, c'est la peur. Nous avons dit : "Si nous faisons tomber le gouvernement, par qui sera-t-il remplacé ? par de Gaulle ; nous aurons ainsi laissé la place à de Gaulle."
Camarades, c'est sur ce point que je veux attirer votre attention.
Qu'est-ce qui nous gêne ? Ce n'est pas je pense la personnalité de de Gaulle, ce n'est pas de le voir devenir Président du conseil. Il l'a été dans le passé et nous avons été à ses côtés, nos camarades du Parti ont été à ses côtés. Ce qui nous

inquiète dans de Gaulle, c'est sa conception autocratique du gouvernement, sa conception totalitaire. C'est cela qui nous inquiète. Un gouvernement totalitaire n'est possible que précisément quand la démocratie a démontré son incapacité à résoudre les problèmes sociaux et économiques devant lesquels elle est placée. Je ne cesserai jamais de le répéter : une dictature totalitaire quelle qu'elle soit n'est pas un gouvernement tombé du ciel ; c'est un furoncle qui pousse sur un corps malade. La dictature ne devient nécessaire qu'à partir du moment où la démocratie n'a pas été capable de résoudre le problème économique et social. Nous pourrons toujours exposer avec les meilleurs arguments les mérites de la liberté, de l'indépendance, de la dignité de la personne humaine à nos camarades ouvriers. S'ils ont faim, s'ils sont en chômage, s'ils n'ont pas de quoi vivre honorablement et dignement, ils nous diront : "Ta liberté ne nous intéresse pas." Et ils seront prêts à écouter n'importe quel aventurier. La dictature comme la guerre ne devient une réalité qu'à partir du moment où nous ne sommes pas capables d'apporter aux populations un niveau de vie, un pouvoir d'achat suffisant, tel qu'elles l'attendent de nous.

C'est pourquoi une dictature gaulliste ou Communiste ne sera pas rendue possible en France parce que nous aurons renversé un gouvernement qui n'accepte pas d'appliquer notre programme, mais bien parce que nous aurons persisté à collaborer à un gouvernement incapable de résoudre le problème social et économique.

L'essentiel pour nous, si nous voulons sauvegarder la démocratie et la République, donc la liberté, c'est avant tout de travailler à la solution de ce problème économique et social. Et cela, nous ne le pouvons que si nous cherchons à réaliser un gouvernement homogène. Homogène non pas quant aux personnalités, mais homogène quant au programme à exécuter. C'est là une condition essentielle de l'efficacité d'un gouvernement. Pour ne prendre qu'un exemple, s'il se trouve dans un même gouvernement des ministres favorables à la liberté des prix et des ministres qui ne veulent pas de cette liberté, jamais on ne pourra arriver qu'à des solutions intermédiaires, et vous savez que celui qui s'assoit entre deux chaises tombe par terre.

Il faut donc que notre Parti prenne l'initiative de rechercher un gouvernement de composition homogène, dont tous les membres accepteront un programme minimum.

Et une fois cette initiative prise, nous devrons nous tourner vers la classe ouvrière et vers le pays tout entier pour leur dire : Voilà d'où venait l'incapacité dont nous avons souffert jusqu'à présent. Voilà ce que nous préconisons, ce que nous proposons. Et nous devrons demander à la classe ouvrière et à l'ensemble de la population de nous aider dans cette réalisation.

Dans la mesure où nous exécuterons ce programme, nous donnerons confiance à nos militants, nous donnerons à la démocratie la puissance qu'elle doit avoir et nous arrêterons la dictature qui, sans cela, deviendra inévitable.

(Applaudissements)

Théodore Staub (Loire-inférieure)

Camarades, je vous prie d'excuser les quelques observations que j'ai mandat d'apporter devant vous d'un ton un peu désabusé pour ne pas dire pessimiste. C'est l'opinion de nos camarades de la Loire-inférieure. Peut-être qu'ils se trompent, peut-être que leur moral est au point le plus bas alors que déjà les conditions matérielles de la vie s'améliorent, il est possible qu'ils se trouvent dans l'erreur. Mais, il faut que vous sachiez qu'ils doivent tenir compte de l'opinion, même erronée, des travailleurs.

Une phrase de notre camarade Guy Mollet m'a particulièrement frappé. Il disait qu'il est facile de faire comprendre au public les raisons pour lesquelles la politique du Parti diffère de celle du gouvernement. Pour faire comprendre quelque chose au public, il faut pouvoir lui adresser la parole. Mais, comment convaincre les gens lorsqu'ils n'assistent pas aux réunions ? Il est inutile de parler devant des banquettes : elles ne comprennent pas. Et pourquoi parlons-nous trop souvent devant des banquettes ? C'est parce que les camarades n'arrivent pas à admettre que l'on s'occupe de certaines questions alors que d'autres questions leur semblent de bien plus grande importance. Les membres du Parti eux-mêmes ne comprennent pas. Si les représentants des fédérations qui sont ici se trouvent en face de camarades qui comprennent, je les en félicite ; mais, dans l'Ouest, les camarades du Parti n'acceptent pas ce qu'on appelle la politique de Troisième Force. Ils se méfient ; ils sont inquiets de la présence, dans cette Troisième Force, d'élément, qui leur paraissent éminemment suspects.

La question de la laïcité, point névralgique de la vie politique française, prend une importance particulière dans l'Ouest. Vous ferez difficilement comprendre à nos camarades que nous puissions contracter une alliance avec un parti d'inspiration confessionnelle, comme le MRP, même si sur certains points nous pouvons nous sentir assez voisins. Nos camarades se méfient du MRP et par conséquent de la Troisième Force.

Ils se méfient également du RDR. Ils y voient une image virtuelle de la Troisième Force, avec je ne sais quelle différence entre les deux tendances actuelles, marquant peut-être un peu plus d'hostilité pour l'une que pour l'autre.

Enfin, nos camarades se méfient de certains contacts, de certaines attitudes qu'ils ne comprennent pas vis-à-vis du RPF.

Nous avons vu récemment des élections qui nous étaient présentées comme des élections-témoins ; nous avons constaté notre recul ; et nous avons vu notre tête de liste entrer dans une administration municipale avec un MRP, un radical et un RPF. Nos camarades ont demandé si nous sommes tout à fait sérieux lorsque nous disons que nous luttons sur les deux fronts.

Ils ne comprennent pas.

S'il n'y avait que cela ! Mais, il y a aussi le problème du ravitaillement et des prix. On nous dit chaque jour que les prix sont en baisse. Nos camarades ne craignent pas de dire que c'est un "bobard". Cela se traduit dans le filet de la ménagère. Nos camarades disent que peut-être on a fait une expérience, que par des pressions on a fait baisser certains prix à Paris, mais qu'en province on ne s'en est pas aperçu. Ils ne comprennent pas, Ils sont mécontents.

Et puis, ils se disent aussi qu'on semble avoir un peu trop peur des paysans et de

ces commerçants dont on n’ose parler sans ajouter l'épithète "honnête" à côté de leur nom. Il leur semble qu’on abandonne un peu le recrutement ouvrier du Parti, pour se tourner vers des classes qui, de par leur situation sociale même, ne sont pas destinées à venir vers nous.
Ils m'ont chargé de vous dire que, si vous voulez que le Parti ait encore une chance, il faut apporter des résultats.
Il est possible que la politique menée jusqu’à ce jour se traduise bientôt par une amélioration, et je vous assure que je suis le premier à le souhaiter. Mais, je dois vous dire de la part de mes camarades que vous êtes condamnés à réussir et à réussir rapidement. Parce que, en ce moment, ce qui est en jeu, ce n'est pas le sort du gouvernement - ce qui n’aurait que peu d’importance au point de vue Socialiste - ce qui est en jeu, c’est l'existence même du Parti qui, s’il n'apporte pas un succès très prochain, s'achemine vers une dislocation, vers une désagrégation totale.
On a parlé de mesures impopulaires. Ah ! Si notre Parti n'avait à lutter que contre l'impopularité de certaines des mesures qui ont été prises ; s'il n'avait qu'à s'expliquer sur ces mesures, il pourrait sans doute se faire comprendre. Mais ce qui est triste, ce n'est pas l'impopularité, c’est l'indifférence, c'est que les camarades qui hier étalent d'accord avec nous sont prêts à tout, prêts à n'importe quelle expérience qui leur apportera l’espérance voire l’illusion d'une amélioration immédiate.
C’est pourquoi je crois que, s’il était possible d’apporter quelques résultats qui soient plus efficaces et plus apparents que ceux qu'on a obtenus dans le passé, nous en éprouverions quelque soulagement. Pour cela, il faut nous montrer absolument intransigeants. Non pas sur certains des problèmes politiques qui ont été évoqués ce matin : nationalisation des écoles des houillères, service militaire, etc, problèmes importants mais tout de même secondaires pour l’instant, mais sur le problème des prix. C’est le problème des prix qui actuellement prime tous les autres. C'est le problème des prix qui doit tout d'abord être résolu. Et si ce problème ne trouve pas sa solution, il ne restera plus qu’à constater que, dans l'œuvre du gouvernement, le passif est plus lourd que l'actif, et à en tirer la conséquence.
Sinon, vous aurez le plébiscite des masses, un plébiscite dont le Parti ne se relèvera pas.
Un de nos camarades, Métayer je crois, signalait qu'il faut aller dans les sections pour essayer de les encourager. Ce qui est vrai pour la région parisienne l’est pour la notre, et sans doute en est-il de même un peu partout. Si vous voulez que nous vous fassions un Parti qui puisse défendre sa politique, donnez à notre Parti une politique qui soit défendable. Si vous voulez que nous vous donnions le succès, ayez vous-mêmes une politique génératrice de succès.

Francis Leenhardt (Bouches-du-Rhône)

Camarades, la question qui s'est posée à la veille du Conseil national devant nos fédérations, c'est de savoir si, dans les mois qui viennent de s'écouler, le Parti Socialiste a fait tout ce qu’il a pu, au sein de la coalition gouvernementale pour

défendre son programme, pour défendre la classe laborieuse, autrement dit s'il est resté fidèle à tout son passé.
A cette question, si j'ai bien compris ce matin le discours de Guy Mollet et celui de Gazier, on devrait répondre par l'affirmative.
La fédération des Bouches-du-Rhône, on ce qui la concerne, a répondu non. Et j'entendais ce matin avec beaucoup d'intérêt le délégué de la Marne dire très justement que si, lorsque nous étions à la direction du gouvernement, les autres partis avaient exercé sur le gouvernement à direction Socialiste des chantages et des pressions, il ne semblait pas que nous en ayons exercé nous-mêmes depuis qu'un autre parti a pris la présidence du Conseil.
Je voudrais citer quelques exemples. D'abord, celui de la loi sur les hausses injustifiées. Je suis tombé sur ce texte de loi, le 16 février, à mon retour de La Havane, et j'ai été indigné à l'idée qu'on osait nous demander de voter un texte si manifestement favorable aux spéculateurs, avec ces mailles de filet tellement larges que tout devait passer à travers ! Et j'ai demandé que le Parti prenne une position d'opposition.
A mon grand étonnement, c'est notre camarade Gazier lui-même qui pourtant est suffisamment dirigiste et partisan de la réglementation qui m'a dit que, si nous manifestions quelque humeur sur l'inefficacité de ce texte, nous donnerions prétexte à René Mayer pour dire qu'on lui refusait les armes dont il avait besoin.
Nous avons finalement voté un texte dont on pouvait dire à l'avance qu'il était inapplicable. Il ne permettait même plus la taxation. Les prix devaient être basés sur la date du 15 janvier, et chacun était libre d'ajouter à ce prix la marge qu'il estimait légitime.
Cette loi a été votée le 20 février, et le 20 mars, un mois plus tard, aucune circulaire d'application n'était intervenue à l'usage des fonctionnaires du contrôle économique.
Et pourquoi ce retard ? Parce que, dans cette question que nous estimions urgente, il y avait discussion entre le garde des sceaux et le ministre d'économie nationale sur la question de savoir qui devrait faire la preuve du dépassement légitime du prix du 15 janvier. Le garde des sceaux disait : "C'est le contrôle économique qui doit faire la preuve." Le contrôle économique répondait : "Mais, je n'ai pas assez de contrôleurs ; s'ils doivent aller chez le commerçant et si le commerçant peut leur dire : prenez mes livres et contrôlez, essayez de me prouver que j'ai incorporé dans mon prix de vente plus que le nécessaire," c'était dire que jamais la preuve ne pourrait être faite. Et voilà pourquoi la circulaire n'application a été retardée. Un an s'est écoulé ; la circulaire n'a pas encore paru.
Le résultat, c'est que le Syndicat du contrôle économique a déclaré à l'unanimité que la loi était inapplicable. On a fait une grosse publicité sur cette loi qui ne sert qu'à jeter le discrédit sur les interventions de l'état.
Cette loi était tellement inapplicable qu'aujourd'hui aucun procès-verbal n'a pu être dressé : c'est le zéro total, pas tout à fait cependant, parce que, lorsque désormais on voudra recourir à appareil législatif, on se heurtera au discrédit encore un peu plus profond qu'on aura jeté sur lui.
Quand il s'est agi de retoucher le plan Mayer, nous étions tous d'accord, entre

Socialistes, sur le fait qui notre confiance avait été abusée. On nous a fait adopter à l'Assemblée des taux fermes pour les industriels et les artisans qui étaient au forfait. Mais, pour ceux qui étaient taxés sur les bénéfices réels, c'est le gouvernement qui devait prendre des décrets. Or ces décrets qui viennent de paraître sont beaucoup plus généreux pour les gros commerçants que pour ceux qui étaient au forfait, de sorte que nous avons été émus et avons demandé pour les artisans certains aménagements.

Je me rappelle qu'un jour j'ai demandé que nous décidions d'exercer sur M. René Mayer qui manifestait une parfaite intransigeance des pressions pour défendre une classe qui, dans une large part, est Socialiste, celle des artisans.

A ce moment-là, nous avons eu le sentiment que M. René Mayer, par intransigeance, opposerait un refus et calculerait son point de chute. Lui et ses amis avaient bien l'intention de tirer leur épingle du jeu. J'ai alors demandé au groupe parlementaire et au Comité directeur de décider que si nous constations que M. René Mayer, par son intransigeance, semblait devoir préparer son point de chute, nous tirions nous aussi notre épingle du jeu et que nous ne soyons pas dans la situation d'avoir fait tomber le gouvernement pour maintenir des mesures

J'ai eu un autre étonnement ce jour-là. C'est de voir prendre par Guy Mollet une position qui montre jusqu'à quel point nous nous interdisons d'exercer une pression sur le gouvernement - Guy Mollet disait ceci : "je suis hostile à la formule du gouvernement actuel pour beaucoup de raisons : problème d'outremer, question économique, question de la presse - Seulement, je suis aussi contre un gouvernement qui ferait appel aux extrêmes, à une heure où il ne faut pas risquer une crise sans avoir la certitude de pouvoir la résoudre."

Je veux vous dire toute mon angoisse. Si on repousse systématiquement la crise, tous les chantages contre le Parti deviennent possibles. Nous avons déjà à nous plaindre d'une ingérence gaulliste dans le gouvernement. Mais d'autre part nous ne pouvons pas prendre la responsabilité d'une crise sans la certitude de pouvoir la régler. Nous avons peur de la façon dont elle finira par se résoudre.

Si vraiment dans les mois qui viennent de s'écouler notre peur a été par trop visible, il est compréhensible que notre pression n'ait pu s'exercer efficacement sur le gouvernement.

C'est la même peur qui a fait rejeter la proposition que j'avais faite d'interpeller le gouvernement sur la suite qu'il comptait donner aux mesures préconisées par Force Ouvrière et que le Conseil économique jugeait susceptibles d'aboutir à une baisse des prix.

Nous avons eu ensuite un train de baisse. Il y a une disproportion formidable entre la publicité organisée autour de ce train de baisse et la faiblesse des résultats obtenus, surtout en ce qui concerne les denrées alimentaires.

Pourquoi cette disproportion ? Parce que le gouvernement a décidé- il l'a dit dans toutes les conversations qu'il a eues avec le patronat - de ne revenir en aucun cas, sauf exceptions très rares, à la taxation, même si la liberté des prix se révélait source de hausse.

Alors, les industriels en profitent. Du moment que la baisse que l'on cherche doit être librement consentie, étant donné que le patronat sait qu'il ne risque plus rien

quant à une décision autoritaire de baisse, il ne se gêne plus, il refuse tout sacrifice et le gouvernement, par ses négociations, aboutit à des réductions qui atteignent le tiers de ce qui serait réalisable et juste.
La plupart des produits aujourd'hui sont non dans l'état de liberté totale, mais la liberté totale gagne du terrain. 50 pour 100 des produits sont dans un état de liberté contrôlée ; c'est-à-dire que les syndicats patronaux fixent les prix comme ils l'entendent, et puis envoient ces prix au contrôle économique qui dispose de quinze jours pour faire opposition.
Si le contrôle économique opposait son veto, si le gouvernement agitait l'arme de la taxation, les barèmes syndicaux des patrons seraient raisonnables. Mais, comme les patrons savent que le gouvernement est décidé à ne pas recourir à la taxation, ils présentent des barèmes largement excessifs et il n'y a pas eu encore un seul refus de barème.
C'est ainsi que le prix des bicyclettes a été pratiquement doublé ; mais, à l'intérieur de ce doublement, on a encore augmenté la marge des bénéfices du commerçant ; elle a été portée de 16 à 20 pour 100.
La baisse qui se prépare pour le deuxième train porte également sur des broutilles. Le patronat attend des sacrifices de la CGA qui attend de son coté des sacrifices du patronat.
Dans le même ordre d'idée, je ne pense pas que nous ayons exercé la pression nécessaire pour empêcher certaines libérations prématurées. A aucun moment nous n'avons crié halte ! A aucun moment nous n'avons marqué une limite.
Nous n'avons pas non plus tiré parti du fait que nos pronostics suivant lesquels libération signifiait hausse avaient été vérifiés.
De même, nous n'exerçons pas la pression qui conviendrait, en ce qui concerne le marché des cuirs et la libération des prix cuirs. Or, le prix mondial du cuir est de 15, alors que le prix mondial est de 40. Il faut donc attendre une hausse considérable sur les cuirs.
Je vous parlais ce matin de la dislocation de notre appareil économique. Il faudrait que nous n'ayons aucune part dans l'acceptation de cette dislocation. Nous devons l'éviter chaque fois que nous le pouvons.
A cet égard, deux décrets ont été publiés. Notre ami Lacoste a pris position le 19 mars sur la question, sans consulter ni le Parti ni les techniciens du Parti. Il a annoncé le retour prochain à la liberté du charbon et des produits sidérurgiques, c’est-à-dire la suppression de la répartition du charbon et de ces produits.
Il est certain que, si nous approchons de l'abondance pour le charbon et les produits sidérurgiques, nous ne les avons qu'aux envois de charbon qui nous viennent de l'étranger, notamment d’Amérique ; je n'ai pas besoin de dire que, si nous supprimons le contrôle dans la répartition, nous n'obtiendrons plus les envois américains. D'autre part, si nous avons trop de charbon, nous pourrions réduire nos importations houillères et employer nos devises à l'achat d'autres produits. Enfin, il n'est pas douteux que, du moment où notre pays prend conscience de sa mission internationale et donne son effort pour organiser la coopération économique internationale, il n’est pas douteux que le charbon et les produits sidérurgiques sont au premier rang des produits dont il convient de

maintenir la répartition sans laquelle aucune planification internationale n'est possible. Mais, on libère les produits sans que nous réagissions, quelquefois même sans que nous le sachions, comme cela est arrivé pour la laine.
Le résultat de cette politique, c'est que nos camarades de Force Ouvrière peuvent réclamer la fabrication d'articles d'utilité sociale ; ils n'obtiendront pas satisfaction. La fabrication d'articles d'utilité sociale pouvait être imposée aux producteurs, lorsque l'État leur allouait des répartitions de matières premières. La liberté revenue, les fabricants feront ce qu'ils voudront des matières premières qu'ils se seront librement procurées.
Camarades, si l'on pouvait avoir des doutes sur les résultats de la politique de résignation que nous pratiquons depuis quelques mois, le discours prononcé ce matin par le camarade Gazier dissiperait ces doutes - Ce discours peut se résumer ainsi : notre armature économique est disloquée par la diminution du nombre des fonctionnaires ; nous devons accentuer notre action pour échapper à la hausse des prix ; nous devons rester au gouvernement pour conserver le bénéfice des efforts que nous avons faits.
J'ai peine pour ma part à concevoir cette résignation. La guillotine n'a pas encore fonctionné. On prévoit une réduction du nombre des fonctionnaires qui n'a pas encore été appliquée ; on envisage des compressions supplémentaires de services par ce qu'on appelle le pompage ? Il nous appartient d'empêcher que la dislocation s'accentue. Non pas que je croie possible de revenir au dirigisme, de le restaurer ni de le perfectionner ; je pense en effet que les occasions ont été perdues. Mais nous devons tout de même veiller à ne pas laisser entièrement les moyens qui subsistent d'intervention de l'État. Nous ne devons pas non plus laisser liquider nos hommes, comme René Mayer l'a fait, lorsqu' ils occupent des postes de commande, nous ne devons pas permettre la liquidation des cadres qui nous seront indispensables, si nous voulons réaliser la planification européenne.
Le gouvernement avait fondé de grands espoirs de baisse des prix par le moyen d'importations massives. Or, ces importations massives n'ont pas été réalisées ; on n'a importé que des quantités insuffisantes, pourquoi ? Parce que nous ne disposons pas des arbitrages nécessaires ; parce que les Finances veulent conserver les devises pour l'achat de matière premières ou pour l'équipement, et sont indifférentes aux problèmes sociaux qui se posent dans l'immédiat.
Mais, il nous appartient de peser, en tant que Parti, sur les arbitrages. On ne donne pas, pour les produits de consommation, les devises qui seraient nécessaires à l'efficacité de ce moyen de baisse.
Avant de terminer, je voudrais dire un mot des mois qui viennent. Il faut que le Conseil national soit informé. Nous avons certes des raisons d'espérer et je m'associe entièrement à ce que disait à cet égard notre ami Gazier. Nous avons d'incontestables raisons d'espérer ; la situation va s'améliorer, et je note au passage qu'elle va s'améliorer sans que nous ayons mis en œuvre les remèdes héroïques préconisés à Lyon.
Mais, il est trop tôt pour nous réjouir, alors qu'il subsiste malheureusement des raisons d'inquiétude. La hausse est stoppée. Mais nous sommes bien près du moment où la hausse des salaires sera inévitable que du moment où la baisse des

pris pourra se faire sentir.
La conséquence de la dévaluation monétaire dans les prix les plus importants n'est pas encore sensible. On a retardé leur action, je pense notamment aux matières grasses, à l'huile et au savon. La dévaluation, lorsqu'elle sera appliquée à ces matières essentielles, produira une hausse de l'ordre de 80 pour 100. Sur le sucre et le chocolat, la nouvelle parité du franc conduira à une hausse de 60 pour 100. D'ores et déjà, des dépenses se chiffrant à 8 milliards jusqu'au 1er juillet devront être imposées au trésor, pour empêcher que ces hausses soient immédiates. Mais, pouvons-nous envisager sans inquiétude que ces hausses soient appliquées à partir du 1er juillet ? Cette échéance doit nous inspirer les pires angoisses.
Il n'y a pas seulement à prévoir ces conséquences de la dévaluation ; il en est d'autres qui se manifesteront dans d'autres domaines. Nous importons actuellement des céréales, de l'essence, du charbon ; ces importations se font encore à l'ancien taux de change, sur la base de 120 francs. Constamment s'exercent des pressions du ministère des Finances, des grands techniciens qui voudraient ajuster ces importations au nouveau taux du dollar. Voyez les répercussions que cela aurait sur le prix de ces produits essentiels !
Et puis, en juillet, nous allons nous trouver en face des revendications annuelles de la classe paysanne. D'ores et déjà, on nous annonce que les paysans exigeront pour le blé le prix de 2 500 francs, ce qui mettrait le pain à 40 francs. Les revendications semblables nous sont promises pour la betterave et pour le lait.
Il ne faut pas que nous nous placions un bandeau sur les yeux. Nous devons réfléchir à ces questions et les regarder en face. Il faut prévoir les positions que nous prendrons quant aux conséquences de l'inflation. Pourrons-nous les ajourner jusqu'à ce que d'autres prix aient baissé ? Devrons-nous reprendre la politique des subventions ? Devrons-nous accepter les revendications des classes paysannes ?
Je crains que nous n'allions vers de nouvelles hausses. Dès lors, il est une position que véritablement nous ne pouvons pas prendre. C'est celle que prendrait trop facilement M. René Mayer et qui consisterait à libérer les prix sans libérer en même temps les salaires. Nous devons suivre de très près l'évolution du sentiment des travailleurs et notamment de nos camarades de Force Ouvrière.
Vous avez vu qu'au Conseil économique il a été question de l'abolition des conventions collectives. Si vraiment les hausses auxquelles je faisais allusion ne pouvaient être évitées, le problème serait de savoir si l'on accepte une hausse des salaires avec ce caractère généralisé qu'elle a toujours eu jusqu'à présent, si l'on doit établir l'échelle mobile que maintenant les Communistes semblent réclamer après l'avoir longtemps abandonnée, ou bien s'il est possible de revenir à la liberté des conventions collectives. Il y a là un problème essentiel.
Une libération des prix qui ne s'accompagnerait pas d'une libération des salaires serait une injustice grave. Dans l'état où il se trouve, notre Parti ne doit pas exposer ses militants aux attaques que cela leur vaudrait.
Je dirai enfin que, sur le problème des fonctionnaires, nous devrions prendre une

attitude combative. Différents articles ont paru dans Le Populaire, mais nous n'avons pas encore pris officiellement position sur la question. Je vous assure que le système qui consiste à rogner uniformément 10 pour 100 dans tous les services n'est pas un système admissible. Tous les services ne sont pas également utiles ; tous ne sont pas également encombrés. De plus, le procédé qui consiste à jeter dehors une quantité importante d'hommes et de femmes qui ne trouveront pas à se reclasser n'est pas inélégant : il est inhumain. Si, au contraire, on laissait à chaque directeur de service la latitude de laisser s'accomplir ces départs par démission, départ en retraite, élimination de ceux qui n'exécutent pas convenablement leur travail, il serait possible d'importantes économies en réduisant au minimum les inconvénients de la compression, je parle d'importantes économies. Vous pensez bien, en effet, que ces licenciements ne peuvent se faire sans d'importantes indemnités qui font que, dans l'immédiat, la mesure envisagée n'apportera au trésor aucun allègement.
En résumé, il ne s'agit pas d'ouvrir une crise ministérielle à la légère, comme certaine le disent aussitôt que l'on se permette de critiquer l'action gouvernementale ou de réclamer une action plus vigoureuse du Parlement. Nous avons tous conscience des devoirs de défense républicaine qui nous incombent et de la nécessité de rester au pouvoir, quelle que soit l'impopularité de certaines mesures. Mais, il s'agit de combattre pour notre programme, pour nos idées, pour nos conceptions ; il s'agit, au lieu d'avoir peur, de faire peur ; il s'agit, au jour le jour, de peser sur les décisions prises au gouvernement. Cela suppose que l'on conserve volonté et sang-froid. On nous disait l'année dernière du gouvernement Ramadier qu'il était le dernier gouvernement républicain. Si j'en crois Guy Mollet, on dit également cela du gouvernement Schumann. Ce n'est pas notre sentiment, dans les Bouches-du-Rhône, et je vais lire, pour le Conseil national, le paragraphe de la motion votée par la fédération des Bouches-du-Rhône, consacré à l'action gouvernementale :
"Entre l'abandon et la participation à tout prix, il y a place pour une action constructive, au sein de la coalition gouvernementale, en vue de promouvoir […] Le Parti doit prendre conscience des immenses possibilités révolutionnaires de notre époque, et, par-delà les difficultés passagères d'une période de pénurie, garder entièrement sa foi en la cité Socialiste dont la construction justifie tous les dévouements et tous les enthousiasmes."

Le président - Camarades, il est dix-huit heures. Trente orateurs sont encore inscrits. Je propose de limiter à 8 minutes par orateur le temps de parole. (Marques d'approbation.)
Il n'y a pas d'opposition ?... Il en est ainsi décidé.

Gérard Jaquet (Seine)

Camarades, ce Conseil national se déroule dans une atmosphère pesante, lourde, inquiète. Il suffit d'entendre les orateurs, il suffit de rendre visite à nos camarades des fédérations et des sections pour comprendre qu'un malaise règne dans le Parti. Je voudrais en rechercher les causes.

Rappelez-vous l'atmosphère du dernier Conseil national. C’est unanimement que nous avions constaté l'existence de deux dangers menaçant la République : le gaullisme et le bolchévisme. Et c'est pour lutter contre des deux dangers que nous avons demandé le rassemblement de tous les républicains, de tous les démocrates.

Ces deux dangers existent encore aujourd'hui. Sans doute, le Parti Communiste s'efforce de paraître plus conciliant, mais nous sentons bien qu'il n'a pas changé et nous n'avons que trop de raisons de ne pas retomber dans les mêmes erreurs qui seraient aujourd'hui non seulement stupides, mais criminelles. C'est avec une conscience affirmée, une énergie accrue que nous devons dénoncer le bolchévisme à la face du monde.

Le danger gaulliste ne s'est pas lui non plus sensiblement affaibli. Le RPF depuis un certain temps s'efforce de se montrer plus conciliant lui aussi. Périodiquement et avant-hier encore, un certain nombre d'hommes qui sont à la lisière du gaullisme parlent de la nécessité d'un rapprochement entre la Troisième Force et le Rassemblement du peuple français. Ce sont là des manœuvres que nous devons dénoncer catégoriquement, en indiquant sans la moindre équivoque que jamais à aucun moment nous ne pourrons envisager même l'hypothèse d'un rapprochement avec un parti qui dénonce notre conception de la liberté humaine.

Devant des deux dangers qui existent toujours, il est nécessaire de rassembler tous ceux pour qui le droit de vivre libre est un des biens les plus précieux. Cependant, nous voyons la Troisième Force vivre lamentablement ; nous sentons que la troisième Force n'a pas créé le courant d'espérance et d'enthousiasme que nous attendions. Quelles sont les causes de cet échec partiel ?

Je crois que la première de ces causes, c'est dans la lenteur et les difficultés du démarrage qu'il faut la voir. Si la Troisième Force s'était constituée, comme nous étions un certain nombre à la demander, à l'occasion des élections municipales, si elle avait été le réflexe spontané de ceux qui n'acceptent aucune dictature, elle aurait pris sans doute un autre caractère. Mais peu à peu l’attente a entraîné la déception et le découragement.

Chaque parti a aussi sa part de responsabilité. Le MRP, au lendemain des élections municipales, avait des craintes ; il a pu durcir son attitude ; pour lui, la Troisième Force, c'était un rassemblement dont le but essentiel était la défense du gouvernement Robert Schumann qui pour nous n’est pas véritablement un gouvernement de Troisième Force. Celle-ci s’est ainsi trouvée, dès le départ, détournée de son véritable objet.

Les éléments radicaux du Rassemblement des gauches qui avaient été séduits par notre rentrée, ont marqué devant notre hésitation une hésitation plus grande encore.

Nous pensions que tous allaient comprendre la noblesse de nos intentions : rassembler tous les républicains, devenir leur guide, être l'élément moteur et l'animateur ; réaliser le redresseraient du Parti nécessaire au redressement de la République. Nous avons au contraire considéré que la Troisième Force était un

Fondation Jean Jaurès

mal nécessaire. Nous n'avons pas compris que c'était à nous d'en devenir les guides pour l'entraîner dans la voie de la véritable justice sociale. Privée de ce sang jeune et frais que seuls nous pouvions lui apporter, elle attaqua, mais trop mollement à notre gré. Il faut la rallier. Nous ne pourrons la rallier que dans la mesure où nous comprendrons notre rôle de guides et d'animateurs. Nous aurons aussi à poser franchement un certain nombre de conditions à nos partenaires.
L'action gouvernementale est certainement très loin de nous donner satisfaction. Il faudra dire ce qu'il nous est possible d'accepter et ce que nous devrons rejeter. Il faudra revenir aux vieilles traditions du Parti qui consistaient à examiner tous les problèmes qui se posent, à présenter des contre-projets sérieusement étudiés, capables d'êtres confrontés avec les projets du gouvernement. Car ce serait une faute grave que de s'opposer à l'action gouvernementale, sans apporter autre chose que des critiques, sans proposer des solutions constructives.
La laïcité. Le Parti, sur ce point également, doit rester intraitable. Le Parti perdrait son véritable visage, s'il abandonnait une lutte dont le souvenir est attaché à ses plus glorieux combats. Au surplus, c'est pour nous une véritable nécessité, car nous verrions très vite nos camarades abandonner nos sections, si nous ne maintenions pas notre position sur ce point.
Seulement, nous ne pourrons poser nos conditions à nos partenaires que dans la mesure où le Parti retrouvera son visage et formera un bloc homogène, un bloc uni.
Je voudrais dire quelques mots du RDR. Le RDR a été constitué par un certain nombre de camarades responsables du Parti, membres même du Comité directeur, et par un certain nombre ce personnalités indépendantes. Il a été constitué sans l'accord et même sans l'avis du Comité directeur. Nous avons appris la naissance du RDR par la lecture du journal Franc Tireur.
Quel est l'objet du RDR ? Si nous lisons le manifeste qui a été publié, sans doute son objet est à peu près celui de la Troisième Force. Par contre, si nous lisons la lettre ouverte adressée aux militants du Parti, nous avons quelques raisons d'inquiétude, car dans cette lettre, il est bien question du danger gaulliste, mais il n'est pas du tout question du danger bolchéviste.
(Applaudissements)
Il y a même dans le manifeste et dans la lettre ouverte un certain nombre de phrases plus inquiétantes encore. Nous y lisons, en effet, que, "par la révolution russe, le Socialisme est descendu sur terre". J'en demande pardon à nos camarades du RDR, mais nous sommas un certain nombre, dans le Parti, à considérer que le Socialisme n'a jamais existé en URSS.
(Le président faisant observer à Jacquet que son temps de parole est épuisé, plusieurs camarades qui s'étaient fait inscrire renoncent en sa faveur à leur temps de parole.)
Je remercie les camarades qui veulent bien me céder leur temps de parole. Le Conseil national peut être assuré que je n'en abuserai pas.
De deux choses l'une : ou bien le but du RDR est sensiblement le même que celui de la Troisième Force, et alors on ne voit pas la nécessité de ce rassemblement, car nous ne sommes pas assez nombreux pour disperser nos

efforts et agir en francs-tireurs, et c'est seulement dans la mesure où le Parti sera uni et homogène que nous pourrons imposer nos conditions à nos partenaires ; ou bien - et la présence au sein du RDR d'un certain nombre d'exclus du Parti rend cette hypothèse vraisemblable - ou bien le RDR se propose un objectif différent de l'objectif Socialiste, et il faut alors rappeler à nos camarades le respect de la discipline du Parti.

(Applaudissements)

De toute manière, je considère que l'adhésion illusoire et sans cesse retardée du RDR à la Troisième Force est une mauvaise solution et qu'il n'y a qu'une seule façon possible de résoudre la question, c'est de demander à nos camarades Socialistes de se retirer du RDR.

(Nouveaux applaudissements)

Camarades, il y a tout de même une leçon à tirer de tout cela. Toujours, nous avons dépensé nos meilleures forces dans la lutte contre nous-mêmes. Toujours nous avons vu des camarades s'opposer à d'autres camarades. Il y a quelques mois, c'était Ramadier, c'était Marius Moutet qui était l'objet d'attaques, ce qui ne pouvait que diminuer leur autorité et leur crédit. Aujourd'hui, Ramadier et Moutet sont partis, il y a eu certains changements, mais des changements qui ne sont pas favorables au Socialisme.

Voilà, camarades, les quelques réflexions que je voulais exposer devant vous. Je considère que nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour nous permettre des fantaisies de ce genre. Il faut comprendre que c'est tous ensemble que nous triompherons ou que tous ensemble nous succomberons.

Je voudrais encore ajouter quelques mots sur un autre point. J'ai fréquemment rencontré des camarades qui me disaient : "Mais, le Comité directeur du Parti, le Groupe parlementaire ont cessé d'être vraiment Socialistes : nous abandonnons la lutte de classe, nous devenons un Parti bourgeois comme les autres. Il est temps de revenir à une attitude plus franchement révolutionnaire."

Je voudrais simplement répondre à ces camarades que nous sommes toujours Socialistes. Certes, il est facile, devant tout le Parti, de venir dire : "N'attendez plus notre collaboration ; nous sommes Socialistes et désormais nous ne parlerons qu'à des Socialistes." C'était possible, c'était même peut-être nécessaire à une certaine époque. Mais aujourd'hui, vous le sentez bien, ce n'est plus possible, car, sans le Parti Socialiste, il n'y a plus de politique républicaine possible. Si le Parti Socialiste s'isole, demain nous verrons infailliblement le triomphe de l'un ou de l'autre des deux blocs totalitaires qui menacent la République. Croyez-vous qu'en permettant et en facilitant cela, nous aurons bien travaillé pour le Socialisme ?

Le Socialisme, vous le savez tous, ne peut vivre, ne peut se développer, ne peut triompher que dans un climat de liberté. Un de nos camarades le disait l'autre jour : "La justice sociale sans la liberté cesse même d'être la justice véritable."

Nous connaîtrons demain encore des heures difficiles. Le chemin du Socialisme restera encore pendant un certain temps chaotique et mouvementé. Nous avons tout de même devant nous des lueurs d'espérance.

La dernière conférence Socialiste internationale ouvre au Socialisme européen

des perspectives nouvelles qui sont pour nous particulièrement réconfortantes. Je suis persuadé que, si nous gardons au fond de nous-mêmes la volonté, si nous gardons notre idéal, si nous préservons notre unité, alors, mais alors seulement, nous sortirons peu à peu de la tourmente pour retrouver enfin des horizons plus clairs.
(Applaudissements)

Cormier (Maine-et-Loire)

Camarades, ce matin, le secrétaire général et ensuite notre camarade Métayer ont parlé de l'état d'esprit de nombreux militants. Nous sommes dans l'obligation de dire que, si nous ne rencontrons pas une sérieuse désaffection dans notre Parti, il s'y trouve tout au moins un désintéressement profond. Dans ma fédération, nous constatons que, dans l'ensemble, 30 pour 100 au maximum du matériel a été pris, au prorata de ce qui avait été demandé l'année dernière à la même époque. Le mécontentement est évident et, dans nos réunions, nous constatons souvent lorsqu'une section a été convoquée, que nous parlons devant, des banquettes vides. Ma section qui comprend 370 membres a été convoquée il y a trois semaines : quinze camarades tout juste ont assisté à la réunion ! Désintéressement, oui.
Ce désintéressement provient souvent du fait que nos camarades vont chercher leur documentation chez nos adversaires. Mais, s'il existe et s'il est profond, c'est peut-être aussi parce que notre Parti poursuit une politique que nos camarades ont du mal à comprendre.
Les problèmes qui intéressent nos camarades sont à peu près partout du même ordre, c'est d'abord la baisse des prix. André Philip nous a dit tout à l'heure qu'il y avait une lueur d'espoir : récolte abondante et application du plan Marshall. En attendant, les camarades constatent que lorsque l'ouvrier passe à la paye, il reçoit une somme qui ne permet pas à sa femme d'acheter l'indispensable pour assurer la nourriture de la nichée.
On parle beaucoup de la baisse. Lorsque nous lisons Le Populaire, il y est question de la baisse sur le poisson ou sur d'autres produits. Je ne sais si la baisse se manifeste à Paris ; chez nous, elle n'existe pas. Une expérience a été tentée : Elle ne réussit pas et la responsabilité de cet échec est imputée à la carence des ministres qui ne font pas appliquer les décrets qu'ils signent.
Dans un pays producteur comme le notre, les consommateurs ne comprennent pas qu'on leur fasse payer le kilo de vieilles pommes de terre 26 francs. De même, ils ne comprennent pas que le ravitaillement les prive d'huile, alors que celui qui a la possibilité de payer en trouve à 850 francs le litre.
Une fois de plus, nous constatons que, malgré les étiquettes, malgré les mesures qui ont été prises par certains ministres, le rationnement n'est pas fait suivant les besoins de chacun, mais par l'argent.
On parle du travail de certains camarades dans les ministères. Je voudrais donner quelques exemples. Je ne crois pas qu'ils jettent un coup d'œil sur l'ensemble de la vie économique du pays. Dernièrement, on a décidé d'attribuer, par voie de répartition entre les départements, un certain nombre de voitures

automobiles, de tourisme, c'est une faute grave. La semaine dernière, j'ai constaté dans ma préfecture que les attributions de ces voitures avaient été faites : on les avait données non à ceux qui pouvaient réellement en avoir besoin, mais à des amis. On soigne ses amis, au détriment de l'intérêt général.
Nous constatons également que trop souvent nos ministres ou certains des collaborateurs qui les entourent envoient des circulaires sans les étudier suffisamment. Nous constatons par exemple que l'on refuse des attributions de coton à un artisan ou à un fabricant, sous le prétexte qu'il utilise des machines achetées d'occasion, c'est à se demander si nous vivons dans un pays où subsiste quelque bon sens.
D'un autre coté, l'éducation du consommateur doit être faite. Le Parti n'a pas accompli toute l'action qui doit être la sienne, c'est à nous, militants, de prendre nos responsabilités.
Dans notre département, nous ne pouvons pas nous entendre avec le MRP. Nous avons constitue un groupement de certains éléments, groupement qui s'est dénommé "Comité d'initiative", et nous avons engagé une campagne en faveur de la baisse. Elle n'a pas réussi. Nous souhaitons que les camarades responsables soient les premiers à mener la bataille en faveur de la baisse des prix.
On nous comprend mal ; mais, il existe des catégories sociales qui ne sont pas connues de façon suffisante par notre Parti. Nous nous présentons en grands représentants de la classe ouvrière. Il ne faut pas que, dans notre action, nous hésitions à défendre les déshérités, ceux qui n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant pour vivre. Il y a des vieux qui ne veulent pas se faire inscrire au bureau de bienfaisance et qui meurent littéralement de faim. Le gouvernement n'a plus fait son devoir à l'égard de ces vieux, pourtant dignes de l'intérêt de tous.
Il faut penser aussi à d'autres catégories, comme les pensionnés de guerre et invalides qui ont de justes raisons de mécontentement. Le gouvernement a fait voter des augmentations de pension en leur faveur, mais on oublie de dire que ces augmentations, applicables depuis le 1er janvier, ne sont pas encore régularisées, que les nouveaux taux ne sont pas appliqués.
J'en dirai autant pour la baisse. Il faut qu'elle soit appliquée. Il est possible que nos camarades de Paris constatent son existence ; il faut qu'elle s'étende à toute la France.
Une question importante, primordiale dans ma fédération, est celle de la laïcité. Certains camarades en ont parlé. Dans notre région, des écoles laïques disparaissent et des écoles libres sont ouvertes, je m'étonne que nous n'ayons pas encore mis à la disposition de nos maires les matériaux de construction nécessaires à la remise en état des écoles laïques, alors que des écoles libres sont construites. Avant de construire des groupes scolaires cléricaux, il faut construire les écoles laïques, loger les sinistrés, réparer les bâtiments communaux.
De plus, sur la question de nationalisation des écoles des houillères, nous serons intransigeants. Je demande que, dans la résolution qui sortira de ce Conseil national, nous disions bien que, sur ce point, en aucun cas nous ne transigerons. Nous sommes partisans de la nationalisation des écoles des houillères et nous ne

ferons à cet égard aucune concession au MRP qui voudrait placer les écoles libres sur le même pied que les écoles laïques.
Dernièrement, je suis allé dans un département où j'ai rencontré des camarades qui ont pu parler de carence : en effet, la majorité des enfants fréquentent l'école laïque, et cependant lorsqu'il y a des élections ce sont les candidats de droite qui l'emportent ! Pourquoi ? C'est parce qu'on a toléré que des centaines de religieux qui ont quitté depuis longtemps le département viennent voter dans le département où ils ont été étudiants.
Je voudrais poser une question au camarade Depreux. Dans une de nos localités, l'instituteur laïque pouvait encore il y a quelques mois disposer des bâtiments scolaires pour organiser une fête au profit de l'amicale laïque, mais que maintenant le maire qui seul a le droit d'accepter ou de refuser la mise à la disposition des locaux, refuse l'autorisation à l'instituteur, mais l'accorde lorsqu'ils 'agit d'organiser une fête confessionnelle.
Je terminerai en disant quelques mots de la question militaire ? Nous sommes contre le service de 18 mois. Nous estimons que 12 mois sont bien suffisants, que c'est même douze mois de trop ! Nous savons très bien que, pendant cette période, on n'utilise pas les hommes comme ils devraient l'être. Dix-huit mois de service militaire, cela correspond à de nombreuses heures de travail qui devraient être utilisées au profit de la nation. Nous ne voulons pas du service de 18 mois, pas même du service de 15 mois. Nous n'accepterons, au maximum, que 12 mois.
En ce qui concerne la Troisième Force, nos camarades disent que nous ne devons pas nous compromettre avec des gens qui, au sein du gouvernement, ne poursuivent pas une politique vraiment sociale.
Certains disent que nous n'avons pas le droit de quitter le gouvernement sans nous assurer une succession...

Le président - Camarade, votre temps de parole est largement dépassé. Je vous demande de conclure.

Cormier (Maine-et-Loire) - Guy Mollet nous disait : "Camarades, je vous demande de prendre vos responsabilités. Si le gouvernement tombe, c'est le régime démocratique, c'est la République qui sont mis en péril."
Je réponds que nous devons dire si nous sommes au gouvernement pour y faire une politique Socialiste. Pour ma part, je crois que nous devons être les fossoyeurs du capitaliste et non ses médecins.
Nous disons nous aussi que le Conseil national doit prendre ses responsabilités et que de ses décisions ne doit pas sortir un texte qui ressemble à tout sans ressembler à rien ; la classe ouvrière veut des solutions concrètes qui soient capables d'améliorer son sort.

Collet (Sarthe)

Camarades, notre bureau fédéral a été chargé de mettre en application la Troisième Force. Nous n'avons pas pu le faire, parce que les militants de nos

sections n'en veulent pas. Ils ne savent avec qui faire cette Troisième Force. Il n'y a plus chez nous à de radicaux ou ils sont noyés dans le RPF. Quant au MRP chez nous ce n'est que la réaction cléricale. Dans tous les départements de l'Ouest, nous assistons actuellement à une offensive ouverte de la part de l'association dont on parlait ce matin, l'association des parents d'élèves des écoles libres. A toutes les réunions de cette association assistent les dirigeants MRP du département ; Ils n'y manquent jamais. Avec les dirigeants de l'association, les dirigeants MRP demandent ce qu'ils appellent l'égalité devant les lois scolaires.

Devant l'invitation qui leur est faite de s'ailler avec le MRP, nos sections ne comprennent plus ; elles se vident et, malheureusement, dans bien des cas, attirés par la démagogie Communiste, nos camarades rejoignent les cellules.

Il faut que le Conseil national se rende compte de ce danger.

J'ai dans les mains une circulaire de l'Association catholique des assistantes sociales ; elle est extrêmement intéressante dans son cynisme. Voici en particulier ce que nous pouvons y lire :

"Il est du plus haut intérêt pour l'avenir spirituel du pays... que beaucoup d'assistantes sociales comprennent leur devoir... "

En bref, il s'agit de "pénétrer par une occasion unique dans la vieille machine universitaire."

Cette circulaire qui est très longue passe en revue les différentes sortes d'enseignement et montre quelles sont les possibilités de victoire sur lesquelles comptent, les cléricaux, dans chaque ordre d'enseignement. Voici la conclusion :

"Actuellement, le service social de l'hygiène sociale recrute une centaine d'assistantes sociales et plusieurs milliers d'auxiliaires sociales non diplômées, mais qui pourront recevoir une formation technique rapide. C'est un service social laïc qui touchera les masses, comme le comité social du secours de grève... par lui, le corps médical sera encouragé et orienté par lui, le personnel sera surveillé et repris en main.

La direction de l'hygiène vient de prendre une décision fort heureuse : les inspecteurs d'académie rétrogrades proposaient de recruter les assistantes sociales parmi les élèves des écoles normales, quitte à les former par un stage. Le directeur a récemment renversé le problème. Il propose d'envoyer en stage dans les écoles normales nos auxiliaires sociales qui pourront s'adapter au milieu, mais en même temps voir, entendre et agir."

Dans nos régions de l'Ouest, nous sommes véritablement inquiets. Si demain le Parti acceptait de composer sur le problème des écoles des houillères, s'il acceptait de composer aussi sur le problème du service militaire, ce serait véritablement lamentable ! Je parcours le département, à raison de trois ou quatre réunions par semaine. Je vous assure que ces deux questions sont très importantes et que si le parti apportait à cet égard des déceptions à nos camarades, cela aurait les conséquences les plus graves.

Dans notre région, le malaise a pour principale cause la question de la laïcité.

C'est pour le Parti une épreuve redoutable que celle du pouvoir, et l'épreuve

devient plus redoutable encore s'il est persuadé qu'il est un élément indispensable dans toute combinaison gouvernementale et qu'on ne pourrait gouverner sans lui. Cela a été l'erreur fondamentale du Parti : elle a eu comme conséquence de nous faire endosser la responsabilité de tous les échecs gouvernementaux.
Nous nous demandons également si l'idée de la Troisième Force n'a pas été mauvaise pour le Parti et si nous n'allons pas à un échec presque certain. Les autres partis de la majorité n'ont pas soutenu sérieusement le gouvernement Léon Blum quand il était au pouvoir en 1946. Nous ne devons pas soutenir non plus les autres ? Il faut que le Conseil national indique les limites strictes que nos ministres et nos parlementaires ne devront pas dépasser.
En résumé, nous devons rester nous-mêmes, rester dans l'expectative et, s'il le faut, passer à l'opposition.

Batard (Finistère)

Camarades, la fédération du Finistère m'a donné mandat de défendre, devant le Conseil national, l'esprit des différentes motions adoptées par les fédérations de l'Ouest de la France. Notre région est une terre de lutte pour la laïcité ; il était naturel que les termes des différentes résolutions des fédérations soient ressemblants.
La fédération du Finistère attire surtout l'attention du Conseil national sur deux points.
Nous avons parlé de l'inquiétude qui règne au sein du Parti. Il existe, c'est un fait, du mécontentement. Il porte en particulier sur le ravitaillement. C'est un point dont le Parti s'est un peu trop désintéressé, on parle beaucoup de liberté, de démocratie, mais on ne pense pas que le peuple a aussi besoin de manger. Il est facile de faire appel à la raison des gens mais ils ne peuvent entendre que s'ils n'ont pas le ventre creux. Il faut donc que le Parti s'attache à cette question du ravitaillement et obtienne des résultats.
Jusqu'ici, nous avons du céder à un pseudo-dirigisme qui n'avait rien de précis et n'était qu'une politique à la petite semaine, c'est là une question vraiment vitale. Il est nécessaire que le parti s'en occupe sérieusement.
Mais, le domaine dans lequel j'ai le mandat d'intervenir est surtout celui de la Troisième Force. Ce matin, notre camarade Guy Mollet nous a dit que la Troisième Force n'existe pas au point de vue parlementaire. Mais, qui dit Troisième Force dit accord avec le MRP ce qui exclut nécessairement l'hostilité contre le MRP. Seulement, nous constatons que, dans le Finistère, ce sont les représentants du MRP qui, au conseil général, ont voté un crédit de 2 millions pour l'enseignement secondaire privé. Cela met en cause le principe des subventions, cela met en cause le principe de la laïcité.
Par conséquent, il nous serait difficile, sur le plan départemental, de créer des comités de Troisième Force, ce qui impliquerait des engagements réciproques entre MRP et Socialistes, engagements qui ne semblent pas possibles et qui ne seraient pas respectés.
D'autre part, nous avons été surpris de constater que les militants de base n'aient

Fondation Jean-Jaurès

pas été consultés sur l'opportunité d'un protocole d'accord établi par le Comité national de la Troisième Force. Nous avons été placés devant le fait accompli, alors que nous aurions bien voulu étudier la question avant de nous engager.
Je rappelle d'ailleurs que la fédération du Finistère a été la seule à rejeter la Troisième Force.
En conséquence, la fédération du Finistère a adopté la motion suivante :
(Batard donne lecture de la motion adoptée par la fédération du Finistère)
Notre camarade Métayer s'est fait le défenseur du service militaire à moyenne durée. La fédération du Finistère demande le maintien du service d'un an. Elle considère que l'allongement du service militaire serait une mesure inutile et ne consent pas à cette concession.
Enfin, nous considérons qu'il est difficile de créer une autre formation gouvernementale sans que cela entraîne une crise de régime. Mais, les concessions à faire pour se mettre d'accord ne doivent pas être unilatérales. C'est pourtant ce qui s'est produit jusqu'ici.
En conclusion, nous demandons que le Parti conduise son action de telle manière que les concessions ne soient pas consenties que par lui et soient réciproques.
Je n'insiste pas davantage sur la question de la laïcité, d'autres camarades l'ayant fait. Nous demandons que notre motion sur ce point soit adoptée et que nous nous mettions d'accord sur la limite à ne pas dépasser dans la voie des concessions.
En résumé, nous repoussons toute concession quant à la nationalisation ces écoles des houillères et au service d'un et si d'autres concessions nous étaient demandées, nous désirons qu'elles soient réciproques et non unilatérales.
Guy Mollet disait que nous risquions de devenir des dupes, je considère que c'est déjà ce qui est arrivé. Il faut que le Conseil national se raidisse et adopte une politique qui puisse être acceptée par les militants de base et qui tende vraiment à l'organisation d'un monde meilleur.

Marcheix (Hautes-Pyrénées)

Chargé par ma fédération de déposer une motion, je voudrais la commenter brièvement.
Nous ne pensons pas, nous qui constatons cependant une reprise du recrutement dans notre fédération, que les véritables causes du malaise dont, souffre le Socialisme aient été indiquées.
Nous avons déjà dit dans des Conseils nationaux précédents et aussi dans nos Congrès que le recul du Socialisme était dû à la crise : on a dit également que certains autres partis connaissaient le même recul, pour le même motif. Tout cela a été répété ce matin. Nous ne pensons pas que ce soit exact. L'amenuisement est propre au Parti Socialiste et nous pensons qu'il est dû à notre action gouvernementale qui devrait être surveillée, car, disons-le bien, haut, elle se vide chaque jour davantage de tout son contenu Socialiste. Nos militants sont découragés par le manque d'activité sur le plan gouvernemental.
Nous pensons que l'exercice du pouvoir est chose extrêmement dangereuse.

Garder le pouvoir a été le souci constant de notre Parti. Pourquoi cet amour immodéré des places ministérielles ? Pourquoi ce désir de rester aux postes de responsabilité. Sans doute pour assainir la république, pour la débarrasser des relents pestilentiels laissés par la dictature, mais aussi, ne l'oublions pas, pour réaliser le Socialisme.

Est-ce que nous avons eu réellement cette dernière préoccupation ? Est-ce que nous y avons travaillé, dans notre participation au gouvernement ? Nous ne le pensons pas, ou si peu de choses ont été faites qu'il est difficile d'en parler.

En tout cas, si quelque chose a été fait, il serait nécessaire de le dire et d'en informer nos militants par les comptes rendus de notre presse. Jusqu'ici, ils n'en ont guère parlé !

Chaque fois que nous avons été appelés à connaître les réalisations du gouvernement, il a surtout été question des réalisations gouvernementales, jamais des contre-projets que le Socialisme aurait pu proposer et soutenir.

Nous constatons que le niveau de vie des travailleurs n'a jamais été amélioré, que les augmentations de salaires, dès qu'elles ont été obtenues, se sont trouvées absorbées et au-delà par les augmentations de prix que nous considérons quant à nous comme injustifiées.

Quant au résultat, notre camarade Guy Mollet l'a dit très justement : ce sont les travailleurs qui font les frais du redressement national.

Il est exact que les revenus des travailleurs ont sensiblement baissé ; il n'est pas moins vrai que les revenus du capital n'ont pas cessé d'augmenter. A travers cette crise, le capital que nous pensions avoir mis à mal se relève et continue avec succès son exploitation odieuse.

Les nationalisations ont été des réalisations gouvernementales qui sont devenues, pour certains partis politiques, une arme de propagande.

Nous sommes cependant restés à des postes importants du gouvernement.

La nationalisation des écoles des houillères n'a pas été réalisée.

Je suis obligé de constater que, dans un département comme le mien, avec la complicité du préfet, une école a été maintenue fermée, alors que l'instituteur était rentré. Je ne pense pas que ce soit là un acte de défense de l'école laïque.

Je ne crois pas que le ministre soit personnellement responsable de cette situation. Je pense cependant qu'il doit en être informé et que ses chefs de service doivent faire l'objet de sanctions.

Le favoritisme reste encore la règle pour le recrutement et l'avancement des fonctionnaires. Nous avons même vu, dans des ministères dirigés par des Socialistes, la préférence accordée à des adversaires de notre Parti, au détriment de fonctionnaires républicains. Nous ne pensons pas que ce soit un moyen de servir la République et notre Parti.

Quant au plan Mayef et au prélèvement, je dirai que ce sont surtout les petits et moyens commerçants qui sont frappés, alors que la grosse industrie est favorisée.

J'arrête cette énumération. D'autres en ont parlé avec plus d'éloquence que je ne saurais le faire. Mais chez nous, dans nos sections, dans nos petites communes, on en arrive à regretter que le Parti ait des représentants au gouvernement.

Collection Jean Jaurès

Je ne crois pas qu'il y ait de la part de nos camarades une trahison préméditée. Je suis convaincu qu'ils ont conscience de servir le Parti ; mais je crois qu'ils se trompent.
Si nous allions plus souvent devant nos adhérents, nous pourrions leur faire comprendre que le parti Socialiste a tout de même mis sa marque sur l'action gouvernementale dans les années qui viennent de s'écouler.
Lorsqu'on lit la presse du lundi, on n'y trouve pas beaucoup de traces de l'activité des parlementaires Socialistes. Je ne sais si cela est du à l'éloignement de mon département, mais nous n'entendons pas souvent parler de l'action du groupe parlementaire et du Comité directeur. A plusieurs reprises, on nous a parlé de l'envol de camarades et je remercie ceux qui ont bien voulu venir jusque chez nous, mais je ne félicite pas ceux qui nous avaient promis de venir et que nous avons vainement attendus.
Si nous voulons que le Parti renaisse et vive des heures meilleures, si nous voulons que notre recrutement reprenne, il serait nécessaire d'aller trouver les travailleurs chez eux, d'organiser des réunions publiques et contradictoires et d'exposer à la fois notre programme et notre action.
Car je pense que les secrétaires fédéraux sont tous comme moi : ils ne comprennent pas pourquoi nos parlementaires et nos ministres redouteraient le contact avec le public.
Allons donc visiter toutes les fédérations, allons faire des réunions publiques et nous retrouverons le crédit que nous avions il n'y a pas si longtemps.
C'est le vœu que je forme et je dépose sur le bureau la motion adoptée par la fédération des Hautes-Pyrénées, espérant que la Commission des résolutions en tiendra compte dans son travail.

Delorme (Basses-Alpes)

Camarades, il y a deux sortes de délégués : ceux qui viennent donner des leçons à des militants et ceux qui viennent en prendre, j'appartiens à cette seconde catégorie et je viens ici aujourd'hui prendre une leçon, comme cela m'arrive fréquemment.
Mais je voudrais également dire en quelques mots ce que pense la petite fédération des Basses-Alpes et ce qu'elle demande au Conseil national. Tout a été dit ou presque, mais il est un point sur lequel il faut insister. C'est sur le manque de cohésion du Parti, manque de cohésion peut-être beaucoup plus que manque de discipline. Il y a trop de rassemblements, trop de manifestes, trop de lettres émanant de francions de notre Parti qui s'imaginent qu'en mettant des signatures au bas d'une proclamation quelconque ils apportent une pierre à l'édifice Socialiste.
Pour nous, secrétaires fédéraux, cela ne fait que troubler l'opinion des militants, jeter un peu plus de désordre dans leur opinion et compliquer encore notre tâche.
Et lorsque je lis dans un journal d'information la liste des mouvements et groupements auxquels appartiennent certains parlementaires ou certains membres du Comité directeur du Parti, il y en a des colonnes ; Quatrième force, existentialisme, et ceci et cela... Personne n'arrive à s'y retrouver.

Fondation Jean Jaurès

Pour nous, militants des fédérations, nous demandons que le Parti ait une ligne de conduite qui, dans ses conseils nationaux, s'exprime clairement, et qu'une fois cette ligne de conduite définie, chacun s'y tienne exactement, jusqu'à la prochaine assemblée, jusqu'au prochain Conseil national, dans le maintien du coude à coude, pour ne pas donner l'impression que les trois quarts du Parti tirent dans un sens, et un quart dans l'autre.

Et cela donne en même temps l'explication du malaise qui a été exposé si éloquemment par plusieurs camarades du haut de cette tribune. Je ne répéterai pas ce qui a été dit ; je m'y associe seulement, avec insistance et je vous lance un appel solennel.

Je vous le répète : trop souvent vous jetez le trouble dans l'esprit des militants. Certains se désintéressent et ce sont les banquettes vides dont on parlait tout à l'heure ; d'autres préfèrent aller vers des partis qui ont une ligne de conduite ferme et qui, malgré cela ou pour cela, avancent. Je citerai l'exemple d'un parti qui a peut-être un désir immodéré des contradictions flagrantes, mais où les militants sont exactement informés ou où ne se manifeste aucun mouvement quelconque qui n'ait été décidé et approuvé par le parti. C'est pour aller vers un parti ainsi organisé que les camarades trop, souvent quittent le nôtre.

Ils vont peut-être aussi vers d'autres rassemblements.

Suant à nous, nous sommes abreuvés, nous sommes rassasiés de ces manifestes et de ces proclamations.

Nous demandons également un peu plus de cohésion dans notre presse. Vous nous demandez tous les quinze jours de faire quelque chose pour telle ou telle revue. Ce n'est pas une bonne méthode. Que notre Parti ait un journal, que Le Populaire soit ce journal : les militants feront un effort pour leur journal et pour leur unique journal.

Je demande également qu'il y ait une seule et unique propagande, bien définie et cohérente. Car c'est sous le signe de la cohésion que je fais cette intervention devant le Conseil national.

Si nous insistons pour que des parlementaires ou des membres du Comité directeur viennent parler dans un département comme les Basses-Alpes, c'est parce que nous avons vu successivement en trois mois des représentants des autres grands partis.

Je crois que si nous étions aidés, nous pourrions obtenir des résultats. C'est avec nous que doivent être les travailleurs et les fonctionnaires, parce que c'est nous qui r représentons l'esprit français. Nous n'avons pas actuellement l’adhésion de la majorité des Français. Il faut la conquérir. Je ne vous donnerai pas de conseils. Je vous demanderai seulement qu'à chaque Conseil national nous recevions des directives précises, de façon à pouvoir répondre aux questions posées par les militants. Si vous nous donnez satisfaction, cette réunion aura été un grand Conseil national, simplement parce que nous saurons ce que nous devrons répondre sur les problèmes de l'heure : ravitaillement, laïcité, service militaire et situation internationale, car ce dernier point préoccupe beaucoup les familles.

J'en ai terminé, camarades, je vous adjure de maintenir la cohésion et l’unité de

notre parti qui a encore de beaux jours devant lui.

Le président - Camarades, nous allons suspendre la séance. Elle sera reprise à 21 heures.
(La séance est suspendue à dix-neuf heures un quart)

PARTI SOCIALISTE -SFIO
Conseil national des 27 et 28 avril 1948

Séance de nuit du mardi 27 avril 1948

La séance de nuit est placée sous la présidence de M. Coutant (CD), assisté de M. Cerceau (Rhône) et Benesche (Doubs)
Le président donne la parole aux délégués par ordre d'inscription. C'est M. Descamps qui, le premier monte à la tribune.

Descamps (Puy-de-Dôme)

Camarades, la fédération Socialiste du Puy-de-Dôme n'a guère l'habitude d'encombrer les tribunes de nos Conseils ou Congrès nationaux. Si aujourd'hui elle tient à intervenir dans ce débat, c'est qu'il lui apparaît, dans la crise grave que traverse le pays et le Parti, qu'il importe que les voix des fédérations et des militants de la base soient entendues et largement entendues.
Je dois indiquer tout d'abord que notre Commission administrative fédérale a approuvé, à l'unanimité, la lettre ouverte que la fédération du Gers a pris l'initiative d'adresser aux militants du Parti. Nous trouvons en effet, qu'il est inadmissible que des membres du Comité directeur, des parlementaires de notre Parti aient pu être les promoteurs de la constitution du Rassemblement démocratique et révolutionnaire, manquant ainsi à leurs responsabilités, à leurs devoirs élémentaires de militants Socialistes.
Nous savons bien que ces camarades nous fournirons toujours toutes sortes de bonnes raisons pour expliquer leur geste. Nous disons que ces raisons ne valent rien contre le fait flagrant d'indignité.
Leur initiative sème encore davantage le trouble dans les esprits de nos militants. Elle a ainsi des conséquences néfastes et si elle était suivie, elle aboutirait à une nouvelle scission alors que notre but suprême doit être de maintenir le Parti, sa force et son unité.
Voila pourquoi l'attitude de ces camarades nous semble condamnable et pourquoi nous ne pouvons blâmer la majorité du Comité directeur de s'être refusé de prendre une décision à leur égard.
La fédération du Puy-de-Dôme a approuvé la création de la Troisième Force. Dans l'ensemble, nos militants condamnent la position prise par notre Parti. Mais nous estimons que nous avons laissé passer l'heure la plus favorable de lancer à temps notre Parti dans cette entreprise. L'idée a été lancée immédiatement après les élections municipales mais ce n'est qu'au mois de

Coll. Fondation Jean-Jaurès

janvier que sont parvenues aux fédérations, quelques directives et d'ailleurs, il faut bien se rendre à l'évidence. Vous avez voulu faire de la Troisième Force, un vaste rassemblement de masse et ayant son organisation dans toutes les localités. Convenez de l'échec de cette tentative. La Troisième Force n'a nullement à soulever le Parti. Elle a à peine pu réussir à franchir l'enceinte du Parlement. Les militants admettent qu'il faut qu'elle existe sur le plan parlementaire et ministériel, mais ils en attendent l'énergie et l'efficacité. Nous n'avons jamais été de ceux qui ont accablé Ramadier et son gouvernement et nous pensions que le devoir de tous les militants était d'être avec lui pour le soutenir et l'encourager dans la dure tâche qu'il avait entreprise.

Nous voudrions nous efforcer de juger objectivement, l'effort accompli par le gouvernement de M. Robert Schuman et si nous reconnaissons volontiers la tâche réalisée, nous disons que ça ne suffit pas. Si la hausse du coup de la vie a été dans l'ensemble stoppée, le problème des prix et des salaires n'est pas résolu. C'est ce problème-là qui conditionne avant tout le régime républicain et le succès de la Troisième Force. La défense de la liberté politique ne constitue plus dans les temps présents, un idéal suffisant pour "galvaniser" les foules.

Les masses demandent de pouvoir vivre décemment. Elles attendent que la vie baisse... et les prix montent. Elles attendent que des mesures draconiennes soient prises contre les trafiquants qui pullulent encore dans notre pays... mais rien n'a été fait contre ces gens-là.

Il y a des décisions très importantes à prendre, des surveillances sévères à exercer et c'est en toute conscience qu'il faudra les prendre.

Voila les quelques observations que j'avais mandat de présenter à ce conseil national, au nom de la fédération du Puy-de-Dôme.

Je voudrais bien qu'on en tienne compte pour l'intérêt même de notre Parti et pour déjouer précisément les manœuvres de nos adversaires.

En ce qui concerne le service militaire, la fédération du Puy-de-Dôme est opposée fermement au service de 18 mois. Elle accepterait le service de un an et c'est pour elle, un gros MAXIMUM qu'elle peut accepter.

La menace d'une crise ministérielle ne doit pas nous arrêter dans toutes les entreprises. Il faut proposer des actes audacieux et en exiger l'application car en fin de compte, c'est l'avenir du Socialisme et de la République qui et en jeu.

(Applaudissements)

Guillet (Gironde)

Camarades, c'est au nom de la fédération de la Gironde que je viens à cette tribune. J'aurais pu faire au Conseil national, l'économie d'un discours, mais l'heure est grave et il y a des décisions à prendre. Je ne fais pas cette économie avec d'autant plus de plaisir que je prends ce soir la parole devant un auditoire de qualité. Évidemment pendant quelques secondes seulement car j'essaierai de rester dans la limite des huit minutes qui nous sont imparties. Je traiterai moi aussi la question du malaise du parti puisqu'il semble que c'est sous ce signe que nous ayons été réunis aujourd'hui.

A cet égard, il importerait beaucoup moins de discerner qu'elles peuvent être les

symptômes de ce malaise que les causes réelles. Les symptômes ont été indiqués par un certain nombre de camarades qui se sont succédés à cette tribune.
Les symptômes, nous les constatons un peu partout et peut-être en Gironde un peu moins qu'ailleurs. J'al le plaisir d'annoncer que nous avons, en Gironde, plus de feuillets et plus de timbres à la date à laquelle je parle qu'il y en avait l'année dernière.
Nous ne devons pas nous dissimuler la profondeur du mal dont nous devons découvrir les causes, les symptômes, la répugnance au travail de la part de certains camarades.
Nos camarades ne se documentent pas, ne lisent pas le Populaire, ne lisent pas les organes fédéraux du Parti, ne s'abonnent ni ne lisent le PDI et ensuite, ils protestent» Ainsi, ils sont d'une extraordinaire perméabilité à toutes les propagandes adversaires, surtout en ce qui concerne la propagande Communiste et puis aussi, d'autres.
Et c'est un fait, nous "faisons" de moins en moins d'enfants, nous recrutons de moins en moins de jeunes. Les causes, je pense qu'elles sont multiples et cela nécessiterait une analyse beaucoup plus longue que celle que nous pourrons faire ce soir.
Tout d'abord, mes chers camarades, trop de camarades ont été formés dans l'opposition et non point habitués à l'action constructive. Depuis la libération, il n'aurait jamais fallu se trouver seul, ni seul dans l'opposition parce qu'il y a de la concurrence à côté, ni seul au gouvernement. Je puis vous assurer que l'expérience Léon Blum avait apporté un sursaut d'enthousiasme... beaucoup attendait un gouvernement Socialiste homogène... Il y a autre chose encore. Le malaise que connaît le Parti est tout amplement dû à la participation. En ce qui me concerne, je suis de formation guédiste. J'ai été tenu sur les "fonds baptismaux du Parti" par des guédistes. Je voudrais qu'il puisse sortir de ces assises, une espèce d'affirmation renouvelée mais d'une façon quelque peu solennelle que la participation ne doit pas être conçue comme un mécanisme normal, habituel, perpétuel, comme une tactique permanente du Parti mais qu'elle ne peut être légitimée que par les circonstances quasi-exceptionnelles et je pense que là, je trouverais un accord avec la plus belle orthodoxie du Parti.
Dans les circonstances où nous sommes, il n'est pas question de faire cavalier seul, et la fédération de la Gironde a parfaitement reconnu, unanimement, qu'il est absolument impossible de dissocier la formation actuelle pour nous livrer à je ne sais quelle espèce de jeu occasionnel et que d'autres positions étant dans l'opposition ne pourrait tirer tout le profit qu'ils auraient pu en tirer.
Ce dont nous souffrons, ce n'est pas seulement de cette participation, mais de notre propagande. Nous avons le sentiment que nous ne sommes plus mus par les mêmes "thèmes moteurs" que nous ayons connus avant la guerre.
Où est-il ce temps où nous partions à la bataille avec des idées extrêmement simples dynamiques ?

Une voix dans la salle - Il reviendra !...

Guillet - Nos camarades de la base ne comprennent pas les subtilités parlementaires. Je vis au jour le jour avec nos camarades du Parlement et ne veux adresser à ces derniers aucun reproche car je connais leurs efforts.
Autrefois, lorsque nous partions dans le pays avec ces thèmes magnifiques qui étaient la nationalisation des industries de guerre, des banques, des industries-clés, cela était accessible à tout le monde, cela était compris par tous.
Ah, rendez-nous ce temps où nous partions à la bataille ainsi et où nous faisions frémir les auditoires.
En réalité, il faut le confesser ici, où la presse n'est pas admise, je ne sais pas de quoi demain sera fait car l'avenir n'est à personne, je ne sais si nous aurons des élections au Conseil général, au Conseil de la République (et là, je pense que oui, parce qu'elles sont constitutionnelles). Je ne veux pas croire que l'Assemblée Nationale écoutant la voix de M. Schuman déclarerait qu'elle est maîtresse de ses destinées et qu'elle serait prête à se faire apporter les deux sabres japonais pour faire le harakiri qu'attend le Rassemblement du peuple français. Je me permets de vous poser la question avec quelque indécence : Avec quel programme allons-nous partir à la bataille ? Je sais que nos camarades du centre ne manqueront pas de réunir toutes les bonnes volontés pour essayer, vaille que vaille, de mettre noir sur blanc, quelques articles que nous pourrons défendre dans le pays. Croyez-vous que cela répondra à la nécessite du temps que nous aurons à livrer bataille ? Je ne le pense pas. Au nom de la fédération de la Gironde, je vous fais une proposition constructive.
La seule contribution que je veux apporter au nom de la fédération unanime, c'est une solution constructive. Je félicite le Comité directeur et je félicite le dernier Conseil national d'avoir décidé à l'unanimité une reconstitution de la SFIO sur de nouvelles bases puisque désormais, passez-moi ce jeu de mots faciles - parler politique dans les sections et faire de la politique dans la grande commission de travail. Il y a là je pense quelque chose d'extrêmement important pour l'avenir du Parti.
La proposition que je fais est la suivante : Je me souviens d'un congrès agricole à Limoges en 1935. Nous terminions ce Congrès qui était, paraît-il agricole. Pour ma part, moi, fonctionnaire, je représentais les viticulteurs à la commission de la viticulture. J'entendis une camarade dire à une réunion plénière... ce que nous faisons ici, c'est du vin… et un militant : C'est toujours avec un grand vent que nous mettrons le mieux les voiles du vaisseau Socialiste.
Un projet, qui s'appelle le projet de l'office du blé n'a pas attendu 100 ans pour être réalisé puisque c'est l'année suivante que le Parti Socialiste le faisait passer dans la voie des réalisations.
D'autres projets restent encore à réaliser, il y a l'office de la viande qui doit être étudié et mis au point aurait apporté un certain nombre de solutions. Chaque jour, des camarades sont chargés des questions du ravitaillement. Nous voudrions revoir ce que nous avons fait à Limoges en 1935. Je demande au Comité directeur s'il accepte que nous tenions un Congrès qui ne serait pas un Congrès politique, mais de ces camarades que vous avez appelés à constituer la grande Commission du travail, ceux qui viennent avec toute leur bonne foi et

avec leurs confidences.
Nous avons tenté résolument l'expérience en Gironde et il y a 7 ou 8 commissions qui actuellement fonctionnent et donnent la plus entière satisfaction.
Nous avons constitué une commission des artisans et des commerçants socialistes qui a fait un travail dont les traces sont sensibles dans la législation actuelle à la suite du plan Mayer. J'entends… je demande que l'on fasse appel à ces camarades, qu'on les groupe en Congrès en séance plénière puis ensuite, en Commission. Ainsi, le Parti jouira de tous les camarades qui nous apporteront leur point de vue, leurs idées, leurs désirs. Il me semble que sans cette chose qui me paraît simple à réaliser, nous aurions pu œuvrer dans le sens des intérêts du Parti à une condition, je voudrais le dire du fond du cœur, de mon cœur de camarade, éloigner de nous toutes les causes de divisions possibles, ne nous parlez pas hors du Parti ou dans le Parti de rassemblement quelconque.
Je voudrais que de ce Conseil national sorte un peu d'union, un peu de fraternité et d'amitié profonde et que, tous unis dans un même combat nous partions à la bataille pour que sur le plan international comme sur le plan national, la SFIO soit à l'avant-garde du réveil de toutes les énergies démocratiques, de toutes les énergies républicaines, de toutes les énergies qui doivent amener notre Parti à être ce phare vers lequel, ainsi que le disait Guy Mollet, se tournent instinctivement tous les partis sociaux-démocrates d'Europe et peut-être du monde entier. Il faut mériter la confiance que l'on met en nous et pour la mériter, je pense qu'il n'y a qu'une voie, c'est celle de l'union et l'amitié profonde et le travail, dans l'intérêt commun de notre Parti.
(Applaudissements)

Alexandre Bracke

Le Parti n'est pas ce qu'il faut qu'il soit. Il est bon un peu de rappeler ce qu'il doit être. Je me suis permis de parler à ceux qui représentent les fédérations et qui vont repartir demain ou après demain dans leurs fédérations respectives et je me disais :
"Que pourront-ils leur dire". On parle de malaise. Moi j'appellerai ça un malentendu, parce que nous sommes un Parti qui, en ce moment, a l'air de ne plus se comprendre lui-même. Alors j'avais pensé que j'allais dire aux secrétaires des fédérations qui étaient venus et qui allaient s'en aller :
" Peut-être sais-tu d'avance ce que tu vas dire dans ta fédération… peut-être sais-tu d'avance ce que je vais te dire. Mais entendons-nous pour que tu le dises en rentrant là-bas. Ils ne sont pas contents... nous non plus". Je crois que cette situation est fâcheuse. On a décidé de se réunir pour se mieux comprendre, ce qui, de vous exige un petit effort.
Tout à l'heure quelqu'un disait : "on ne nous dit rien, on ne nous dit pas comment nous devons nous défendre. On ne nous dit pas quelle réponse nous devons avoir." Mais, pardon... lisez-vous votre journal ? Lisez-vous les brochures ? Si vous les lisez, vous savez ce que vous devez répondre. Vous savez ce que vous devez faire aucun au fond devrait savoir ce qu'il doit faire parce qu'il a en lui, un

désir, une volonté et c'est pour remplir ce désir, cette volonté qu'il est entré au Parti et non pas pour recevoir quelque chose du Parti, quelque chose de tout fait lui disait, voila ce que tu dois faire.
(Applaudissements)
Il faut que chacun travaille. Faites ce que vous avez à faire dans le milieu où vous êtes en opérant sur les gens que vous rencontrez, là où vous êtes, là où vous travaillez et vous verrez comme les choses iront bien mieux.
Il en est qui se demande : s'il est Communiste ou s'il est gaulliste, qu'est-ce que je vais répondre s'il me dit du mal d'un homme de premier ordre ? Eh bien, il se demandera simplement s'il a bien exprimé ce qu'il veut... le camarade qui travaille' sérieusement pour le Parti. Vous n'avez pas à vous poser cette question, vous devez vous borner à bien dire ce que vous voulez, qu'il soit Communiste ou gaulliste. Il faut faire les choses soi-même. J'avais rêvé donc que J'allais dire cela aux camarades mais ils ne sont pas là. Ils n'y sont pas, je ne parlerai pas au passé. Je suis sûr qu'il n'y a pas ici, la moitié des fédérations en ce moment qui soient représentées par un homme qui est venu pour se mettre en rapport avec les délégués des autres fédérations et mettre en commun leur expérience. Or, je veux simplement attirer votre attention sur une ou deux choses.
Aux gens qui représentent des tendances différentes, tous les mettre de côté pour marquer leur union et moi, je pense aux camarades qui ont une tendance... qu'ils l'affirment avant de faire l'union afin que ça ne coûte pas de faire l'union.
On ne dit pas assez, au fond, ce que l'on doit faire et ce que l'on fait. Je vais parler de la Troisième Force. Peut-être quelques-uns d'entre vous qui m'ont déjà entendu, se rappellent que la première fois qu'on en a parlé, j'ai fait remarqué que c'était un nom "imbécile" et Blum m'a dit : "ce n'est pas moi qui l'ai inventé bien sûr". Qu'est-ce que ça fait. Mais... il faudrait savoir ce que c'est que la Troisième Force.
Plusieurs d'entre vous ont dit : il y a la question de la laïcité... Mais oui, il y a la question de la laïcité. Mais croyez-vous que vous allez apporter quelque chose au Parti parce que vous allez mettre dans une résolution qu'il y a la laïcité. Mais la Troisième Force ce n'est pas quelque chose d'électoral et j'ai "mal au ventre" chaque fois que j'en vois qui s'en servent électoralement. On vous l'a dit dès le premier jour, mais c'est vous qui êtes la Troisième Force. Le Parti doit dire : je suis le centre de la Troisième force. Je n'ai pas le temps de demander à tous ceux à qui je parle d'entrer dans les rangs du Parti Socialiste mais je leur demande de constater que le Parti Socialiste est le seul qui, par lui-même, par son passé, par son présent, par ce qu'il prépare pour l'avenir, est précisément la Troisième Force, si l'on veut employer ce mot, c'est-à-dire celui qui représente la lutte des consciences, avec pour devenir des consciences,… de parfaire ce qu'il veut , tous les jours par le travail...
(Applaudissements)
C'est ça le Socialisme ! Quand on ne dit pas cela, on ne fait pas de Socialisme. J'entendais quelqu'un dire tout à l'heure : faire une réunion où on ne parle pas de politique... Mais un Parti Socialiste, c'est un parti politique... il n'est pas autre chose. Il faut commencer par vous emparer de l'État, non pas pour vous mettre à

la place de l'État mais pour organiser alors votre propre propriété afin qu'elle soit dirigée par vous. Ce n'est pas autre chose, et quand on est Socialiste, on est forcément sur le terrain social, sur le terrain économique, sur le terrain politique, toujours à la page et toujours à l'heure où il faut parler.
C'est tout cela que je voulais demander aux camarades. Vous pouvez le faire à travers vos correspondances, à travers vos journaux. .Vous dites que le Parti ne fait pas ceci, le Parti ne fait pas cela... Eh bien, faites-le. Si vous le faites, le Parti le fera, puisque le Parti, c'est vous... c'est vous qui formez le Parti. Voila une chose qu'on oublie. On est victime des mots d'ordre qu'on prend chez les autres. Je suis sûr que tous, vous lisez les journaux des autres et que vous vous représentez votre propre lutte telle qu'elle est présentée par les autres au lieu de savoir si vous-même, vous faites ce qu'il faut faire, et lorsque vous avez un reproche à faire dans ce qui existe dans la politique qui est présenté au nom du Socialisme eh bien faites-le en vous disant par exemple : quelle bêtise ai-je faite puisque je trouve que ça va mal. Mais, vous oubliez le passé en même temps que le présent.
Notre camarade de la Gironde a dépassé sa propre pensée quand il nous a dit qu'il y a eu un moment où quand on parlait- il avait l'air de reculer cela à une distance prodigieuse - quand on parlait des nationalisations, on était compris de tout le monde. Pardon, le programme CNR il n'a été lancé que grâce au Parti Socialiste, il n'en a été question qu'à la libération et je ne sais pas si on a été si bien compris que cela, ni si l'enthousiasme a été si grand puisque c'est précisément du manque d'enthousiasme que vous vous plaignez, quand vous dites que ça ne va pas et qu'il y, a malaise. Et c'est dans ces trois dernières années que l'enthousiasme des nationalisations, socialisations, etc. ça n'a pas marché mais c'est parce qu'on ne le rattache pas assez à ce qui a été fait. Tout Parti se fait du mal quand il a l'air de se couper de son pas.
Tout à l'heure ou demain ou bientôt, vous allez entendre dire que vous êtes saisis, que le Parti est saisi d'une proposition du département de l'Oise. Cette proposition, je n'en dirai pas grand-chose… Je vous demande que vous vous rappeliez que le Sénat avait une base électorale, que cette base électorale elle était constituée par au moins un délégué par commune, qu'il y a en France, 38 000 communes au moins et sur ces 38 000 communes, savez-vous combien il y en a de moins de 500 habitants c'est-à-dire moins de 400, c'est-à-dire moins de 300, c'est-à-dire moins de 200… Et ces délégués étant la majorité du corps sénatorial, vous aurez par conséquent, d'avance donné une base électorale, si vous réformez un corps électoral où par commune, il y aura un seul homme qui pourra être électeur. Il se peut que l'on prenne la résolution de l'Oise en considération et qu'on dise que le Parti examinera au moins la question de savoir si on peut faire des élections non seulement à suffrage indirect mais au suffrage deux fois, trois fois indirect.
Et puisqu'on a parlé de malaise, de manque d'enthousiasme, je voudrais que vous ne manquiez pas d'enthousiasme quand, on vous dit quelque chose qui devrait vous transporter de joie même au point de vue fictif.
Croyez-vous qu'on a déjà vu ce que nous avons vu il y a deux jours ; je veux dire

une réunion internationale qui, à l'unanimité, a décidé non pas de réformer une organisation qui serait l'Internationale et qui peut-être, comme je l'ai rappelé à l'occasion, avait surtout marqué la possibilité d'avoir une action internationale, mais de commencer une action internationale, de donner à cette action internationale, un moyen d'action international, c'est-à-dire un centre et ce centre, de le mettre chez vous, chez nous, dans le Parti Socialiste. Si bien que vous pourrez dire demain à propos du plan Marshall : le plan Marshall il sera, vous le savez bien, ce que vous voudrez qu'il soit car il est fait pour vos idées, pour des raisons qu'on peut analyser comme étant dues à des motifs de gagner quelque chose ou d'avoir la main mise sur les pays auxquels on aura rendu service.
Il est parfaitement vrai que le plan Marshall comme n'importe quoi, présente des dangers, mais il faut le dire, et il faut dire en même temps que vous êtes décidés à faire en sorte que ces dangers soient écartés. Ils seront écartés.
Par le moyen de la production rétablie, par le moyen de la production rétablie dans le sens que seule peut représenter la volonté Socialiste. Vous aurez à dire autour de vous n'importe qui, à la petite ménagère qui va faire son marché pourquoi il est nécessaire que les moyens de production soient repris sous une forme qui essaiera bien vite, le plus vite possible de rendre ce plan le moins dangereux possible et que surtout si c'est plus haut que l'on élève sa pensée, il est beau que ce soit le Parti Socialiste SFIO qui ait été choisi par tous les autres partis comme étant celui qui doit en prendre la tête.
(Applaudissements)

Capdeville

Camarades, comme tous les secrétaires fédéraux, j'ai été amené à constater une certaine désaffection, une baisse sensible dans les effectifs du Parti, l'arrêt du recrutement, les démissions de vieux militants, et pour tout dire, le découragement, l'apathie de nos adhérents de nos sections. Il y a aussi cette absence de combativité, une acception résignée des événements qu'ils subissent et devant lesquels ils ne réagissent que moralement.
On a défini ici, de nombreuses raisons de cet état de fait, de cette véritable perte de substance que subit le Parti.
Pourtant, le Comité directeur a mis à la disposition des fédérations, une documentation meilleur et plus abondante que d'habitude. Comment se fait-il que ces explications, que les arguments du Bulletin intérieur, fort bien fait, n'ont pu enrayer cette chute. Nos camarades sont extrêmement sensibles aux critiques qui leur sont adressées par les adversaires et ils ne se servent pas des arguments qu'on leur donne. La vérité c'est que le libre exercice de la démocratie dans le Parti les a conduits à critiquer toujours mais à oublier de construire et de défendre le Parti ensuite.
(Applaudissements)
Une des causes de cette maladie, c'est d'abord l'éducation Socialiste trop faible ou inexistante de nos militants. Un trop grand nombre de militants de base ne distinguent pas la politique autonome et la politique du gouvernement. Tout ce

qui doit être une tactique maintenant est pour eux une politique en soi. Les modes d'analyses dont devrait disposer chacun d'entre eux leur font trop souvent défaut.
Pour le moment, la seule solution c'est de réunir à intervalles très rapprochés nos responsables de sections et leur expliquer sans relâche nos positions, les raisons de notre tactique.
Je veux aussi mettre l'accent sur des difficultés que nous avons connues et que nous ne voulons plus connaître.
Trop souvent il y a eu des divergences qui se sont manifestées entre le Comité directeur et le groupe parlementaire. Ces oppositions sont connues, utilisées par nos adversaires. Ces divergences sont aussi retenues par les militants de nos fédérations qui ne trouvent rien de plus pressé souvent que de condamner le groupe parlementaire et le Comité directeur en excluant, bien entendu leurs propres élus de cette condamnation.
Je suis membre du groupe parlementaire et je sais que certaines raisons politiques nous ont conduits à adopter ces positions, mais cela, les camarades du Parti ne le comprennent pas et ils l'admettent d'autant moins qu'à peu près toujours, la seconde prise de position est moins affirmée que la première. Nos camarades parlent alors très vite d'abandon, de faiblesse. Appelez cela si vous voulez une confusion, mais nous devons avoir le courage de reconnaître les faits. C'est cela qui, très souvent, a provoqué un profond découragement dans nos sections. Pour la santé du Parti, il est absolument urgent de ne plus donner cette impression désastreuse.
Nous avons même quelques occasions de prouver de façon éclatante que nous sommes des associés au gouvernement ayant dans le contrat gouvernemental, une liberté d'expression, une volonté d'action qui ne sacrifient pas toujours les volontés du Parti à l'équilibre ministériel.
Le redressement économique, auquel je crois, nous permettra de reprendre totalement en mains nos camarades à condition qu'en particulier au Parlement et au gouvernement, l'action quotidienne soit à la fois rigoureuse et sans défaut sur trois points essentiels. Il faut que le Conseil national précise sur le problème de la nationalisation des écoles privées que des houillères du sud-est, que la volonté de la laïcité doit être une victoire du Parti.
Il faut que le Conseil national confirme la double décision du groupe parlementaire et du Comité directeur sur la durée du service militaire. Nous ne pouvons accepter autre chose que le service d'un an.
On vous parlera peut-être, tout à l'heure, de nécessité de matériel au point, une couverture de 200 à 300 000 hommes... comme si cela apaiserait un conflit... Je ne pense pas que le Parti veule faire jouer le rôle de policiers aux soldats du contingent.
Ce n'est que dans le cadre d'accords internationaux, avec les pays démocratiques d'Europe et du monde, que nous voulons assurer la sécurité et la paix. Donc, nous pouvons, sans danger, nous en tenir à cette position, et cela est indispensable pour le Parti.
Problème de la presse enfin. La situation est dramatique, non seulement de la

presse du sud-ouest, mais dans un grand nombre d'organes fédéraux. Les journaux coûtent des prix excessifs. Ce problème de la presse doit retenir l'attention du Conseil national et une décision rapide doit être prise.
Soyons au moins aussi exigeants que les Radicaux. Exigeons des décisions qui seront favorables et qui seront conformes à la justice.
Il faut montrer aux militants, il faut leur faire comprendre que le Parti n'est pas sacrifié.
(Applaudissements)

Un camarade représentant de la nouvelle assemblée

Je suis particulièrement heureux d'être le premier à venir vous apporter le message de la nouvelle assemblée, de l'assemblée de l'Union Française.
Je veux d'abord vous parler d'un fait. Aujourd'hui, notre groupe est devenu le plus important de l'assemblée de l'Union, grâce à une nouvelle administration. Et ce fait qui n'a peut-être aucune importance en sol, revêt à nos yeux, celle d'un symbole. Le symbole pour le Socialisme représente encore quelque chose pour les hommes de là-bas, pour les peuples d'Outremer.
Alors, voyez-vous, il y a tout de même un patrimoine, il y a des patrimoines qu'il est criminel de dissiper et je voudrais que nos camarades se persuadent que le patrimoine d'outre-mer est tout de même un des plus riches que nous ayions à exploiter.
Nous pouvons conserver outre-mer ces valeurs que nous y avons acquises qu'à une double condition : c'est que nous pratiquions une politique d'égalité avec les hommes et que nous pratiquions également une politique d'égalité avec les peuples.
Sur le premier point : politique d'égalité avec les hommes, je voudrais bien que nos camarades soient persuadés que nous assistons à une véritable offensive de la réaction d'outre-mer une offensive qui se marque notamment par la réapparition du racisme, même dans des territoires comme ceux de l'Afrique centrale où un de nos camarades vient d'être arrêté parce qu'il voulait organiser une section Socialiste. Je voudrais indiquer qu'à partir du moment où l'on estime qu'il doit y avoir outre-mer, des situations qui doivent être les mènes que nous, nous devons traiter ces hommes avec égalité, mais non attribuer des situations de seconde zone comme on semble l'avoir fait en Algérie. Il en est de même pour les problèmes économiques.
Nous n'avons pas le droit d'acquérir le port d'Aromanche pour 200 millions par exemple. Nous devons donc traiter également, sur le plan social, les pays d'outre-mer avec égalité, nous devons appliquer le Code du travail, celui de notre camarade Moutet. Nous ne pouvons pas admettre que ce code, promulgué au mois de novembre, se trouve encore retardé dans son application. Nous ne pouvons pratiquer une politique d'égalité avec les hommes que dans la mesure où nous en pratiquons une avec les peuples.
Voyez-vous, nous pouvons donner des autonomies au peuple d'outre-mer à une double condition :
- que nous leur donnions le sens de la démocratie,

Fondation Jean Jaurès

- que nous appliquions la démocratie outre-mer, que nous ne créions pas des assemblées fantoches comme on avait l'air de le faire.
Nous devons en toutes circonstances comprendre qu'il faut créer des organes fédéraux pour contrôler ces autonomies locales. Les Marxistes ne peuvent pas nier l'évidence Or, il y a une évidence, il y a un fait qui, dans sa réalité, doit s'imposer à notre intention, c'est le mouvement des nationalités, c'est ce mouvement des nationalités qui a une valeur autre que celle de je ne sais quel facteur, ce mouvement des nationalités se fera contre nous si nous agissions avec une politique de force ; il sera avec nous si nous savons pratiquer la démocratie.
Nous vous demandons de favoriser dans chacune de vos fédérations, dans chacune de vos Sections, un grand mouvement de propagande pour l'Union Française pour que notre Parti soit à la tête de cette création pour une Union Française démocratique.
Il y a une multitude de problèmes que nous ne pouvons Jamais régler tous seuls parce que vous n'avez pas tous les éléments d'information. Nous ne pouvions pas risquer une crise gouvernementale pour l'Indochine parce que vous ne saviez pas quels étaient les problèmes d'Indochine, et pourtant, aujourd'hui, ils nous coûtent des milliers d'homme et des milliards de francs. Eh bien, voyez-vous, nous ne pouvons rien faire si vous ne nous suivez pas. Il faut que les adultes et les jeunes, et beaucoup les jeunes, s'attellent à cette grande tâche ; cette tâche exceptionnelle parce que pour une fois, l'intérêt de la nation coïncide entièrement avec l'intérêt du Parti.
Il faut éveiller au Socialisme, des peuples nouveaux, des peuples d'une extrême sensibilité et aussi d'une grandeur d'âme devant laquelle nous sommes quelquefois obligés de nous incliner.
Alors, je vous prie de croire qu'ils le feront avec le maintien des valeurs françaises. Ils ne demandent qu'une chose : que nous les traitions comme des frères, comme des égaux.
(Applaudissements)

Le Pan (Morbihan)

Camarades, je m'adresse à vous au nom de deux fédérations, la mienne, la fédération du Morbihan et celle d'Ille-et-Vilaine, pour exprimer nos idées communes. La création de la Troisième Force a suscité dans notre région de l'Ouest - et les raisons sont faciles à comprendre - des surprises.
Les militants étaient déjà troublés. Ils ont réagi assez vigoureusement. Nous avions l'intention de dire que nous ne condamnions pas certaines choses.
Ce matin, notre secrétaire général a déclaré que les militants ne comprenaient pas. Je dois dire que cette affirmation est tout à fait exacte.
La Troisième Force n'existe pas du point de vue gouvernemental et parlementaire.
Comprenez la nécessité de réaliser, comprenez aussi que, par malheur pour notre Parti, en un certain sens, il ne peut pas se constituer de gouvernement possible sans lui. Nous admettions qu'il existe une coalition gouvernementale comprenant

les socialistes, qu'on l'appelle comme on voudra, le terme Troisième Force, est peut-être mal choisi, car en effet, quand on crée une force, il vaut mieux qu'elle soit première, mais en tout cas, comprenez dans quelles position nous nous trouvons. Nos camarades ministres tâchent de réaliser dans des conditions difficiles et la tâche du groupe parlementaire n'est pas toujours commode et nous voulons soutenir leurs efforts. Mais même du point de vue gouvernemental et parlementaire, la Troisième Force n'existe pas et puis, par ailleurs - et c'est le secrétaire général de notre Parti qui l'a dit- il n'a jamais été question de dire aux militants, prenez contact de parti à parti, avec les militants du MRP ou du Parti radical.

Nous sommes donc complètement rassurés et cela nous permet de considérer comme nulle et non avenue, les publications faites par notre Bulletin intérieur de janvier 1948 où je lis : "vous trouverez ci- après le protocole d'accord établi par le comité national d'initiative pour la Troisième Force"

Il est nécessaire de constituer des masses, de rassembler les forces. Les organisations participant, sous leur propre responsabilité, donnent à leurs délégués départementaux et locaux des directives les invitant à prendre contact entre eux pour mettre immédiatement à l'étude les objectifs et moyens proposés et constituer là où la situation le permet, des comités d'initiative. Nous sommes donc dégagés de cette obligation et, dans l'Ouest, pour notre part, nous en sommes extrêmement heureux. Nous considérions, voyez-vous, dans nos départements et pour les régions avoisinantes qu'il y a là une véritable catastrophe.

Il se produit des manifestations cléricales dans notre pays et même dans la ville de Lorient qui jusqu'ici était entièrement laïque, qui nous font frémir et on se demande si le Parti Chrétien Social ne va pas surgir en France après avoir triomphé en Italie. Cela nous inquiète car il y a un gros danger et nous estimons nous, voyez-vous, que- maintenant, il est grand temps, pour le Parti Socialiste de reprendre sa personnalité. Il a trop subi l'influence des autres partis. Et si nous voulons nous permettre un retour en arrière, nous allons voir que d'abord, il a été le jouet des fascistes staliniens, qu'il ne faut d'ailleurs pas confondre avec les braves gens qui ont été entraînés par un parti dynamique les Communistes ? Es ne sont ni Communistes, ni français, ce sont des fascistes staliniens et pas autre chose. Était-il possible pour nous, de tolérer la moindre confusion, c'était notre devoir de dissiper l'équivoque et de dire aux travailleurs : ne les suivez pas. Ils sont aux ordres d'un homme qui s'est fait Dieu dans son propre pays. On doit le considérer comme un "moloque" qui fait qu'on l'adore et qui ne tolère pas la moindre incartade C'est là le Socialisme... Certainement non. La Liberté, c'est cela qui permet le progrès et Staline, en étouffant son peuple dans un creuset de fer, l'a empêché de réaliser quelques progrès dans quelques domaines que ce soit.

Eh bien, il faut le dire parce que c'est la vérité. Le Parti Communiste s'est emparé en maître du pays. Le général de Gaulle appelle aujourd'hui les staliniens des séparatistes. Après la libération il n'employait pas ce terme. On pourrait peut-être lui dire que c'est bien lui qui a fait revenir M. Thorez en

France qui a installé des ministres Communistes dans des postes où ils se sont abondamment servis.
L'argent a été déboursé à flots, pour des besoins de propagande. Notre Parti lui-même a été influencé. Voulez-vous la définition des collaborateurs et des résistants, eh bien, pour le parti stalinien, sont résistants tous ceux qui ont leur carte du parti.
J'ai appris ces temps derniers que Thorez n'aurait pas la médaille ou la croix de la résistance. Ça m'a beaucoup étonné car je croyais qu'il l'avait depuis longtemps. Qu'il eut été nommé à une époque vainqueur de la Marne, ça n'aurait étonné personne. Et c'est lui qui présidait à l'exécution de tous ceux qui avaient voté pour Vichy. Notre Parti aussi a subi cette influence-là et quand on pense qu'au Parlement il y en a encore qui ont demandé que L'Humanité paraisse sous l'occupation... Ceux-là sont considérés avec respect alors que certains autres ont été condamnés, pour avoir voté pour Vichy. Et notre Parti lui-même a subi l'emprise des Communistes à cet égard. Camarade, il faut constater que l'union du Parti, la solidarité est nécessaire. Mais, camarades, c'est le militant de la base qui parle, qui vient ici dans ces assises pour se réconforter et retourner plus fort dans sa fédération. Nous avons constaté bien souvent des divisions qui nous ont fait du mal. Vous vous souvenez d'un Conseil national de l'an dernier. Il y avait deux thèses qui s'affrontaient, celle du Secrétaire général et celle de notre camarade Ramadier. L'un disait - et c'était le secrétaire général- ne commettons pas cette faute de participer à un gouvernement dont les Communistes seraient exclus.
(Guy Mollet proteste)

Le Pan - J'ai le texte qui a été distribué par le Parti... Je peux te l'apporter si tu veux.
D'un autre côté, il y avait Ramadier qui venait proclamer que s'il donnait sa démission, il avait l'impression de donner la démission de la République. Le Conseil national a gardé Ramadier et je crois qu'ainsi, le Conseil national a sauvé le pays. Tout de même, réfléchissez, supposons que Ramadier soit parti, triomphe des Staliniens... il devenait impossible de constituer un gouvernement sans eux. Ils étaient les maîtres du pays. Est-ce que nous aurions la possibilité de nous réunir aujourd'hui ? Et je crois qu'il fallait un certain courage et c'est un des nôtres qui l'a eu, pour obéir à la logique, pour la première fois dans ce domaine, depuis la libération, et dire, vous êtes contre le gouvernement, quittez-le. Le général de Gaulle n'en avait pas offert autant. Si aujourd'hui nous pouvons avoir des espoirs de redressement, c'est au courage de Ramadier que nous le devons. Nous avons assisté à des discussions au sujet de ce gouvernement... et je me souviens du Congrès de Lyon où il ne pouvait pas y avoir une acclamation pour le Président du conseil. J'estime que c'est un devoir pour le Parti car le Parti a son action propre en dehors de ce qui se passe au gouvernement car là, les camarades ont quelquefois des situations difficiles, extrêmement difficiles, c'est un devoir d'avoir des situations nettes ou bien le gouvernement s'en va, et il faut qu'il parte avec l'assentiment du Parti tout entier. S'il reste, il a le droit de

compter sur l'appui total du Parti ou alors, il n'y a pas de Parti. D'ailleurs, nos Congrès étaient ouverts à la presse qui ne se faisait pas faute de dire qu'il y a complet désaccord et complet divorce. Ramadier s'en est allé dans des conditions assez troubles. On se demande jusqu'à quel point il n'y a pas eu des fautes. Nous sommes ici, entre nous, nous sommes ici pour nous expliquer seulement. Souvenez des conversations, des discussions au sujet des modifications dans la structure du gouvernement Ramadier. Souvenez-vous d'un discours prononcé par Guy Mollet à la fin d'un repas donné par la presse anglo-américaine. Il espérait que le président Léon Blum était prêt à accepter le gouvernement. J'ai pensé que c'était un honneur et une chance que le président Léon Blum soit à la disposition du Parti. Lorsqu'un secrétaire général du Parti parle au public, il engage le Parti tout entier. Que pouvait faire Ramadier ? S'en aller. C'est ce qu'il a fait. Il y a peut-être des maladresses. Qu'on le dise. Il y a peut-être des erreurs qui ont été commises, mais tout de même, je parle comme celui qui n'est pas à Paris mais qui voit le public et qui entend parler lorsqu'on touche la question du malaise du Parti. Nous essayons bien de remonter le moral des camarades quand ils ne comprennent pas.
Est-ce que le Parti a mené la propagande qu'il fallait en ce qui concerne le ravitaillement.
C'est Ramadier qui a fait ce plan dont Coudé du Foresto s'empare, il devrait être appelé le plan Ramadier. Eh bien, je crois que des erreurs ont été commises, des divisions ont éclaté. C'est toujours mauvais.
(Protestations de quelques camarades)

Le Pan - Si nous n'avons plus le droit de parler dans un Conseil national du Parti, il n'y a plus de Parti Socialiste.
Camarades, nous avons un grand rôle à jouer car le Parti Socialiste doit vivre et doit vivre sa propre vie et non pas se fier à ce que font ou ne font pas les autres. La classe ouvrière quitte les staliniens. Il est nécessaire que nous la reprenions. C'est à nous d'accomplir cette besogne. Et, camarades, il faut avoir le cœur gonflé d'espoir, notre Parti ne peut pas mourir. Il faut que nous nous unissions pour mener le combat commun et faire triompher le Socialisme.
(Applaudissements)

Martin (Bouches-du-Rhône)

En tant que secrétaire fédéral, je voudrais vous parler de l'impossibilité où nous sommes de faire remplir les cartes des fichiers. Deux principales raisons à cela. L'une, de découragement et je pense que les camarades ont tort de se décourager. Je pense que les militants qui déclarent que le sommet ne marche pas ont le devoir de redoubler d'efforts à la base pour corriger les erreurs de ceux qui les dirigent.
Mais surtout, parce que nos militants sont des hommes avec leurs qualités mais aussi avec leurs faiblesses. Ils ne remplissent pas le fichier parce qu'ils ont peur que dans les archives des fédérations, il y ait leur nom, leur adresse et qu'éventuellement ils puissent en être victimes. Ils ont peur. Ils ont peur parce

qu'ils subissent actuellement le chantage du Parti Communiste.
Les militants Socialistes qui se trouvent en but aux brimades des staliniens dans les usines, sont souvent avertis que la guerre n'est pas loin et que les Russes seront vite là. Cela naturellement laisse entrevoir un certain nombre de sanctions que je vous laisse deviner. Car en effet, pour chacun de nos militants, il est un fait, que Staline a repris à son compte les procédés d'Hitler et je regrette que nos camarades du RDR ne voient pas dans le capitalisme ce qui supprime la liberté. Actuellement, dans des grandes villes industrielles, par des manœuvres, des menaces, la pression, les staliniens ont su acquérir certains postes de commandes. La liberté de parole, la liberté du droit de grève, le droit même au travail n'existent plus.
Il y a eu d'abord les Communistes au gouvernement et ils se sont empressés d'acquérir d'abord un certain nombre de positions-clés. Ils y ont d'ailleurs réussi parfaitement. Mais depuis qu'ils n'y sont plus, et malgré las promesses constamment renouvelées, nous sommes au regret de constater que dans les grandes administrations, les entreprises nationalisées, ils se manifestent constamment et nos militants ne jouissent plus de ces libertés élémentaires que Je rappelais tout à l'heure.
Vous ne pouvez pas empêcher des militants de poser cette question à la quelle il faudra bien qu'on réponde, et si on y répond, il faudra bien qu'on aille jusqu'au bout de sa pensée, il faut être logique avec soi-même. Finalement, doit-on considérer le Parti Communiste comme un parti politique ordinaire ou doit-on le considérer comme une règle anti-ouvrière anti-démocratique. Oui, en présence de ce qui s'est passé dans les Républiques d'Europe centrale, en présence de ce qui se passe actuellement en France, doit-on considérer le Parti Communiste comme un parti ordinaire, en nous souvenant de ce qui s'est passé en 1959, doit-on le considérer comme une 5ème colonne au service de l'union des Républiques Socialistes soviétiques bien plus puissamment organisées qu'on pense.
Si dans notre département, beaucoup de militants se posent cette question ce n'est pas par cet anticommunisme que définissent les capitalistes, c'est précisément parce que nous sommes Socialistes et que nous constatons la mauvaise portée de certaines revendications. Nous sommes souvent obligés de nous arrêter dans notre élan parce que nous sommes obligés de nous demander que si on nous associe à une lutte revendicatrice, nous n'allons pas faire l'objet de reproches de la part de ces hommes qui souffrent et revendiquent des conditions de vie meilleures.
Bous sommes anti-communistes dans ce sens que nous reprochons au Parti Communiste d'avoir saboté les nationalisations, et d'avoir retardé, par certains arguments, cette évolution pacifiste. Nous sommes contre les Communistes parce qu'ils essaient actuellement de saboter le plan Marshall qui est un puissant acte de paix. Si nous sommes convaincus de tout cela, si nous considérons que le Parti Communiste est nuisible et à la fois à la classe ouvrière, à la République, à la démocratie et à la paix, nous avons le devoir, sans être victime des mots et des formules qui démontreraient que nous quittons encore la classe ouvrière avec un état-major soviétique installé en France.

Nous avons le devoir de demander à ceux présents dans les Conseils du gouvernement, de faire respecter avec la dernière énergie, la légalité républicaine et de faire dans les grandes administrations comme dans les entreprises nationalisées, les épurations qui s'imposent ainsi que la liquidation des brigades internationales qui sévissent dans notre pays.
Si l'on agit ainsi, avec une telle énergie envers le Parti Communiste, nous n'aurons plus aucune excuse pour tolérer l'infiltration du danger RPF au sein des administrations et peut-être, sera-t-on décidé à ne plus tolérer ce qui s'est passé dans notre département, à savoir la liquidation d'un préfet Socialiste.
Dans les deux cas, il est absolument nécessaire de marquer la position Socialiste, et de faire sentir tout le poids de la légalité républicaine, et nous sommes en droit de poser cette question, nous qui avons souffert des véritables agressions depuis novembre dernier. L'Assemblée Nationale ou certains de ses membres ont peur de prendre leurs responsabilités.
Enfin, un mot pour finir. Au sujet du RDR, j'ai été ému ce matin par les accents de sincérité de notre camarade Boutbien. Mais lorsqu'on lit dans La Pensée Socialiste, sous la signature de Jean Rous, que par un paradoxe étonnant les meilleures valeurs ont été parmi les Socialistes, on sentait le laisser-aller dans une politique anti-ouvrière, anti-gouvernementale, anti-européenne, que cette politique a d'ailleurs été accomplie sous le regard bénévole et encourageant de la bourgeoisie.
Par ailleurs, Jean-Paul Sartre fait un appel au RDR, pour le RDR. Le même Jean-Paul Sartre préconise : le premier but de ce mouvement était le rassemblement des hommes de ce pays comme consommateurs et comme producteurs aux cinq comités de quartiers. La Tchécoslovaquie a connu ces comités d'action avant nous et nous déclarons qu'il ne peut rien y avoir de commun entre ceux qui se font les porte-parole de ce rassemblement et ce qu'il y a de démocratique et de révolutionnaire dans le Parti Socialiste.
En définitif, au nom de la fédération des Bouches-du-Rhône, je demande que notre Parti trace sa position, définisse sa position et se place à la tête de la défense de la République parce que c'est dans la mesure où nous saurons tenir la République, que nous pourrons continuer à marcher vers une société meilleure, à marcher vers le Socialisme.
(Applaudissements)

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

Je m'excuse de revenir dans le débat à un moment où ce n'est pas mon tour. Je suis de ceux qui, il y a quelques années se sont les plus battus pour que l'on réunisse des conseils nationaux. Je suis en train d'en éprouver un certain nombre de regrets. Ce n'est pas sérieux. Je vous demande de penser - et je m'adresse particulièrement à ceux d'entre vous qui viennent pour représenter leur fédération de province - au manque d'enthousiasme qui règne au sein de ce Conseil national. Les uns sont au bistrot, les autres dorment. Ce n'est pas un Conseil national. Je voudrais que les camarades qui ont encore à prendre la parole, nous apportent quelque chose de constructif. Je voudrais vraiment qu'on

entende des camarades qui ne sont pas venus à la tribune pour que leur nom soit dans Le Populaire demain, mais des camarades qui viennent essayer de tirer parti d'une situation qui est actuellement terriblement difficile.
(Applaudissements)
Qu'on vous entende les uns et les autres, apporter votre contribution à cette union dont vous avez parlé. Je m'excuse si je suis sévère, mais je crois que je dois traduire l'opinion de la plupart de ceux qui sont là. Je vous en conjure, l'heure actuelle est assez grave pour que le Parti se prenne lui-même au sérieux.
(Applaudissements)

Jean Philippe

La fédération d'Alger m'a mandaté à ce Conseil pour venir d'assez loin, apporter la contribution de notre Parti en Algérie, à vos travaux. Trop d'orateurs qui m'ont précédé ici m'ont montré qu'il y a des liens communs qu'il est utile de redévelopper. Je pense qu'en ce sens, je donnerai satisfaction à notre Ami Guy Mollet. Il me suffira simplement d'affirmer que le mandat qui m'a été confié c'est de venir vous dire que la fédération d'Alger du Parti Socialiste est fidèle à la politique suivie par le groupe parlementaire et demande le maintien des ministres au sein du gouvernement.
Elle m'a également mandaté pour venir dire qu'elle approuve la politique étrangère du Parti et la constitution éventuelle dont les promesses nous ont été faites dans les journées d'hier et d'avant-hier, de la constitution des États-Unis d'Europe dans lesquelles, le Parti Socialiste SFIO vient de donner les preuves de sa valeur.
J'en aurais donc, fini de cette intervention si je n'avais pas tout de même une autre mission, celle de vous exposer le tournant de la vie politique de notre Algérie. Vous ne pouvez pas ignorer que le 4 avril et le 11 avril se sont déroulés les deux tours de scrutin qui ont apporté à notre Algérie, un élément absolument nouveau et qui est tout de même l'œuvre du Parti Socialiste, c'est-à-dire la création d'une Assemblée algérienne. Certes, les résultats de ces élections n'ont pas eu de quoi satisfaire les démocrates et parmi ces démocrates, les Socialistes plus que tous autres ont le sentiment qu'ils ont été se battre contre une organisation particulièrement puissante et réactionnaire Mais il faut avoir vécu ces heures pour pouvoir en analyser les causes, et l'on a dans la métropole, commis des erreurs d'interprétations particulièrement regrettables et cela sera le fond de mon intervention.
En effet, d'un côté, les réactionnaires imprimaient sur tous leurs journaux que l'Algérie devait devenir un exemple par la façon magistrale dont elle avait porté à bout les gens du RPF, de l'autre côté, avec une égale et une semblable indigence de pensée et un afflux de mensonges, le Parti Communiste a dénoncé d'une façon outrageuse, l'administration algérienne dans sa façon de voir les élections. Or, s'il y a tout de même une part de vérité dans l'une et l'autre de ces affirmations, il n'en demeure pas moins qu'elles sont dans tous les domaines, absolument exagérées parce que les élections qui se sont faites, se sont faites, sous le domaine de la peur. Dans ce pays il y avait la peur de la propagande

menée par le PPA qui, pour la circonstance s'était et s'était nommé le MTLD. Il y avait la peur de toutes les menaces qui se sont succédées, en particulier sur les élections du deuxième collège musulman, qui ont été menées d'une façon permanente et constante et qui, à de nombreuses reprises réclamait la protection de l'administration.
Si vous voulez vous rendre compte de la virulence avec laquelle ces attaques ont eu lieu, il suffit simplement de lire le manifeste publié par le MTLD.
L'Assemblée algérienne qui est issue du statut, nous a été imposée par l'impérialisme. Comme toute assemblée émanant de l'impérialisme, elle n'a aucun pouvoir politique. Ça fait démontre, une fois de plus la clairvoyance et la justesse de vue de notre position contre tout statut non élaboré par le peuple algérien lui-même car nous devons noue persuadés que la solution du problème algérien est avant tout d'ordre politique.
Une seule solution : souveraineté totale de l'Algérie.
C'est pour cette raison que nous réclamons, pour l'Algérie, une constituante algérienne souveraine.
Au sujet des élections et en ce qui concerne l'Algérie, je pourrais vous en lire des volumes. Il ne s'agit point ici d'alourdir le débat, mais il s'agit de comprendre dans quel état d'esprit se sont trouvés les électeurs du premier collège, du collège français qui était gêné par cette peur et par certaines des erreurs commises hélas, par le Parti Socialiste. Un fait demeure, c'est que ces élections ont écarté de nous l'ensemble des électeurs du premier collège qui ont craint qu'en nous apportant leurs suffrages, ils puissent ouvrir la voie à un nouveau séparatisme. Les élections pendant le premier collège ont été absolument libres. Jusqu'à plus ample informé, il n'y a pas eu de pression administrative dans les élections au premier collège et dans le département d'Alger, je peux vous en apporter la preuve la plus formelle.
En tout état de cause, la fédération d'Alger m'a mandaté pour venir vous dire ce qui s'est passé à l'occasion de ces élections. Elle m'a également mandaté pour faire ressortir certaines pressions administratives qui s'étaient exercées dans le 2ème collège et elle a demandé que je vous donne lecture de la motion qui a été votée à l'unanimité au dernier Conseil fédéral.
"La fédération Socialiste du département d'Alger, réunie en comité fédéral le 18 avril 1948, considérant que les élections à l'Assemblée algérienne ont fait l'objet d'irrégularités et en particulier de pressions administratives, surtout dans le 2ème collège, considérant que ces procédés sont contraires à l'esprit démocratique en Algérie, demande qu'une certaine enquête soit effectuée sur ces agissements et que des sanctions soient prises contre ceux qui' les auront provoquées à cet effet.
Fait confiance au bureau fédéral et demande au Secrétaire général de faire toute la lumière sur ces incidents, et de prendre toutes les mesures nécessaires.
Demande à l'Assemblée Nationale, l'abrogation de toutes les lois d'exceptions et en particulier, du décret Régnier.
Demande dans le même esprit, pour obtenir du gouverneur général, qu'il entende de vive voix nos candidats au deuxième collège afin e connaître leur opinion sur la façon dont furent conduites leurs sections".

C'est ainsi qu'à l'heure actuelle, notre fédération d'Alger souffre des mêmes complexes que ceux dont vous souffrez. C'est ainsi que les mêmes difficultés nous assaillent et qu'elles sont parfois même encore plus grandes, à cause de notre éloignement de la métropole, mais sachez aussi qu'à aucun moment, notre foi Socialiste ne nous abandonne, que nous avons la conviction qu'il faut encore lutter pour arriver à faire triompher notre cause et que nous sommes prêts aux sacrifices pour le triomphe du Socialisme.
(Applaudissements)

Charles Lamarque Cando (Landes)

On a entendu, aujourd'hui, beaucoup plus de pessimisme que d'optimisme. Eh bien, je le dis tout net, je suis optimiste. J'ai crains pour l'unité du Parti et plus qu'aujourd'hui, à d'autres moments, j'ai crains pour la vie même du Parti. Aujourd'hui, je ne crains pas pour la vie du Parti, et je ne crains pas non plus pour son unité. Il me semble que les divisions - s'il y en a - sont assez légères.
Je ne crains pas pour la vie du Parti parce que la vie du Parti est liée à celle de la démocratie et il me semble que la démocratie en France, vient de se tirer d'un mauvais pas et autour de nous aussi, en Europe occidentale surtout, il me paraît que la démocratie a remporté certains succès qui peuvent nous rassurer.
La situation me paraît, à beaucoup d'écart, bien meilleure qu'elle ne l'était il y a 6, 8 ou 10 mois.
On a dit avant moi ici, que la situation économique s'améliore très sérieusement. La production industrielle qui est en croissance continue, la production agricole qui va bénéficier enfin de circonstances favorables et l'homme de la campagne qui vous parle y est particulièrement sensible.
Le plan Marshall aussi va venir nous aider et je ne pense pas que le pessimisme que manifestait tout à l'heure Rimbert par exemple, soit justifié. Je pense que par toutes ces améliorations, quoi qu'il arrive la situation des travailleurs s'améliorera dans une certaine mesure. Nous avons aussi, je crois, évité la faillite de la monnaie et je crois qu'au mois de novembre, nous avons évité un très grave péril pour la République française et lorsqu'on vient dire ici que nos camarades ministres n'ont rien fait qui vaille et dont on puisse se servir pour alimenter la propagande, je m'insurge.
Je pense que notre camarade Lacoste par exemple, à la production industrielle a remporté certains succès. Je pense que des actions d'hommes comme Daniel Mayer et comme notre camarade Jules Moch au moment où la République était en danger, méritent qu'on leur rende justice. Je crois que dans le pays, on peut applaudir les ministres socialistes pour ce qu'ils ont fait et aussi pour ce qu'ils n'ont pas fait parce qu'on peut souvent dire que ce qu'ils n'ont pas fait, c'est qu'ils n'ont pas pu le faire. Lorsque vous parlez de la baisse des prix et que vous comparez le prix d'un tracteur au moment de l'expérience Blum et le prix d'un tracteur à l'heure actuelle, il n'est pas difficile de leur faire regretter que l'expérience Blum n'ait pas continué et ils applaudissent d'enthousiasme l'homme que nous aimons et que nous admirons tous. Je pense donc qu'avec un peu de courage et d'ingéniosité, nous ne sommes pas tellement mal placés pour

la propagande. Au contraire. J'avais craint les Communistes. Mais, dans mon département, ces derniers sont désormais sans courage et l'estomac leur manque. "Ils ont besoin de vin blanc et il faut qu'ils s'accompagnent d'armes automatiques". Eh bien, nous, nous n'avons pas besoin d'armes automatiques et "l'estomac" ne nous manque pas.
Je suis allé parler dimanche là où on avait dit que si Lamarque-Cando parlait, il serait pendu et ce sont les Communistes qui étaient dans la salle qui se sont fait malmener. Ils avaient singulièrement peur.
Il fallait les voir à l'Assemblée Nationale autour des téléscripteurs pour attendre les résultats des élections en Italie. Ils ont eu bien peur. Et pourquoi donc alors serions-nous pessimistes puisque c'est eux qui ont peur.
Quelques auditeurs pour Jacques Duclos, et encore…
Le Parti Communiste va si bien dans mon département que dans un chef-lieu de canton, on avait loué une salle pour aller entendre Jacques Duclos, on avait loué un bal... il y avait trois clients. Je pense que nous avons une belle occasion et plus que jamais, de reprendre la position que nous avions auprès de la classe ouvrière. Si vous ne la reprenez pas, c'est parce que vous manquez de courage. C'est parce que vous n'épousez pas leurs revendications prolétariennes. Si dans mon département, je laissais agir les Communistes... qu'est-ce que j'obtiendrais. Si partout et toujours, le Parti Socialiste n'est pas le meilleur champion pour défendre les revendications prolétariennes, ne vous étonnez pas si vous perdez l'audience de la classe ouvrière. S'il y a des manifestations cléricales, faites-en des laïques. Dans mon département, j'avais 86 mandats, j'en ai 93 cette année. J'ai plus de mandats que certaines grosses fédérations où il y a pourtant des hommes qui veulent nous donner des leçons, de ces hommes qui sont toujours bons à faire des plans, à donner des conseils.
Il nous faut des sections nombreuses et puissantes des fédérations puissantes. Mais, quant à ces travailleurs..."de la toiture", on sait à quoi ils aboutissent.
Je viens d'acheter 100 cartes rouges et de nombreux timbres. J'achète des cartes rouges, ce qui prouve qu'on ne s'en va pas. On ne s'en va pas, on se bat. Et je vous assure qu'il y a de quoi d'occuper. Quand on occupe les militants, ils ne s'ennuient pas, on gagne les batailles, et on est optimiste.
Il faut passer à l'action, c'est l'action qui fait que l'on est enthousiaste et que l'on est uni. C'est lorsqu'on ne se bat pas que l'on est désuni.
Dans ma fédération, il n'y a pas de dissociation parce que nous nous battons sur tous les plans. Il faut proposer des réformes, il faut se battre pour la baisse des prix, le groupe parlementaire est trop souvent à la remorque...
Aujourd'hui, sur l'Humanité, vous voyez que Mme Wermech... cette autre Jeanne d'Arc, propose quelques tickets de pain pour les mamans, pour les enfants. Vous voyez qu'ils ne reculent devant aucun moyen.
Il ne faut pas que la défaite du Communisme soit la défaite de la classe ouvrière.
Je dis, il faut que la victoire du Socialisme soit la victoire des travailleurs. Il faut savoir faire sa propagande. Le Parti Socialiste ne sait pas faire sa propagande. Il ne sait pas utiliser des occasions nombreuses et en certaines occasions, nous ne savons pas utiliser ni nos morts ni nos vivants.

J'étais ému lorsqu'à la salle Pleyel, j'ai vu Léon Blum entouré des Socialistes de toute l'Europe, j'étais ému de voir comment était entouré ce grand homme.
Nous n'avons pas su entourer cet homme de toute la confiance et de tout le respect qu'il mérite.
Je dis que la situation actuelle pourra être magnifiquement exploitée à condition qu'on ne fasse pas trop d'erreurs d'aiguillage. Il y en a qui voulaient à tout prix l'unité d'action avec le Parti Communiste, qui n'avaient pas compris qu'il s'était passé quelque chose... ça n'avait pas beaucoup changé. Les mêmes n'avaient pas compris qu'en Italie ce n'était pas Nenni qui était dans la bonne voie.
J'ai vécu 10 ans en Espagne et j'ai gardé des relations avec des camarades espagnols et je pense que si on laissait diriger un petit peu ceux qui ne se sont pas le plus souvent trompés, nous aurions quelques succès.
Je pense d'abord qu'il faut tomber à bras raccourcis sur le Parti Communiste et sur le RPF et démontrer que notre camarade Léon Blum a le parti derrière lui et le parti enthousiaste. Nous commettrions une faute énorme si nous ne le disions pas explicitement. C'est dans la mesure où nous saurons être assez précis que nous entraînerons le RPF dans un certain désarroi. Il faut que nous nous servions de lui et non qu'il se serve de nous.
Nous ne devons pas provoquer à la légère une crise ministérielle. Avant de "jeter" un gouvernement par terre, il faut réfléchir quant à la manière dont on pourra le remplacer. Il faut comprendre qu'il s'agit de sauver la démocratie.
Quand on a voulu s'entendre en face de la menace du 6 février, on a fait un programme. Pourquoi ne ferions-nous pas un programme qui s'appellerait le programme de la Troisième force.
Je dis que sur les autres questions, il faut certainement négocier et il faut que par exemple la question de la durée du service militaire ne traîne pas. Elle est conditionnée par les ressources du pays et par les besoins. Mais on vous le dit tout net, cette question ne passionnera pas l'opinion publique pendant 12 ou 15 mois. Les gens des villes seront beaucoup plus inquiets si la hausse des prix n'est pas enrayée.
Il y aussi le problème de la presse. Si le Parti n'a pas la presse qu'il devrait avoir, il n'a qu'à s'en prendre à lui. On manque d'esprit de pratique dans ce Parti.
Il y a aussi le problème de la loi électorale pour le Conseil de la République. Il ne faut pas être très ingénieux. Enfin, je dis que le Parti ne doit pas laisser commettre une erreur. "Les marchands de spécialités", Pleven et les autres doivent savoir qu'ils sont élus pour 6 ans et que les conseillers généraux en place restent.
Il y a encore des mesures impopulaires à prendre. Lorsqu'on nous dit qu'on va taxer la viande à la production... PFlimlin et Coudé du Foresto éprouveront encore des difficultés.
Je le répète, nous nous plaignons d'être dupes, et dans cette affaire, nous serons dupes si nous le voulons.
Le Parti Socialiste, quand il aura obtenu un succès au Conseil de la République, pourra demander à nouveau la direction du pouvoir.
Je pense que ce sera avec le Parti Socialiste - sur lequel les autres partis

socialistes à la salle Pleyel comptaient- c'est avec un membre du Parti Socialiste à la tête du gouvernement français que vous apporterez à cette première force internationale, la puissance la plus réelle et nous aurons bien travaillé pour la République, pour la Liberté et pour la Paix.
(Applaudissements)

Begara (Oran)

Camarades, excusez-moi de vous entretenir encore des élections algériennes. C'est au nom de la fédération d'Oran que je le fais.
Cette fédération a vu augmenter le nombre de ses mandats, de 36 mandats en 1946 à 57 mandats en 1947. Par conséquent, ce n'est pas en pessimiste que, je viens vous parler, c'est en optimiste.
Je veux d'abord remercier les camarades de la métropole qui nous ont aidés dans cette campagne électorale. Nos remerciements iront d'abord à notre camarade secrétaire général, Guy Mollet qui nous a promis d'organiser à Oran un meeting magnifique. Ils iront aussi à Alduy qui, après nous avoir aidés en sa qualité de directeur de cabinet de Yves Chataigneau, nous a aidés en sa qualité de conseiller à l'Union Française. Alduy s'est rendu compte dans quelles conditions se sont déroulées les élections en Oranie. Il s'est vu refuser la salle de la mairie qu'il est coutume de louer à tous délégués, à quelque parti qu'ils appartiennent.
Je voudrais vous donner quelques détails sur les élections. Dans le premier collège, nous avons été écrasés. Le premier collège qui comprend 60 membres est à majorité RPF. On peut dire que ça été un véritable succès RPF et les responsables RPF ne s'en sont pas cachés.
Il se glorifie de ce succès.
Voyez-vous, si ici, le MRP, dans certains départements, veut bien participer à la Troisième Force, en Algérie, il n'en est pas de même. Dans toute l'Algérie, le MRP fait bloc avec la réaction sans exception. Il y a quelques exceptions dans les radicaux et ils se sont présentés, avec succès d'ailleurs dans les candidats des listes dites d'union.
- 4 SFIO élus en Algérie dont 3 à Oran, 1 seul Communiste.
Quant au succès RPF, il est dû aux conditions dans lesquelles les élections se sont déroulées. On vous l'a déjà dit, elles se sont déroulées dans la peur des musulmans. Nous nous attaquons à l'administration, nous y voyons les préfets, les sous-préfets et surtout, à la base, les administrateurs des communes mixtes.
Si aujourd'hui il y a un danger PPA, qui malheureusement est trop vrai et très grave, eh bien, c'est à cette administration que nous le devons. Ce sont ces administrations qui, depuis des années, ont mené les arabes à la trique et ce sont ces gens-là qui, aujourd'hui s'exprime dans cette forme volontaire qu'est le PPA. Ce sont ces administrateurs qui aujourd'hui, portent la responsabilité de ce danger. On vous a dit qu'il n'y avait pas eu de fraude dans les élections au premier collège. Elle a été assez réduite, mais elle a existé tout de même dans les campagnes et ceci pour une bonne raison, c'est que le contrôle des bureaux de vote n'a pas pu être assuré.
Aux élections municipales d'octobre 1947, tous les partis ont pu déléguer un

contrôleur dans chaque bureau de vote. On a changé tout cela. On a laissé toute latitude aux maires d'accepter ou de refuser les mandataires des candidats et évidemment, dans la plupart des bureaux de vote, les maires ont refusé l'entrée aux candidats de gauche et même l'entrée des candidats tout court.
Notre jeune et vaillant camarade Rozerio(?) secrétaire de section à Rio Salago, s'est vu sortir du bureau de vote par deux agents de police.
Notre camarade me disait il y a une dizaine de jours, les larmes aux yeux : tout de même un ministre de l'Intérieur Socialiste, un gouvernent général Socialiste et se trouver traiter de la sorte... Je dis que notre camarade Jules Moch et notre camarade Naegelen ne sont pour rien dans cette affaire.
Pour le 2ème collège, la presse bourgeoise, la presse réactionnaire nous ont annoncé un succès écrasant des candidats dits indépendants.
En effet, sur 60 sièges, les indépendants ont remporté 42 sièges. Qu'est-ce que c'est ces Indépendants ? Là-bas, nous les appelons les candidats administratifs. Ce sont des candidats officiels qui ont l'appui de cette administration que j'ai définie tout à l'heure.
Au premier tour, les candidats administratifs avaient 8 600 voix. Ils en avaient 6 559 au second tour. Quant aux candidats amis du manifeste, ils en avaient 2 700. Ils n'en avaient que 16 au second tour.
Les candidats administratifs qui n'ont pas été choisis par le gouverneur général, mais qui ont été désignés par les administrateurs et les sous-préfets, ne brillent ni par leur compétence ni par leur intelligence, ni par leur amour de la France. Ce sont en général, de bien pauvres types, et je vous assure qu'ils ne brilleront pas dans cette assemblée.
Le MLDT : 5 580 au premier tour, 960 au second ; Indépendants, 3 100 premier tour, 14 600 au second tour. 98,7% des votants.
Je ne sais pas si on fait mieux en Roumanie ou en Tchécoslovaquie.
Je peux vous remettre le tableau détaillé de ces élections pour que vous puissiez l'examiner. Il résulte que sur 17 sièges, 11 sièges étaient favorables au premier tour soit au candidat MLDT, soit au candidat manifeste (Les Amis du manifeste, 2 600 au premier tour, 1 900 au second tour) Sur ces 11 sièges favorables, un seul a été enlevé au premier tour.
Il est indéniable que la fraude a été pratiquée dans une large mesure. On a employé les moyens les plus simples et les plus grossiers. On a bourré les urnes avant l'ouverture du vote. Le premier électeur qui est venu voté n'arrivait pas à introduire son enveloppe. On a truqué les procès-verbaux, on a déchiré les procès-verbaux qui arrivaient à la sous-préfecture et on en a refait d'autres et ce sont ces seules pratiques qui peuvent expliquer des résultats aussi ahurissants. Je dis que ces méthodes ne nous honorent pas. Nous ne pouvons pas nous associer à ces pratiques. Je porte toute la responsabilité de ces pratiques sur ce que s'appelle l'administration. Je pense qu'il était important de changer le gouverneur général à un mois des élections. C'était important parce que l'Algérie c'est un grand pays qui compte 9 millions d'habitants où les problèmes sont très complexes, où les populations sont très diverses. Eh bien, je pense que dans ce changement du gouverneur général à la veille des élections pour ainsi dire, à la

veille des élections, cette administration qui, dans sa majorité est colonialiste, a vu un changement de politique et elle s'est employée à fond pour favoriser les candidats administratifs. Nous disons que le Parti ne peut pas s'associer à cela. Il doit se dégager de cela. Et là, je retrouve le délégué de la fédération d'Alger.
Il faut que le groupe parlementaire, à l'Assemblée Nationale, prenne l'initiative de demander qu'une commission d'enquête parlementaire aille examiner le problème sur place.
Je pense aussi, et ma fédération le pense, que ces procédés engagés avant et pendant les élections sur le PPA, sont en grande partie inopportune. Ces procédés ont été engagés au nom d'un texte d'exception. Nous demandons un examen sérieux de ces problèmes.
Je vous dirai également que quelque chose nous a émue dans les remerciements que notre camarade Naegelen a adressé aux électeurs au lendemain du 2ème tour quand il dit, je me félicite et remercie 1ère populations algériennes d'avoir accompli dans le calme leur devoir électoral. Elles ont, dans leur très grande majorité, manifesté leur attachement à la liberté, à la République démocratique, à l'union de la France et de l'Algérie et quand nous avons subi cette propagande raciste et colonialiste, quand nous avons assisté à ce succès massif du RPF, que l'on semble compter sur ses élus pour défendre la République démocratique, pour défendre la liberté, la démocratie de notre pays… eh bien, nous sommes quelque peu atterrés.
Il faut que l'on dissocie également, en Algérie, la qualité Socialiste de notre camarade Naegelen. Il faut que l'on fasse cesser cette équivoque du dirigeant Socialiste.
Je terminerai en vous disant que les conséquences de ces élections sont graves parce que les masses musulmanes, parce que l'élite musulmane a perdu le peu de confiance qu'elle mettait en nous, qu'elle mettait en la France.
Les pratiques de ces opérations électorales, de ces opérations frauduleuses, eh bien, elles font apparaître la démocratie française sous un jour bien inquiétant et cette inquiétude s'est manifestée non seulement en Algérie, mais même dans les pays voisins.
Il faudrait que vous lisiez certains journaux tunisiens qui disent : "C'est cela l'Union Française ! C'est ça la Démocratie ?".
Dans cette affaire, il n'est pas question d'un homme, aussi éminent soit-il, il s'agit de sauvegarder les possibilités du développement du Socialisme en Algérie.

Gaston Chaze (Basses-Pyrénées)

Je crois qu'il est presque inutile qu'à l'avenir, les fédérations envoient un délégué au Conseil national parce que rien de sérieux ne se fait depuis quelque temps dans les Conseils nationaux.
Je voudrais tout simplement indiquer que dans notre fédération aussi il y a un malaise sérieux, un malaise profond. Nous nous en étions aperçus et dans notre dernier Conseil national, nous avons voulu essayer d'examiner quel était ce malaise, qu'elles étaient les causes de ce malaise et quels seraient les remèdes

qu'on pourrait y apporter. Le Parti Socialiste, parce qu'il s'était intégré au gouvernement, parce qu'il avait participé d'une manière constante à l'action gouvernementale, a cru qu'il pourrait abandonner sa propagande propre. Il s'est borné à justifier son action gouvernementale. Il l'a fait d'ailleurs, de manière assez curieuse, pardonnez-moi l'expression. Notre propagande a manqué de dynamisme, elle a été une propagande négative et à l'heure actuelle, nous enregistrons les conséquences certaines de cette sorte de carence sur le plan Socialiste.

Les fédérations qui ont su donner - peut-être parce qu'il y avait aussi des conditions économiques particulières - à leur propagande un ton sérieux, ont obtenu des succès dans l'ensemble du pays.

Il est bien certain qu'il y a, à l'égard de la SFIO, une désaffection profonde. Il faut que du Conseil national d'aujourd'hui, sortent enfin, les mesures de redressement nécessaires.

Il faudrait que nous considérions que nous avons le droit - parce que nous avons une partie des responsabilités gouvernementales - que nous avons le droit de donner à notre action, en tant que Parti, toute la vigueur nécessaire. Il faudra que, soit dans notre propagande auprès des masses, soit aussi dans notre action gouvernementale, nous proposions et défendions jusqu'au bout, les solutions Socialistes sorties de nos assises nationales.

On me dira que dans la composition actuelle du Parlement, il est nécessaire de faire attention de ne rien casser, il est indispensable d'éviter la crise ministérielle. Je pense que nous avons le devoir de leur rendre cet hommage qu'ils seront aussi soucieux que nous des intérêts du pays et que, par conséquent, lorsque nous présenterons des propositions raisonnables et lorsqu'ils sauront que ces propositions auront reçu un sentiment favorable de la part du pays, ils nous apporteront des concessions qui, jusqu'à ce jour, nous ont fait totalement défaut.

Il y a pour le Parti, la nécessité d'affirmer sa personnalité plus qu'il ne l'a fait dans le passe depuis la libération. Si Guy Mollet pense que nous parlons pour que cela paraisse dans Le Populaire il se trompe. Seulement, nos camarades des fédérations nous ont tout de même donné un mandat et je regrette que certains camarades dans leurs interventions, s'étendent d'une manière un peu abusive et qu'ainsi, brutalement, à un moment donne, non seulement on restreint le temps de parole mais on se permet de répartir l'ordre des orateurs.

Il faut que le Parti s'attelle d'une manière être sérieuse - et ce devrait être l'affaire des Conseils nationaux, ce devrait être l'affaire des organes techniques du Parti- à avoir un programme propre, un programme précis qui pourrait être traduit en actes législatifs, à un programme qui nous permettrait de dire, voilà ce que nous voulons obtenir.

Si au dernier moment, nous sommes obligés d'accepter certaines modifications, si nous sommes obligés de céder sur quelques points, le pays saura tout de même que ce n'est pas de notre faute et nous aurons redonné alors à notre action, une allure offensive. Je voudrais tout de même indiquer que nous faisons une proposition concrète en ce qui concerne la tenue des Conseils nationaux.

Il faudrait que dès l'ouverture des travaux du Conseil national, par série de

différentes questions portées à l'ordre du jour du Conseil national, il y ait des commissions qui se réunissent et dans lesquelles, les camarades, sans avoir besoin de faire un effort oratoire et public pourraient apporter leurs suggestions, car il faut bien considérer que le Parti ne recueille jamais ou presque jamais les suggestions pourtant intéressantes, des camarades de la base.
On pense évidemment qu'un paysan ne peut pas connaître, mène s'il est paysan Socialiste, la question paysanne, il vaut mieux que cela soit traité par des avocats, des ingénieurs ou des fonctionnaires. Je pense qu'il y a là une erreur. Je crois qu'il y aurait avantage à recueillir les idées de ces camarades, quitte après à les adaptés sur le plan général.
Là, la discussion se ferait entre camarades sur quelque chose de constructif, ensuite, 2 ou 3 ou 4 rapporteurs au besoin, seraient désignés, feraient un rapport qui aurait tout de même une consistance suffisante et ensuite, il y aurait quelques interventions sur des points de détail ou même sur l'idée générale de ce rapport.
Il y a aussi nécessité, et je parle là au secrétaire général du Parti, de donner à nos camarades, plutôt, la documentation qui leur est indispensable pour présenter leur position devant le Conseil national. Si nous savons apporter dans le pays, dans notre propagande au Parlement, dans l'action parlementaire, dans l'action législative, si nous voulons sans rien casser - car il ne s'agit pas de casser quelque chose pour faire quelque chose d'utile -, montrer notre volonté d'aller jusqu'au bout des résultats qu'on peut obtenir, si nous savons faire cela si nous savons redonner toute l'efficacité à nos assises nationales, nous aurons permis a ce parti qui n'est pas mort, mais qui pourrait mourir de l'indifférence des socialistes, ne lui redonnerons la place qu'il a le droit d'occuper dans le monde entier. Lorsque nous aurons donné à ce Parti les moyens de travailler, nous lui permettrons d'occuper la place qui doit être la sienne, c'est-à-dire la première.
(Applaudissements)

Cotta (Alpes-Maritimes)

La fédération des Alpes-Maritimes estime que la Troisième Force, ce n'est pas un produit manufacturé. Ce sont les forces démocratiques qui constituent la Troisième force. Le Parti Socialiste étant une de ces forces démocratiques ; il importe qu'il en soit l'animateur. Il doit, non seulement ne pas être à la remorque des autres partis dans cette Troisième Force, mais il doit en être le moteur. Je sais qu'on l'a déjà dit. Mais, la fédération des Alpes-Maritimes n'a pas la sensation que ce soit fait ni en voie de se faire. Elle demande à nos camarades ministres de rester au gouvernement. Elle demande seulement que le maintien au gouvernement ne soit pas payé par des concessions telles que le Parti disparaisse au sein de ce gouvernement.
Il faudrait que nous cessions de jouer ce jeu qui consiste à être perdant sur tous les tableaux. Notre camarade André Philip, a été aujourd'hui, une fois de plus, extrêmement brillant. Lorsqu'il était ministre, il allait, parcourant non seulement les tribunes, mais les villes de France en déclarant, demain ça sera bien plus dur qu'aujourd'hui. Pendant cinq ans, oh, comme vous allez souffrir. Aujourd'hui, il n'est plus ministre. Il vient et il nous dit, ça va beaucoup mieux et ça ira

beaucoup mieux. Alors nous perdions lorsqu'il y était puisqu'il annonçait que tout allait mal et nous perdons aujourd'hui parce qu'il n'y est plus et qu'il dit que tout va bien.
On a beaucoup discuté de la durée du service militaire. La fédération des Alpes-Maritimes n'est pas pour une durée de 18 mois. Nous demandons au Parti, non pas de se déterminer sur 12 ou sur 18 mois et d'en rester là, mais de déléguer à la Chambre, un de ses orateurs, le plus compétent pour fixer avant tout la mission de l'armée aux yeux du Parti Socialiste. La durée du service militaire n'est qu'une conséquence de la mission que nous voulons fixer à l'armée française. Nous voulons spécifier que dans les affaires intérieures du pays, nous n'entendons en aucune façon que l'armée soit appelle à se conduire en juge et même en policière.
La laïcité. Pas d'histoire… nous sommes tous laïques. Nous entendons bien parler de la nationalisation de ces fameuses sentons que sur cette question, le gouvernement court un danger grave. Si la question vient devant le Parlement, le Parti Socialiste ne peut, en aucune façon, reculer. La notion de laïcité le domine, il devrait le quitter, même si on nous faisait le chantage à la démission collective. Nous ne devons pas reculer.
Le Parti souffre, il ne va pas très fort. Il va même assez faiblement. Tout le monde en recherche les causes. La fédération des Alpes-Maritimes me charge de vous en signaler une à laquelle elle est plus particulièrement sensible.
Si en 1945, le Parti Socialiste était en passe de devenir le plus grand de tous les partis français c'est, il n'en faut pas douter, parce qu'au sortir de l'occupation, des gens qui n'étaient pas Socialistes, étaient attirés par l'honnêteté foncière de notre Parti. Ils sentaient que là était le refuge de toutes les honnêtetés. Lorsqu'éclatent des scandales qui compromettent justement ou injustement le Parti, il ne peut plus passer, aux yeux de ces personnes comme le seul refuge de l'honnêteté. Alors, nous demandons au Parti de prendre ses responsabilités.
Si nos camarades sont coupables, si peu que ce soit, ils le sont doublement parce qu'ils sont Socialistes. S'ils ne sont pas coupables, ils sont, comme disait Jaurès, simplement des hommes en but à toute la détresse humaine parce qu'il n'y a pas de pire détresse que l'injustice.
Il n'y a pas deux façons de faire. Mais le silence dans lequel vous vous enfermez est complice de l'acceptation. Ne cherchons pas toujours dans les choses obscures les causes de notre malaise. Il faut que nous ayons le courage de dire que nous pouvons à certains moments demander à nos camarades des sacrifices supérieurs, des sacrifices de leur personne, c'est de se retirer, si nous sentons qu'ils ne sont pas défendables parce que le Parti ne peut pas payer pour un homme quel que soit cet homme.
Si vous aviez su par exemple que Léon Blum était mêlé à une histoire quelconque, est-ce que vous pensez que vous auriez attendu que des commissions d'enquête soient désignées, est-ce que vous auriez attendu des années, est-ce que vous ne pensez pas que le Parti Socialiste se serait dressé.
Cette spontanéité, nous ne l'avons pas trouvée dans le Parti et aujourd'hui, il est encore une fédération qui est en droit de venir vous dire, qu'est-ce que vous

comptez faire de ces histoires parce que nous voulons absolument que notre Parti soit lavé, nous voulons absolument que l'on mette en avant des gens honnêtes.
Il reste donc une question, c'est la suivante, nous demandons au Parti de considérer que la doctrine n'est plus une chose immuable, que nous sommes à une époque où les événements vont extrêmement vite et que nous ne sommes pas en mesure, dans le Parti, de donner aux gens qui nous écoutent ou qui viennent chercher chez nous les renseignements dont ils ont absolument besoin.
Lorsqu'on pense qu'au sein de ce Parti, il y a encore les dirigistes et les anti-dirigistes, qu'il y a encore des tendances, même sur le plan économique, des questions qui sont à la base de la doctrine, nous sommes en mesure de penser qu'il faut la réviser.
Je pense ou plutôt je crains qu'en dehors de quelques hommes, le Parti ne pense plus sa doctrine.
Ainsi, on parle des salaires et des prix... Je n'en parlerai plus. On parle beaucoup de la question des loyers depuis quelque temps, il faut que le Parti Socialiste ait le courage d'avoir là-dessus, une opinion précise, et qu'il la propose. Nous perdrons auprès des petits propriétaires si nous n'agissons pas rapidement. Nous perdrons- je l'ai déjà dit - sur tous les tableaux.
Cette question des loyers devrait passionner des techniciens comme notre camarade Jules Moch. A force de ne pas construire et de ne pas cesser de démolir, nous arriverons à une véritable catastrophe, un des plus graves problèmes en France.
Lorsque nous savons que le Parti a dans son sein des hommes supérieurs à ceux qu'on lui oppose dans les autres partis et que nous ne savons pas nous en servir, que nous ne profitons pas de cette intelligence, je dis que là est véritablement notre faillite. Notre faillite est une faillite de travail et d'exploitation de nos moyens.
Je dépenserais des millions pour un maître d'études qui sache faire travailler ce Parti et lui faire rendre ce qu'il peut rendre.
La fédération des Alpes-Maritimes estimait qu'il était de son devoir le plus impérieux de vous apporter ces quelques réflexions.
(Applaudissements)
Le Secrétaire général, Guy Mollet renonce à la parole.
La séance est levée. Il est minuit 40.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 27 et 28 avril 1948

Séance du mercredi 28 avril 1948 (matin)

Cette séance est présidée par M. Cormier (Maine-et-Loire), assisté de Marie-Antoinette Garrou, déléguée permanente à la propagande et de Marcheix (Hautes-Pyrénées).

Fondation Jean Jaurès

La parole est donnée à M. Provo, trésorier national.

Victor Provo

Le Comité directeur m'a surtout chargé aujourd'hui, de faire une communication à propos du budget et à propos des finances du Parti.

Dès le début de mon exposé, je vais donner satisfaction à nos camarades de la Gironde et du Morbihan qui nous ont fait connaître que leurs sections seraient dans l'impossibilité de se prononcer sur le budget puisque nous ne leur avons pas fait communication des chiffres. Il s'agit donc surtout d'une communication qui, je le pense, ne manquera pas d'intérêt et devra retenir l'attention de tous nos camarades.

Nous avions reçu un mandat au Congrès de Lyon, celui de préparer le budget, de le soumettre au Conseil national qui précède le début de l'année.

Mais dans le même temps, le Congrès de Lyon a décidé que le Conseil national de décembre aurait pouvoir de Congrès pour examiner non seulement la révision des statuts, mais aussi les propositions de caractère financier qui étaient contenues dans cette modification des statuts. De sorte qu'il nous a été impossible, pour la raison indiquée, de tenir compte de la décision du Congrès de Lyon. Ceci pour rappeler à nos camarades que si nous décidons - et nous l'avons fait- que ce sera un Conseil national qui examinera la question budgétaire du parti, il ne s'agira pas, par conséquent, de soumettre préalablement à ce Conseil national le budget à la décision des Sections. Les délégués des Conseils nationaux sont désignés par les Congrès fédéraux pour toute une année, ainsi que vous le savez.

J'entre tout de suite dans des considérations plus financières.

Nous avions attiré votre attention, au Congrès de Lyon sur la situation financière mauvaise dans laquelle se trouvait le Parti. Et c'est tellement vrai que vous nous avez suivis en accordant des augmentations sur le plan des fournitures. La feuille de cotisations est passée de 4 à 10 frs et le timbre de 5 à 8 frs. Vous avez accepté d'augmenter ces cotisations parce que vous avez reconnu avec nous que le Parti ne pouvait plus suffire aux multiples tâches qui lui sont demandées avec les faibles cotisations de l'année précédente. A ce sujet, je me permets de formuler un regret, c'est qu'il eut fallu attendre le Congrès de Lyon pour prendre une pareille décision.

Nous ne pouvions pas suivre la montée du coût de la vie et le résultat de cela c'est qu'à la fin de l'année 1947, nous avions un déficit de 6 282 454,15 frs. Nous avons pu utiliser les réserves que nous avions pour une somme de 3 240 000 frs.

Cette situation devait nécessairement peser sur le budget de 1948 car nos fournisseurs n'ont pas à se préoccuper - et je n'insiste pas là-dessus - des difficultés financières que nous pouvons rencontrer et ils nous présentent leurs factures ou leurs traites.

Mais enfin, ce n'était pas là quelque chose de catastrophique puisque nous avions décidé au mois de décembre l'augmentation de cotisation que vous savez. Il était certain que nous pouvions espérer en 1943, boucler notre budget. Nous

avions pensé maintenir un chiffre d'adhérents assez important qui nous aurait permis d'avoir un budget qui offrirait les garanties suffisantes pour l'administration et la vie du Parti.
Nous avions terminé l'année 1947 avec 223 000 adhérents et 3 800 000 timbres, ce qui confirme qu'il ne faut jamais attendre plus de 8 timbres par carte et par an et nous escomptions que pour l'année 1948, on pouvait retrouver 280 000 adhérents, ceci pour tenir compte des avis qui nous parvenaient des fédérations disant qu'on n'était pas emballé pour la reprise des cartes, des cartes. Nous avions donc réduit de 40 000 nos prévisions. Nous pensions sincèrement avoir 280 000 adhérents.
Nous nous sommes rapidement rendu compte que ce chiffre ne serait pas atteint. A l'heure présente, au moment où je vous parle, et je pense que nos fédérations comprendront tout l'effort qu'elles ont à fournir demain, nous avons placé 200 000 feuilles de cotisations, c'est-à-dire, à la même époque de l'an dernier, 80 000 adhérents en moins, avec décembre 1947, 120 000 adhérents en moins. C'est une situation sur laquelle le Conseil national doit se pencher parce que cela entraîne des conséquences financières.
Bien entendu, la réduction du chiffre de nos adhérents amène sur nos prévisions, une réduction sur les feuilles de cotisations et sur les timbres, oui atteint près de 4 millions. Si nous estimons que les 60 frs par adhérent et par an seront versés par toutes nos fédérations, les prévisions qui pouvaient atteindre 18 millions sont ramenées à 15 millions ou 14 millions, cela à un moment où les besoins du Parti sont de plus en plus grands.
Au cours de l'année 1947, nous avons augmenté les traitements de nos fonctionnaires et les frais généraux ont également augmenté. Les frais de déplacement de nos délégués à la propagande et pour différents besoins du Parti ont augmenté d'une manière très considérable, de sorte qu'au moment où il fallait faire face à des augmentations importantes de tous ordres, les recettes au Parti s'étaient sensiblement réduites.
D'autre part, de plus en plus, nos camarades des fédérations sont exigeants vis-à-vis du Parti, et ici j'ouvre une parenthèse pour parler de la fédération des élus socialistes. Nos camarades veulent avoir une fédération des élus Socialistes et ils ont raison. Ils veulent que cette fédération ait un journal pour reconstituer un lien indispensable entre les municipalités et des liens de documentation. Ils désirent tous cela, et ils le réclament.
Lorsqu'il s'agit de payer des cotisations, personne ne paie à la fédération de nos élus.
Notre fédération des élus est toujours dans une situation difficile. Nous n'avons jamais eu tant d'élus et il faut solliciter le Parti pour les sommes indispensables. Pour le Parti, c'est la même chose. Autant pour sa propagande qu'en ce qui concerne les bulletins de documentation, autant pour l'envoi de délégués à la propagande dans les différentes fédérations, pour assurer la nombreuse correspondance qui parvient, pour permettre au Comité directeur d'exercer ce que le Congrès de Lyon a voulu, son contrôle sur les ministres et autres.
Par là même, il est obligé d'augmenter son personnel et tout cela fait que nous

avons eu, dans cette situation, des charges accrues, et, je le répète dans un moment où les perspectives de recettes sont réduites. Il y a donc là, une situation extrêmement difficile pour la trésorerie, pour le Comité directeur, pour le Parti lui-même.
Les prévisions de recettes ont dû être ramenées de 50 059 000 pour tenir compte de la situation réelle dans laquelle le Parti se trouvait, et sur les 39 millions prévisibles en recettes, il y a non seulement les 14 millions que nous attendons de l'imposition qui a été fixée par le conseil national pour tous les membres du Parti, mais ces recettes ne peuvent produire que 59 millions et pas autre chose.
Là-dessus, nous avons constaté qu'il y avait un poste du budget qui est extrêmement important, celui des traitements, des salaires, des indemnités, puisque l'ensemble de ces salaires, traitements et indemnités se chiffrait à 29 millions.
Cette situation ne pouvait pas durer et le Comité directeur devait prendre, à cet égard, un certain nombre de décisions. Il a désigné une Commission dans laquelle étaient représentés, outre le Comité directeur et la trésorerie, les membres de la commission des finances du Parti et les membres de la Commission de contrôle.
Cette commission s'est mise au travail et pendant 48 heures, a examiné chapitre par chapitre la situation dans laquelle se trouvaient les finances du Parti et naturellement, a abouti à la nécessité de prendre des mesures énergiques dans l'intérêt bien compris des finances du Parti.
Un poste de 29 millions sur 39 devait nécessairement attirer l'attention de la commission. Et bien à contrecœur, mais forcée par la situation dans laquelle on se trouve, la commission a décidé une première mesure : suppression de 31 emplois, dont la délégation à la propagande qui, naturellement coûtait très cher au Parti et cela s'explique parce que non seulement, il y a le traitement - et je dis que c'est un traitement insuffisant, nous l'avons dit au Congrès, nous l'avons répété - mais il y a les frais de déplacements. Toute la délégation à la propagande a donc été supprimée et un certain nombre d'employés dans les différents services qui composent actuellement l'organisation intérieure du Parti.
Des mesures de compression sévères ont été prises qui doivent, en principe, réaliser une économie de 14 millions, ramenant ainsi la dépense pour le personnel de 29 à 15 millions.
Bien entendu, cette compression ne donnera son plein effet que l'année prochaine car nous sommes déjà au mois d'avril.
J'ajoute d'ailleurs que ces licenciements provoquent des gênes de trésorerie que tout le monde doit comprendre, étant donné les doubles mois, quelque fois les triples mois lorsqu'il s'agit de fonctionnaires assimilés à la presse. Il y a des statuts qu'il faut respecter. Tout cela entraîne pour la trésorerie du Parti, une gêne considérable et ceci m'amène à faire une réflexion, c'est que nous avons décidé, au mois de décembre, la double imposition pour les membres du Parti. Les sections et les fédérations avaient la possibilité de transformer cette imposition en cotisation, c'est-à-dire qu'elles avaient toute latitude ou pour prendre en charge la totalité de la somme qu’elles devaient au Parti ou bien la

Fondation Jean Jaurès

répartir suivant la situation sociale de leurs membres. Ceci paraissait excellent.
Nous sommes au tiers de l'année et quelques fédérations ont versé jusqu'à présent 250 000 frs, alors que logiquement et normalement, nous devrions atteindre 5 millions. L'absence de versement paralyse encore la vie de notre trésorerie, par conséquent, la vie du Parti. Il est donc indispensable que nous penchions là-dessus car si vous faites ce petit calcul : nous avons 200 000 membres au Parti, nous attendons 13 800 000, c'est-à-dire 14 millions en chiffre rond et nous leur demandons instamment de faire cet effort pour le Parti.
Nous avons, en chiffre rond, 180 élus parlementaires dans les trois chambres, ce qui pour le Parti suppose une cotisation de 8 600. Je ne compte pas la part qui leur est réservée pour leur propre administration. Ainsi, il y a 180 camarades dans le Parti qui produisent un effort considérable : 8 600 frs, et nous demandons à 800 000 camarades du Parti de nous apporter 14 millions. Nous pensons que c'est un gros que fait le groupe parlementaire et je le souligne, il a accepté de bonne grâce de porter sa cotisation à 6 000 frs par mois.
C'est un effort important, un effort considérable qu'il convient de souligner, car trop souvent on ne pense pas assez à ces problèmes.
Si le groupe parlementaire fait ainsi son devoir, il faudrait faire comprendre l'ensemble de nos camarades qu'ils ont, eux aussi, leur devoir à remplir et que leur devoir consiste essentiellement à respecter une décision d'un Conseil national qui avait pouvoir de Congrès et à remplir ainsi, toutes leurs obligations vis à vis du Parti.
Si on ne le faisait pas, alors, la situation est grave car, de toute évidence, il manquerait dans la caisse du Parti, d'ici la fin de l'année, une somme de 14 millions, à supposer qu'aucune fédération n'ait compris son devoir.
Je vous laisse à penser ce qu'il en adviendrait d'un grand Parti comme le nôtre.
Notre Parti Socialiste, à l'heure actuelle, joue un rôle considérable sur le plan national et aussi sur le plan international.
Et nous ne serions pas capables de faire cet effort pour lui permettre de tenir son rang...? Ce rang plus qu'honorable qu'il tient dans la situation présente...
Je suis prêt à demander au Conseil national de tenir les Congrès nationaux du Parti - et pour cela, il faudra naturellement une modification aux statuts - toujours à Paris.
Je vous cite un chiffre - et tout le monde a fait ce qu'il a pu - mais le Congrès de Lyon nous a coûté 3 millions. C'est beaucoup trop. Il faut que nous puissions organiser nos Congrès à Paris où, certainement ça coûtera moins cher. Sans doute, les fédérations le regretteront-elles, mais il est indispensable, me semble-t-il, clans la situation présente tout au moins, de prendre une mesure de ce genre.
Il faudra encore, et peut-être le Conseil national pourra-t-il en donner le mandat au Comité directeur, réduire le personnel qui est pourtant ramené à 75 après les ponctions qui ont été faites dans son sein. Il faudra encore le réduire.
Vous savez ce que cela représente, la réduction du personnel. Cela représente qu'aucun homme, aussi intelligent soit-il, ne sera capable d'exercer le contrôle s'il n'a pas à sa disposition, la documentation et des commissions pour la préparer.

Ce sera la fin du contrôle.
Ce sera probablement aussi la fin des bulletins qui vous sent envoyés et qui coûtent aussi assez chers à l'intérieur du Parti, car pour les préparer, il faut des hommes qui s'y attellent, qui travaillent
La correspondance que vous envoyez aussi nombreuse diminue en importance. Cela signifie que le Parti aura un peu moins de rayonnement, mais puisque nous sommes appelés à le faire, il faudra certainement le faire, vous en donnerez le mandat, mais il faut que vous soyez mis d'avance devant cette responsabilité et les conséquences que cela entraîne pour le Parti lui-même.
Alors, mes camarades, pour ne pas aller plus loin dans cette voie, faites cet effort.
C'est très joli de réclamer du Parti des efforts toujours de plus en plus grands, car il semble que lorsqu'on parle du Parti, il s'agit du Comité directeur... mais il s'agit de l'ensemble des camarades désignés au comité directeur.
Si vous voulez que le Parti fournisse des efforts, donnez-lui les moyens de les fournir.
Si vous ne pouvez pas obtenir de vos fédérations le paiement de ce qui constitue en somme le règlement ou Parti, soyez sûr que le Parti Socialiste SFIO connaîtra de très grosses difficultés et ne pourra plus remplir le rôle que jusqu'à présent il a rempli. Notez que jusque là il n'y encore rien pour l'Agence de presse de la Liberté, rien pour les élections et pour le Conseil de la République... si vous voulez, camarades, que des efforts soient fournis par tous les organismes du Parti, alors, comprenez votre devoir et agissez en conséquence.
(Vifs applaudissements)

Pierre Métayer (Seine-et-Oise)

Certains camarades ont prétendu qu'à la première intervention, je faisais preuve d'un pessimisme exagéré.
Lorsque l'on voit que le nombre des feuilles pour l'ensemble du Parti est inférieur de 35 à 37% au nombre de 1947, et lorsque je poussais un cri d'alarme pour la fédération de Seine-et-Oise qui arrivera à avoir un déficit de 80%, j'avais donc bien raison.
Je crois qu'il faudrait que les trésoriers des fédérations fassent un effort particulier pour augmenter le nombre de timbres pris en moyenne par chaque membre du Parti.
Nous avons une moyenne de 8 timbres, nous disait notre camarade Provo et c'est une moyenne qui était d'ailleurs à peu près celle d'avant-guerre et c'était sur cette moyenne que l'on pouvait établir les budgets provisionnels.
En Seine-et-Oise, nous avons fait un effort particulier sur ce point et j'espère que nous arriverons à une moyenne de 10 timbres. Vous voyez que cela permettrait quand même une augmentation de 25% des recettes.
Je voudrais aussi faire une observation qui a été faite par presque tous les militants de Seine-et-Oise lors de notre dernier Conseil fédéral. Nous comprenons que devant la situation financière du Parti, des économies sont absolument nécessaires, mais nous considérons que c'est une erreur de faire des

économies sur le budget et seulement sur le budget de la propagande, que la suppression de la délégation à la propagande est une erreur pour le Parti.
Peut-être y a-t-il là, quelque chose à faire, il y a peut-être une réorganisation à faire, peut-être ce service peut-il être envisagé d'une autre façon, mai je crois que pour un Parti comme le nôtre, supprimer tous les délégué à la propagande, c'est une solution qui ne résiste pas à un examen sérieux.
Je crois donc que ce qu'il faut faire, c'est comprimer le plus possible les services administratifs. Je sais que cela est difficile mais je crois qu'il y a encore là, un effort particulier à faire et que sans vouloir en quoi que ce soit jeter la suspicion sur un manque de rendement, je crois qu'il y a peut-être à obtenir plus de nos camarades qui travaillent dans l'administration du Parti.
Un dernier mot sur les timbres exceptionnels. Je vous demande camarades de réfléchir que plus d'un tiers du budget est basé sur cette cotisation. Les timbres, nous l'avons dit d'ailleurs lorsque le Conseil national en a discuté, ces timbres exceptionnels où l'on exige de camarades, deux fois par an 30 frs, c'est beaucoup trop lourd.
Je crois qu'il eut mieux valu augmenter le prix du timbre mensuel que d'exiger deux fois par an 30 frs.
La fédération de Seine-et-Oise n'a pas du tout la prétention de donner des conseils aux autres fédérations qui sont majeures, mais elle a compris qu'il fallait mieux augmenter la cotisation mensuelle. Nous avons augmenté de 5 frs le prix du timbre et de cette façon, nous avons pu déjà verser 50 000 frs au Parti sur ces timbres exceptionnels.
Je crois - et c'est avec une certaine expérience puisque ça fait quand même 16 ans que j'appartiens à un bureau fédéral -, que si dans les sections et dans les fédérations, ce mois-ci, et c'est déjà très tard, on ne réorganise pas les finances du Parti, alors les 14 millions sur lesquels on compte seront encore diminués de 2 ou 3 millions.
Je veux appeler l'attention de nos camarades sur le fait qu'il est nécessaire de faire des économies dans les services administratifs, de donner des directives, et le Comité directeur ferait bien de donner des directives à la fois aux sections et aux fédérations pour la réorganisation de leurs finances afin que notre Parti ait les moyens de faire de la propagande et de rester un grand Parti.
(Applaudissements)

Louis (Marne)

Il est évident, comme vient de le dire notre camarade Métayer, que ce timbre que l'on impose à nos adhérents à 30 frs est lourd car à l'heure actuelle, la situation de l'ensemble des travailleurs n'est pas non plus très brillante. D'autant plus que les fédérations ne se borneront pas à leur vendre 30 frs simplement, elles ajouteront toujours quelque chose au bout.
Néanmoins, il faut absolument arriver à placer ces timbres et dans la fédération de la Marne, nous avons pensé qu'on pouvait y arriver de différentes façons.
Déjà en organisant des fêtes ou des bals, ce qui rapporte une somme assez intéressante. D'autre part, il est évident qu'au sein du Parti, il y a des camarades

qui n'ont pas de grands moyens, mais il y a d'autres camarades qui ont des moyens supérieurs et dans la Marne, nous avons pensé à leur demander de prendre 2 ou 3 timbres. Donc, il est absolument indispensable que, malgré l'espèce d'apathie - il faut bien le dire - qui règne dans l'ensemble ou dans la plupart des fédérations, il est absolument nécessaire que les camarades fassent un effort continuel pour arriver à obtenir des résultats financiers qui permettront au Parti de continuer le travail qu'il a fourni jusqu'alors.
Il est évident aussi qu'il faudra sur le plan administratif - et peut-être aussi parlerons-nous du Populaire tout à l'heure - il faudra sur ces plans réorganiser les services administratifs. Il ne s'agit pas seulement de les compresser, mais d'obtenir un meilleur rendement.
La fédération de la Marne n'est pas toujours susceptible de beaucoup de tendresse pour le bureau directeur, et je m'en excuse, mais je dis, et nous reconnaissons qu'il y a un effort de fourni par le bureau du Parti tant au point de vue documentation qu'à d'autres points de vue.
Par conséquent, il faut camarades, en donner les moyens à nos camarades chargés de cette responsabilité.

André Le Troquer- Je ne resterai pas longtemps à cette tribune. Vous avez certainement lu le journal qui s'appelle L'Aurore. J'ai pris connaissance, oh, sans émotion, mais avec un peu d'irritation des propos qu'on m'y prête en manchette.
C'est qu'hier j'avais dit à quelques camarades que je serais peut-être tente d'intervenir. Il paraît que cela a fait quelques émotions chez les journalistes.
J'ai dit qu'il n'y avait rien de sensationnel, que ça se passait comme d'habitude.
On dit que j'approuvais la ligne Pleven.
Je dis publiquement, au Conseil national que j'oppose un démenti catégorique, formel et absolu à ce qui est publié par le journal L'Aurore.
(Applaudissements)

Guillet (Gironde)

Mes chers camarades, je ne voudrais pas qu'il y ait d'équivoque au sujet de la demande de renseignements que nous avons formulée.
Nos camarades de la Gironde ont pu supposer que pour la question du budget, on allait demander aux délégués des sacrifices supplémentaires.
Leur désir est de donner satisfaction au Parti mais ils le font d'autant mieux et avec un meilleur cœur qu'ils n'auront pas l'impression qu'il puisse exister dans le budget, quelque chose de secret.
Les camarades des fédérations demandent simplement d'être renseignés et d'une façon détaillée.
Et ici, je vais m'adresser en toute amitié au camarade Guy Mollet et aux camarades du comité directeur. Ils doivent savoir qu'il existe dans les fédérations un certain nombre de bruit qui peuvent circuler au sujet des dépenses, au sujet de dépenses qui leur paraissent être excessives. Tout cela évidemment, ne répond pas à la réalité mais il n'empêche que les bruits existent et qu'ils circulent. Le meilleur moyen, c'est de donner aux camarades de la base la

documentation qu'ils réclament car cela est légitime.
Je ne sais si aujourd'hui on va demander au Conseil national des sacrifices supplémentaires. Je crois que nous ne sommes pas qualifiés pour voter immédiatement.
Je crois que tout d'abord il faudrait donner cette documentation aux camarades de façon extrêmement détaillée de façon à satisfaire leur curiosité qui, au demeurant, est quelque peu légitime et ensuite, une fois qu'ils sauront qu'ils ont des sacrifices à faire, je suis persuadé qu'ils les consentiront et j'espère que ma fédération sera une des premières à répondre à l'appel.
Je pense qu'en ce qui concerne certaines économies dont a parlé Provo, tout à l'heure, il y en a qui peuvent être réalisée d'une façon assez rapide Provo nous a dit que nous ferions un sacrifice en tenant les congrès nationaux à Paris et cela de façon permanente.
Mais, mon cher Provo, nous sommes tous disposés à venir à Paris et tous les délégués aussi. Nous comprenons qu'un congrès tenu dans une grande ville comme Lyon et comme Bordeaux est extrêmement intéressant pour la propagande générale, mais lorsque cela doit se solder par des dépenses infiniment lourdes, je crois qu'il faudrait mieux dépenser cet argent à une propagande sous une autre forme.
En ce qui concerne la semaine d'études, je crois que les fédérations peuvent faire l'effort financier nécessaire sans que cela soit trop lourd pour le Parti.
Quant au bulletin, il n'est pas possible de supprimer toute l'œuvre qui a été faite... cela en vient à supprimer toute propagande. Et nous sommes prêts à faire tous les sacrifices nécessaires. Voyez dans quel esprit je fais cette intervention. Je dis qu'il faut avertir les camarades de la gravité de la situation financière.
Il faut faire des compressions partout où elles doivent être faites, mais il faut, en particulier, conserver le Bulletin et ne pas supprimer entièrement la délégation à la propagande.

Rosset (Gard)

Dans les fédérations, il faut voir deux soucis. D'abord celui de donner au Parti et aux fédérations, une trésorerie suffisante. Je crois qu'il en est un autre plus important, celui de donner, d'assurer un recrutement suffisant aux fédérations-
Dans notre commune où il y a un noyau Socialiste, je dis qu'il est facile de faire de la propagande.
Il y a des villages où l'on trouve personne quelquefois pour présider une réunion, alors rendez-vous compte des difficultés de nos camarades.
L'année dernière déjà, lorsque des secrétaires de sections venaient chercher les cartes, ils ne prenaient pas celles des autres parce que c'était trop cher.
Lorsque vous avez voté les deux timbres supplémentaires, je savais très bien ce qui arriverait dans ma fédération.
Lorsque les camarades prennent les timbres au bout de l'année, ils prennent 1 ou 2 ou 3 ou 5 timbres, mais jamais le timbre supplémentaire. Maintenant, je me trouve avec 100 000 frs de déficit environ depuis l'envoi par Provo des feuilles et des timbres supplémentaires correspondants. Je vais faire l'impossible pour

résorber ce déficit. Je me demande s'il n'y aura pas lieu d'envisager une augmentation de la cotisation qui porterait sur les autres timbres et supprimer ce timbre supplémentaire que je ne pourrai d'ailleurs jamais vendre dans ma fédération. Je vous propose cette solution et je vous demande de l'envisager et voir si l'on ne peut pas procéder autrement.
Provo nous dit qu'il a fait des économies. C'est parfait. C'est très bien. On peut en faire d'autres. Je dis franchement qu'il y a trop de journaux et nous sommes beaucoup trop sollicités. Il faudrait bien mieux vendre tous ces journaux.
Est-il besoin d'un journal des femmes, un journal des jeunes. Le Populaire ne pourrait-il pas avoir une page réservée aux jeunes, une page réservée aux femmes, une page réservée à l'agriculture ?
Il y aurait peut-être lieu de comprimer cette presse.
Voyez-vous, je suis partisan en effet de supprimer un certain nombre de permanents. Je terminerai en disant qu'il y a une catégorie de permanents qu'il ne faut pas supprimer, ce sont ceux que l'on voit sur les tribunes.

Cormier (Maine-et-Loire)

Notre camarade Provo nous a dit qu'il avait été délivré 200 000 feuilles annuelles. Il nous a dit également qu'il était désastreux de constater que nous avions une situation budgétaire très difficile et que pourtant, nous connaîtrons une période au cours de laquelle le Parti Socialiste aurait un rôle primordial à jouer.
Mais il a parlé de la propagande et de la suppression de son budget. Mais nous estimons maintenant qu'à l'heure où les Communistes d'une part, le RPF d'autre part, vont dans tout le pays organiser des réunions publiques qui rencontrent une sympathie plus ou moins suffisante, mais qui tout de même ont leur répercussion dans la vie politique du pays, nous estimons qu'en ce qui concerne la propagande, un effort particulier doit être fait.
Si l'on savait utiliser certains de nos propagandistes, cela ne nous coûterait presque rien. Que l'on donne plus de pouvoirs aux camarades qui ont la charge de diriger le Parti, que l'on exige qu'il soit fait des tournées de masses de parlementaires.
Il faut donner à nos dirigeants la possibilité d'exiger de nos parlementaires l'engagement formel qu'ils iront faire leur travail de militants. Les parlementaires sont responsables devant le Parti.
Combien de fois nous a-t-on annoncé la venue de tel ou tel orateur que nous, dans nos petites fédérations, nous annoncions.
Nous avons à maintes reprises, fait des campagnes d'annonce de réunion et combien de fois avons-nous été déçu, personne ne venait. On ne nous envoyait même pas un télégramme en nous disant "nous ne pouvons pas nous déplacer".
J'ai vu personnellement certains camarades qui ont peur de faire des réunions publiques. Nous ne devons pas avoir peur d'affronter le corps électoral. Il faut combattre sur tous les plans. Nous savons qu'il y en a qui préfèrent ne pas venir dans des coins difficiles. J'aimerais voir des camarades de la fédération du Nord, où la bataille est plus facile à mener que dans les régions de l'est, je voudrais que

des camarades des mines se rendent dans les pays agricoles. On pourrait ainsi se rendre compte de la mentalité des gens.
J'estime qu'il faut absolument que ce Conseil national exige qu'au cours de l'année prochaine, un effort pour la propagande soit fait. Sans quoi, le Parti ne réussira pas à maintenir ses militants. Il y a peu de militants qui y viennent.
Lorsque l'on organise des réunions publiques, les militants Socialistes sont plus nombreux à ces réunions qu'aux réunions de leur section.
Le Conseil national doit exiger que la propagande soit menée d'une façon plus intensive pour l'année qui vient.

Camille Delabre (Pas-de-Calais)

Il y en a qui diront encore, c'est une fédération fortement organisée. Or, pour certains de nos camarades, on utilise pas tout ce qu'on devrait utiliser et dernièrement, je disais pour répondre à ceux qui veulent faire de la propagande qu'il n'y avait qu'un moyen de propagande c'était le journal et qu'il pouvait ne pas coûter cher, surtout si on pouvait s'entendre avec diverses fédérations... c'est que je donne ici, à certains de nos délégués le moyen de faire un journal qui pourrait être distribué gratuitement entre diverses fédérations à condition d'y recueillir la publicité.
Nous l'avons fait pour le Pas-de-Calais et pour le premier mai, nous distribuons 100 000 exemplaires d'un journal qui ne nous coûtera absolument rien et nous le distribueront gratuitement.
Victor Provo parlait du bulletin de la municipalité Socialiste. Camarades, ce bulletin pourrait être subventionné par la publicité des fournisseurs de nos municipalités.
Nous avons vu en 1956 et 1937 - peut-être avant -la ville de Villeurbanne avait fait un bulletin qui lui était complètement payé par la publicité des fournisseurs. C'est ainsi que dans le Pas-de-Calais, nous envisageons un bulletin distribué à tous les élus, qui ne nous coûterait absolument rien, mais tous frais payés par la municipalité et il y aurait autant de bulletins qu'ils ont d'élus et ainsi, ce bulletin qui ne nous reviendrait à rien, serait payé par les municipalités.
Maintenant, je sais que notre camarade Victor Provo n'est pas partisan de la cotisation proportionnelle mais dans le Pas-de-Calais, le Congrès fédéral s'est prononcé pour la cotisation proportionnelle.
L'année dernière, on l'avait refusé et pour la vente des timbres de propagande, nous avons demandé à nos camarades de faire des "barèmes" dans les sections. Il est normal qu'il y ait des camarades qui ne pourront jamais payer ces deux timbres supplémentaires. Il faut que ceux qui ont un standard de vie moyen paient pour les autres.
Il y a bien des fêtes à organiser, mais il est anormal qu'un docteur par exemple, prenne deux timbres alors qu'un ouvrier qui ne gagnera pas le minimum vital ait aussi ces deux timbres à payer et c'est pour cela que je demande qu'on revienne à l'étude de la cotisation proportionnelle et que ceux qui, dans le Parti, gagnent davantage, paient davantage de cotisations.
(Applaudissements)

Brazier (Côtes-du-Nord)

Je ne pensais pas intervenir dans ce débat, mais j'ai été effrayé par l'exposé de notre camarade Victor Provo et je me suis dit, lorsqu'il a eu fini : "mais alors, que fera le Parti ?"

Si nous supprimons toutes les activités, mais alors le Parti n'existera plus. Dans un an d'ici, comment vira le Parti. Quelle activité offrirez-vous à ses militants ? Je voudrais ici vous dire comment je crois que par l'action on crée l'argent, que par l'argent, on peut créer l'action.

Dans notre département, nous n'avons peut-être jamais apporté beaucoup d'argent au Parti, mais nous ne lui avons jamais coûté un sou. Les Bretons sont des cabochards et il n'est pas toujours facile de les mener.

Nous avons en somme, autofinancé notre propagande. Je vais vous donner un aperçu des activités que nous avons.

Nous organisons actuellement des courses cyclistes - ça vous semble extraordinaire peut-être - Ces courses sont organisées par notre organe fédéral. C'est là une façon de faire de la propagande partout où passent ces courses. Nous avons fait trois éliminatoires dans notre-département. Nous vendons des programmes qui nous rapportent et qui financent la course. Et on lit : lisez Le Combat, organe du Parti Socialiste. Dans toutes les communes où passe la course, on voit les trois flèches, et dans toutes ces communes, on se rappelle qu'il y a encore un Parti Socialiste. Dans toutes les communes, nos camarades s'intéressent à la course du combat social. Tous ne s'intéressent pas à la politique pure. C'est comme cela qu'il faut faire, vous intéressez les femmes par une kermesse, vous les intéressez aussi par les courses, que ce soit course d'un journal ou course d'un parti. Nous ne faisons pas que les courses.

Ainsi, dimanche prochain par exemple, la course se terminera à telle heure et nous aurons un responsable fédéral qui viendra faire son discours à la fin de la course.

Les femmes se meuvent beaucoup plus facilement sur le plan de la pratique que sur le plan politique et théorique.

Nous disons à nos sections rurales : À la fin du mois, nous organisons une petite kermesse, il nous faudrait un peu de beurre, des œufs, et nos camarades cultivateurs ne nous donnerons pas d'argent mais ils donneront des œufs, du beurre et l'année dernière, pour notre kermesse, nous avions 60 000 frs de produits offerts gratuitement par nos sections et notre kermesse nous a rapporté 180 000 frs qui ont permis à la fédération de vivre. Nous avons une activité qui nous fait vivre. Je ne sels pas si nous sommes en règle avec le Parti, mais je le répète, nous ne lui avons jamais coûté. Nous menons notre propagande en même temps que notre activité.

Si vous ne faites pas cela dans vos sections, mais le Parti mourra.

On a parlé de la semaine d'études, si le Parti la supprime, nous n'en ferons pas une affaire personnelle, mais nous savons que cela aurait donné de la vie au Parti. Une semaine d'études ne doit pas être une semaine fermée mais doit être quelque chose qui ait un rayonnement.

Fondation Jean Jaurès

Nous aurions voulu créer aussi une maison de jeunes. Il faut que toutes les fédérations essaient de faire comme nous.
Oh, ma fédération a des défauts comme les autres.
Si nous en sommes tous un peu fiers, c'est que nous y travaillons tous d'un même cœur.
Il faut que toutes les sections fassent les mêmes efforts.
(Applaudissements)

Cotta (Alpes-Maritimes)

La fédération des Alpes-Maritimes a pris position en ce qui concerne la situation financière, sous réserve évidemment des renseignements donnés ce matin et qui aggravent la situation. Cependant, la question d'argent a de l'avantage sur les autres, c'est qu'on doit fatalement tomber d'accord sur des chiffres.
De deux choses l'une, ou nous avons suffisamment d'argent pour mener le train que nous menons ou il nous en manque.
Il paraît qu'il nous en manque. Il doit donc y avoir, indiscutablement, une réduction de notre train. Je pense que cette réduction doit faire l'objet d'une étude approfondie.
En ce qui concerne les remèdes immédiats, nous considérons, dans les Alpes-Maritimes qu'il serait néfaste de renvoyer à plus tard la décision d'instituer les cotisations proportionnelles.
J'entends d'un côté des orateurs dire, 30 frs deux fois par an, c'est exorbitant pour la classe ouvrière... et les gens, dans la salle : ça fait un verre de vin... ce n'est donc pas sérieux. Je crois qu'il y a là une vérité. S'il est exact qu'il est dur pour certains camarades de verser 30 frs, il est inexact que pour d'autres, s'ils ont vraiment la volonté de rester au Parti et de le servir... ils peuvent le faire.
Lorsque j'entends parler de recrutement je pense que par là même, dans les régions de paysannerie, la cotisation doit être diminuée dans certains cas et dans d'autres, au contraire, elle peut être facilement augmentée.
La fédération des Alpes-Maritimes ne craint pas de proposer qu'il y ait une cotisation à 5 frs par exemple pour favoriser le recrutement du petit paysan et une à 100 frs par mois payée par certains militants.
Il appartient au Conseil national de ne pas attendre le mois de juillet ou le mois d'août pour prendre une telle décision, parce que nous perdrions trois mois et ça ne pourrait qu'aggraver la situation.

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

Vous avez entendu un rapport de Provo dont certains des camarades qui sont intervenus ensuite, ont dit qu'il était pessimiste. Ce n'est pas vrai. Le rapport que vous a fait Provo est optimiste. Je veux dire par là qu'il a présenté la situation sous un jour meilleur qu'elle ne l'est réellement.
La situation du Parti, au point de vue trésorerie est encore plus grave et plus sérieuse que Provo ne l'a dit. Je regrette de dire que beaucoup de camarades dans le Parti n'ont pas conscience des devoirs du Parti à ce sujet.

Fondation Jean-Jaurès

Il y a deux postes : un poste recettes, un poste dépenses. Aux dépenses, je voudrais d'abord répondre à la question que Guillet a eu raison de poser. Y a-t-il des dépenses excessives, susceptibles de créer de la rancœur chez les camarades ?
Que valent les bruits qu'un peu partout, on fait circuler de bouche à oreilles ? Dans l'intervention générale d'hier, je l'ai dit : c'est lamentable qu'on en soit là dans le Parti. On a déjà connu cela de la part d'adversaires. J'en parlais hier soir avec notre ami Verdier et pour certains de ces bruits, Verdier me disait : tu as tort de t'émouvoir, on a déjà connu ça, on a connu la presse rappelant que Daniel Mayer cumulait et arrivait à une somme globale de 150 000 frs par mois. Pas besoin de dire que c'est faux. Pas besoin de dire que c'est encore faux. Les camarades du Comité directeur ou du secrétariat sont des camarades qui cumulent peut-être les fonctions, mais qui ne cumulent en tout cas pas les traitements.
Des bruits analogues pour les déplacements. On fait des réflexions sur les déplacements en France ou à l'étranger. C'est particulièrement Guy Mollet qui s'est permis d'emmener sa femme...
C'est avec des bruits comme ceux-là camarades qu'on jette le discrédit sur le Parti, que l'on crée le doute sur les camarades.
Des bruits circulent également à propos d'un emploi exagéré de personnel. C'est parfaitement faux. Nous sommes à l'heure actuelle 75. Avant : 105 ou 110. Ces chiffres sont-ils en augmentation par rapport au passé ? Non. Et je regrette qu'ils ne le soient pas car, je voudrais au contraire, que le Parti se donne les moyens nécessaires. Je voudrais que le Parti ait non pas un appareil politique, mais un appareil administratif dont vous avez besoin.
Les camarades considèrent trop souvent le Parti ou le centre du Parti comme une machine qui devrait travailler gratuitement, de faire les interventions... et se faire attraper s'il ne réussit pas. La cadence des lettres mentait de 600 à 700 par jour. Il faut que vous disiez s'il faut continuer, il faut le dire franchement. Ici, nous sommes en Conseil national. Il ne faut pas vous faire les colporteurs outranciers de certains bruits. Ce que vous n'avez pas dit ici, vous n'avez pas le droit de le dire ailleurs, ou alors, j'appellerai cela, un manque de courage.
Il y a eu l'augmentation des salaires du personnel, c'est vrai, mais pas de l'ordre de ce que vous pouvez imaginer. Quelles que soient les décisions à prendre, que ça touche aux délégués à la propagande ou au personnel, le Conseil national a un devoir, c'est de rendre justice aux camarades qui ont travaillé jusque-là dans les différents services du Parti.
Il a le devoir parce que c'est juste. Je demande à ceux de nos camarades qui ne connaissaient pas bien la vie matériel du Parti, de réfléchir et de se rendre compte des efforts fournis depuis quelques jours. Pour la Conférence internationale, 25 rapports ont été distribués. Tout le personnel au complet a travaillé samedi et dimanche pour ronéotyper ces rapports, de façon qu'ils puissent- être distribués à tout le monde.
Avant-hier soir, à la fin de la conférence de presse, le texte était remis 20 minutes après. Je crois que le rendement est bon, leurs traitements ne sont pas

exagérés.
On a créé des bulletins d'informations. Si j'avais une critique à faire, je dirais que les derniers numéros sont un peu trop bourrés de chiffres. Il y a peut-être un effort à faire dans ce sens. Mais enfin, l'effort est incontestable. L'un des gros postes dans les dépenses du Parti à l'heure actuelle, c'est justement, ce travail d'information que vous aviez tous proclamé nécessaire.
Vous êtes nombreux à vous occuper de problèmes de presse plus ou moins directement. Vous avez une notion du coefficient du prix du papier, du coefficient du prix de l'impression.
Ce n'est pas sérieux ? Je vous dis que ce n'est pas sérieux. Il y a d'autres postes ! Je prends ma responsabilité. Je suis de ceux qui ont beaucoup souhaité que l'on ait des Conseils nationaux quatre fois par an. Les Conseils nationaux, ça coûtent 350 000 frs.
Il y a eu la semaine d'études de Meung-sur-Loire... Les camarades qui ont pris part à ses travaux ont pu se rendre compte. Je n'ai pas à m'étendre là-dessus. On sait combien elle a été utile au Parti. Est-ce un poste qu'il va falloir maintenant supprimer ? Nous sommes à peu près certains de pouvoir maintenir la semaine d'études cette année. Il faut que cette semaine d'études s'organise d'elle-même.
Il faudra arriver à des solutions semblables pour le Bulletin intérieur, obtenir que l'on s'organise de sorte que ce Bulletin se trouve payé. Il en vaut la peine. C'est le poste le plus important après celui des délégués à la propagande.
Je voudrais parler un peu des recettes.
Voulez-vous comparer les cotisations d'un membre du Parti Socialiste en 1948 avec les cotisations d'un membre du Parti Socialiste en 1938. Voulez-vous demander ce qu'est le coefficient d'augmentation dans votre section, du feuillet vendu, du timbre vendu, et demandez-vous si le coefficient d'augmentation correspond au coefficient réel de l'augmentation de nos dépenses à nous.
Le Parti, en 1948, a une structure administrative, une documentation différente nettement supérieures à celles qu'il avait en 1938.
Voulez-vous comparer la cotisation d'un membre du Parti Socialiste en 1948 avec la cotisation d'un membre du Parti Communiste en 1948 ? C'est du rapport de 1 à 10. Il y a, dans chaque groupement local, des hommes qui paient 500 à 600 frs par mois. C'est la vérité.
Ça vous permettrait, à vous, si vous acceptiez une augmentation du même ordre, de ne pas faire payer, ça vous permettrait d'avoir des cartes presque gratuites si vous demandiez à ceux qui peuvent payer, l'effort nécessaire.
Pensez qu'il y a des familles où le mari et la femme travaillent. Ils ont chacun leur cotisation du Parti, leur cotisation syndicale. C'est lourd pour beaucoup de familles d'ouvriers.
Je pense encore au désir manifesté par certains comme Léon Blum, comme moi-même ; nous aurions voulu une cotisation proportionnelle. Nous aurions voulu qu'au premier janvier, le trésorier dise, il y a une cotisation à 15 frs, à 20 frs, à 500 frs et dire au camarade : inscris-toi toi-même, dans la catégorie que tu voudras.
Tient-on compte de l'effort des parlementaires ? Pourquoi l'avocat, le docteur,

qui gagnent plus que le parlementaire, paient-ils la somme de 25 frs par mois ? Je dis que ce n'est pas juste moi. Cette prétendue égalité, ce n'est pas l'égalité dans le sacrifice, ce n'est pas l'égalité dans l'effort.
L'année dernière, devant l'opposition des camarades à ce mode de cotisation, nous avons été obligés de chercher une méthode transactionnelle qui s'est traduite par ces deux timbres de 30 frs par mois.
Dans les sections, dans les fédérations, à quoi correspondait cette cotisation de 60 frs. Vous avez laissé se faire cette erreur que ça voulait dire 60 frs par membre. C'est faux. Il y a des camarades auxquels vous n'avez pas le droit de demander ces 60 frs. Par contre, il y en a qui peuvent en prendre 15 par an. Il y a des sections qui ne peuvent pas en prendre.
Mais, qu'est-ce qui vous empêche par exemple de faire des bals et que ce soit la section qui prenne les timbres. Il y a quelque chose à faire. Il ne s'agit pas de critiquer toujours le travail qui est fait par les dirigeants du Parti.
Le Parti... on le sert plus qu'on ne soit s'en servir.
Je voudrais que la conclusion de Provo soit celle-ci :
Il n'est pas question de vous demander de décider ici, une augmentation de cotisations. Dans quelques mois, on considérerait la validité des décisions prises irrégulièrement.
Ce Conseil national n'a pas pouvoir de Congrès. Eh puis, ce Conseil national est un peu pâle. Il manque quelques fédérations. Il a manqué un peu de tenue aussi. Mais, c'est une autre idée.
Il n'est pas question, pour nous, de vous demander une augmentation de la cotisation.
En ce qui concerne le poste dépenses, il n'est que de donner mandat au Comité directeur de faire sur les dépenses, toutes les compressions que la Commission spéciale qui aidera le trésorier du Parti, estimera nécessaire, si douloureuses qu'elles soient.
C'est un cercle vicieux. Il y a moins d'adhérents parce qu'il y a moins de propagande et il y a moins d'argent pour la propagande parce qu'il y a moins d'adhérents.
Dans la période actuelle, nous ne devrions pas parler de supprimer, nous devrions parler d'augmenter. Mais il y a des difficultés. Il y avait encore au moins une fédération qui, au premier avril, n'avait pas encore repris un seul timbre.
Chacun d'entre vous, dans vos fédérations, faites l'effort qui vous est demandé. Il y a des camarades qui, loin d'être convaincus disent :
Ils ont des combinaisons, ils se débrouillent, nous ne savons pas tout, etc... C'est faux camarades. Si vous ne faites pas vous-mêmes l'effort dans le Parti, ce dernier au point de vue financier, ne s'en tirera plus.
C'est pourquoi je vous fais ces deux propositions pour terminer :
-Confiance au Comité Directeur, mais surtout,
-Confiance en vous-même. C'est de cela qu'il a le plus besoin.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Victor Provo

Je ne sais pas mes chers camarades, si, après ce que vient de dire Guy Mollet, je dois encore prononcer quelques mots.

Tout de même, je n'y manquerai pas, pour tranquilliser notre ami Guillet, de la Gironde, qui m'a demandé si le Conseil national se prononcerait sur le budget du Parti.

Au début de mes explications, mon rôle se bornait à faire une communication qui servira à tous les secrétaires fédéraux lorsqu'ils auront en mains, le budget du Parti pour le prochain Congrès pour discuter en toute connaissance de cause des postes. Je veux dire aussi deux mots à nos amis Métayer et Rousset. Le système qui consisterait à faire porter sur le prix des deux timbres la somme qu'on attend des deux timbres spéciaux sur la cotisation, ne m'apparaît pas très heureux.

Je suppose que le Parti ne retiendra pas cette proposition, car en fait, étant donné que la moyenne des timbres est de 8 par adhérent, cela nous obligerait à augmenter le prix du timbre de 8 frs.

Vous sentez bien que le timbre-cotisation passant de 8 à 16 frs, rendrait plus difficile encore notre recrutement et c'est une proposition qui est tellement surannée que celle de notre ami Cotta.

Par la même occasion, je réponds à Cotta. Je dis que nous pouvons laisser le timbre à 8 frs. Utilisons les timbres spéciaux pour commencer à les instituer dans vos fédérations et dans vos sections et ainsi, demain, nous pourrons réaliser cette réforme. En tout cas, nous avons là une possibilité d'obtenir des fonds très importants sans grever trop lourdement le budget des ouvriers qui doivent constituer la base du recrutement de nos sections.

On aura beau faire toutes les réductions financières que l'on voudra, fatalement, nous sommes conduits à réduire les dépenses et à porter notre effort sur un certain nombre de postes administratifs.

C'est très bien, Métayer, de nous dire de ne pas supprimer les délégués à la propagande, mais ces délégués nous coûtent plus de 10 millions à cause des frais de déplacement, du chemin de fer, des salaires qu'il faut leur donner qui sont, je l'ai dit en débutant, insuffisants.

Quelles que soient les décisions que nous prendront, il restera que nous sommes 200 000 et que l'année passée, nous étions 320 000. C'est là le fait essentiel.

Nos fédérations ont pour devoir essentiel d'augmenter leurs effectifs. Je suis très frappé par cette baisse d'effectif, alors que nous n'avons jamais tant eu de municipalités. Il semblerait qu'il serait plus facile de constituer des sections là où elles n'existaient pas, de faire du recrutement un peu partout.

Je n'entre pas dans le problème de la politique générale. La meilleure propagande, c'est celle qui est faite sur le plan local. Notre camarade du Finistère avait raison de le dire tout à l'heure. Les parlementaires ont tous des grandes circonscriptions, grâce à la représentation proportionnelle.

Ils sont obligés de se tenir clans leur milieu quand les fédérations les demandent, mais la meilleure propagande est celle qui est faite par les gens de l'endroit. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, nous maintenons nos effectifs, ou à peu près.

Je le répète, c'est sur le plan local que l'on fait la meilleure propagande et les

fédérations qui, la plupart du temps nous demandent de l'aide, en disant que si elles n'obtiennent pas une aide financière, que si elles n'obtiennent pas le concours d'orateurs, elles ne peuvent pas faire de la propagande, comment à nos yeux, une erreur.
On peut et on trouve toujours, dans toutes les fédérations, un ou plusieurs camarades pour faire la propagande nécessaire. Ce sont les meilleurs militants, ils connaissent la population. Cette dernière est bien plus sensible à leurs arguments. C'est donc des militants capables de faire de la propagande sur le plan local.
Nos fédérations ont à augmenter leur recrutement, augmenter le pourcentage de prise de timbres. Si nous faisons cela, nous obtiendrons évidemment de meilleurs résultats, faute de quoi, nous serons obligés, comme aujourd'hui, de vous faire un bilan qui est plus ou moins optimiste ou pessimiste suivant qu'on se place sur un terrain ou sur l'autre, mais qui, en tout cas, est assez alarmant pour préoccuper le Parti.
(Applaudissements)

Robert Verdier

Le Comité directeur m'a confié une mission analogue à celle que vient de remplir notre camarade Victor Provo. Il m'a demandé de vous dire qu'elle est la gravité de la situation du Populaire et vous prier de lancer un appel pressant à tous les militants du Parti.
Vous avez entendu Guy Mollet vous dire tout à l'heure que vous auriez tort de considérer que Victor Provo a eu dans son intervention des accents essentiellement pessimistes.
Eh bien, de même, je vous dis que vous auriez tort si vous écoutiez avec indifférence et légèreté ceux qui viennent vous dire, au nom du Comité directeur unanime que la situation du Populaire est également extrêmement grave.
Je sais parfaitement ce qui peut vous disposer à un certain scepticisme à l'égard de ces informations. C'est que bien souvent, avant la guerre, on vous en a dit autant et on a ouvert des souscriptions pour Le Populaire. Mais jamais peut-être, la situation n'a été aussi grave et je voudrais vous apporter ici quelques explications à ce sujet.
Pendant à peu près un an, pendant l'année qui s'est écoulée entre le Congrès de Paris d'août 1946 et le dernier Congrès, celui de Lyon, nous avons réussi à maintenir à peu près le tirage et la vente du Populaire. Ce qui était déjà, en soi, assez réconfortant et assez encourageant car cette stabilisation de la vente du Populaire venait après une période de chutes rapides et massives.
Malheureusement, depuis le Congrès de Lyon, dans la période qui vient de s'écouler, la situation s'est au contraire considérablement aggravée. Mous avons éprouvé de très nombreuses déceptions et je voudrais vous dire eh quelques mots lesquelles en vous donnant quelques raisons des difficultés auxquelles nous nous heurtons.
Nous avions décidé au mois de juin dernier - le Conseil d'Administration du Populaire avait décidé - de faire un effort pour rendre plus facile aux militants de

province, la lecture du Populaire et c'est pour cela qu'on avait créé une nouvelle édition, dite édition départementale qui était faite de bonne heure dans l'après-midi, qui partaient par les premiers trains de manière à ce que les abonnés les plus éloignés puissent recevoir Le Populaire dès le matin.
Cette expérience a été poursuivie pendant 6 mois, de juin à la fin de l'année avec l'espoir que cela allait nous amené un certain nombre d'abonnés nouveaux. Au mois de décembre, il a fallu constater que cela ne nous avait pas apporté un abonné de plus. La situation était restée la même. Cela est décourageant pour l'administration et la rédaction du Populaire à qui la création de cette édition avait demandé de très-gros efforts.
L'année dernière, au début de juillet, un Conseil national du Parti consacré dans sa première journée aux questions de la presse du Parti, avait décidé, à l'unanimité de demander à chaque section de souscrire un abonnement au Populaire.
Vous savez qu'elles étaient les intentions lorsqu'il décidait cela. Il s'agissait, non pas seulement d'aider le Populaire, de lui apporter un certain nombre d'abonnés nouveaux, mais il s'agissait aussi de faire comprendre aux sections qu'il était absolument nécessaire qu'elles aient à leur disposition, et dans leurs archives, une collection du Populaire.
Il y a certainement de petites sections où il n'y a aucun camarade qui lise Le Populaire. Aucun membre de la Section ne lit le Populaire. Nous voulons faire cesser cette situation.
Il y a intérêt et pour Le Populaire et pour la propagande du Parti à faire cesser cette situation qui peut devenir catastrophique.
Une fois la décision prise par le Conseil national, elle a été notifiée, au moins à deux reprises par une circulaire signée et de l'administration du Populaire et du Secrétariat général du Parti.
Nous avons je crois, au moins 8 000 sections ou un peu plus. Nous avons reçu à l'heure actuelle environ 300 ou 400 réponses, 300 ou 400 abonnements. On ne reçoit pas de lettres de camarades qui nous disent : nous ne nous abonnons pas. On ne reçoit pas de réponse du tout et on a l'impression de se heurter à une indifférence totale.
Voila quelques-unes de nos déceptions. Le Populaire a subi le contrecoup des difficultés qui ont surgi au cours de l'hiver, difficultés qui, d'ailleurs, ont frappé toute la presse parisienne du matin.
Tous les journaux ont assisté à une baisse continue de leur tirage. Les raisons en sont multiples. J'en cite seulement quelques-unes :
Il y a eu d'abord l'augmentation eu prix de vente des journaux qui décourage le lecteur ; il y a pendant la période des grèves de novembre et décembre 1947, le fait que par manque de papier, les journaux ont été contraints de paraître sur une surface réduite et n'ont eu qu'une feuille, cela a découragé le lecteur.
Pendant la même période, il fallait considérer l'irrégularité des arrivées des journaux en province. Ainsi, petit à petit le public et surtout le public de province a un peu contracté l'habitude de ne plus lire les journaux parisiens du matin.

C'est d'ailleurs là un des faits les plus importants de la presse au lendemain de cette grève... c'est le développement considérable de la presse de province, au détriment de la presse parisienne. Cela frappe l'ensemble des journaux, mais frappe particulièrement les journaux de caractère politique et plus encore les journaux officiellement rattachés à un Parti politique.
Je vous ai dit tout à l'heure que les quotidiens du matin avaient dû baisser leur tirage. Il y a un ou deux qui réussissent à se maintenir et ceux qui se défendent le mieux ce sont des journaux comme Le Parisien libéré qui est éloigné du caractère d'un journal politique. Cela se comprend d'ailleurs assez bien.
Considérez ce qui se passe à l'heure actuelle.
Les journaux ont le droit de paraître sur six pages trois fois par mois. D'autres quotidiens de Paris en ont déjà profité pour utiliser leurs six pages pour publier davantage d'enquêtes, davantage de reportages.
Nous, parce que nous sommes journal du Parti, nous avons réservé la première occasion pour le journal d'hier et d'aujourd'hui. Cela intéresse les militants, un petit nombre de lecteurs, mais ça n'intéresse pas le grand public.
Pour vous donner une précision sur le fait qu'actuellement, les journaux de Paris sont lus de moins en moins en province... Si l'on regarde ce que sont nos chiffres de vente, on s'aperçoit que 67% du total de notre vente se fait dans la région parisienne, Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne. C'est vous dire le petit nombre de Populaire lus dans les départements de province.
Voila les raisons essentielles des difficultés que nous avons éprouvées. Il n'y a qu'un moyen d'en triompher. Étant donné que nous sommes organe officiel du Parti, c'est de demander un effort considérable aux militants du Parti.
Je sais bien que lorsqu'on vous dit cela, vous êtes toujours prêts à élever deux élections.
S'il y a des difficultés, pensez-vous, il y a une solution très simple. Il faut réduire les dépenses, les ramener aux chiffres des recettes.
Le Conseil d'administration siège depuis un an 1/2. Je dois vous dire que j'assiste à un effort continu de réduction de nos dépenses, sur tous les postes où on peut les réduire. Mais, pour un journal, on ne peut pas continuer indéfiniment ces opérations.
Il y a des dépenses qu'on ne peut pas supprimer : le prix du papier, le prix de l'impression.
Rien que pour l'impression, Le Populaire, comme d'ailleurs les autres journaux, est obligé de payer chaque semaine une facture de 750 000 à 800 000 frs.
Vous objectez aussi que si Le Populaire n'est pas davantage acheté et lu par les militants, c'est parce qu'il est mal fait.
Je n'ai pas l'intention de m'an gager dans une discussion là-dessus. Nous réserverons cette question, si vous le voulez bien, pour le Congrès national où l'on discutera assez longuement.
On pourrait augmenter considérablement la vente en changeant tel ou tel aspect du journal ? Direz-vous.
Je n'arrive pas à savoir ce que l'on appelle un journal bien fait. Je n'arrive pas à savoir quel serait le journal bien fait qui plairait à tout le monde à la fois.

Fondation Jean Jaurès

Il y a quelques mois, nous avions réuni des camarades des sections de la Seine pour avoir leur avis sur Le Populaire.
Des camarades d'une section nous ont proposé comme modèle de journal, Combat - et je dis en passant qu'il est dans une situation encore plus critique que la nôtre.
D'autres nous ont dit que Le Populaire n'était pas un organe assez accessible au grand public. Il est difficile donc, de savoir comment on peut tirer quelque chose, quelques suggestions pratiques de l'ensemble des lettres qu'on reçoit des militants.
Donc, réservons cela pour plus tard, ouvrons dès maintenant en vue du Congrès national, une discussion à l'intérieur des sections pour leur demander non pas seulement des critiques mais pour leur demander des suggestions précises, pour leur demander de proposer des solutions sur la façon dont le journal doit être fait.
En attendant, ce qui compte, c'est qu'il faut que le journal vive, qu'il triomphe des difficultés immédiates.
Cela ne peut être fait que si vous demandez autour de vous, à tous les militants, un effort considérable, effort pour la souscription ouverte par le journal depuis deux mois et qui n'a pas eu, jusqu'ici, d'excellents résultats, effort aussi pour entraîner les camarades à lire le journal ou à s'abonner au journal.
Si l'ensemble des militants lisaient régulièrement le journal nous ne connaîtrions pas cette crise.
A l'heure actuelle, il y a à peu près un militant sur trois de ceux inscrits au Parti qui lit le Populaire.
D'autre part, après vous avoir demandé cet effort, je vous demande de donner mandat au Comité directeur et au Conseil d'administration du Populaire, non pas seulement pour prendre les mesures nécessaires pour réaliser de nouvelles compressions de nouvelles économies, mais encore d'envisager toutes les réformes possibles, toutes les conceptions possibles selon lesquelles on peut faire le journal, afin qu'on réussisse à y intéresser non pas seulement les militants car ça ne devrait pas être le seul but, mais une large fraction du grand public.
Voila, camarades, les deux demandes que je voulais adresser au Conseil national, au nom du Comité directeur.
Il est nécessaire, je vous le rappelle, de dire à tous les militants qu'un effort considérable doit être fait à être fait tout de suite si nous voulons triompher de la crise actuelle.
(Applaudissements)

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

Au nom de tout le Comité directeur, nous approuvons, nous appuyons la communication et la demande qui viennent de vous être présentées par Verdier.
Je voudrais en tirer une simple conclusion. C'est qu'à l'heure actuelle, il faut qu'un immense effort soit fait dans le Parti, conclusion qui sera beaucoup plus optimiste que l'ont été les rapports.

Je dis que c'est possible, je dis qu'à l'heure actuelle, si nous avons 80 000 adhérents de moins qu'à la même date de l'année dernière, on ne doit pas considérer ces 80 000 adhérents comme perdus.
Partout où des camarades sont allés tenir le langage du Socialisme, partout ils ont été écoutés. Il faut vouloir le faire. De temps en temps, on a bien le droit d'être sévère envers nous-mêmes.
Le Conseil national est au fond unanime à estimer qu'il suffit de tenir quelques mois, de tenir le dernier quart d'heure, que l'heure est venue des victoires prochaines.
Il y a un effort à faire en commun, c'est l'effort - j'allais dire d'éducation - de documentation sur la vie actuelle du Parti. Il faut faire des visites de sections, élargies aux sympathisants.
Là, je vous mets en garde contre un défaut, contre un danger. Nous avons dans le Parti, une vieille habitude de démocratie qu'il nous faut préserver. Il faut que cette démocratie ne tombe pas en anarchie.
Je vais reprendre la formule d'un camarade d'hier : Quand dans nos sections, nous discutons entre nous de nos divergences - ce qui doit continuer- nous n'éprouvons pas assez le besoin de rappeler l'immense quantité de points communs sur lesquels nous sommes d'accord.
Il y a là un danger. Dans la situation actuelle, où le recrutement est difficile à cause de la politique générale, si vous faites une réunion de section élargie à des sympathisants, que vous fassiez venir un orateur ou que vous ayez un camarade venant tenir devant cette section les propos qu'il faut tenir, qui lui démontre les raisons pour lesquelles le Parti ne peut pas faire autre chose que ce qu'il fait, il ne faut pas que les 5 ou 6 sympathisants qui donnent leur adhésion, entendent démontrer immédiatement par trois ou quatre orateurs que le Parti a toujours tort, que la moitié des hommes qui le composent sont des anormaux, qu'il n'y a de bien que celui qui parle.
A l'heure actuelle, nous avons terriblement besoin les uns des autres, à reprendre confiance en nous-mêmes, et peut-être aussi confiance les uns dans les autres. C'est par cela que je terminai mon intervention d'hier matin.
C'est par cela que je voudrais que le Conseil national se termine.
C'est un appel à la confiance que je fais.
Il nous arrive si souvent d'avoir à parler de la confiance.
Ayez confiance en vous-même.
(Applaudissements)

PARTI SOCIALISTE - SFIO
Conseil national des 27 et 28 avril 1948

Séance du mercredi 28 avril 1948 (soirée)

Président : Colin (Oran)
Assesseurs : Germaine Picard-Moch, Faber (Var)

Fondation Jean-Jaurès

A 19 h 30, tandis que les membres du Conseil national attendent la fin des travaux de la Commission des résolutions et la reprise de la séance, un camarade monte à la tribune et propose que désormais les travaux du Conseil national soient organisés de la façon suivante :
-séance d'ouverture : désignation de commissions correspondant aux différents points de l'ordre du jour, puis réunion de ces commissions.
-dernière journée : séance plénière où ne prendraient la parole que les rapporteurs et les auteurs d'amendements.
-séance de clôture : à caractère spectaculaire, d'où les délégués repartiraient "regonflés" (sic) dans leurs fédérations.
A 19 h 45, un camarade propose d'envoyer une délégation à la Commission des résolutions pour lui demander de hâter ses travaux. Cette délégation se constitue elle-même et quelques camarades vont accomplir la démarche annoncée.
A 20 heures, Guy Mollet monte à la tribune :

Guy Mollet - Camarades, c'est moi qui viens excuser devant vous la Commission des résolutions. Le Conseil national a discuté un certain nombre de questions. En fait, d'autres questions ont été soulevées devant la Commission des résolutions et c'est toute la discussion qui a été reprise, pour en sortir, la Commission des résolutions a désigné 7 de ses membres pour essayer de rédiger un texte. Nous avons abouti, puis nous sommes revenus devant la commission plénière. Mais, à la commission plénière, de nouvelles réserves ont été soulevées. Cinq points ont été discutés ; sur quatre de ces points, l'accord est réalisé ; il ne reste qu'à terminer le cinquième et je pense que la séance pourra être reprise d'ici un quart d'heure ou vingt minutes.
Je vous demande un peu de patience.

Un délégué - Ne serait-il pas plus simple d'aller dîner et de décider que la séance sera ouverte dans une heure et demie ?

Guy Mollet - Nous y avions pensé. Néanmoins, il est des camarades qui désirent repartir dès ce soir pour leur province ; il y a donc intérêt à terminer le plus tôt possible. J'espère d'ailleurs que la discussion pourra être brève.

La séance est ouverte à 20 heures et demie.

Le président Colin - La séance est ouverte. Sans autre préambule, je donne la parole au rapporteur de la Commission des résolutions, notre camarade Jules Moch.

Jules Moch (rapporteur général)

Camarade, vous excuserez la commission du retard qu'elle a mis à vous rapporter le résultat de son travail. Ce travail a abouti à un texte sur lequel l'unanimité s'est réalisée quant à la plus grande partie des paragraphes qui sont respectivement consacrés à :

Coll. Fondation Jean-Jaurès

-la défense de la République,
-le problème des prix,
-le problème de l'Union Française qui est sommairement rappelé,
-la durée du service militaire,
-la laïcité,
-le problème des prix.
Enfin, la résolution se termine par une conclusion d'ordre international.
Je pense que le mieux est que je vous donne tout de suite lecture du texte, en vous indiquant simplement que ce texte peut poser demain des problèmes extrêmement difficiles à ceux de nos camarades qui sont délégués au gouvernement et qui ont déjà vécu ce matin une séance au cours de laquelle on a frôlé de très graves difficultés.
Je vous demande de ne pas l'oublier, car, dans le texte même, la Commission des résolutions a tenu compte de la relation que les ministres ont faite de la séance du Conseil qui s'est terminée à 14 heures.
Ceci dit, voici le texte :
(Le camarade Jules Moch donne lecture du texte de la résolution.)

Le président - Camarades, vous venez d'entendre la lecture du rapport de la Commission des résolutions.
En vertu du règlement en vigueur dans les Conseils nationaux, seul les dépôts d'amendements sont acceptés, avec, pour soutenir chaque amendement, un seul orateur.
Je demande quels sont les membres du Conseil national qui ont des amendements à déposer.

Delvaux (Moselle) - Le rapporteur pourrait-il nous expliquer ce qu'il faut entendre par "aménagements à la durée du service militaire" ?

Martin (Bouches-du-Rhône)

La fédération des Bouches-du-Rhône dépose deux amendements :
1°) en ce qui concerne le RDR
"Le Conseil national, considérant que le RDR est une formation politique qui affaiblit le Parti par les attaques qu'elle porte contre lui et qui affaiblit la Troisième Force en introduisant une discrimination entre les deux adversaires à combattre ;
regrettant que plusieurs responsables du Parti aient contribué à la création de ce rassemblement, sans l'assentiment préalable du Parti,
décide que l'adhésion au RDR est incompatible avec l'appartenance au Parti Socialiste ;
invite tous les militants à réserver leurs efforts pour le service de leur Parti."
2°) en ce qui concerne la durée du service militaire :
"Le Conseil national donne mandat au Comité directeur et au groupe parlementaire de défendre le service militaire de 12 mois."

Le président – Quelqu'un demande-t-il encore la parole ?

Gaston Chaze (Basses-Pyrénées)

La fédération, des Basses-Pyrénées a déposé une motion demandant la réforme des méthodes de travail du Conseil national. C'est-à-dire que, dès le début du Conseil national, soit tenue une séance d'ouverture pour désigner des commissions chargées d'étudier les différents points de l'ordre du jour d'une manière très précise. Peut-être le texte qui en sortira ne sera-t-il pas parfaitement balancé. Mais, je ne crois pas nécessaire que la rédaction soit parfaite et si je félicite Jules Moch de l'excellence de son travail, si je l'en remercie, je crois que des commissions distinctes arriveraient à établir un programme précis, réglant exactement tous les points essentiels, de telle façon que le groupe parlementaire n'ait pas la possibilité de se dérober dans l'exécution du mandat donné par le Parti.

En ce qui concerne le service militaire, conformément au mandat de notre fédération, nous voterons le service de 12 mois. Si cette proposition n'était pas adoptée, nous romprions la discipline... (Bruit, protestations.) On l'a tellement rompue déjà que nous aurions le droit de la rompre nous-mêmes sur cette question.

Guy Mollet disait qu'il fallait apporter des choses précises. Nous avons fait une proposition. Le Commission des résolutions s'en est complètement désintéressée.

Guy Mollet - Non, non, non !

Gaston Chaze - Nous pensons que le Conseil national devrait s'organiser et s'outiller pour travailler sérieusement, ce qu'il n'a pu faire jusqu'ici. Au lieu de discuter inutilement ici et de venir à tour de rôle occuper la tribune, il serait bien préférable de renvoyer les questions à des commissions qui les étudieraient et feraient leur rapport. Elles travailleraient dans le calme et le silence, avec les camarades de la base, ce qui permettrait de connaître le sentiment des camarades des sections. Je regrette que cela n'ait pas été fait.

Nous voterons quand même la résolution, car nous avons l'habitude de voter les textes qui nous sont soumis au Conseil national. Mais nous sommes décidés à ne plus être des soliveaux.

Guy Mollet - Chaze a posé quelques questions. Sur certaines de ces questions, c'est au Rapporteur général qu'il convient de répondre - seulement, Chaze avait déposé une résolution qui parlait de l'organisation des Congrès et des Conseils nationaux, et c'est sur ce point que je vais donner quelques explications.

Loin de se désintéresser de la question, la Commission des résolutions a commencé, pendant trois quarts d'heure, par trier les propositions de résolution qui lui étaient soumises ; elle a mis de côté celles qui avaient trait à la politique générale et a renvoyé au Comité directeur, avec avis favorable pour l'étude de celles qui touchaient au prochain Congrès ou à l'organisation des travaux. Chaze

Confédération Jean Jaurès

a donc satisfaction.
Il nous fait grief de ce que la résolution n'en fait pas mention. C'est que le Rapporteur général ne rapporte que sur les questions de politique générale. Mais, je le répète, le Comité directeur aura à étudier les propositions qui ont été faites.

Binot (Seine-inférieure) - Je propose de modifier la rédaction en remplaçant l'expression "nationalisation des écoles des houillères" par l'expression "laïcisation..."
Cela me semble plus clair. Il importe que sur ce point, comme sur la défense du pouvoir d'achat, le groupe parlementaire et le Comité directeur aient un mandat formel et bien précis.

Le président - Personne ne demande plus la parole ? La discussion est close. Je donne la parole au Rapporteur général, pour réponse.

Jules Moch (rapporteur général)

Le remplacement de l'expression "nationalisation" par "laïcisation" des écoles des houillères ne me gênerait pas ; toutefois, je ne sais pas si ces écoles n'étaient pas déjà des écoles laïques, et dans ce cas le mot laïcisation serait moins bon que nationalisation. Je n'en sais rien. Dans le doute, je préférerais nationalisation.
En ce qui concerne le RDR, je demande au camarade qui a formulé un amendement de ne pas insister. Cet amendement n'a pas été retenu, et voici pourquoi. C'est le texte de Guillet qui a été incorporé. Le résultat sera le même. Le Comité directeur a laissé un délai qui expire le 7 mai aux membres du RDR pour adhérer à la Troisième Force ou pour quitter le RDR. Dans ces conditions, une modification du texte n'ajouterait rien, et nous avons voulu laisser à cette déclaration qui a été faite dans des conditions difficile un caractère assez élevé, excluant dans le texte même la menace de sanctions.
J'ajoute aussi, en réponse à Binot, que l'on m'a demandé de ne pas faire figurer l'expression Troisième Force qui ne se trouve nulle part dans notre projet. Elle ne figure pas a fortiori dans les textes de nos camarades des fédérations qui rencontrent des difficultés insurmontables à s'unir avec le MRP dans certaines régions.
Il est bien entendu que la Troisième Force groupe les républicains et que, là où des gens portent une étiquette qui, dans certains endroits, s'applique à des républicains, mais lorsque ces gens ne le sont pas, l'accord ne peut être réalisé avec eux. Je devais donner cette explication.
J'arrive maintenant à la question de beaucoup la plus importante. On m'a demandé des explications sur l'expression "aménagement de la durée du service militaire" et on a proposé un amendement fixant cette durée à 12 mois.
Camarades, je suis assez gêné pour traiter la question en détail. Nous avons tenu ce matin un conseil qui a commencé à neuf heures et demie et s'est terminé à quatorze heures. Je vais vous dire ce qui s'est passé et je demande à ceux de nos camarades qui assistaient à la réunion de me rectifier si je commets quelque

erreur ou quelque omission. La situation était si tendue que, par deux fois, nous avons frôlé la rupture, c'est sur la question militaire que nous avons été le plus près de rompre.
La position de la majorité du gouvernement était indiscutablement la défense du service de 18 mois. C'est en particulier, pour l'instant, la position intransigeante - du moins en apparence - du ministre des Forces armées. Nous nous sommes battus ce matin pour le service de 12 mois. Si nous avions proposé au Conseil le service de 15 mois, je pense, sans en être certain, que la proposition aurait été acceptée, j'irai même jusqu'à dire que sans doute on a demandé 18 mois pour obtenir 15 mois. Mais, nous n'avons pas proposé les 15 mois.
Nous ne l'avons pas fait, parce que nous tenons à éviter une crise. Cette crise a été envisagée ce matin d'une façon assez dramatique, je ne force pas ma pensée, par un homme que je ne nommerai pas, mais que vous connaissez et qui n'est pas suspect d'hostilité à l'égard du Socialisme. A un moment donné, il a dit que, si le gouvernement devait démissionner sur cette question de la durée du service militaire, ce n'était pas seulement une crise ministérielle qui s'ouvrirait, mais bien une crise de régime.
C'est là une hypothèse redoutable pour le Parti lui-même et, quelles que soient les nuances politiques des ministres, nous avons tous été d'accord pour dire qu'un tel risque devait être épargné au pays. Cette crise serait si redoutable que l'homme auquel je faisais allusion s'est écrié : "Vous avez le choix entre trois mois de plus ou la destruction du régime ! "

Un délégué - Il faut dire cela au MRP.

Daniel Mayer - Si vous permettez...

Le président - Le règlement ne permet pas.

Jules Moch - Je crois devoir insister. Étant donné que je suis très fatigué aujourd'hui, mes souvenirs peuvent manquer de précision. Je serais heureux d'entendre Daniel confirmer mes dires ou apporter les rectifications qu'il croirait justifiées. Je souhaite une confirmation pour un souvenir de cet ordre et de cette importance.

Le président - Dans ces conditions, si personne ne s'y oppose, je donne la parole à Daniel Mayer.

Daniel Mayer

Je n'ai rien à ajouter à ce que vient de dire Jules Moch, si ce n'est pour confirmer le double caractère à la fois grave et même tragique du conseil de ce matin, et en même temps la volonté certaine de tous les hommes qui assistaient d'arriver à un accord.
Je ne ferai que deux observations.
J'entends dire, sur le choix entre les trois mois de plus et la destruction du

régime, qu'il faut dire cela au MRP.
Les responsables de l'organisation de la défense nationale, des missions envoyées dans l'Union Française, de cette fraction de l'ordre public pour laquelle Jules Moch réclame des forces en vue de luttes éventuelles qui n'ont rien à voir avec les luttes contre la classe ouvrière mais exigent la garde d'un certain nombre de points du territoire, tous ceux-là pensent que le service de 18 mois est une nécessité. En acceptant 15 mois, cela fait trois mois de moins pour eux et trois mois de plus pour nous.
Je veux simplement dire que l'homme auquel il a été fait allusion et dont nul ne contestera l'attachement au Socialisme m'a dit, lorsque nous avons quitté l'Élysée tout à l'heure : "Je vous en prie, Daniel, dites au Conseil national qu'il a le choix entre un sacrifice de trois mois ou la sécurité de la République." J'ai noté la phrase sous sa dictée. Cela confirme ce qu'a dit Jules Moch.

Jules Moch - Je demande à expliquer brièvement ce que signifient ces mots.
Je vous disais tout à l'heure que, si au lieu de proposer le service de 12 mois nous proposions celui de 15 mois, très probablement demain matin nous l'emporterions. Mais, je ne vous le demande pas, parce que je voudrais obtenir encore une concession de plus, de l'autre côté. Il faut que demain matin nous nous battions sur la thèse suivante : la durée du service militaire est de douze mois ; elle est inscrite dans la loi. Mais, il y a un certain nombre d'inconvénients à appliquer cette durée de douze mois, c'est d'abord la formation des cadres de réserve qui est une nécessité pour une armée démocratique ; c'est ensuite et surtout le fait que, si nous libérions aujourd'hui la classe 1947-1 pour incorporer la classe 1948-1, nous n'aurions sous les drapeaux que deux demi-classes, de sorte que nous resterions sans aucun effectif pour maintenir l'ordre en France, ce qui nous placerait dans des conditions qui ne me permettraient pas de garder ma part de responsabilité.
Évidemment, il serait possible, en les regroupant différemment, de fournir les éléments qui sont nécessaires au gouvernement. J'en suis d'accord. Ce serait possible, mais pas tout de suite. Il est clair qu'on ne laissera pas indéfiniment en Indochine 140 000 hommes, ni 40 000 hommes à Madagascar, ni même sans doute 110 000 hommes en Afrique du Nord, et qu'un moment viendra où le service de 12 mois permettra d'assurer la sécurité intérieure et extérieure. Mais, ce n'est pas possible cette année, et cela peut ne pas l'être l'année prochaine encore. Il faut tout réorganiser dans cette armée qui nous a coûté, en quatre ans, pour 1 000 milliards et qui peut actuellement armer 6 divisions, c'est-à-dire l'équivalent de l'armée belge, tout cela doit être remis sur pied, c'est une œuvre qui n'a pas pu s'accomplir en un jour. Si nous acceptons de nous battre demain sur le principe des 12 mois, sans aucune promesse de succès, il faut qu'il soit bien entendu que les classes, cette année et probablement l'année prochaine, devront faire 15 mois, ce que d'ailleurs la loi d'un an permet, puisqu'il est possible de garder les disponibles.
Voilà ce qu'il faut entendre par les adjonctions.
Je ne veux pas entrer dans le débat technique. Je terminerai sur une

considération d'ordre politique. Je prends l'engagement de mener avec mes camarades, la plus rude des batailles pour obtenir d'inscrire le principe des 12 mois dans la loi, à condition que l'application initiale ne soit pas prévue pour cette année. Je ne suis pas sûr que nous l'obtenions. Il est possible que le gouvernement soit démissionnaire demain, avec toutes les conséquences redoutables que cela comporte. Ce que je vous indique tout de suite, c'est que si le Conseil national vote un amendement imposant les 12 mois, sans aucune possibilité d'aménagement dans la période d'adaptation actuelle, sans la possibilité d'avoir, par le volontariat, des cadres instruits, que nous attirerons pas des avantages à leur concéder, si vous nous donniez ce soir la mission de n'accepter que les 12 mois à mettre immédiatement en application, nous irions, j'en suis sûr, Daniel et moi, ce soir même chez M. Schuman, Président du Conseil et nous ne soutiendrions pas demain une proposition qui n'aurait aucune possibilité d'être acceptée.
La seule façon que nous ayons d'obtenir que le principe des 12 mois soit inscrit dans la loi - et je vous assure que je parle sans aucun désir de me maintenir au ministère - c'est d'essayer d'obtenir l'affirmation de ce principe, en acceptant les aménagements qui s'imposent, le temps de service ne devant pas dépasser 15 mois.
Voilà ce que je veux dire, dans ce texte que je relis maintenant :
"Il (le Conseil national) estime que le problème de la défense nationale est plus une question d'organisation générale des forces armées qu'un problème de durée du service militaire. Ce problème doit donc être examiné dans son ensemble et dans le cadre de la sécurité collective et du relèvement économique de l'Europe libre. Le Conseil confirme la position prise par le Comité directeur et le groupe parlementaire sur la durée du service militaire obligatoire pour tous les Français, fixée à douze mois, les seuls aménagements possibles étant ceux destinés à assurer les adaptations nécessaires et la formation des cadres de réserve."
Camarades, j'en ai terminé. Vous êtes maintenant en face de vos responsabilités.

Le président - Je demande au camarade de la Moselle si, après ces explications, il maintient son amendement.

Delvaux (Moselle)

Je crois qu'il est nécessaire de donner quelques précisions, même après avoir entendu Jules Moch, et j'ai la conviction que je parle non seulement en mon nom, mais au nom de beaucoup de camarades de nos fédérations et de beaucoup de ceux qui sont dans cette salle.
Jules Moch vient de dire ce que le MRP a fait ce matin, au Conseil des ministres. Je regrette de dire que, s'il y a chantage, c'est surtout au Conseil national.
(Protestations. Mouvements divers)
Je regrette de dire que l'an dernier, au cours d'un Conseil national, c'était notre camarade Ramadier qui parlait dans les mêmes termes. Je ne sache pas que les faits aient démontré qu'il fallait céder au chantage ; ils ont démontré au contraire

que la République pouvait durer. Je ne suis pas sur - je ne veux pas dépasser ma pensée, je veux essayer d'être sincère - je crois que ce serait une profonde déception pour les Français Socialistes et pour beaucoup d'autres Français qui pensent comme les Socialistes, si le service de 12 mois était abandonné et si le Conseil national demandait à nos jeunes de passer 15 mois à l'armée.
Combien de temps durera cette période transitoire ? C'est une réponse précise que je voudrais avoir à cette question. Est-ce que cette période n'intéressera que la classe qui devrait être renvoyée ? Est-ce qu'elle s'étendra jusqu'à la classe suivante ? Jusqu'à deux autres classes ? Est-ce que Jules Moch pourrait répondre immédiatement sur ce point ?

Jules Moch - Comment voulez-vous que je le sache ? C'est une idée que nous n'avons pas encore soumise au conseil. Ce que nous voulons, c'est faire inscrire dans le bol le principe des douze mots, dire que ce service suffira, une fois l'armée réorganisée. Est-ce que cela peut se faire tout de suite ? Non certainement. Cela se fera-t-il en deux classes ? J'en doute. Mais d'abord, est-ce que ce sera accepté ? J'en doute aussi.

Delvaux (Moselle) - Le principe de la réorganisation de l'armée n'est pas soulevé. Il a d'ailleurs déjà été posé, en janvier 1946. Mais, le problème de la réorganisation de l'armée a trop de fois été éludé pour que nous ne réclamions pas ce soir le service de douze mois. Si nous acceptions des aménagements, sur combien de classes porteraient-ils ? Une, deux, trois, on ne sait pas. C'est en réalité rejeter le principe des douze mois.
Voilà pourquoi je maintiens mon amendement, non pas tel que je l'aurais rédigé si j'étais un détracteur sectaire qui exigerait l'application du principe sans aucune atténuation, mais je le maintiens pour obtenir que les aménagements soient précisés dans leur durée et dans leurs modalités. Je ne comprends pas que nos camarades puissent refuser d'étudier ici ces modalités, alors qu'ils les étudieront demain en Conseil des ministres. Puisqu'une solution doit être trouvée au Conseil des ministres, pourquoi le Parti Socialiste ne la rechercherait-il pas ici ce soir ?

Jules Moch - Nous n'allons pas traiter ensemble du problème militaire, à une fin du Conseil national !

Delvaux (Moselle) - J'aurais aimé que les techniciens du Parti nous permettent d'asseoir notre opinion sur des renseignements clairs et précis. Depuis quarante-huit heures que nous sommes ici, on aurait pu indiquer aux fédérations ce qui va être réalisé. Je voudrais pouvoir retourner dans ma fédération en disant à mes camarades militants : "Voici ce qui va être fait, pour telles et telles raisons." Pour cela, je voudrais savoir ce que pensent nos techniciens.
Pour l'instant, je me refuse à voter une motion qui laisse pratiquement la porte ouverte au service de quinze mois, pour une période indéterminée.
Je déclare que je suis partisan du service de douze mois. Et je demande au

Fondation Jean Jaurès

Conseil national, à titre de compromis, que l'on veuille bien se donner la peine, après la demi-journée que nous venons de perdre à attendre la commission, de nous donner des indications précises, afin que nous sachions où nous allons, jusqu'où nous irons et même pourquoi nous irons.
Est-ce que notre camarade Jules Moch peut s'expliquer d'une façon précise sur les aménagements tels qu'il les prévoit ?

Jules Moch - Je ne puis que répéter ce que j'ai dit. Dans mon esprit, la classe actuellement sous les drapeaux fera quinze mois. Je ne crois pas qu'il soit possible d'aller plus vite. Ceci, sans garantie que ce sera accepté, bien entendu !

Delvaux (Moselle) - Nous avions compris, d'après vos déclarations, que la classe qui va sortir devra faire quinze mois. Mais, est-ce que la question se pose de la même façon pour les classes qui suivront ? (Bruit, mouvements divers.) Je m'excuse auprès du Conseil national de multiplier les demandes de précision. Mais, nous aurons tous à répondre à ces mêmes questions, dans nos fédérations. Je m'explique avec sincérité, croyant servir les militants du Parti. Je vais donc déposer mon amendement qui est ainsi conçu :
"Le Conseil national donne mandat impératif à ses ministres, dans la préparation de la loi sur le recrutement, de n’accepter que le service de douze mois, sans compromis possible sur le principe, avec la seule possibilité d'aménagements pratiques de telle sorte que ces aménagements ne s’appliquent qu'aux recrus qui terminent actuellement leur service militaire."
Je vais préparer une rédaction meilleure de ce texte et je demanderai qu'il soit soumis au vote du Conseil national.

Martin (Bouches-du-Rhône) - Sur la question du RDR nous attendrons le 8 mai.
J'étais intervenu également pour demander que mandat soit donné au groupe parlementaire et au Comité directeur d'exiger la limitation à douze mois de la durée du service militaire. D’autres orateurs ont posé la question. Mais, plusieurs camarades qui étaient dans la salle et qui ne sont pas intervenus dans le débat se sont précipités à la commission des résolutions pour transformer les décisions du Conseil national qui entendait limiter à douze mois le service militaire.
Je demande que le Conseil national soit aussi ferme et aussi net en ce qui concerne le service de douze mois que pour la nationalisation des écoles des houillères, et qu’il donne au Comité directeur et au groupe parlementaire un mandat ferme sur ce point.

Brousse (Hautes-Alpes) - Camarades, le texte qui nous est soumis renferme des subtilités qui risquent de n'être pas très goûtées de nos militants et de nos sympathisants, spécialement des jeunes recrus qui seront invitées à faire quinze mois de service, alors que le Conseil national voudrait se raidir pour les douze mois.
Je demande à la Commission des résolutions de modifier son texte pour éviter

de nous mettre une fois de plus en posture ridicule et pour éviter au Conseil national de prendre une décision que les ministres ne respecteraient pas.
Il serait à mon avis plus habile de ne pas fixer à douze mois la durée du service militaire, si nous prévoyons que demain les ministres Socialistes seront obligés d'accepter quinze mois. Il sera difficile de faire entendre aux gens que la durée du service militaire est à douze mois, mais que si l'on demande aux recrus de rester quinze mois à la caserne, c'est pendant une période transitoire. Disons tout de suite que ce sera quinze mois, plutôt que de prendre une décision qui devra être désavouée le lendemain.
D'autre part, je demande comment nos ministres comptent s'y prendre pour faire respecter la loi du 11 mai 1946, alors qu'il n'y a plus à la Chambre la majorité qui a voté cette loi et qu'il a été impossible de l'appliquer lorsque cette majorité existait. Je serais heureux d'avoir un éclaircissement sur ce point.

Le président - Nous sommes à la fin du Conseil national...

Un délégué - Au début : le débat commence !

Le président - Je suis responsable du règlement et de son application. Je constate que, d'après le règlement, lorsque la Commission des résolutions a déposé son rapport et, que le rapporteur a répondu aux observations sur les amendements qui peuvent être défendus par un seul orateur, le vote doit intervenir.
Si le Conseil national veut modifier son règlement, qu'il le modifie, je m'inclinerai devant la décision.
Pour le moment, le règlement est ce qu'il est ; nous ne pouvons pas entamer un nouveau débat.

Un délégué - C'est peut-être maintenant que commence le Conseil national !

Le président - C'est possible, mais je n'y peux rien. Y a-t-il d'autres amendements ?

Schmitt (Manche) - Je n'ai pas l'intention d'ouvrir un débat ; j'essaye d'apporter un peu de clarté dans une discussion qui semble obscure et de trouver une possibilité d'accord.
Le Conseil national voudra certainement dire que nous sommes unanimes ou presque unanimes à réclamer le service de douze mois.
Mais, il voudra aussi reconnaître qu'il y a des nécessités nationales et internationales qui peuvent éventuellement exiger une prolongation du service militaire au-delà de douze mois.
Ne pourrait-on couper la difficulté en deux : dire que la loi qui sera discutée demain devra consacrer de façon absolue le principe des douze mois ; mais que, selon les nécessités nationales ou internationales, au moment où ces nécessités se préciseront, une loi ultérieure pourra fixer une durée de service dépassant douze mois ?

Fondation Jean-Jaurès

C’est pourquoi, au nom de la fédération de la Manche, je dépose l'amendement suivant :
"Le Conseil national demande au Comité directeur et au groupe parlementaire de défendre le principe des douze mois…
Une loi complémentaire ultérieure fixera éventuellement la durée de présence sous les drapeaux pour une durée supérieure à douze mois, selon les nécessités nationales."

Le président - Je suis saisi d'un amendement des Basses-Pyrénées.

Métayer (Seine et Oise) - Je demande la parole pour une motion d'ordre.
Étant donné que plusieurs amendements ont été déposés, il me paraît souhaitable de suspendre la séance pendant une demi-heure, pour permettre aux auteurs de ces amendements de se réunir, avec le rapporteur général, afin de rédiger un texte d’accord qui permettrait à la fois de respecter la volonté du Parti et de ne pas placer nos camarades qui sont au gouvernement dans une situation difficile.
Je suis persuadé qu'il y a une possibilité d'accord. La Commission des résolutions a déjà accompli un certain effort. Je suis certain que Jules Moch fera un effort de plus et que nous pourrons voter un texte à l’unanimité.

Gaston Chaze (Basses-Pyrénées)

Je m’étonne de la proposition de Métayer. Jules Moch a été très net : il ne peut pas aller plus loin.
Je rappelle simplement au Conseil national que le groupe parlementaire Socialiste s'est réuni récemment, qu'il a entendu les ministres techniciens et qu’après une longue discussion, après avoir examiné des chiffres qui vous parviendront rapidement, je l’espère, par l'intermédiaire du secrétariat du Parti, a décidé à la majorité que le groupe parlementaire Socialiste ne pourrait accepter que la loi d'un an.
Il est vrai que certains de nos camarades ont proposé l'extension du volontariat ; il est vrai que nous avons examiné ensemble la possibilité d’assurer le recrutement des militaires permanents – permettez-moi de les appeler ainsi -, il est vrai que nous avons dit qu'il serait expédient de prévoir des engagements pour trois, quatre ou cinq ans, je ne sais plus. Quoi qu'il en soit, vous aurez des déceptions dans le recrutement du Parti, si vous continuez cette politique d'abandons continuels.
Les membres du groupe parlementaire, après avoir entendu les techniciens du Parti, doivent défendre le service d’un an à la tribune du Parlement. Nous n'avons pas le droit, nous Conseil national, parce que c’est contraire au mandat que nous avons reçu, de leur permettre d'avoir une autre attitude ; nous n'avons pas le droit de céder au chantage qui s'exerce ici ...

Jules Moch - Je proteste contre ce mot que je n’accepte pas.

Gaston Chaze (Basses-Pyrénées) - Je le retire. Ce n’est pas dans mon esprit ;

Fondation Jean Jaurès

c’est une imperfection de langage. Seulement, la pression qu'on essaye de faire subir à nos camarades qui sont au gouvernement, aux membres du groupe parlementaire et au Parti lui-même, nous sommes décidés à ne pas l'accepter. On pense que nous céderons, une fois de plus. Nous ne céderons pas ; nous n'avons pas le droit de céder. Nous ne voulons pas qu'il soit dit dans le pays que le Parti Socialiste est complètement émasculé.

Le président - Une motion d'ordre a été déposée. Elle a la priorité.
Nous sommes saisis par le camarade Métayer d'une proposition tendant à suspendre la séance pendant une demi-heure, afin de permettre la réunion d'une commission qui comprendrait les auteurs d'amendements et le rapporteur général, afin de trouver un terrain d'entente.

Un délégué - Nous ne voulons pas plus de douze mois. Les positions sont prises.

Le président - Camarade, vous n'avez pas la parole. Daniel Mayer m'informe qu'il désire parler contre la motion d'ordre. Je lui donne la parole.

Daniel Mayer

Je demande au Conseil national de faire preuve à la fois de clarté et de courage.
La Commission des résolutions a siégé pendant de longues heures. Elle a abouti à un texte qui, s’il était un "nègre blanc" et si Jules Moch n'avait pas eu la loyauté de l’éclairer de ses explications et de sa rédaction, aurait sans doute été voté. Mais il aurait été confus et aurait pu décevoir demain un certain nombre de camarades qui auraient cru que le Parti s'était prononcé pour les douze mois, alors qu'en réalité on se borne à inscrire le principe des douze mois dans la loi, en admettant des aménagements qui pourront aboutir, pendant une année et peut-être deux, au service de quinze mois.
Je demande la parole, non pas pour parler, par un artifice de procédure parlementaire, contre la motion de Métayer, mais parce que j’ai le sentiment que, si nous renvoyons encore devant une commission, on n’obtiendra pas plus de résultat que l’on n’en obtiendrait ici même dès maintenant par un vote clair.
Je ne vois donc pas la nécessité de suspendre la séance pour la rouvrir dans une heure ou deux, devant un nombre encore plus restreint de camarades, ce qui ne pourrait aboutir qu'à une confusion supplémentaire dans les rangs des militants.
Voilà pour la clarté.
Pour le courage, je sais bien que, lorsqu'on appartient à un gouvernement et qu'on propose des décisions qui donnent l'impression de tendre à une prolongation de la vie de ce gouvernement, on est toujours un peu suspect. On n’est pas plus suspect que le secrétaire de section, le secrétaire de fédération ou le délégué au Conseil national qui risque toujours d'être suspecté par l’ensemble des militants.
Un certain nombre de ministres étaient présents dans la salle hier. Nous n'avons pas parlé. Nous n'avons pas parlé pour deux raisons. La première était une raison de discrétion, j'ai toujours pensé que les Conseils nationaux étaient faits pour

Fondation Jean-Jaurès

entendre les camarades qui viennent de province et non pas pour que les camarades de province viennent entendre les ministres et les membres du Comité directeur.

Un délégué - Non, non, non !

Daniel Mayer - Tueries non ! Mais je suis bien certain que si hier des ministres avaient parlé, tu aurais été le premier à hurler – et tu n'aurais pas été seul - pour dire que le devoir des délégués des fédérations était de faire entendre la voix de leurs mandants, et non d'écouter les discours de ceux qui sont à Paris. Laissons donc cela.
C'est au Conseil des ministres de ce matin que la question a été posée, ce Conseil des ministres s'est terminé à quatorze heures, et c'est la seconde raison pour laquelle nous n'en avons pas parlé hier. C'est ce matin que le problème a été posé avec toute son acuité, avec ses considérants et ses éventuelles conséquences, sur le plan de la vie même du gouvernement.
Je demande au Conseil national, avec le maximum de force, de vouloir bien faire preuve du courage qui consiste à exprimer ce que chacun pense au fond de soi ou ce que chacun devrait penser au fond de soi. C'est qu'une réorganisation générale de l'armée est nécessaire pour un certain nombre de raisons, dont la principale est qu'il faut d'abord définir les tâches de l'armée et que la durée du temps de service ne peut être que la conséquence des missions que l'armée aura à remplir et ne saurait être une sorte de décision préjudicielle, posée au départ de l'ensemble du problème.
Quelles missions et quel rôle entend-on donner à l'armée française ?
En premier lieu, le recrutement et la formation de cadres qui permettront de constituer une armée démocratique et non une armée de métier, une armée de mercenaires. Ces cadres pourraient être recrutés parmi les jeunes soldats et non parmi les gens qui désirent transformer l'armée démocratique en armée de métier. Il faudra donc former ces cadres, et pour cela le service d'un an serait inapplicable en 1948, probablement aussi en 1949.
Ensuite, il s'agit d'employer cette armée, la mort dans l'âme vous le pensez bien, à concurrence d'un peu plus de 100 000 hommes en Indochine et de deux ou trois milliers d'hommes à Madagascar.
Il faudra également assurer ce que Jules Moch avait promis de vous dire, mais il l'a oublié, une sorte de garde civique, nous l'appellerons ainsi, qui fonctionnera au service du ministre de l'Intérieur. Lorsqu'on dit que l'État, dans une période de troubles, doit disposer de certaines forces, on pense tout de suite aux grèves à briser et au chant du dix-septième. Il ne s'agit pars de cela : il n'est pas question d'envoyer des soldats contre le peuple, mais simplement de libérer des hommes qui connaissent les mouvements de rue et savent rester impassibles sous les coups, je parle de la garde mobile. Cette garde mobile est actuellement occupée à des besognes dont il convient de la dégager : garde de postes de radio, garde de gares et de voies ferrées, que l'on peut confier à des soldats. Christian Pineau, s'il est dans la salle, ne me démentira pas quand je dis que, pour la garde de la

voie ferrée entre Paris et Marseille, il faudrait en cas de troubles 29 000 hommes. Il est entendu que les syndicats de Force Ouvrière doivent travailler en cas de troubles Communistes ; mais ils ne pourront travailler que dans la mesure où ils seront sûrs que leur travail sera préservé. Les cheminots se refuseraient à assumer le travail de garde-voies. Ce qui n'est pas vrai pour les mineurs l'est pour les cheminots.

Vous sentez bien que, dans une période de troubles, si elle devait venir, il faudrait des soldats et des soldats qui soient commandés. Certains penseront que nous devrions nous désintéresser de la question. Je comprends ce sentiment, moi qui en 1929, lorsque je faisais mon service militaire, ai été de ces crétins qui refusaient de suivre le peloton des élèves officiers de réserve. Peut-être eût-il été préférable de nous intéresser à l'armée dès 1928 ou 1929, au lieu de nous y intéresser trop tard. Mais enfin, je sais bien que votre sentiment est légitime. Je sais aussi que ceux qui réclament avec insistance le service de douze mois seraient les premiers, dans un mois ou deux, si des heures tragiques devaient sonner, à réclamer le remplacement des gardes mobiles par des soldats, afin que ce ne soit pas la troupe, mais la garde, qui entre en contact avec la population.

Voilà quelles sont les données du problème. Ce n'est pas un problème budgétaire ; c'est un problème de tactique, exclusivement de tactique.

Par conséquent, le Conseil national est certainement unanime et trouvera l'appui des militants pour dire que nous demeurons partisans du service de douze mois s'il s'agit de l'organisation définitive de la défense nationale, après qu'on aura défini un certain nombre de missions et déterminé le rôle de l'armée ; mais pour dire aussi - et c'est l'avis que vous exprimez lorsque nous vous interrogeons individuellement - que, pendant une certaine période d'adaptation, cela est a absolument impossible et que des amendements sont indispensables. Un camarade comme Cofin... qui n'est pas un Socialiste modéré reconnaît la nécessité d'une période d'adaptation.

Ce qui serait le plus dangereux pour le Parti serait de dire ce soir "douze mois", pour accepter dans quinze jours "quinze mois" ; Cela donnerait l'impression que le Parti a cédé.

Le chantage n'est pas dans les propos que noua tenons maintenant pour exposer le problème ; le chantage, c'est l'action qui s'exercerait sur les parlementaires, non pas le jour du Conseil national, mais trois semaines ou un mois après, lorsqu'il serait question de revenir sur les positions prises et de semer ainsi la démoralisation parmi les militants. Ce qui est grave, ce qui est douloureux pour un militant, ce n'est pas de prendre une décision contraire à la décision précédente ; c'est de donner une impression de discontinuité, c'est de donner l'impression que le Parti a du céder.

Je vous demande, camarades, de répondre avec clarté : principe des douze mois, mais période d'adaptation que nous nous efforcerons de rendre aussi courte que possible. L'acceptation des quinze mois serait-elle dans la résolution que nul ne douterait ni de nos intentions ultérieures ni de notre volonté immédiate. C'est un acte de courage que je vous demande. Vous traversez une période de graves difficultés. Mais, la difficulté la plus grande, je l'ai touchée hier au cours d'une

brève intervention en répondant à notre camarade du Loiret, c'est l'absence de confiance en soi. Lorsqu'on ira devant les auditoires populaires expliquer ce que je suis en train d'exposer devant le Conseil national, on sera parfaitement compris.
Le problème consiste à savoir si le Conseil national aura le courage d'affronter ses militants pour leur expliquer les difficultés de l'heure, ou bien s'il se dira : "Qu'est-ce que vont penser les partis voisins ? Est-ce que celui-ci exerce un chantage ? Est-ce que celui-là serait prêt à céder à un chantage ?"
Camarades, je suis sur que le Parti se ressaisira, lorsque vous ferez preuve à la fois de clarté et de courage.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, Daniel Mayer vient d'ouvrir un débat, j'ai le devoir de mettre le conseil national devant ses responsabilités. Voulez-vous continuer le débat qui vient d'être ouvert ?
(Mouvements divers)

Pierre Métayer (Seine-et-Oise) - J'ai déposé une motion d'ordre. En combattant cette motion d'ordre, Daniel Mayer a exposé le fond du problème. Je maintiens toutefois ma proposition : je crois qu'il serait indispensable de suspendre la séance pendant une demi-heure, pour arriver à un accord.
Ce que nous ne pouvons pas accepter, c'est de laisser le gouvernement...

Le président - Je m'aperçois que le débat continue.
Je mets le Conseil national en face de ses responsabilités. Je suis saisi d'une motion que je lis :
"Le Conseil national, repoussant tout amendement, passe à l'ordre du jour."
Je reprends la proposition Métayer et je la mets aux voix. Le vote peut se faire à main levée ou par mandat...

Nombreux délégués - A main levée !

Le président - Je mets aux voix la proposition de Métayer : suspension de séance d'une demi-heure, pour permettre à la Commission des résolutions et aux auteurs d'amendements de se mettre d'accord sur le problème qui nous préoccupe.
(La proposition Métayer n'est pas adoptée.)
La proposition Métayer étant repoussée, le débat continue.
L'amendement de la fédération de la Moselle va être soutenu par Delvaux. Je lui donne la parole.

Delvaux (Moselle)

Camarades, nous arrivons à l'heure où le débat se clarifie. Au nom de la fédération de la Moselle et d'un certain nombre de fédération qui sont d'accord avec moi, je présente l'amendement suivant :
"Le Conseil national donne mandat à ses ministres et au groupe parlementaire

Contribution Jean-Jaurès

pour que la loi sur le recrutement militaire ne comporte en aucun cas plus de douze mois de service, sans compromis possible sur le principe, avec des possibilités d'aménagements pratiques pour la seule classe actuellement sous les drapeaux, et ceci afin de ne pas désorganiser l'organisation militaire du pays."
Tout à l'heure, Daniel Mayer a bien senti que les délégués ne pouvaient pas recevoir dans leurs fédérations pour dire à leurs camarades que rien n'a été fait et que le problème reste entier, qu'il se pourra qu'en 1948, 1949, 1950 ou plus tard, la question soit posée à nouveau.
Le principe, c'est très joli, mais la pratique, c'est bien mieux. Ce qui intéresse nos camarades des fédérations, ce sont las réalisations pratiques obtenues par le Parti ; ce n'est pas par des motions nègre-blanc qu'il est possible de les satisfaire.
Sur le problème des douze mois, personne au Conseil national n'a parlé ; il n'y a pas eu de discussion.
En ce qui concerne la période transitoire, mes camarades et moi proposons une solution précise.
Jules Moch a déclaré qu'il était impossible de répondre aux nécessités militaires du pays avec le service de douze mois, tant que l'armée n'aurait pas été réorganisée, ce qui ne pouvait être fait pour le mois prochain ni pour le mois suivant. Sur ce point, je me déclare d'accord, car l'opinion publique ne nous soutiendrait pas si nous prenions une position contraire, et ce serait à juste titre.
Mais je ne crois pas que les jeunes qui partiront sous les drapeaux à la fin de cette année ou l'année prochaine puissent être enrégimentés en ayant l'impression que le Parti Socialiste accepte pour eux le service de dix-huit mois que les bellicistes et les réactionnaires voudraient imposer.
Voilà le sentiment que nous éprouvons dans ce Conseil national, parce que nous sommes profondément républicains, profondément Socialistes.
Mais, je crois que l'affaire est tout à fait simple car, comme le disait Guy Mollet, servir la servir la République, c'est d'abord servir le Parti.

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

J'ai conscience, camarades de toute la gravité de la question. Je voudrais cependant que l'on essaye d'y voir clair sur le problème. J'ai eu l'impression tout à l'heure que l'état d'esprit, que la volonté de la Commission ne nous ont pas été complètement traduits.
C'est peut-être ce qui a créé l'émotion et qui a amené à cette tribune des camarades, alors que sur un certain nombre de points l'accord est total.
Je voudrais que les discussions soient limitées au problème qui reste à résoudre.
Ce problème, quel est-il ? Je m'en excuse auprès des camarades qui ont pris la parole, peut-être aussi de ceux qui la prendront encore : le problème n'a pas été étudié au fond.
Ce problème comporte trois questions. Sur deux de ces questions, l'accord est fait. Quelles sont les trois questions ?
Un projet de réorganisation de l'armée, qui ne porte d'ailleurs pas seulement sur la durée du service militaire mais sur l'ensemble de la question militaire, doit

être étudié.
Un certain nombre de nos adversaires politiques estiment que le service de 12 mois ne permet pas l'organisation de l'armée telle qu'ils la conçoivent.
Là-dessus, les Socialistes ont délibéré au Comité directeur et au groupe parlementaire, et dans les deux cas ont répondu que la thèse ne tient pas et que le service de douze mois répond à tous les besoins militaires de l'heure.
C'est la raison pour laquelle les parlementaires Socialistes déposeront un projet d'organisation de l'armée fixant à douze mois la durée du service.
Mais, tous les arguments employés par Jules Moch n'ont pas été connus par le Comité directeur et le groupe parlementaire. Je dis que ces arguments sont sans valeur, dans le cadre de l'armée réorganisée et que si l'armée ne peut pas mettre à la disposition du ministre de l'Intérieur les troupes dont il pourrait avoir besoin, c'est parce que l'armée est mal organisée. L'armée doit pouvoir répondre à tous les besoins, avec le service de douze mois, et pas plus. Sur ce point, il y avait unanimité à la Commission.
Deuxième point. Dans le cadre de la loi définitive, y a-t-il des aménagements nécessaires à apporter au service d'un an ? Là-dessus encore s'est rencontrée l'unanimité des techniciens du Parti qui disent : certains aménagements sont nécessaires. Ces aménagements doivent être les suivants : un volontariat possible de quinze ou dix-huit mois, pour ceux qui doivent former des cadres de réserve. Il ne s'agit pas d'appeler ou de maintenir des recrus sous les drapeaux ; il s'agit de volontaires destinés à former l'encadrement de l'armée démocratique que nous voulons.
Avant de passer au troisième point, je veux répéter qu'il y a unanimité sur les deux premiers. C'est très important. Le Parti Socialiste va dire que, dans sa conception de la réorganisation de l'armée, c'est de douze mois qu'il s'agit. Il est unanime là-dessus.
Où commence la discussion, c'est sur la durée de la période de transition.
Il est nécessaire de prévoir, pour réorganiser l'armée, une certaine période de transition qui doit être d'autant plus longue, aux yeux de certains, que les cadres tendent au maintien de la situation actuelle qui justifie leur propre existence. La réduction de cette période sera fonction de l'énergie du gouvernement et de l'énergie du Parti.
Je voudrais qu'il n'y eût pas de fuites. Je serais effrayé, si l'on me disait que des journalistes prennent des notes. Je regretterais en tout cas de trouver demain dans la presse qu'une fraction des membres du Conseil national est pour les quinze mois et une fraction pour les douze mois. Ce n'est pas vrai. Il faut que tout de suite le Conseil national vote sur ce principe : la réorganisation de l'armée comporte douze mois de service ; c'est nettement suffisant ; les arguments qui pourraient être apportés contre cette conception ne seraient pas sérieux.
C'est précisément cette justification que certains tâchent de faire, pour conserver leur fromage.
Des aménagements sont nécessaires. Moi aussi, comme Daniel Mayer, je suis un des crétins qui ont refusé de suivre le peloton d'élèves officiers. Des cadres

doivent être formés pour l'armée de réserve. Cela comporte des aménagements. C’est le seul point qui soit en discussion ; je demande que le débat soit limité à cela.
C'est sérieux, c’est très sérieux ; je ne cherche pas à diminuer le problème posé. Je dis que c'est sérieux. Nous sommes menacés d'entourloupettes, c’est certain. Nos adversaires qui demandent dix-huit mois pour en avoir quinze cherchent la possibilité de faire durer le service quinze mois à peu près tout le temps. Il faudra que nous soyons énergiques sur cette question de la période de transition. Seulement, vous n’avez pas le droit de dire qu'il n'y aura pas de période de transition. Il est évident que ce n’est pas possible. Si vous exigiez qu’il n'y ait plus de période de transition, vous diriez qu'il faut ramener le service à douze mois, alors que les soldats font également quinze mois.
Donc, c'est à vous de limiter le problème à ce qu'il est, en ayant conscience de sa gravité et à dire : il appartient au gouvernement d'exiger de l'armée que la réorganisation soit effectuée dans un délai très court. C’est à cela que le débat doit être limité.

Marceau Pivert

Je veux insister non pas sur la conciliation, mais sur la volonté des militants du Parti qui est absolument claire et sur la situation politique devant laquelle on nous a placés tout à l’heure et qui a amené certains de nos camarades et le rapporteur général lui-même à accepter des formules qui présentent des dangers.
Il serait tout à fait désastreux qu’un vote sur le point qui nous divise actuellement présente le Parti comme coupé en deux fractions, alors que j'ai le sentiment que, si le problème est exactement posé, nous serons tous d’accord pour dire que le Parti ne doit pas céder sur sa position de principe qui vient d'être rappelée par Guy Mollet, et il faut que ceci soit très clair ; et deuxièmement, j’insiste auprès du rapporteur, je n'ai pas voté ce texte parce que le débat n’a pas été ouvert devant le Conseil national, à savoir : est-ce que le Parti se sent suffisamment maître de lui, de sa situation politique, des atouts qu'il a dans les mains, ces conditions je pourrais presque dire historiques dans lesquelles il se trouve, est-ce qu'il est capable de jouer les cartes qu'il tient, ou est-ce qu’il ne se rend pas compte exactement ?...
Nous aurions posé le problème sous cet angle, peut-être aurions-nous montré une volonté dynamique pour manifester que c'en est fini de la période où l'on étudie les rapports de force qui jouent contre nous et que nous parlons non seulement au nom des Socialistes inscrits ou sympathisants, mais au nom de l'ensemble des masses populaires qui ont été trompées et, qui ont besoin qu'on les rassemble.
Si nous savons comprendre que l'occasion nous est fournie de faire parler par le Parti Socialiste le langage qui est attendu, sur ce point comme sur les autres, nous aurons des forces nouvelles, et ceux qui pensent qu'ils vont pouvoir nous utiliser se rendront compte que nous sommes décidés à ne plus nous laisser placer en état d'infériorité, aussi bien sur ce problème que sur les autres, et que le groupe parlementaire réagit exactement, comme le Parti lui-même.

Les membres du Comité directeur qui ont assisté à cette séance ont été heureux de voir que la presque totalité du groupe parlementaire comprenait comme nous le problème tel qu'il est posé.
On a dit que le service de quinze mois au moins était nécessaire, parce que sans cela des missions ne pourraient être remplies. Camarades, ces chiffres sont faux. En tout cas, il y a un moyen de trancher la question, c'est de faire revenir un certain nombre de soldats qui sont en Allemagne et qui ne servent qu'à discréditer définitivement la démocratie et à présenter la France comme elle ne devrait pas l'être. C'est aussi de nous préoccuper d'un problème qui nous échappe : est-ce que le Parti aura la volonté d'intervenir dans l'affaire d'Indochine ? Est-ce que nous avons le moyen de faire pression sur le gouvernement et sur l'opinion pour que vraiment soient prises des dispositions pour ramener ces effectifs qui sont occupés là-bas dans des proportions qui dépassent depuis trop longtemps les capacités qui sont les nôtres ?
Si nous prenons l'amendement de la Moselle, nous pouvons trouver le moyen de faire l'unité, en indiquant que nous faisons confiance au groupe parlementaire pour maintenir la position du Parti et pour ne pas craindre, quoi qu'il arrive, de retrouver autour du Parti Socialiste tous ceux qui ne veulent pas se laisser entraîner dans une dégringolade générale qui est à l'origine de nos propres difficultés.
Pour la solution des problèmes, même ceux qui sont traités ici, nous ne pouvons pas avoir tous les éléments. Je crains que des engagements soient déjà pris, sur le plan international. Je crains que l'on ait déjà disposé d'un certain nombre de forces militaires, et que par conséquent, au moment même où le Parti Socialiste fait un effort de reconstruction d'une Europe qui doit être indépendante et pacifique, on ne l'ait entraîné, de gré ou de force, consciemment ou non, dans une autre politique où la France serait un des éléments de défense militaire internationale qui n'a rien de commun avec la véritable position Socialiste.
C'est parce que ceci apparaît dans les faits que j'aurais souhaité que fût débattue la question devant le Conseil national qui a conscience de l'impossibilité de suivre en même temps deux politiques, la politique de reconstruction de l'Europe et du monde, et la politique suivie au service des exigences capitalistes.
Ce point des douze mois est évidemment l'un des points névralgiques qui permettent au Parti d'exprimer la conscience qu'il a de représenter les forces de transformation qui se cherchent de par le monde.
C'est parce que tout le monde sent cela que nous pouvons, au nom de cette volonté, dire : douze mois sont largement suffisants ; trouvez le moyen de faire en sorte que la période de transition ne dépasse pas les problèmes immédiats qui sont actuellement posés. Mais, ne comptez pas sur le Parti Socialiste pour ruser, pour faire de l'hypocrisie, pour tromper l'espérance des masses populaires ; ne comptez pas sur nous pour faire une politique que le Parti ne veut pas.
(Applaudissements. Mouvements divers)

Pierre Métayer (Seine-et-Oise)

Tout à l'heure, Guy Mollet a posé le problème de façon excellente. Il a indiqué

qu'il y a une volonté unanime du Parti d'affirmer que, sans une armée réorganisée, sans une défense nationale rationnelle, le service militaire ne doit pas dépasser une durée de douze mois. Il a indiqué également que la proposition de loi que la commission d'étude de défense nationale du groupe parlementaire avait déposé ou était sur le point de déposer comportait un certain nombre d'aménagements, en particulier la possibilité d'engagements de 15 à 18 mois, pour la formation de certains cadres de réserve, pour le service de l'union française et même pour la garde de services publics et d'industries nationalisées.
Il reste le point le plus délicat, celui de savoir si demain, un gouvernement Socialiste étant au pouvoir, il pourrait réaliser immédiatement le service d'un an, c'est-à-dire s'il pourrait prendre une position qui serait en contradiction avec celle qu'a prise il y a quelques semaines le groupe parlementaire, lorsqu'il a autorisé le gouvernement à maintenir pour deux mois les recrus de la classe 47-1 sous les drapeaux.
En toute probité, je crois que ce ne serait pas possible ; je crois qu'il ne serait pas possible de réaliser immédiatement le service d'un an.
Mais, ce que nous ne voulons pas, ce que certainement dans sa majorité le Conseil national ne veut pas, c'est donner trop de facilités au gouvernement pour réaliser d'une façon permanente le service de quinze mois, dans le cadre de la loi d'un an.
Il s'agit donc de fixer de façon aussi précise que possible la durée de la période de transition pendant laquelle les appelés pourront faire plus de douze mois de service.
C'est pour cela que je vous propose l'amendement suivant :
Après les mots "…fixée à douze mois", ajouter : "... les aménagements nécessaires pendant la période de réorganisation de l'armée."
Je m'explique. En 1924, lorsque le gouvernement a déposé le projet sur la réorganisation de l'armée, comme Daniel Mayer le disait, le problème a dû être traité dans son ensemble. Comme Daniel Mayer le disait, la réorganisation de la défense nationale ne comprend pas seulement la loi sur le recrutement ; elle comprend d'abord une première loi sur l'organisation de la défense nationale, une loi sur l'organisation des forces armées, une loi sur les cadres et les effectifs, une loi sur le recrutement, une loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre. Cela fait un ensemble. La dernière législature de la Troisième République a mis deux ans pour voter l'ensemble de ces lois. Si les camarades qui sont au gouvernement acceptaient cette proposition et la défendaient au Conseil des ministres, je crois que le Parti Socialiste prouverait à la fois son attachement à la loi d'un an et sa compréhension des exigences du moment.

Léon Boutbien - Dans l'éventualité où la proposition des douze mois, avec des aménagements limités dans la durée, ne serait pas acceptée par les autres partenaires membres du gouvernement, est-ce que Métayer accepte de déclencher une crise ministérielle sur cette question ?

Pierre Métayer (Seine-et-Oise) - Métayer n'a pas à accepter de déclencher ou de

ne pas déclencher une crise ministérielle. Il existe un protocole d'accord entre le Comité directeur et le groupe parlementaire. Si la question se posait, elle serait renvoyée aux organismes responsables du Parti.

Brousse (Hautes-Alpes) – Ce n'est pas la classe 1948 qui pourra faire un an, mais seulement au plus tôt la classe 1949. C'est à ce moment-là que la question des aménagements se posera. Je me demande s'il serait raisonnable de susciter une crise ministérielle sur ce qui se fera ou ne se fera pas dans un an.

Pierre Métayer - Je ne peux pas dire que dans un an on aura adopté l'ensemble des lois dont j'ai parlé. Je n'ai pas voulu apporter devant le Conseil national des arguments qui ne pourraient être tenus ni par le groupe parlementaire ni par nos camarades qui sont au gouvernement. Nous nous sommes un peu énervés sur la question du service militaire. Mais si demain il y avait une crise sociale, vous demanderiez sûrement au Parti d'abandonner le vote de la loi sur l'organisation de l'armée pour se consacrer à des questions qui vous paraîtraient beaucoup plus urgentes et à juste titre.
Je vous demande de voter cet amendement qui, je crois, peut permettre au Conseil national d'abréger ses travaux.

Un délégué - Cela équivaut à voter le texte de Jules Moch.

Le président - Je demande aux auteurs d'amendements si ces amendements sont maintenus ; d'abord, au représentant de la Moselle.

Delvaux (Moselle) - Je maintiens mon amendement. Il est ainsi rédigé :
"Le Conseil national donne mandat à ses ministres et au groupe parlementaire pour que la loi sur le recrutement de l'armée ne comporte qu'un service de douze mois, sans compromis possible sur le principe, mais avec des possibilités d'aménagements pratiques, pour la seule classe actuellement en service sous les drapeaux, et ceci afin de ne pas désorganiser l'armée de notre pays."
Je demande la mise aux voix de cet amendement.

Royer (Corrèze)

La question qui nous intéresse est celle-ci : Dans combien de temps pourrons-nous véritablement arriver à ce service d'un an que nous désirons tous ? Je crois que c'est le problème crucial sur lequel nous devons nous mettre d'accord, après que les techniciens nous auront apporté des précisions.
Ces précisions, je m'excuse de vous les apporter, car je suis technicien : je suis un officier d'activé démissionnaire et j'appartiens au Parti depuis trente-deux ans. Je n'ai pas fait comme Daniel Mayer, je ne suis pas un des crétins qui n'ont pas su faire ce qu'ils auraient dû faire en tant que Socialistes. J'ai quitté l'armée parce que j'étais Socialiste, et je suis resté Socialiste.
Je crois, parce que je suis un militaire qui a instruit des classes, que trois contingents doivent suffire pour former nos volontaires et nos cadres de réserve.

Fondation Jean Jaurès

C’est là-dessus semble-t-il que nous pourrions nous mettre d'accord.
J’accepte par conséquent l'amendement de la Moselle, en y ajoutant in fine :
"... sans que ces aménagements puissent en aucun cas être appliqués à plus de trois contingents, temps suffisant pour permettre les aménagements nécessaires à la mise au point de l'instruction des cadres de réserve, à assurer l'encadrement des réserves... et à former les cadres volontaires nécessaires à nous assurer une armée démocratique telle que le Parti la désire."
En effet, vous ne pourrez jamais, avec un seul contingent sous les drapeaux, constituer l'armée démocratique ; vous n'aurez pas les cadres qui sont nécessaires à l'armée que nous désirons, il faut au moins trois contingents pour que ces cadres volontaires puissent être formés.

Jules Moch (rapporteur général) - Le Conseil national est saisi de trois amendements :
-l'amendement de la Moselle qui limite à une seule classe les possibilités d’aménagement ;
-l'amendement de la Corrèze qui fixe à trois contingents ces mêmes possibilités ;
-l'amendement de la Seine-et-Oise qui ajoute au texte primitif «... jusqu'à la réorganisation de l’armée".
J'ai l'impression que l'amendement Métayer et l'amendement de la Corrèze pourraient être fusionnés et que le Conseil national pourrait se rallier à ce dernier, de façon à éviter un vote triangulaire.
Acceptez-vous de voter Corrèze et Moselle ?

Delvaux (Moselle) - Trois contingents, combien de temps cela fait-il ?

Jules Moch (rapporteur général) - L'un de vous a demandé l'avis du rapporteur. Le rapporteur, en tant que tel, ne peut pas avoir d’avis : il rapporte au nom de la Commission des résolutions. Si vous me demandiez mon avis personnel, je vous répondrais qu'il ne me serait pas possible de défendre le texte de la Moselle devant le Conseil des ministres. D'abord, il n’aurait aucune chance d’être accepté ; ensuite, il correspondrait à l'hypothèse fâcheuse que j'évoquais tout à l'heure et sur laquelle je ne veux pas revenir.
Quant à l'amendement de la Moselle qui pourrait être substitué à celui de Métayer, nous pouvons je crois nous engager, Daniel Mayer, Depreux qui doit être dans la salle et moi-même, à le défendre demain.
Ce que nous ne pouvons pas faire en toute loyauté, c’est vous garantir que nous l'emporterons. Nous pouvons nous engager à le défendre. Mon impression, je vous l’ai dit tout à l'heure, c'est que nous aurons beaucoup de mal à faire inscrire le principe des douze mois, sur lequel nous sommes résolus à nous battre.
Je pense que nous trouverons cette nuit des arguments pour essayer de convaincre nos collègues sur la possibilité de ne pas dépasser quinze mois, et cela pour trois demi-contingents : 48-1, 48-2 et 49-1. Cela représente le minimum de temps nécessaire pour la réorganisation de cette énorme machine.
(Applaudissements. Mouvements divers.)

Collection Jean-Jaurès

Royez (Corrèze) - Il s'agirait des contingents 47-2, 48-1 et 48-2.

Jules Moch (rapporteur général) - Cela fait par conséquent un an ou, pour être tout à fait exact, quatorze mois. Nous défendrons cette proposition ; mais je considère ce délai comme très court, à tous les points de vue.

Guy Mollet - Je ne suis pas technicien. J'ai l'impression qu'on joue sur quelques mois. La proposition de la Moselle qui semble rallier l'opinion de beaucoup de camarades tendait à dire une classe, c'est-à-dire deux contingents. Et la proposition de la Corrèze, à laquelle ne rallie le rapporteur, tend à dire trois contingents. De plus, les deux propositions partent bien de la même date : 47-2 et 48-1 d'un côté ; 47-2, 48-1 et 48-2 de l'autre.

Un délégué - Cela veut dire que le contingent qui va partir en octobre 1948 serait libéré en octobre 1949 et par conséquent ferait un an - Voilà à quoi tend la proposition de la Moselle.

Delvaux (Moselle) - Non, même pas, dans ma proposition.

Le président - Nous sommes donc en présence de deux amendements ; celui de la Moselle qui est maintenu et celui de la Corrèze qu'accepte le rapporteur général, avec l'approbation de Métayer.

Delvaux (Moselle) - Il s'agit de savoir si la réorganisation de l'armée aura lieu avant le 31 décembre 1949 ; il s'agit de savoir si le nombre de contingents à retenir plus d'un an sera d'un, deux ou trois.

Le président - Alors, la Moselle retire son amendement, de sorte qu'il ne reste que l'amendement de la Corrèze, accepté par Métayer.

Guy Mollet - Les camarades Métayer, Delvaux et Royer pourraient s'entendre, pendant que nous allons examiner le reste de la motion.
(Marques d'approbation)

Le président - Il en est ainsi décidé. Je vais lire les amendements proposés par les Bouches-du-Rhône et la Haute-Garonne :
"Le Conseil national, considérant que le RDR est une formation politique qui affaiblit le Parti par les attaques qu'il porte contre lui et qui affaiblit la Troisième Force en introduisant une discrimination entre les deux adversaires à combattre ; regrettant que plusieurs responsables du Parti aient contribué à la création de ce rassemblement, [dans]sans l'assentiment préalable du Parti, décide que l'adhésion au RDR est incompatible avec l'appartenance au Parti Socialiste, invite tous les militants à réserver leurs efforts pour le service de leur Parti."
Guy Mollet a répondu par avance à cet amendement ; je lui donne cependant la

Fondation Jean Jaurès

parole.

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

J’insiste encore une fois auprès de nos camarades qui ont déposé cet amendement, pour qu'ils le retirent et que nous ne soyons pas appelés à voter sur ce point.

Pendant plusieurs heures cet après-midi - et c'est la raison essentielle du retard de la commission - cette question a été discutée. Un amendement tendant exactement au même but avait été déposé par notre camarade des Bouches-du-Rhône et plusieurs camarades s'étaient ralliés à son idée. J'ai donné les raisons pour lesquelles je souhaitais le retrait de cet amendement, afin qu’il n'y ait pas de vote.

En ce qui concerne le RDR, j'ai dit hier quelle avait été la position du Comité directeur. Dès le début, nous avons pensé que cela pourrait présenter un danger, danger interne et danger externe, comme je le disais hier. Voici le reproche que nous faisions à nos camarades qui avaient pris cette initiative. Nous leur disions : Nous vous faisons un reproche essentiel. C’est que vous semblez affirmer un certain nombre de points qui au fond sont communs à beaucoup d'entre nous, mais que vous refusez à prendre des responsabilités que, vous vous en rendez compte, nous sommes astreints à prendre devant une fraction de l'opinion et du Parti, et que nous sommes les seuls à avoir le courage de dire la vérité.

Eh bien ! Je dis aux cosignataires de l'amendement qu'ils demandent à ce Conseil national de prendre la même position. Mais, s'il y a un vote, vous allez donner l'impression suivante : Du fait que ceux qui auront voté l’amendement manifesteront une opposition définitive au RDR ceux qui accepteront le texte de la Commission, adopté à l'unanimité par cette Commission, pourront faire figure de champions du RDR. Voilà ce que je vous demande d'éviter, afin de ne pas affaiblir la position du Comité directeur qui serait terriblement amoindrie.

Le Comité directeur a pris cette décision, et la motion de ce soir la confirme, qu'il est absolument impossible de concevoir que les hommes du Parti puissent s'intégrer dans le rassemblement à créer ; mais il a également décidé que, pour la date du 7 mai, les camarades qui ont adhéré au RDR auront du obtenir de cette organisation qu'elle s'intègre dans la Troisième Force, et que faute d'y être parvenus ils devront, à cette date, quitter le RDR.

Nous disons que c'est suffisant.

Nous avons rejeté la demande de certains des cosignataires de la motion des Bouches-du-Rhône tendant à compléter les garanties demandées.

Je vous en conjure, camarades, si vous donniez l'impression que nous sommes divisés, dans ce Conseil national, sur la question de l’appartenance au RDR, vous commettriez une très grosse faute.

Je demande à nos camarades de retirer leur amendement.

(Applaudissements)

Un délégué - Qu'est-ce que le Secrétaire général du Parti entend par "s’intégrer à

la Troisième Force" ?

Guy Mollet - C'est le Comité directeur qui l'estimera et son état d'esprit n'est pas douteux. Cela s'appliquera là où le RDR et la Troisième Force sont organisés, c'est un problème presque uniquement parisien. Cela veut dire que, sur divers points de la région parisienne, un certain nombre de camarades se sont donné des objectifs précis ; parfois, sur le plan de la lutte contre la vie chère, des initiatives ont été prises par la Troisième Force, dont certaines même ont été heureuses. Ou bien les membres Socialistes du RDR auront obtenu l'intégration à ces organismes locaux, départementaux et même nationaux, avant la date fixée du 7 mai ; ou bien, si cela n'est pas fait, le Comité directeur a déjà précisé qu'à cette date les intéressés auront à quitter le RDR c'est clair.
C'est pourquoi j'insiste auprès des signataires de l'amendement pour qu'ils en acceptent le retrait.
(Marques d'approbation)

Martin (Bouches-du-Rhône) – C'est pour faire respecter la discipline du Parti que la fédération des Bouches-du-Rhône avait déposé cet amendement. Certains camarades, sans avoir demandé l'avis du Comité directeur, ont contracté certaines alliances et ont engagé une action en dehors du Parti. C'est interdit par nos statuts nationaux, ce que désirait la fédération des Bouches-du-Rhône, c'était obtenir du Conseil national un vote exprimant la volonté du Parti de faire respecter la discipline.
Néanmoins, après l'exposé de notre camarade Guy Mollet, dans un but de conciliation, la fédération des Bouches-du-Rhône retire son amendement.

Le président – L'amendement est retiré. Nous reprenons la question militaire.

Pierre Métayer - Nous sommes arrivés à un accord. Voici l'amendement que nous proposons :
"Le Conseil national confirme la position prise par le Comité directeur et le groupe parlementaire sur la durée du service militaire obligatoire pour tous les Français, fixée à douze mois, les seuls aménagements possibles étant ceux destinés à assurer les adaptations nécessaires qui ne pourront être appliqués qu'aux contingents 48-1, 48-2 et 49-1."
Cet amendement est signé par : Métayer (Seine-et-Oise)...
Je demande au conseil national de l'accepter.

Delvaux (Moselle) - Après discussion, un certain nombre de camarades ont estimé ne pouvoir accepter ce texte. Voici l'amendement qu'ils opposent à celui que vient de lire le camarade Métayer, il est signé des délégués suivants : moi-même pour la Moselle, Martin des Bouches-du-Rhône et… du Calvados.
" Le Conseil national donne mandat à ses ministres et groupe parlementaire pour que la loi relative au recrutement militaire ne comporte qu'un service de douze mois, sans compromis possible sur le principe, mais avec des possibilités

Fondation Jean-Jaurès

d'aménagements pratiques pour les classes 48-1 et 48-2, ceci afin de ne pas désorganiser la structure militaire du pays."

Un délégué - Si nous comprenons bien, la différence porte sur un seul contingent.

[Baurens ?] (Gers) - La fédération du Gers votera l'amendement Métayer, en formulant ce souhait, pour le salut et la paix de notre pays, que les contingents qui sont menacés de faire quinze mois de service au lieu de douze, n'aient pas à supporter des servitudes plus graves.

Le président - Nous sommes au terme du débat. Deux amendements sont soumis au Conseil national : l'amendement Métayer et l'amendement de la Moselle.
Nous allons voter par mandats.
(Il est procédé au vote par mandats)
C'est l'amendement Métayer qui obtient la majorité. Pendant que s'achève le décompte des voix, je donne la parole à Max Le jeune.

Max Lejeune

Je me suis abstenu d'intervenir dans le débat de ce soir, puisque je représente le Parti au secrétariat d'État à la guerre.
Vous venez, à une assez forte majorité, d'adopter une motion. Cette motion, les camarades qui sont au gouvernement la défendront demain matin au Conseil des ministres. Mais, il n'est pas sûr du tout que nous obtenions satisfaction.
La question qui se pose est de savoir comment les événements s'enchaîneront.
Si nous sommes battus demain matin, est-ce que vous pensez que nous devrons donner notre démission ? Cela signifierait l'ouverture d'une crise ministérielle qui, en dehors des débats parlementaires, serait provoquée par les délibérations d'un parti. Ou bien accepteriez-vous que le camarade qui doit apposer sa signature sur le projet de loi gouvernemental à soumettre au Parlement signe le texte qui serait celui de la majorité du gouvernement ?
Je suis amené à poser la question parce que, en la circonstance, le militant que je suis et qui a toujours été discipliné a peut-être péché parfois par excès de ministérialisme, surtout quand il n'était pas dans le ministère, serait celui qui prendrait toute la responsabilité. Car c'est moi qui devrais contresigner le projet avec les ministres qui ne sont pas Socialistes.
La question est pour moi suffisamment grave.
J'estime que le Parti n'est pas engagé : il a séparé l'examen du problème militaire de celui des autres problèmes. Je n'y reviens pas. En tout cas, je suis le représentant du Parti au secrétariat d'État à la guerre. Demain, le Conseil des ministres peut adopter une attitude contraire à celle d'aujourd'hui. La question est celle-ci : Est-ce que les camarades Socialistes doivent démissionner, si la position du Parti n'est pas admise ? Ou est-ce que le camarade qui doit contresigner le projet de loi militaire devra en tout état de cause le signer ?

Fondation Jean-Jaurès

Chataignier (Ain) - Il me semble que Lejeune doit refuser de signer un projet de loi qui n'accepterait pas la position définie par le Conseil national du Parti, et que les ministres Socialistes devraient dans ce cas donner leur démission.

Daniel Mayer

Je crois effectivement que le Conseil national ne peut pas se séparer sans avoir répondu d'une manière précise et sans aucune espèce de transfert de responsabilité â la question posée par Max Le jeune. Chacun peut opter pour l'une ou l'autre des solutions. Je vais indiquer leurs inconvénients et leurs avantages.

Le mandat que vous venez de donner en adoptant la motion Métayer s'adresse autant au groupe parlementaire qu'aux ministres, par conséquent, si nous étions battus au conseil des ministres, vous seriez désireux que le groupe parlementaire, par voie d'amendement, reprenne le projet que vous venez d'adopter. Cela signifie que notre camarade Max Le jeune devrait signer le projet, même s'il ne s'inspirait pas très exactement de la décision que vous venez de prendre, simplement pour que ce projet soit transmis à l'assemblée nationale, afin qu'on puisse l'améliorer.

On peut ajouter, dans le même sens que, si l'on écoutait Châtaignier de l'Ain, demain en démissionnant - car Max Le jeune ne démissionnerait pas seul – nous accomplirions un geste que personne ne comprendrait. On ne comprendrait pas que c'est à cause de cela spécialement qu'à l'occasion d'un problème politique les Socialistes auraient ouvert une crise ministérielle extraconstitutionnelle, puisque ce serait à la suite d'un Conseil national qui n'a pas de vie constitutionnelle que la crise serait ouverte, - et cela amènerait de l'eau au moulin de ceux qui, comme le RPF luttent contre l'idée de Parti.

De l'autre côté, on peut dire, au contraire que notre camarade Max Lejeune doit effectivement refuser de donner sa signature à tout projet qui ne s'inspirerait pas strictement du vote précis que vous venez d'émettre, dont je ne sais pas s'il nous vaudra tellement d'amitié parmi les classes que nous avons expressément désignées pour faire trois mois de plus que les autres. Mais, en tout état de cause, vous devez connaître les conséquences du vote que vous venez d'émettre.

Ce que je demande au Conseil national, ce serait de faire preuve de courage, de ne pas renvoyer au groupe parlementaire ou au comité directeur, encore moins aux ministres les conséquences à tirer de votre propre politique et du vote que vous venez d'émettre ; ce que je demande au Conseil national, c'est de choisir entre les deux hypothèses qui demain risqueraient de se poser.

Et surtout ne répondez pas en disant que nous partons perdants. Ne croyez pas que l'intervention de Max Le jeune et la mienne, avec l'assentiment des autres ministres, signifient que nous ne nous battrons pas. Nous nous battrons jusqu'au bout sur la position que vous venez d'adopter, parce que nous sommes non seulement des militants disciplinés, mais les délégués du Parti au gouvernement et rien d'autre que les délégués du Parti.

Seulement, c'est notre devoir, devant le problème de conscience qui se posera pour nous demain, de demander au Conseil national de le trancher par avance.

Le président - Voici les résultats du vote :
Pour l'amendement de la Moselle : 1 894 mandats
pour l'amendement Métayer : 2 606 mandats.
L'amendement Métayer est donc adopté.
Je mets aux voix le vote de la motion finale, c'est-à-dire du texte que le camarade Jules Moch a lu, y compris l'amendement Métayer.
(La motion amendée est adoptée à l'unanimité)

Le président - Daniel Mayer a posé une question. Quelqu'un demande-t-il la parole à ce sujet ?

[...] - Camarades, je ne pensais pas prendre la parole devant ce Conseil national. Je suis d'avis, devant le résultat du vote qui vient d'intervenir et devant la déclaration de notre camarade Max Le jeune suivie des commentaires de notre camarade Daniel Mayer, qu'il est indiscutable que les militants des fédérations doivent prendre position d'une façon précise et de pas reculer devant des responsabilités qui sont bien les leurs.
Demain, aussi bien dans le Parti que dans le pays, personne ne comprendrait que, sur une question disons à aussi minime importance que celle que nous avons dû trancher par un vote, une crise ministérielle puisse survenir. Je considérerais comme une preuve de folie pure et de démagogie grossière que nous puissions donner comme consigne d'intransigeance sur cette question qui ne doit pas être mise sur le même plan que d'autres qui sont autrement graves. N'est-il pas plus important, par exemple, de savoir, sur le plan général, au moment où la situation internationale est spécialement grave, ou sur le plan intérieur la position du Parti est difficile, quelle sera la position de notre Parti ? Je ne crois pas qu'il soit possible de demander à nos représentants au gouvernement de démissionner sur une question pareille, après un débat assez confus, qui n'a pas été tellement suivi par les représentants des fédérations, et alors qu'il ne s'agit de savoir que ceci : un contingent fera-t-il douze ou quinze mois. Car le différend ne porte que sur un contingent, c'est-à-dire une demi-classe.
Je prie les camarades représentant les fédérations de prendre conscience de la responsabilité qui leur incombe et de décider que, même si nos camarades ministres, auxquels je fais confiance, ne pouvaient faire admettre par leurs collègues du gouvernement la position qui a été prise ici, ne provoquent pas pour autant une crise ministérielle.

[…] - Camarades, je suis d'accord avec les ministres. Ce n'est pas chez moi une habitude constante.
Les ministres ont dit que la situation était grave. Si les ministres étaient seuls à le dire, ce ne serait pas grave ! La situation est grave, parce qu'elle est réellement grave.
A mon camarade de la Moselle qui est jeune, je dis : J'ai entendu déjà, en 1937

Fondation Jean Jaurès

et 1938, de jeunes camarades qui me disaient : "On nous fait le chantage à la guerre." La guerre est tout de même venue ! Sais-tu, camarade de la Moselle, si elle ne reviendra pas demain ? La situation est donc extrêmement grave, du point de vue de la politique extérieure.
Du point de vue intérieur, ce n'est pas bien compliqué non plus. Nous avions Ramadier au gouvernement ; on l'a renversé ; maintenant, nous avons Schumann. Si Schumann est renversé, qu'est-ce que nous allons avoir ? On sait ce qu'on a ; on ne sait pas ce qu'on va prendre.
Camarades, c'est tout ce que j'avais à dire.

[…]

[**Rougeron** ?]

Camarades, si les décisions que nous prenons ici doivent rester, lettre morte, ce n'est pas la peine de nous réunir.
Les camarades qui votaient savaient ce qu'ils faisaient. Notre camarade Jules Moch avait nettement posé la question. Il avait dit qu'une crise pouvait être ouverte, c'est malgré cela que les camarades ont pris leurs responsabilités sur le problème. Ils ne veulent pas accepter le chantage du MRP. Nous disons que nous en avons assez. Voilà ce que le Parti vient de dire. Il est évident qu'il faut que le Conseil national prenne ses responsabilités. Les ayant prises, les conséquences logiques doivent être tirées : si nos partenaires du ministère n'acceptent pas, nos camarades ministres doivent donner leur démission.
Camarades, je vais vous demander de dire qu'en aucun cas les ministres ne devront quitter le gouvernement à l'appui de cette position, je rappellerai les journées que nous avons vécues ensemble avec inquiétude. Je voudrais simplement, me reportant à novembre et décembre 1947, vous demander de vous poser la question : que serait-il advenu, si d'autres hommes avaient été à ce moment-là au gouvernement, si d'autres partis avaient détenu les leviers essentiels de notre République ? C'est précisément parce que des moments difficiles peuvent se produire encore que je ne veux pas voir les leviers de commande passer en des mains qui ne nous inspireraient aucune confiance.
Je vous demande, camarades, de faire en sorte que nous ne commettions pas la faute capitale de quitter le gouvernement, à un moment ou la République est en danger.

Marceau Pivert

Nous avons à parler de responsabilité et nous devons nous efforcer de traverser cette période, quelle que soit la position que nous ayons prise dans le Parti.
Une première condition doit être remplie. C'est que le pays sache exactement quelle est notre position et les raisons de cette position. C'est pourquoi je suis persuadé que nous devons autoriser le dépôt du projet de loi, si nos ministres sont en minorité, et nous devons expliquer que s'ils s'associent au dépôt de ce projet de loi, c'est dans l'intention de donner au Parlement l'occasion de se prononcer, notre groupe parlementaire étant expressément mandaté par le

Coll. Fondation Jean Jaurès

Conseil national pour défendre la position du Parti, en fonction d'une conjoncture internationale qui recule l'idée de la fatalité de la guerre. Nous irons devant l'opinion pour expliquer que nous n'avons pas voulu nous laisser entraîner dans l'engrenage d'une course aux armements, parce que nous Socialistes, non seulement en France mais dans toute l'Europe et dans le monde, proposons d'autres solutions qui sont des solutions de paix, de justice et de liberté.
C'est une occasion de nous présenter une fois de plus tels que nous sommes. Et si nous avons confiance en nos idées, nous n'aurons rien à craindre ni de la crise possible de demain ni de ses suites possibles.
Par contre, nous aurons tout à redouter, si au départ nous avons dans la tête le doute et l'équivoque.
Réfléchissez, camarades aux problèmes que nous avons vus se dérouler et aux erreurs intellectuelles qui ont été commises par des camarades. Je ne ferai que cette allusion : les camarades qui ont connu Nenni savent ce qui est arrivé et savent que c'est arrivé parce qu'une erreur a été commise : c'est cette erreur que nous payons. Ce n'est pas [2 ?] millions d'électeurs Socialistes indépendants seulement qu'il y aurait eu si, il y a un an, on avait soutenu le Socialisme indépendant ; c'est 4 millions. Il n'y aurait pas eu Prague, si on avait pris tout de suite la position Socialiste.
Camarades, soyez vous-mêmes, ne craignez rien. Appelez-en au peuple et demandez-lui de vous suivre.

Jules Moch (rapporteur général)

Je suis d'accord avec Marceau.
Pour une fois, je ne suis pas d'accord avec Rougeron. Il n'est pas possible, après un vote précis du Conseil national, d'envisager l'hypothèse où, cette décision étant écartée, les ministres resteraient, s'ils n'en ont pas reçu le mandat formel. Il faut que nous soyons en face de nos responsabilités et que nous y répondions.
Je ne suis pas d'accord non plus avec Fischer, et c'est quand il a parlé que j'ai demandé la parole.
Marceau vient d'indiquer la raison pour laquelle il faut que le Conseil national autorise formellement et nettement Max Lejeune à signer le projet de loi, et cette raison me parait pertinente. C'est une des deux que je comptais donner moi-même. Je vais insister sur la seconde.
Si vous votiez en sens inverse, comme le demande notre camarade Fischer, ce serait d'un Conseil national, organisme extraparlementaire, que serait sortie, aux yeux de l'opinion, la responsabilité d'une crise ministérielle. Ce serait apporter de l'eau au moulin Gaulliste, et des militants avertis n'ont pas le droit, dans les circonstances présentes, de jouer pareil jeu.
Par conséquent, pour une raison de publicité du débat dite excellemment par Marceau et pour une raison constitutionnelle, il me paraît impossible d'envisager une crise politique qui ne peut résulter que d'un vote du Parlement.
C'est pourquoi je demande formellement au conseil d'autoriser Max Le jeune à signer le projet, même ai noua n'avons pas satisfaction.

Ceci dit, j'indique, comme Daniel, que nous ne jouons pas perdants. Nous allons, dès ce soir si possible, voir le Président du Conseil. Nous mènerons demain une bataille complète pour faire triompher l'idée que vous avez vous-mêmes définie. Nous ferons, en cela, notre simple devoir de militants.
(Applaudissements)

Guy Mollet (Secrétaire général du Parti)

La question est présentée telle qu'elle se pose. Seulement, c'est bien la première fois que je vois élaborer un programme politique sur la place publique ou presque.
Deux hypothèses. Je suppose que nous disions, comme l'a proposé Rougeron, qu'en aucun cas nos ministres ne devront démissionner. Alors, ce n'est pas la peine qu'ils aillent demain au Conseil des ministres. Comme tout ce qui est décidé ici sera connu à l'extérieur - c'est déjà connu peut-être - ce n'est pas la peine de discuter plus longtemps, ce n'est pas la peine que nos ministres essayent de faire prévaloir notre point de vue. Dire qu'en tout état de cause nos ministres resteront au gouvernement, c'est une drôle de façon d'engager la discussion.
Mais je suppose maintenant que nous disions qu'en tout état de cause nos ministres démissionneront, si la décision du Conseil des ministres n'est pas absolument conforme à ce que nous proposons, c'est aussi une drôle de façon d'envisager la responsabilité de la crise.
Cela peut se présenter de toutes sortes de façons, la crise. Quand nos camarades vont avoir rencontré le Président du Conseil, quand ils discuteront devant le Conseil des ministres, qu'est-ce qu'ils diront ? Ils diront : Les députés Socialistes ont un mandat précis ; ils déposeront un projet de loi conforme à ce qui leur a été dicté. Ils ne voteront certainement pas un texte qui fixerait à quinze ou à dix-huit mois la durée du service militaire. Ils concéderont que, pendant deux ans, le service pourra être pratiquement de quinze mois. Il y a là une transaction que nous apportons ; nous la croyons désireuse. Si vous proposez, vous MRP un autre texte qui ne tienne pas compte de nos propositions, vous savez qu'il ne sera pas voté par le groupe Socialiste à l'assemblée. Vous allez prendre vos responsabilités. Et la crise pourra alors s'ouvrir sur le plan parlementaire ; ce ne sera pas notre parti, en tant que tel, qui l'endossera.
Il faut donner une réponse à notre camarade Max Lejeune. La réponse consiste à dire à nos camarades des ministres d'exposer au conseil : Nous n'ouvrons pas aujourd'hui la crise : c'est une responsabilité qui incombera au Parlement. Et C'est ainsi qu'ils défendront la position que nous venons de définir.
Cela présente des inconvénients. Je sais très bien que les Communistes iront dans le pays. Mais, je vous en conjure, quand vous aurez donné cette réponse, n'ajoutez pas qu'en aucun cas nos ministres n'auront à démissionner. Ce ne serait pas la peine d'ouvrir la discussion.
(Marques d'approbation)

Le président - Je crois que la réponse demandée par Max Lejeune vient d'être donnée.

(Nouvelles marques d'approbation.)
Nous allons donc clore les débats du Conseil national.
Je donne la parole à Guy Mollet pour faire le point de nos travaux.

Guy Mollet
Le point sera vite fait : je vous invite à rentrer dans vos fédérations et à faire du bon travail.

Le président - La séance est levée.
(La séance est levée à 23 heures un quart.)

Coll. Fondation Jean-Jaurès